



# L' "AUTORÉDUCTION" DES TARIFS EN ITALIE

## Une riposte populaire à l'inflation

### Quand les usagers refusent les hausses des loyers, des transports, de l'électricité

Par JEAN-FRANÇOIS DOUMIC

Les contrats de travail de plus de trois millions et demi d'Italiens seront renoués cet automne. Il n'est pas certain que le ralentissement de l'inflation par rapport à l'an dernier et le « plan de relance » élaboré à Rome (3 500 milliards de lires d'investissement publics) suffisent à apaiser les craintes concernant l'emploi ; la chute de la production industrielle et les difficultés sur les marchés extérieurs incitent les patrons italiens à prévoir des compressions de personnel.

Depuis le succès électoral des communistes, le 15 juin dernier, et le recul de la démocratie chrétienne, la Péninsule a passé l'été dans un bruit discret de négociations de coalition, de marchandage municipal autour de telle ou telle mairie. Le renouvellement des contrats de travail, s'il s'accompagne d'une nouvelle montée du chômage, pourrait « réchauffer » l'automne et remettre en cause la relative trêve sociale observée depuis l'hiver dernier et depuis la fin de la « désobéissance civile ».

**A**UTOREDUCTION, désobéissance civile, désobéissance civile : un an après sa naissance, les Italiens ne l'ont pas encore baptisée. Pour l'instant, le mouvement populaire de l'automne 1974 contre la hausse des prix et le vie cher n'a pas de nom qui fasse l'unanimité. Il y a pourtant plusieurs mois que les usagers se sont mis à payer

ou bon grain : manifestation anarchique et individualiste, ou geste politique conscient, action directe de l'homme sur son milieu ?

Comme ses noms l'indiquent, le mouvement est tout à la fois collectif et individuel, illégal et organisé. Pour protester contre l'accélération de la hausse des prix, les milliers d'Italiens qui pratiquent l'autoréduction ne réclament qu'une partie des sommes qui leur sont réclamées pour les transports, la consommation électrique, le chauffage ou le loyer. Dans le plupart des cas, ils agissent avec le soutien de leur syndicat ou de leur « comité de quartier ». Ceux-ci manifestent leur participation en faisant acquiescer les lectures autoréduites avec des mandats marqués de leur tampon. Partis du Piémont à la fin du mois d'août 1974, le mouvement s'est de proche en proche, touché à peu près toutes les régions de la Péninsule. Après Turin et Milan, Ancone, Venise, Bologne et Rome, puis Naples, Palerme et d'autres centres de moindre importance. A la fin de l'année, l'autoréduction disparaît à peu près complètement en tant que phénomène de masse. Elle ne subsiste que dans

Italie, sièges des premières occupations d'usines animées par Gramsci dans l'été 1920, hauts lieux du syndicalisme italien, où la tradition de solidarité ouvrière laisse toutes ses places à la recherche de nouvelles formes de lutte : occupations, réduction des cadences, grèves sauvages et, l'an dernier, autoréduction des tarifs publics.

Mais, cette fois, le mouvement naît et se développe en dehors de l'entreprise (2). Plus que d'une innovation, il s'agit d'une extension et d'une réponse extension des luttes à tout ce qui touche le vie quotidien, réponse aux capitaux spéculatifs qui cherchent le profit hors de l'usine dans les transports ou dans l'immobilier.

### L'ordinateur complice du banlieusard

A Milan, ce sont encore les banlieusards qui prennent l'initiative du mouvement. Dès le 22 septembre, ils « désobéissent » dans le quartier de Sempione. Il en va de même à Venise, où la première décision d'autoréduction est prise par le comité des délégués ouvriers de Porto-Marghera, le 28 septembre.

Dans son extension hors de ces trois villes, l'autoréduction du prix des transports n'est plus le fait exclusif des pendoliers. Etudiants, employés, usagers quels qu'ils soient y ont recours. L'organisation varie peu d'un centre à l'autre. Certains avatars apparaissent ici ou là, dont le signification politique est moins évidente : le refus pur et simple de payer, ou encore le « solidarisme » pratiqué à Palerme (celui qui descend de l'autobus côté gratuitement son billet encore valable à celui qui monte). Ceux qui, dès septembre 1974, rédui-

sent d'eux-mêmes leur facture d'électricité ont également une particularité : ils habitent des grands ensembles et se concertent au sein de leur comité de quartier ou comité de zone avant d'envoyer leur mandat. Mais l'information passe encore le plus souvent par l'entreprise. Quand, le 12 septembre, le F.I.M. de Turin (encore elle) veut inviter tous les travailleurs de la province à ne payer que 50 % de leur note d'électricité, elle l'annonce par un communiqué placardé dans toutes les usines. Procédure analogue le 19 septembre à Naples et à Asti, le 21 à Bol-

zano, le 27 à Varese, le 28 à Novara... L'envoi des lectures d'électricité aux usagers établies par ordinateur, s'étale, en Italie comme en France, sur une certaine période. Pendant tout le dernier trimestre de 1974, la machine contribue ainsi, par l'étalement de ses envois, à maintenir la pression. D'octobre à décembre, sur le chemin des placards piémontais, des centaines de milliers d'Italiens autoréduisent, à leur tour, leurs factures (4) A Herculanum, par exemple, près de Naples, les premiers mandats autoréduits ne partent qu'le 12 novembre.

« Rispondiamo al sacco al salario oborario. Autoreduciamo al 50% la bolletta del luce » (5). Un peu détraqué par les intempéries, mais absolument pas lâché, une banderole en papier, collée sur un mur, étiquette de la vigueur du mouvement à la Magliana. Aujourd'hui, ce quartier périphérique de Rome est un peu comme la citadelle de la désobéissance civile. Ici tout est autorisé : lumière, chauffage, loyer. Souvent, le refus de payer a même été total. Quelques années auparavant, municipalité et promoteurs avaient, à leur façon, « autoréduit » l'activité urbaine : peu ou pas de services publics (écoles, établissements hospitaliers, marchés), des constructions édifiées en dehors de toutes les normes, des rues qui n'en ont que le nom (6). Dans cette ville-dortoir de quarante-cinq mille habitants, le mouvement tourne principalement autour des loyers.

(1) Voir à ce sujet l'étude de Jean-Marie Fournier, dans Mouvement social, n° 72, septembre 1970, Paris, Editions ouvrières.

(2) Sur les lignes d'autobus de banlieue, dans les appartements lochés des I.A.C.P. (Istituto Autonomo Case Popolari, équivalent italien des H.L.M.) ou des promoteurs privés.

(3) La Federazione dei Lavoratori Metallmeccanici (F.I.M.) regroupe dans toute la Péninsule les ouvriers métallurgiques des trois principales centrales.

(4) Il reste très difficile de chiffrer avec précision l'ampleur du mouvement pour toute la Péninsule, mais on peut dire qu'à Turin le nombre de familles ayant autoréduit leur note se situe entre cent cinquante mille et deux cent mille.

(5) « Rispondiamo al sacco al salario oborario. Autoreduciamo la nota de lumiere al 50 % ».

(6) La Magliana est construite 7 mètres au-dessous du niveau du Tibre et les deux premiers étages de ces immeubles, contrairement aux 12 à 15 étages des constructeurs, ont été effectivement loués ou vendus.



l'inégarité de leur facture d'électricité et qu'ils ne refusent plus d'acquiescer le plein tarif dans les autobus. Mais cette pratique reste la mascotte des gauchistes, la pomme de discorde de la gauche et le bête noir du pouvoir. Dans le paysage politique italien, l'autoréduction apparaît comme une jeune pousse dont on ne saurait pas encore si elle est mauvaise herbe

ou seul secteur : les loyers, et surtout dans une ville, le quartier de la Magliana, à Rome. Mais, pour tous, elle reste aujourd'hui un phénomène trop peu expliqué, mal analysé. Ce n'est encore ni un mythe ni une ruse, mais déjà une forme de lutte que certains ont rangée parmi les plus périlleuses ou les moins « civiles », alors que d'autres l'érigent en doctrine.

L'autoréduction italienne est, à notre connaissance, une manifestation sans précédent. On ne trouve pas, dans l'après-guerre et dans les pays industrialisés, de révolte contre le vie cher qui ait pris cette forme, brutale dans son principe et raffinée dans son application. Ce mouvement n'est pas sans analogie avec certaines luttes nationalistes : en Inde, avant l'indépendance, et plus récemment en Ukraine, entre 1909 et 1917, la « désobéissance civile » consistait aussi à ne pas payer son dû aux autorités. Mais là s'arrête le ressemblance : ces mouvements étaient menés pour des motifs tout à fait différents, où l'inflation n'avait rien à voir. Ils impliquaient un non-paiement absolu et non une réduction des charges (loyers ou impôts), ils étaient dirigés par des associations politiques et non par des syndicats.

### Révolte contre les "affameurs" et les "accapareurs"

La « désobéissance » des Italiens n'a guère plus de rapports avec une quelconque défense des consommateurs : pas d'attaques contre telle ou telle marque, pas d'arbitrage entre différents produits.

Arrière-petite-couline de la lutte contre les « affameurs » et les « accapareurs » de grain de la Révolution, elle n'est pas sans parenté avec un autre mouvement : celui, et mal connu, des ménagères françaises du début du siècle (1). Lorsque, pendant l'été 1911, ces femmes, confrontées à une hausse brutale inhabituelle, imposent aux commerçants de Tourcoing des prix maxima, elles ouvrent, sans le savoir, une voie : celle où le refus individuel et violent de l'érosion monétaire se justifie simplement par la nécessité de vivre ou de survivre.

En Italie, le principe d'une action analogue est énoncé pour la première fois à Milan, le 19 juillet 1974, lorsque dix-huit

conseils d'entreprise et plusieurs comités de quartier proposent de ne pas payer l'augmentation des tarifs électriques. Mais le véritable acte de naissance de l'autoréduction date du 28 août 1974. Ce jour-là, à 5 h. 30 du matin, dans le banlieue de Turin, deux cents ouvriers venant de Pinerolo et allant aux établissements Fiat de Rivalta refusent la dernière augmentation du ticket d'autobus. Ils peinent à l'ancien tarif et versent l'argent à un délégué syndical. Cela se passe quelques semaines après l'annonce par le gouvernement d'un important train de hausses, et moins d'un mois après les révélations de l'Institut italien des statistiques : hausse annuelle de 25 % sur le prix des œufs, de 27 % sur le pain, de 49 % sur l'huile, de 61 % sur l'essence, de 148 % sur le gaz-oil. Cela se passe également alors que, pour la troisième fois consécutive, cet Institut annonce aux Italiens une accélération de la hausse mensuelle des prix : 1,2 % en avril, 1,4 % en mai, 1,9 % en juin, 2,4 % en juillet.

Ces écarts sont-ils suffisants pour être ressentis, mois après mois, par le consommateur ? La « désobéissance civile » prend toute son ampleur précisément pendant les trois mois (octobre, novembre, décembre) où le variation des prix à la consommation sur douze mois est la plus forte.

L'examen plus précis du mouvement en trace encore mieux les contours. Ainsi, son lieu de naissance tient à la fois de la tradition et du modernisme : Turin et Milan, capitales des luttes sociales en

## A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu : achetez-le. En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location. Pour en bénéficier, rien de plus simple : allez voir

l'agent Simca-Chrysler de votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour. Vous serez surpris : disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez. A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes. N'importe où. Locasim vous souhaite un bon séjour.



Locasim, Division des Ventes à l'Exportation, 74 bis, rue Lanniston, 75116 Paris - France. Tél. 553.31.89

**GROSPIRON**  
RAOULT GROSPIRON SUC  
DÉMÉNAGEMENTS  
EMBALLAGE  
GARDE-MEUBLES  
EXPÉDITIONS  
49, Rue de la Fédération, XV  
754-02-66  
Domicile Administratif



سكدا من زيومل

# FS EN ITALIE Inflation

## Contre la spéculation immobilière

ont également connu cette contestation. Mais il s'agissait, chaque fois, de quelques centaines de quelques milliers de familles amputant leur loyer.

Ainsi donc, privé de perspectives et de directives, périodiquement par le blocage de certains loyers, le mouvement réside mal aux attaques des pouvoirs publics, autant qu'aux appréhensions des localités, qui hésitent à mettre en jeu leur loi.

Lorsqu'elle ne se transforme pas en occupation gratuite, l'autoréduction des loyers termine souvent sa carrière en se retranchant derrière le caractère politique de l'insolvabilité provisoire. Le cas de la Magliana est, à cet égard, l'exception qui confirme la règle. Avec ses assemblées générales et ses « délégués d'escaliers », ce quartier-sous-Tibre semble s'enfoncer jour après jour dans l'illégalité, illégalité dans laquelle l'ont construite et la maintiennent ses promoteurs et l'administration romaine.

A l'heure des comptes, le mouvement n'est pas pour autant passé inaperçu. En 1974, 27 % des loyers sont impayés, contre 4 à 5 % seulement avant 1969, pour les appartements loués par l'I.A.C.P. de Milan. En son questionnaire, M. Venegoni lance une jolie formule : « De physiologie, le retard du paiement est devenu pathologique ». En fonctionnaire zélé d'un organisme public, il reproche cette « attaque » contre l'un des trop rares secteurs de l'intervention étatique. En écrivain convaincu de la démocratie, il conclut : « Ce n'est pas de la désobéissance civile, mais involontaire ».

Ceux qui militent pour une stabilisation du prix des loyers repoussent l'accusation. Delfino Ferrari, membre de l'Union des locataires à Milan, explique que le maintien du prix modéré dans le secteur public contribuerait à limiter l'ascension des loyers imposée par les promoteurs privés. Avec une démarche différente mais dans une même optique, Giorgio Benvenuto, secrétaire général de l'U.L.L.-M., se déclare hostile à une aide publique sous forme de prêt pour l'accession de la propriété. « Un tel système ne ferait qu'entretenir la spéculation immobilière... Les occupants de la Magliana, en prise directe avec les propriétaires privés,

sont mieux placés encore pour les désigner comme boucs émissaires. « Nous ne voulons pas que la commune paie la différence entre le loyer autoréduit à 10 % du salaire et celui réclamé par les constructeurs ».

Autoréduire les loyers à 10 % du salaire (7) ou lutter indirectement contre la spéculation immobilière est encore trop peu pour assurer l'appât de ces militants. Ils réclament en même temps la régulation des appartements privés, inoccupés, de plus en plus nombreux (voir l'encadré), la relance de la construction populaire (en balaise régulière depuis des années) et la garantie de l'emploi dans le bâtiment. Depuis dix ans, la magit, l'aide-magion, souvent originaire du Sud, fait les frais de la régression des chantiers. Quatre cent mille appartements terminés en 1964 et deux cent cinquante mille seulement en 1974. Or, l'année dernière, quatre cent douze mille couples se jurèrent fidélité devant M. le maire et M. le curé !

La même volonté de porter le problème devant l'opinion se retrouve, au moins au niveau des déclarations, dans les deux autres grandes luttes de l'autoréduction : exigence d'un véritable service public pour les transports, refus des politiques financières de facilité pour l'électricité, où la hausse des tarifs ne correspondait à aucune amélioration des prestations mais à une volonté de réorienter sur l'usage domestique le renchérissement de l'énergie.

### TAUX D'OCCUPATION DES APPARTEMENTS

	Occupés	Vides
1951 .....	94,3 %	5,7 %
1961 .....	91,7 %	8,3 %
1971 .....	87,8 %	12,2 %

Sources : ISTAT, cité dans La Casa in Italia.

## Partis et syndicats sont divisés

du Pliant fait école. Mais aucun de ces avatars n'aura véritablement de succès. Il leur faut constater que la « désobéissance civile » ne s'en est pas prise à des personnes physiques.

Pas de lutte contre l'artisan, le commerçant ou l'industriel, véhicules de l'inflation pourtant tout aussi efficaces que ces institutions anonymes face auxquelles l'autoréduction a vécu de beaux jours. S'il y avait eu un choix délibéré, celui-ci s'est très vite révélé être une arme à double tranchant. Attaquer une institution plutôt qu'un individu permet sans doute de mieux souligner la part de responsabilité des autorités. C'est aussi courir le risque de donner un coup de poing inutile dans le ventre mou des pouvoirs publics. M. Venegoni est le premier à le déplorer : « Différents règlements ou décrets, pris depuis 1971, rendent pratiquement impossible toute expulsion des mauvais payeurs ».

Là où les entrepreneurs victimes de l'autoréduction manifestent certaines velléités

de résistance, les syndicats montrent les dents. Dans les transports ils menacent, et les voitures restent au dépôt, de ne pas reverser aux compagnies les sommes-déjà perçues pour les abonnements par les « délégués d'autobus ». Dans l'électricité, Giorgio Benvenuto explique : « Les menaces de coupures de courant sont restées vaines grâce au soutien des ouvriers de l'ENEL ». C'est ce qui explique, le 15 novembre à Rome, leur solidarité avec les « désobéissants civils ». Allure, à Milan pour les hausses de transports, à la Magliana pour les constructions, l'irrégularité des positions attaquées paralyse les tenants de l'ordre. En définitive, les réactions des pouvoirs se limiteront à quelques arrestations à Milan, Venise, Ancone, qui provoquent immensément

des manifestations de rue. Pour parfaire cette incapacité de réplique, le crise gouvernementale vient comme un fait exprès. Entre la démission du gouvernement Rumor, début octobre (8), et l'installation de l'équipe Moro, mi-novembre, l'Italie est atteinte d'acéphalie aiguë.

Longtemps privée d'interlocuteurs, l'autoréduction a par ailleurs souffert de la division de ses alliés politiques : la gauche et les syndicats « Les travailleurs de Turin ont pris un coup de soleil », commente un communiste milanais à propos de l'autoréduction des billets d'autobus. A Rome, Gianni Betti, militant du P.C.I. à la Magliana, condamne les occupations : « Occuper ces maisons fait le jeu des spéculateurs qui veulent, précisément, que le communisme rachète leurs immeubles » (9). A propos des quittances d'électricité réduites de moitié, un responsable socialiste, rencontré à Rome, M. Via del Corso, au siège du P.S.I., déclare : « Il n'est pas juste de réduire de façon autonome. Une bataille démocratique doit être menée pour que soient aussi préservés, par des lois préventives, les intérêts de la petite industrie ».

Au niveau national, Giorgio Amendola, un des dirigeants communistes les plus favorables au « compromis historique », avec la démocratie chrétienne, porte une condamnation sans appel, au nom de la stratégie de son parti : « Cette forme de lutte réduit le front de classe, rejette à droite d'importantes couches de la population et sert les groupes qui préparent une nouvelle aventure fasciste » (10). Moins hostile, mais cependant réticent, le P.S.I. redoute que le mouvement ne déchire les syndicats. Non sans raison d'ailleurs, puisque, dans le mouvement ouvrier, le ligne de démarcation entre partisans et adversaires de l'autoréduction passe au sein de chaque confédération.

Cela est surtout vrai pour la C.I.S.L. et le C.G.I.L., moins exact pour l'U.I.L., où

les militants communistes sont très peu nombreux. Dans sa majorité, la C.I.S.L. (2,5 millions d'adhérents), syndicat chrétien à l'origine, est favorable à l'autoréduction. Position inverse à la C.G.I.L. (4 millions d'adhérents), confédération dominée par des membres du P.C.I. et du P.S.I.

Mais, dans chacune de ces confédérations, un courant important, quelque mineur, conteste la prise de position de l'appareil syndical. Les cas les plus spectaculaires sont ceux de Milan et de Turin. Dans la capitale lombarde, la fédération regroupant les trois syndicats invite les travailleurs, le 23 novembre 1974, « à rejeter toutes les initiatives qui déshonorent le mouvement ». Les fédérations de Turin et de Naples, entre autres, adoptent une attitude opposée. A Rome même, dès le 27 septembre, le secrétaire général adjoint de la C.G.I.L., Piero Boni, se déclare également favorable à l'autoréduction. Piero Boni est socialiste, mais Bruno Trentin (C.G.I.L.-F.L.M.), qui adopte la même attitude, est un membre important du parti communiste.

A Turin, explique M. Ayolo, membre de la C.I.S.L., des militants communistes adhérents de la C.G.I.L. ont participé à la distribution des mandats autoréduits, notamment dans le quartier du Corso-Francia. Explication politique de ce syndicalisme proche du groupe extra-parlementaire P.D.U.P.-Manifesto : « Ici, le P.C.I. doit tenir compte des exigences de masse avant les exigences du parti ». Interrogé à Rome dans un bureau du Parlement, M. Spagnoli, député communiste, n'en concède pas tant. A la question : Que feriez-vous face à un mouvement d'autoréduction, si vous étiez au pouvoir ? Il répond : « Nous nous efforcerions de faire disparaître les problèmes qui auraient provoqué cette réaction des masses... »

## Une sorte de "provocation" contre l'Etat

Ces différences de comportement ou de ton ont contribué à faire rentrer le fleuve dans son lit. L'unité syndicale (C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L.), très poussée en Italie, a pour l'instant le don paradoxal de renforcer les dispositions régionales d'une fédération à l'autre. Mais elle a aussi pour effet de donner une nouvelle force aux formes de lutte plus « traditionnelles » de la C.G.I.L. majoritaire. Malheureux historiens qui devront dire, plus tard, qu'à la plus favorable conclusion des accords très bénéfiques pour les travailleurs, signés à la fin de 1974 ! Retour presque intégral aux anciens tarifs de transport, réduction importante de la hausse des prix de l'électricité : ces deux aérés d'accords, régionaux ou nationaux, ont, en effet, été également précédés de pétitions, de semaines de lutte, de grèves locales... Actions traditionnelles considérées comme peu mobilisatrices par les militants de Lotta Continua qui n'ont pour les qualifier qu'un seul mot : « récupération ».

L'autoréduction « pure et dure » ne continue donc que dans de rares secteurs — dont la Magliana — animés par la gauche extraparlamentaire. Cette témoin d'un mouvement qui s'est dissout avec son propre succès, ou échec de fixation, base de départ d'une nouvelle autoréduction plus forte et mieux structurée ? Pour Giorgio Benvenuto (U.L.L.-F.L.M.), « cette lutte n'a pu être relancée au début de 1975 car elle aurait manqué l'unité syndicale, mala, à l'autonomie, après les négociations sur les conventions collectives, il faudra tout faire pour que les augmentations de salaires obtenues ne se répercutent pas sur les tarifs publics ».

Libéraux, républicains, sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens ont leur à tour parlé de « provocation contre l'Etat », de « lutte inconciliable avec le système démocratique », ou de « contestation incompréhensible des décisions prises par les forces constitutionnelles ». En d'autres temps et en d'autres lieux, le grève n'aurait pas meilleure presse.

En revanche, à l'écart du P.C.I. et du P.S.I. — embarrassés par des préoccupations gouvernementales ou électorales — les partisans colimaux de l'autoréduction poursuivent le débat, tant sur les méthodes que sur l'opportunité du choix du terrain. C'est encore Giorgio Benvenuto, syndicaliste socialiste, qui explique : « Ce type d'action directe est mieux que la grève, car il porte en lui une proposi-

tion ». Ce que la revue Citta-Classe traduit par cette formule : « L'autoréduction est un mouvement de masse qui concrétise en une seule manifestation la lutte et la réalisation de l'objectif de la lutte ». Quant à mettre en doute la légitimité d'un tel mouvement, la même revue balafre l'argument d'une phrase : « Les accords intervenus (favorables aux travailleurs) légitiment cette voie. Voilà pour la méthode. Reste le terrain ».

L'autoréduction est un nouveau pas dans le remède en cause du système capitaliste. Tel est le fondement de la discussion à laquelle se livrent les partisans du mouvement. Si l'on accepte, avec eux, de rechercher dans cette « désobéissance civile » une signification qui dépasse son seul déroulement historique, il faut adhérer à la série des postulats ou des conclusions qui étayent leur conviction. Ainsi, à l'évidence, le choix des terrains sur lesquels l'autoréduction s'est développée ne traduit pas le seule volonté d'« exposer un problème » devant l'opinion publique. Il s'agit d'abord, comme le dit M. F. Benvenuto dans son rapport présenté au conseil général de la F.L.M. le 5 décembre 1974, de provoquer « une révision des critères utilisés pour justifier les hausses de tarifs ». Il s'agit également de montrer la place du mouvement syndical dans la lutte pour les réformes de structures et les programmes d'investissement, « surtout si ces réformes doivent passer par

des changements dans les systèmes tarifaires ».

En outre, le mouvement a permis de consolider une expérience de lutte qui va de l'usine au lieu de résidence. Piero Boni (C.G.I.L.) prévoit l'extension de l'autoréduction à tous les problèmes de la qualité et du coût de la vie dans les quartiers populaires. La revue Citta-Classe analyse cet élargissement en parlant de la « sédimentation » de la conscience politique de ces dernières années. Allusion à l'impact de l'intense activité militante des syndicats. En même temps, la présence de ces organisations dans un mouvement largement ouvert aux autres classes sociales, exprime ce que Citta-Classe appelle « une hégémonie ouvrière ».

Enfin, le refus de prendre en compte les arguments des gestionnaires pour justifier les hausses aboutit à la résurgence d'une notion que l'on rencontre chez les utopistes du dix-neuvième siècle : la « juste prix social » qui prend la place du « juste prix industriel ». « Ainsi, la souveraineté des consommateurs, concept mystifiant qui tend à justifier idéologiquement les choix de la production capitaliste, commence à être remplacée par une sorte de souveraineté du prolétaire qui se vient à imposer la propre objectivité des conditions matérielles de la classe ouvrière. Cette objectivité devient le centre de l'organisation sociale, l'échelon pour apprécier les choix concrets du système » (11). A ce stade, la légitimité d'une telle mutation des comportements sociaux est contestée par la gauche réformiste.

Pour retrouver un terrain d'accord, il faut revenir aux caractéristiques des secteurs où l'autoréduction s'est développée : énergie, transports, maisons. Des secteurs monopolisés, gagnés par une économie marchande qui se sent à l'étroit, en liberté trop surveillée dans l'entreprise italienne. Comme si la contestation sociale se livrait à une course-poursuite avec le profit : « Je l'estime, tu l'en vas, je la suis... ». Ainsi, Gludo Martinotti explique (12) que les prétendus « maux de la cité » résultent non pas de phénomènes pathologiques mais des mécanismes d'une expansion financière spéculative. Ce que M. Jacques Attali ne démentirait pas. « L'économie marchande, déclarait-il récemment (13), a besoin de créer des occasions de dépenses. Pour cela, il faut que le plus grand nombre de rapports entre les hommes passe par la marchandise. Par exemple, de manière simplifiée, au lieu de prendre le train d'avoir des relations amoureuses, les gens vont au cinéma voir un film d'amour ».

L'éclairage, la location d'un appartement ou les transports urbains n'ayant pas de succédané aussi aimable que le « film d'amour » d'Attali, les Italiens les ont « autoréduits ».

JEAN-FRANÇOIS DODMIG.

(7) Selon les régions, le loyer autoréduit était fixé à 10 % du salaire ou à un niveau allant de 2 500 à 5 000 lire par pièce.

(8) A quelques heures près, la démission de M. Rumor a coïncidé avec la réception par l'ENEL des cinq premiers mandats amputés de 50 %.

(9) Déclaration faite à A.B.C., n° 12, 27 mars 1975.

(10) Déclaration rapportée dans Citta-Classe, n° 1.

(11) Citta-Classe, janvier-février 1975, n° 4, page 23.

(12) Dans son introduction au livre de Nella Giannetto, La Casa in Italia, Mazzotta éditeur, Milan, 1973.

(13) Le Quotidien de Paris, 29 avril 1975.

**CITE UNIVERSITAIRE**

« PAVILLON DU LAC »

Bouillabaisse,  
Poissons deurs blancs, Gibiers

Ouvert les jours, Terrasse chauffée  
28, rue Garzan (Farc Montsouris)  
588-38-52

Salle pour banquets, 18 à 48 couverts.

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

présente ce somptueux décor de bureau contemporain en cuir havané



88, FG ST-HONORE - 25, AV. VICTOR-HUGO - 27 BIS, BD RASPAIL  
PALAIS DES CONGRES PTE MAILLOT - PARIS

**de l'Afrique à l'Afrique,  
sans changer de compagnie.**



Voyagez Air Algérie. 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa)  
14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou.  
Au rythme de vos affaires.

**Air Algérie vous transporte  
au carrefour des nouveaux échanges.**

الخطوط الجوية الجزائرية  
**AIR ALGERIE**








(Suite de la page 5)

Ainsi, plus que par l'habileté politique de M. Mario Soares, l'actuel freinage s'explique par les retards économiques et politiques dans la construction de l'unité populaire et par la prédominance

d'une conception jacobine dans la solution des problèmes concrets. Contrairement à une opinion trop répandue, le processus n'a pas été trop rapide : il a, au contraire, été trop lent.

Les questions évoquées plus haut sur la

transition au socialisme restent posées au gouvernement de l'Amiral Pinheiro de Azevedo. Son attitude à l'égard de l'Europe capitaliste comme à l'égard du pouvoir populaire ne saurait permettre d'y voir plus clair : transition au socialisme ou,

comme on peut le craindre, remise en cause des acquis au profit d'une solution capitaliste? Cette seconde solution conduirait alors à des affrontements politiques déchaînés avec les commissions populaires.

YVES BABON.

Par ailleurs, la Nouvelle-Guinée-Papouasie voisine est devenue indépendante, et Bougainville fait sécession. On assiste donc à un éveil des nationalités dans cette région qui pourrait remettre en cause l'unité de l'Indonésie. Déjà quelques nationalistes de l'Irian-Occidental, réfugiés à Dakar, prennent prétexte de ces événements pour contester de nouveau l'annexion de leur patrie par Djakarta.

Si elle désire l'intégration de Timor oriental, l'Indonésie ne veut cependant pas, malgré certaines démonstrations navales et quelques déclarations belliqueuses, qu'elle se fasse par la force. A la différence du président Suharto qui cherchait la « confrontation » avec les Hollandais en Irian-Occidental et avec les Britanniques à Bornéo, le président Suharto se veut rassurant. Une aventure militaire pourrait ternir son image sur la scène internationale et inquiéter les investisseurs étrangers. Le rattachement de Timor doit se faire et en douceur. L'Indonésie sait qu'après quelques hésitations l'Australie est aujourd'hui favorable à une telle solution. Devant le Parlement de Canberra, M. Whitlam, premier ministre australien, déclarait en effet récemment : « Nous comprenons les préoccupations indonésiennes de ne pas voir se créer une zone d'instabilité aux frontières de l'Indonésie. L'Indonésie peut également compter sur le soutien des Etats-Unis, soucieux de protéger le passage de leur flotte entre le Pacifique et l'Océan Indien, et sur le Portugal qui aimerait se dégager le plus rapidement possible de cette région.

Le 10 août, lorsqu'elle prend le pouvoir à Dili, l'U.D.T. pense avoir tous les atouts en main : un soutien international, une armée forte de mille trois cents hommes, dont trois cents policiers et l'aide des militaires portugais restés dans la colonie. Ceux-ci sont en effet partisans du putsch. L'U.D.T. demande au Portugal l'ouverture de négociations immédiates sur une indépendance et l'arrêt de l'arrestation de tous les chefs du FRETILIN. Tout se passe alors comme si l'U.D.T. parlait le langage de son adversaire.

Le FRETILIN réagit très vite. Les troupes autochtones désertent et rejoignent ses rangs. Les combats sont violents et, d'après les réfugiés, très meurtriers, provoquant une mort de masse non seulement de Portugais, mais d'une partie de la colonie chinoise. Le FRETILIN parvient à occuper Dili et se proclame vainqueur le 7 septembre. En même temps, il adopte une attitude modérée. Il demande aux Portugais de mettre en place un gouvernement provisoire. Le rêve d'une indépendance immédiate semble abandonné.

Autome, tentative sérieuse, sur le plan international, ne fut envisagée pour mettre fin à cette guerre civile. L'Indonésie se déclara prête à intervenir, mais seulement à la demande expresse de Lisbonne, ce qui lui fut refusé. Le ministre portugais des Territoires d'outre-mer, M. Almeida Santos, se rendit à Djakarta et à Canberra, mais il ne parvint pas à

## Les sanglants incidents de Timor servent les visées de l'Indonésie

Par MAXIME DOUBLET \*

APRES quatre siècles de sommeil colonial, la partie orientale de Timor s'est réveillée hâtivement. En moins d'un mois, deux mouvements favorables à l'indépendance ont successivement pris le pouvoir : le 10 août, l'Union démocratique de Timor (U.D.T.) et, le 7 septembre, le parti adverse, le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor oriental (FRETILIN). Entre temps, les autorités portugaises et les trois cents soldats chargés de maintenir l'ordre avaient abandonné l'île. Une guerre civile sans merci éclatait sous la surveillance attentive des deux grands pays voisins, l'Indonésie et l'Australie. Les gouvernements de Canberra et de Djakarta sont en effet inquiets : ce petit territoire peuplé de six cent mille habitants risque de remettre en cause le *status quo* établi dans cette région de l'Asie du Sud-Est.

Jusqu'au 25 avril 1974, Timor oriental n'avait posé aucun problème sérieux ni aux Australiens, ni aux Indonésiens, ni même aux Portugais. Les nationalistes timorais d'un côté ruyés et fichés par la FIDE, la police de Salazar, étaient exilés en Angola ou au Mozambique. Il n'était pas question de procéder à des investissements importants à Timor. Résultat de cette politique : dès que l'on quitte Dili, la petite capitale de trente mille habitants où résident la plus grande partie des deux mille Portugais de l'île, on chercherait en

vain une école, un hôpital ou même une route.

Depuis quelques années les services agricoles se sont efforcés de développer une agriculture moderne dans certaines régions côtières pour palier le déficit de la balance commerciale du territoire. Malgré l'absence de statistiques officielles, des experts australiens sont parvenus à estimer que les exportations de café, de copra, de miel et de caoutchouc avaient en 1973 rapporté 2,6 millions de dollars à Timor oriental, alors que les importations de riz, de viande, d'engrais et de petites machines s'élevaient à 7 millions. Les Portugais, pour leur part, ont toujours déclaré que la colonie leur coûtait de 7 à 10 millions de dollars par an.

C'est la solente chinoise, forte jusqu'aux récents événements d'environ vingt mille personnes, qui disposait d'un quasi-monopole du commerce extérieur. En 1968, dix-huit des vingt firmes d'import-export chinoises étaient timoraises. Quant au commerce intérieur, il était également entre les mains des Chinois. Cette situation n'était pas sans provoquer un conflit racial latent. Malgré une certaine propagande laissant entendre que l'influence de Pékin n'était pas négligeable, les Chinois de Timor ont en fait très peu de contacts avec la nationalité. Plus de la moitié d'entre eux habitent la capitale.

d'un an, est sentie menacée des fonctionnaires indonésiens depuis l'époque de Salazar, des colons portugais et de la bourgeoisie locale. Jusqu'en 10 août, l'U.D.T. demandait une indépendance progressive et le maintien de liens étroits avec Lisbonne. Il était prévu que Timor oriental continuerait à dépendre d'une aide économique extérieure, celle du Portugal.

Quant au FRETILIN, il avait toujours, jusqu'à ces derniers semaines, exigé une indépendance immédiate. Par son radicalisme, « l'indépendance ou la mort », son chef, M. Rames Horta, s'est fait à vingt-deux ans une légende révolutionnaire. Mais, se présente comme un aîné en colère. Expulsé en 1970 de Timor, puis du Mozambique, pour ses attaques contre le colonialisme, il s'est réfugié dans les montagnes du M.F.A. Le FRETILIN est un front qui regroupe des marxistes, des catholiques et des socialistes. Comme les autres mouvements, il s'appuie sur quelques chefferies. En revanche il a un semblant de programme politique, propose une alphabétisation généralisée et une politique de la santé, nécessaire dans une région où la malaria et la tuberculose progressent.

En outre, selon le FRETILIN, un système d'économie mixte pourrait convenir à Timor. Les secteurs essentiels de la terre seraient maintenus, mais le commerce (extérieur et intérieur) devrait être assuré par des coopératives contrôlées par le nouvel Etat.

En raison des divergences de vues des différents partis, Lisbonne avait initié un processus de décolonisation particulièrement laborieux. Il fut mis en route par le colonel Lemos Pires qui prit ses fonctions de gouverneur le 16 novembre 1974. Il proposa l'établissement d'un conseil consultatif gouvernemental où seraient représentés les trois partis et un référendum permettant à la population de choisir entre l'indépendance à plus ou moins long terme et l'intégration à l'Indonésie. Le gouverneur se heurta à l'hostilité des trois mouvements. Ceux-ci refusèrent de développer leur implantation dans certaines zones ; ce qui ne tarda pas à provoquer des affrontements armés. Pour débloquer la situation, les autorités portugaises proposèrent une conférence. Elle se tint à Macao le 26 juin. Les représentants de l'APODETI et de l'U.D.T. s'y rendirent, alors que le FRETILIN boycotta ces entretiens. Il aurait préférait qu'elle se tienne à Lisbonne où il bénéficie de certains appuis au sein du M.F.A. A l'issue des entretiens de Macao, le conseil de la révolution portugaise s'engagea à promulguer une loi constitutionnelle, un gouvernement provisoire sera rapidement désigné par Lisbonne et l'indépendance est prévue pour 1974.

A partir du début du mois de juillet, la situation évolua très rapidement. L'U.D.T. rompit avec le Portugal quand elle estima ne plus pouvoir compter sur l'ancienne métropole. La montée du parti communiste portugais inquiéta, et elle préféra couper les liens, quitte à s'appuyer sur les milices indonésiennes. Les deux signataires des accords de Macao se rapprochèrent. Une délégation de l'APODETI visita Timor pour lui demander de faire pression sur la colonie chinoise et de pousser à l'indépendance. Quant au secrétaire général de l'U.D.T., il se rend dans la capitale indonésienne où il obtient la promesse d'une certaine forme de soutien à son action, c'est-à-dire la carte militaire.

A plusieurs reprises, l'Indonésie a déclaré qu'elle n'avait aucune intention d'envahir Timor oriental, mais elle reste préoccupée par les mouvements qui agitent le territoire. Le général Suharto redoute que Timor puisse un jour devenir une base de départ pour des actions de guérilla dans l'ensemble de l'archipel indonésien.

### Trois forces en présence

L'Échange de régime au Portugal a fait naître à Timor une véritable vie politique. Trois mouvements vont se constituer. Leurs dirigeants appartiennent à la petite élite culturelle de Dili ; ils sont d'ailleurs souvent apparentés. Les options politiques des trois formations sont marquées par cette origine citadine. Seul est question d'indépendance ou de rattachement à l'Indonésie, il est peu fait état d'une réforme agraire possible.

L'idée force de l'Association pour une démocratie populaire à Timor (APODETI) est simple : elle demande

\* Journaliste, collaborateur de *Europe-Asie-Recherches*.

l'intégration de la partie orientale de Timor à l'Indonésie. Chaque numéro de son journal contient une leçon d'indonésien, langue parfaitement inconnue des Timorais. L'APODETI, dont le financement semble assuré par Djakarta, dispose d'appuis dans quelques chefferies situées près de la frontière indonésienne et parmi les milieux très restrictifs qui ont collaboré avec l'occupant japonais durant la seconde guerre mondiale. Son influence est limitée.

L'Union démocratique de Timor (U.D.T.) a été fondée par Joao Carralhão Barbi et corrépond, en termes affectueux de porter le bannier. Son parti représente les intérêts de la colonie chinoise qui, depuis plus

## BILAN DE L'EFFORT MILITAIRE DES GRANDES PUISSANCES

### La paix surarmée

VOLONTÉS de puissance nationale, réponses légitimes au renforcement de l'effort militaire des autres, les Etats pourvus d'armes sophistiquées réajustent leur balance des paiements. Le rapport annuel de l'Institut d'études stratégiques de Londres confirme la militarisation croissante de notre planète (1).

En ce qui concerne les Etats-Unis, les premiers accords SALT, l'article 7 du traité sur les systèmes défensifs, comme l'article 4 de la convention provisoire sur les armements stratégiques offensifs, ont eu en effet des clauses de modernisation ; ils incitent ainsi à ce perfectionnisme militaire que devrait dénoncer le physicien américain Herbert York, l'un des « pères » de la première bombe H : « On produira plus d'armes, mais on ne dit pas qu'on en augmente sans cesse la qualité... Nous assistons aujourd'hui, derrière une façade pacifiste illusoire, à une course à l'armement pour accroître l'efficacité de l'armement nucléaire, et sans doute l'accord conclu à Vladivostok, le 23 novembre 1974, par Gerald Ford et Leonid Brejnev, ne limite-t-il pas seulement le nombre des missiles, mais aussi leur équipement en têtes multiples ; un certain contrôle de l'amélioration qualitative des armes nucléaires est donc instauré. Mais les plateaux élevés sont si élevés qu'ils excluent une réduction de la course aux armements.

Leurs engins stratégiques limités à deux mille quatre cents exemplaires, Etats-Unis et Union soviétique poursuivent le remplacement des missiles à tête seule nucléaire par des fusées à têtes multiples ; ils s'emploient, en outre, à la mise au point de nouveaux types de bombardiers et de missiles. La puissance navale de l'Union soviétique se développe encore ; la construction de deux nouveaux porte-avions facilitera non seulement les opérations en mer, mais aussi les interventions sur terre. Seule surprise : la « neutralisation » de la Chine semble être terminée. Le gouvernement de Pékin n'a procédé, depuis juin 1974, à aucun essai atomique ; son potentiel nucléaire se monte toujours à deux cents ou trois cents engins. On pourra voir la preuve des ambitions simplement « régionales » de la Chine dans le fait qu'elle ne se dote pas de missiles qui lui permettraient d'atteindre les Etats-Unis ; les dirigeants chinois ne disposent toujours que des engins à courte et moyenne portée qui leur suffiraient pour en découdre avec l'U.R.S.S., le Japon en l'Inde ; simplement la portée des missiles prototypes a été étendue de manière à menacer Moscou.

A l'ombre des Super-Grands, le Proche-Orient reste la scène privilégiée de la course aux armements. Egypte, Syrie, Israël, après leurs énormes pertes de la guerre d'octobre, ont pu reconstruire leur potentiel grâce aux fournitures américaines et soviétiques. Mais, au-delà du théâtre méditerranéen, les nouveaux riches du pétrole sont saisis par le vertige du surarmement. En 1974, Iran et Arabie Saoudite ont triplé leurs dépenses

militaires — qui atteignent, désormais, 10,4 milliards de dollars pour le premier, 6,3 milliards pour le second. Les Etats-Unis consacrent, en moyenne, 12,4 % de leur produit national brut à leur défense — contre 6 % pour les Etats-Unis et 3,5 % pour les Etats européens de l'Otan.

Et les préoccupations commerciales, à court terme, des Etats fournisseurs — Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, — déstabilisent leurs importations de pétrole, sont compréhensibles, leur irresponsabilité politique est manifeste. Le Japon et l'Occident ont des intérêts potentiels qui menacent le Proche-Orient et l'instabilité de ces régions, écrit récemment

Cart Gesteyzer dans le Journal de Genève. Par sonne ne parait, pourtant, dépasser la réflexion purement comptable pour songer aux conséquences, à long terme, que le processus ainsi engagé — une course aux armements accélérée — peut avoir sur la sécurité et la stabilité, non seulement du Proche-Orient, mais de toute la région environnante. Et c'est vrai que les puissances occidentales n'ont pas le monopole de l'irresponsabilité. L'Institut d'études stratégiques confirme les très importants envois d'armes soviétiques vers la Somalie et vers l'Ouganda du maréchal Idi Amin Dada.

L'EFFORT de la France doit être l'avenir de sa force nucléaire stratégique, adapter les structures de ses forces classiques, repenser la signification de son service national, aucun effort de défense ne peut être décidé par le gouvernement et accepté par le pays sans tenir compte de ce que font les autres : l'approbation de base de la Fondation pour les études de défense nationale sera peut-être contestée par des auteurs tels que Luc Sautou et Dieter Senghaas, selon lesquels la politique d'armement demeure relativement indépendante de la conjoncture internationale et n'est que le produit de la surcharge entre clans nationaux, résultant de la conjonction des doctrines stratégiques, des intérêts du complexe scientifique-industriel-militaire-stratégique, des impulsions technologiques et des impératifs en matière d'organisation (2). De toute façon, elle aura eu le mérite de susciter l'excellent rapport de Paul-Marie de La Gorce sur l'effort de défense de quelques grandes puissances (3).

Pour la France, qui sont « les autres » ? Les Etats-Unis et l'Union soviétique d'abord, dont les choix stratégiques, le volume des dépenses militaires, l'orientation de l'effort d'armement, déterminent l'équilibre des forces dans le monde, fixent le cadre à l'intérieur duquel les deux Super-Grands créent, entretiennent ou laissent se développer des conflits limités. La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ensuite, qui,

voisines de la France, sont du même niveau de développement et de même type de société ; leurs problèmes dans l'ensemble de l'Europe, sont, mais à leurs solutions diffèrent.

Ces quatre cas, Paul-Marie de La Gorce les passe au crible. Il ne se contente pas de mesurer, avec une patience de bénédictin, la revue des budgets militaires des quatre puissances ; il entend aussi répondre à la question délicate : quel sera l'effort de défense de chacun des quatre dans les années à venir ? Pour y répondre, il analyse les facteurs politiques, économiques, sociaux qui fondent la politique de défense de ces Etats et devraient permettre d'en discerner l'évolution. Nous retiendrons ici les développements qu'il consacre aux deux Grands.

L'évaluation de la part consacrée à l'effort de défense dans l'ensemble de l'économie nationale est difficile. L'auteur résume la méthode naïve qui consisterait à rapporter purement et simplement le budget officiel de la défense soviétique, voire aussi l'approche de l'Institut d'études stratégiques de Londres, dont les experts partent du coût des personnels de l'armée américaine, qu'ils reportent, corrigés des différences, sur les chiffres militaires soviétiques, ainsi que celle de deux économistes soviétiques du « Samalita », qui retiennent de l'ensemble du budget les dépenses affectées à des programmes publics, les crédits d'aide à l'étranger et une partie des investissements de l'industrie lourde ; ils aboutissent ainsi à un budget de la défense d'environ 80 milliards de roubles pour une production intérieure nette ramenée à moins de 30 milliards. Pour la majorité des experts occidentaux, les deux tiers des dépenses de recherche et de développement sont, en réalité, consacrées à la défense de l'U.R.S.S. ; on les jointe donc au budget officiel de la défense, et les chiffres obtenus, de 130 à 135 milliards, permettraient de conclure à une certaine stabilité de l'effort financier de défense de l'U.R.S.S. Une autre méthode, plus simple et plus approximative, a l'avantage de partir de réalités mieux connues ; elle prend en considération, d'une part, le volume effectif de l'effort de défense soviétique, qui est à peu près équivalent à l'effort américain — supérieur en effectifs, bien moindre en coût des personnels, supérieur en armement terrestre mais moindre en aviation stratégique, et en certaines catégories de forces navales, et en pour les missiles mais peut-être moindre pour la recherche — et, d'autre part, le produit national brut de l'Union soviétique, qui est sensiblement le moitié de celui des Etats-Unis. L'effort soviétique de défense serait donc, proportionnellement, deux fois plus important que l'effort américain, et se situerait, suivant les années, entre 12 et 15 % du produit national brut.

Paul-Marie de La Gorce n'oublie guère un changement d'orientation de la politique de défense soviétique, car, sur ce point, les possibilités des forces armées ne sont pas une simple donnée et la possibilité de faire prévaloir leurs vues — quant au nécessaire développement de la puissance militaire de l'U.R.S.S. ; la permanence du régime politique actuel, l'obligation pour chaque groupe de se référer aux mêmes principes, la fragilité relative du système politique établi par l'U.R.S.S. dans l'est de l'Europe, les étapes futures du conflit idéologique, politique et économique stratégique avec la Chine, l'importance mondiale des crises qui secouent la région méditerranéenne et le Proche-Orient à proximité immédiate du territoire soviétique, et, plus généralement, le caractère impérial qui revêt la partie nucléaire entre les deux Grands.

BIEN entendu, le maintien de cette même posture restera, en toute hypothèse, l'axe principal des préoccupations américaines. Ce qui implique, pour les Etats-Unis, la poursuite ininterrompue d'un effort scientifique, technologique et industriel qui évite toute rupture d'équilibre. Au-delà, la multiplication des risques de crises et des zones de conflit dans l'ensemble du monde... détermineront probablement toute l'orientation de l'effort de défense américain durant les prochaines années... La stratégie de la réponse flexible, la préparation d'une gamme d'interventions de nature à peser sur le déroulement et l'issue des crises, impliquent, pour le gouvernement de Washington, un effort considérable et probablement croissant « en faveur de ses forces conventionnelles, qui s'ajoutent à l'effort de défense traditionnelle massive et rapide de matériel et d'appareils visés à un site — qui nous semble plus conforme à la doctrine Kissinger.

Mais que penser des réticences internes, de l'évolution de l'opinion publique américaine après le traumatisme vietnamien, du désarroi de l'opinion publique et des cadres en proie à des difficultés économiques nouvelles ? Paul-Marie de La Gorce ne croit pas en un éventuel retrait américain à un consensus fondamental subsiste et subsistera sur la politique de défense et sur les orientations principales de la diplomatie américaine ; et s'il ne conteste pas les difficultés nées de l'implication, il relève que l'effort de défense sera probablement favorisé dans une période de lutte contre la récession... Finalement, quelles que soient les tensions sociales internes, doit prévaloir la logique de la puissance — et alors même que les responsables américains tendent à voir dans les changements internationaux qui sont en cours, autant de menaces pour leur suprématie ou pour leurs intérêts ».

(1) *The Military Balance 1974-1975*, Londres, 1975.

(2) On pourra également se reporter au récent numéro de *Recherches sur P & A* et *Arms Control*, n° 1, Boston, été 1975.

(3) *Les Sept Epées*, Cahiers de la Fondation pour les études de la défense nationale, Paris, 1975.

## ALLEMAGNE FEDERALE

### Les mesures prises en

مسؤولية زوربب

convaincre ses interlocuteurs de créer une force internationale — comprenant des Australiens, des Indonésiens, des Malaisiens et des Portugais, qui entraient dans les combats fratricides. Les trois pays concernés, l'Australie,

l'Indonésie et le Portugal, ont préféré laisser « pourrir la situation ». Les porte-parole officiels n'ont cessé de dénoncer les crimes qui régnaient à Timor. L'Australie a trouvé ainsi la justification de sa politique de non-inter-

vention. Le Portugal s'est lavé les mains de cette affaire, se contentant de proclamer qu'il n'était plus capable de maintenir l'ordre dans ce territoire. Quant à l'Indonésie, elle ne peut que se féliciter des événements passés.

des émeutes pourraient lui être favorables à moyen terme. Mais que jadis, Djakarta a abandonné l'idée d'occuper la partie orientale de Timor.

MAXIME DOUBLAT.

son veto. Mais si, à l'indépendance du Mozambique, à la fin probable de la sécession rhodésienne, s'ajoute la naissance d'un Angola progressiste, la jonction des expansionnistes sud-africains vers le nord et surtout vers le sud deviendra pratiquement impossible. Le M.P.L.A. craint donc la riposte des puissances impérialistes : une escalade des moyens militaires en hommes et en matériel pour intensifier la guerre. Le mouvement aura-t-il les moyens d'y faire face ? Ne risque-t-il pas d'être coïncidé par ses alliés socialistes, soucieux avant tout de préserver leur politique de détente avec les Etats-Unis ? Pour le moment, s'il rejette tout compromis avec le F.N.L.A., le M.P.L.A. n'a pas décidé de fermer le futur gouvernement angolais à certaines personnalités de l'UNITA. De toute façon, il se prépare à une intervention étrangère massive. Fort de son expérience, de la valeur et de la détermination de ses cadres politiques et militaires de la province, il est plus que jamais décidé à atteindre son but, quitte à retrouver une forme de combat qu'il maîtrise bien : la guerre populaire prolongée.

RENE LEPORT.

## En Angola, guerre civile et ingérences étrangères

(Suite de la première page.)

Apparemment, les atouts du M.P.L.A. au lendemain du 25 avril étaient minces. La scission du groupe Chibanda, qui rejoindra quelques mois plus tard le F.N.L.A. et l'UNITA, réduisit pratiquement à des escarmouches la guérilla sur le front est et aggrava les tensions avec la Zambie. Un parti des cadres du mouvement fondamental, le « *révolte active* » pour combattre le manque de démocratie au sein du M.P.L.A. et trouvaient une « *voix complicitaire* » dans la République populaire du Congo et en Tanzanie, les plus fidèles alliés du M.P.L.A. Dans l'enclave de Cabinda, la lutte armée méprisait le Portugal, où les positions du général Spínola prédominaient encore, cherchant à précipiter la disparition du M.P.L.A. même les alliés du bloc de l'Est renégalaient à poursuivre leur aide matérielle.

Mais l'effondrement du système colonial après le 25 avril libéra en Angola même une force insoupçonnée : les quinze années de lutte politique militaire ouverte ou clandestine avaient porté leurs fruits. La dynamique de ce « *M.P.L.A. de l'intérieur* » ressemblait au mouvement autour d'une plate-forme d'action élaborée durant les premiers mois de l'année 1973. « *Résistance populaire généralisée* » : le M.P.L.A. veut opposer à l'armée régulière du F.N.L.A. et de l'UNITA, et à côté de ses anciens officiers portugais ou par des mercenaires blancs, les masses angolaises mobilisées à la base dans des milices d'auto-défense, et au sommet dans une armée populaire de combattants qui s'engagent volontairement pour défendre un idéal politique. D'anciens guérilleros du M.P.L.A. et des troupes de l'armée coloniale assurent l'encadrement politique-militaire. « *Produits pour résister* » : les comités de travailleurs, les coopératives de production et de distribution doivent enrayer la décomposition du secteur moderne de l'économie et, dans la mesure du possible, combler le vide du pouvoir, soit en prenant directement en charge le fonctionnement des entreprises fermées ou paralysées, soit en trouvant des solutions aux conflits sociaux anarchiques qui éclatent avec les anciens patrons. « *Pourquoi populaire* » : par l'intermédiaire des organisations de femmes, de jeunesse, d'étudiants, par la constitution de comités de quartier, de districts, d'entreprises, le M.P.L.A. veut mettre en place une nouvelle forme de pouvoir qui puisse répondre aux aspirations de la population.

L'ensemble de cette stratégie est conforme à l'évolution politique du M.P.L.A. depuis sa fondation : l'élite intellectuelle angolaise, souvent bilingue ou métisse, canalisée et structurée par la tradition de résistance populaire et l'émergence d'une conscience nationale pour s'opposer à la division ethnique du pays et à toute forme de domination étrangère.

Aujourd'hui, dans la guerre civile en Angola, s'affrontent donc un front de libération nationale, le M.P.L.A., et une coalition de deux mouvements ethniques soutenus par les puissances occidentales, leurs alliés locaux et l'Armée du Sud.

Dans l'immédiat, le principal danger

militaire pour le M.P.L.A. vient du Nord où le F.N.L.A. peut attaquer à partir de positions qu'il choisira tout au long des 2 000 kilomètres de frontières avec le Zaïre. L'UNITA est isolée au centre du pays : sans force militaire notable, elle doit rompre le blocus économique de la région qu'elle contrôle et surmonter ses divisions internes. Elle pose, pourtant, au M.P.L.A. un problème politique difficile dans la mesure où elle peut se présenter comme une force unique-ment angolaise dont les liens avec l'étranger sont moins visibles que ceux du F.N.L.A. Or le 11 novembre, le dernier soldat portugais eura quitté l'Angola. Institutionnellement, il fo-

dra qu'une force unique ou une coalition assume le pouvoir.

Le M.P.L.A. peut-il déclarer unilatéralement l'indépendance ? Le F.N.L.A. reste trop ouvertement un paravent du Zaïre. Que l'UNITA ait été militairement défaite ou non, le 11 novembre, la scission du M.P.L.A. de proclamer sa légitimité nationale, objectif évident de toute son activité politique et militaire depuis le 25 avril, dépend d'abord de la situation internationale. Le Portugal, qui méprisait de toute façon de débarrasser du fardeau angolais, brandit la menace d'une intervention des « *casques bleus* » : l'Union soviétique devrait y opposer

### UN FILM TOURNÉ CET ÉTÉ

## « Angola, guérilla du peuple »

Tous ceux qui attaquent notre peuple nous accusent d'armer le peuple. Par son aspect sage, calme, confiant, M. Agostinho Neto force le respect, inspire un indélébile attachement. Sa voix est chaude, le ton serein, posé, avec toutefois une nuance de lassitude : le leader du M.P.L.A. connaît bien l'origine de ces accusations, il sait que ses adversaires ont tout à craindre, en effet, d'un peuple armé.

Les armes, pourtant, quel dur chemin pour en posséder ! Deux vétérans des F.A.P.L.A., en lutte depuis 1967, racontent leurs premières embuscades à la mort de M. Neto. Ils exhibent les mines artisanales d'alors, en bois, aussi banales qu'une meuble d'art populaire, emplies de poudre récupérée sur les obus portugais non détonés ; terriblement meurtriers. Depuis, les circonstances ont beaucoup évolué ; leurs armes d'aujourd'hui, soviétiques, tchèques, sont parmi les plus modernes ; le colonialisme a été vaincu, la guerre qui se prolonge, disant-ils, les oppose frontalement à l'impérialisme ; elle s'annonce longue.

Ce moyen métrage, réalisé par Marcel Trilla, Bruno Muel et António Bonifant durant leur séjour cet été en Angola, exprime précisément leur

inquiétude de voir les interventions étrangères se multiplier, le conflit internationalisé, aux dépens des véritables forces populaires. Les auteurs adoptent franchement, et délectablement, il s'agit d'un film militant les thèses du M.P.L.A. La ligne du plus important mouvement rival, le F.N.L.A., est particulièrement dénoncée : une séquence d'archives rappelle un défilé de l'armée de M. Holden Roberto à Kinshasa (Zaïre) et le commentateur nous apprend qu'il s'agit de mercenaires, équipés par les Etats-Unis et entraînés par Israël et la Chine. Quant à l'UNITA, organisation de M. Savimbi, personnage charismatique, elle serait éclatement soutenue par l'Angleterre, l'Allemagne fédérale et la France.

Tourné quelques temps après les durs affrontements de juillet dernier à Luanda, qui se terminèrent par l'expulsion des membres du F.N.L.A., le film révèle les pratiques répressives de cette organisation — purement militaire, entièrement coupée du peuple — ; des photos, commentées par un officier portugais, montrent un charnier dans le banlieue de Luanda, où les cadavres mutilés de femmes, hommes et enfants sont empilés pile-méta. Cinquante-huit morts et

vingt blessés, c'est l'œuvre du F.N.L.A., confie le militaire.

Dans l'immeuble qui fut le siège du Front, la caméra nous introduit dans la sinistre pièce réservée aux tortures ; une partie du matériel est encore en place, misérable et horrifique : des cordes, des fils métalliques, un tautauil Voltaire aux ressorts apparents, agressifs, noircis de fumée, des lèches de sang sur les murs et, dans l'air, sous une lumière blafarde, comme la trace des cris. Un homme-momie, la tête et la corps totalement entourés de bandages, raconte ses souffrances aux mains des bourreaux du F.N.L.A. : « *entés, nous de coups, il a ensuite été arrosé à l'acide chlorhydrique.* »

Essayer de s'imposer par le terreur, le F.N.L.A. bombardait ou mortier les nuages (filonvilles) de Luanda, dans l'indécence de M. Neto. Des entraineurs effrétés dans la rue rêvent les Luandais effectivement effrayés de leur insécurité, leur propre vulnérabilité ; les indices aux-mêmes ont alors choisi de prendre les armes aux côtés du M.P.L.A. pour garantir la sécurité du peuple et imposer le départ des hommes du Front.

Le paralyse économique est l'autre

grand problème auquel est confronté le mouvement de M. Neto ; la déperdition des techniciens portugais et le sabotage des grandes sociétés sont la cause. Un syndicatiste angolais analyse avec lucidité la situation et propose des solutions politiques, parmi lesquelles la ramène aux ouvriers des principales entreprises : « *Sans pouvoir ouvrir, pas de victoire possible* », déclare-t-il.

Les choses vont vite en Angola, et ce film, dans la longue guerre civile qui commence, risque d'être recouvert par des événements plus récents ; pour ses auteurs, toutefois, l'essentiel ne peut varier ; ils ont choisi leur camp : face à « *sux fortes de la réaction* », le M.P.L.A. leur paraît défendre les intérêts authentiques du peuple commun, parce qu'il est l'héritier de la lutte populaire et de la tradition intellectuelle progressiste ; ils le considèrent comme la seule force « *antifasciste et antilibérale* » d'unification de la nation angolaise.

IGNACIO RAMONET.

• Pour des projections-débats : Angola, guérilla du peuple (1975), 51 minutes, 16 mm, couleur. Réalisation : M. Trilla, B. Muel, A. Bonifant. Diffusion : UNICITER, 50, r. Edouard-Vaillant, 93 Bagnolet. Tél. : 856-82-00.

## ALLEMAGNE

## Le procès des membres du groupe « Fraction Armée Rouge »

### Les mesures prises contre les avocats violent des droits essentiels dans une démocratie

Le 23 juin dernier, à Stuttgart et à Berlin, des agents du Bundesgerichtshof (tribunal fédéral de la R.F.A.) arrêtaient M<sup>rs</sup> Croissant et Stroebel, avocats suspendus d'Andreas Baader dans le procès intenté par le procureur fédéral à quatre membres du groupe Fraction Armée Rouge (Andreas Baader, Gudrun Enslin, Jan Carl Raspe et Ulrike Meinhof, qui s'est ouvert le 22 mai 1975 dans un bâtiment en béton armé spécialement construit à l'intérieur de la prison de Stuttgart-Stammheim. Ces arrestations laissent suite à toute une série de mesures et à une campagne de presse contre les détenus.

Depuis 1972, plusieurs membres de ce groupe révolutionnaire anti-impérialiste et partisan de la guérilla urbaine, émanation du mouvement étudiant des années 60, ont été arrêtés. Ils font l'objet d'une détention spéciale visant à la destruction de leur identité politique. Plusieurs d'entre eux ont été internés pendant plusieurs mois dans des sections silencieuses (1), et tous (serviront une cinquantaine) sont dans l'isolement total, privés de contacts avec les autres prisonniers ; les visites sont interdites, sauf pour les avocats, qui doivent subir de multiples fouilles et sont constamment filmés. Les visites des plus proches parents se déroulent en présence d'agents de la police criminelle, qui étiquettent le contenu des entretiens.

Par plusieurs grèves de la faim, collectives et prolongées (plusieurs mois), les prisonniers ont essayé d'obtenir la suppression de ce régime spécial. Les avocats qui font l'objet de poursuites ont été les seuls à pouvoir communiquer sans surveillance apparente avec les prisonniers ; les premiers à dénoncer une détention basée sur la volonté de détruire la personnalité des prisonniers politiques, ils ont créé des comités contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. (2).

Partisans d'une défense collective, étant donné le caractère collectif des actes reprochés aux détenus (qui appartiennent à un même groupe politique), ils ont été accusés de « *permettre la continuation en prison d'une association de criminels* » en assurant le fonctionnement d'un système d'information entre les prisonniers, thème d'information entre les prisonniers, thème d'information entre les prisonniers, thème d'information entre les prisonniers, thème d'information entre les prisonniers.

leur correspondance avec les détenus, tout comme récemment les notes préparatoires sur la stratégie de la défense. Plusieurs de ces organisations avaient déjà envoyé au procès de Stuttgart des observateurs, parmi lesquels M<sup>rs</sup> De Felice, Terrel, Koekas, Ziwil, Lucienne Dignar-Sergent, Dombay, qui ont exprimé leur inquiétude devant les conditions dans lesquelles se déroule ce procès, en particulier en ce qui concerne les droits de

la défense. Le barreau de Paris devait d'ailleurs, lui aussi, en juillet dernier, manifester son « *inquiétude* » à propos des mesures « *prises contre les avocats* ». Le procureur fédéral Buback et les services de sécurité ont réagi en empilant la campagne contre les avocats. Toute critique émise à ce sujet par la presse allemande est vivement dénoncée. Le procureur fédéral Buback déclarait d'ailleurs à la télévision allemande, au cours de l'émission « *Konkret* » du 10 septembre, que les journalistes qui se sont rendus à l'union entre police, accusation et population.

Un exemple de cette guerre psychologique est fournie par l'information lancée par les services de sécurité et selon laquelle, dans l'hémisphère sud, le procureur Haag servirait de « *rapporteur des terroristes* ». Information reprise par la presse non seulement en Allemagne fédérale, mais aussi en France. Prævue apportée : une carte qui aurait été trouvée chez M<sup>rs</sup> Croissant. Celui-ci déclarait dans une lettre à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, qui avait été le premier à diffuser cette information, que la fameuse question ne figurait pas sur la carte trouvée, mais qu'il s'agissait d'un terrain de camping recommandé par un ami et situé à plusieurs dizaines de kilomètres de là. Le terme en question avait d'ailleurs été acheté par M<sup>rs</sup> Haag il y a quelques années, alors qu'il n'avait pas encore l'objet de poursuites judiciaires, et elle était connue de la police. Et que Mme Haag y passait paisiblement ses vacances avec ses enfants, on n'hésite pas à faire l' amalgame : Croissant, Haag et, bien sûr... le mystérieux Carlos L.

En fait, les avocats des détenus politiques sont un élément perturbateur des services de sécurité et l'accusation, qui comprend les sections silencieuses, le procès à grand spectacle de Stuttgart, et une presse qui reprend le plupart du temps les accusations des autorités.

A ce sujet, le mandat d'arrêt contre M<sup>rs</sup> Croissant est significatif : M<sup>rs</sup> Croissant est soutenu par l'Association internationale pour les membres de l'association de criminels, et leurs prétendues buts politiques, par de nombreuses prises de positions publiques des communistes de presse et des actions semblables tentées en R.F.A. qu'à l'étranger.

Les autorités ne lui pardonnent pas d'avoir parlé d'« *assassinat* » à propos de la mort de Holger Meins décédé après une grève de la faim de plus de deux mois à la prison de Wittlich, qui ne disposait pas des installations nécessaires à la nutrition artificielle. Un juge avait ordonné de le transporter dans une prison où il aurait pu être soigné, mais les services de sécurité de l'Etat ont empêché ce transfert. La veille du décès, le médecin de la prison parlait un voyage, alors que H. Meins était dans la coma, il mourut sans soins le 9 novembre 1974.

Quelques jours avant son arrestation, M<sup>rs</sup> Klaus Croissant portait plainte pour le « *meurtre* » du prisonnier Siegfried Heuser, membre du commando Holger Meins, de Blockheim, blessé après son arrestation par des policiers aveuglés. Diagnostic : plusieurs fractures du crâne. Contre l'avis des médecins, qui le déclaraient intransportable, le gouvernement allemand ordonne le transfert à la section médicale de la prison de Stuttgart, non équipé pour le traitement de traumatismes crâniens et dirigée par un psychiatre. Il mourut quelques jours après son arrivée. M<sup>rs</sup> Croissant recevait le lendemain de la mort une lettre du procureur fédéral, datée de cinq jours auparavant, l'informant que Heuser avait demandé par écrit de recevoir la visite de M<sup>rs</sup> Croissant, qui ignorait sa présence à Stuttgart.

C'est donc bien un tel effort pour informer le public que des mesures ont été prises contre les avocats, comme la preuve le mandat d'arrêt de M<sup>rs</sup> Croissant. Celui-ci et M<sup>rs</sup> Stroebel ont été libérés sous caution après quelques semaines de détention. Ils se sont vu retirer leur passeport et doivent se pré-

senier plusieurs fois par semaine à la police.

Le procès de Stuttgart a été suspendu jusqu'à fin septembre (3). Les accusés n'avaient pas la possibilité de faire de déclarations politiques sans être constamment interrompus par la juge (4) (qui, d'ailleurs, ne s'est pas privée de déclarer à la télévision qu'il ne considérait pas les accusés comme des prisonniers politiques). En écartant les défenseurs choisis par les accusés, les services de sécurité de l'Etat et l'accusation veulent organiser un procès où les accusés n'ont pas la possibilité d'exposer les motifs de leur action contre un système qui, d'après eux, veut contrôler toute opposition.

En tout cas, les autorités portent de graves atteintes aux droits de la défense et ont entrepris contre les accusés une guerre menée scientifiquement, qui utilise les résultats des recherches du Pentagone et de toutes les armées impérialistes pour isoler les révolutionnaires du reste du peuple. Car, il ne leur faut pas oublier, ces terroristes ont fait sauter, en 1972, l'ordinateur du grand quartier général américain pour l'Europe, à Heidelberg, se plaçant résolument du côté des « *terroristes* » vietnamiens contre la plus grande force de « *pacification* » du monde : l'armée américaine. A ceux qui voudraient faire croire que leurs actions peuvent menacer la population, ils déclarent, après un attentat à la gare de Brême, attribué à la Fraction Armée Rouge : « *Cette action n'est pas de nous, jamais nos actions ne sont dirigées contre le peuple.* » Quel que l'on puisse penser de ce type d'action, les avocats empêchés de s'acquitter de leur mission sont, en fait, les défenseurs d'une certaine idée de la justice et des droits de l'homme, auxquels on a toujours tort de priver la raison d'Etat.

(1) Voir à propos du procès Baader, Meinhof - Fraction Armée Rouge, mai 1975, éditions Ch. Bourgeois, Paris.

(2) Le Parti Communiste contre la torture des prisonniers politiques, c/o les Temps Modernes, 25, rue de Comé, Paris-6<sup>e</sup>. Permanences : mardi et vendredi, de 17 à 19 heures. Tél. : 228-47-81 (l'après-midi).

(3) Les médecins constatent que les détenus ont, en effet, été estimés que les détenus n'étaient pas en état de comparaitre. Le président de la deuxième chambre de la cour d'appel de Stuttgart a annoncé le 30 septembre que le procès se poursuivait en l'absence des accusés.

(4) Une brochure contenant les déclarations des prisonniers devant le tribunal de Stuttgart parait début octobre ; adresser au Comité contre la torture des prisonniers politiques, adresse ci-dessus.

# LE TITRE

## Expansion démographique et régression de l'agriculture

### La famine s'étend sous le règne de « Baby Doc » Duvalier

**L**a famine frappe plus d'un demi-million de personnes dans le nord-ouest et le nord de Haïti. Pour un pays qui compte cinq millions d'habitants, cela fait plus d'une personne sur dix. La nouvelle a pourtant suscité peu de commentaires. On connaît trop bien les raisons qui poussent certains milieux à minimiser cette catastrophe pour ménager le gouvernement de « Baby Doc ». Celui-ci veut à tout prix faire croire que le régime se libéralise et favorise l'essor économique. Il tente de masquer les véritables causes de la famine et d'en rendre exclusivement responsable la fatalité naturelle : la sécheresse. Or cette famine révèle la crise qui affaiblit l'ensemble de la société haïtienne.

La famine n'est point un phénomène exceptionnel en Haïti. Elle est chronique. Le pays en a connu une vingtaine depuis le début du siècle. Elles sont souvent déclenchées à la suite des cyclones ou de sécheresses prolongées. Depuis l'avènement des Duvalier en 1957, le sud du pays a été six fois frappé par la disette après les cyclones de 1958, 1959, 1963, 1964, 1965, 1966 ; le nord et le nord-ouest ont été quatre fois atteints après les sécheresses de 1968, 1970, 1974, 1975. Des zones limitées souffrent fréquemment des conséquences de la sécheresse hivernale (novembre-mars), notamment les régions sous le vent, qui peuvent recevoir moins de 100 mm de pluie dans le mois.

Cette chronicité résulte de l'insuffisance permanente de production et du fait que l'habitude de constituer des réserves de sécurité est peu répandue dans les campagnes. Les récoltes n'augmentent pas au rythme de la croissance démographique, car les rendements restent faibles et les surfaces cultivées stagnent. Chaque année, la soudure est à peine garantie. Le paysan vit au jour le jour, faute de moyens.

Les dégâts sont souvent amplifiés en raison de l'insuffisance des communications permettant aux régions excédentaires de compenser le déficit des autres. Ces calamités lézardent chaque fois l'édifice vermoulu de l'agriculture haïtienne et rompent l'équilibre fragile de l'économie globale. Elles mettent à nu un monde rural organisé selon un modèle néo-colonial enfoncé dans un réseau d'exploitation bloquant toute évolution.

dans le cadre de jardins de polyculture avec des instruments rudimentaires. Sur 2,8 millions de paysans recensés en 1969 (1), 1,5 million (53 %) travaillent sur des exploitations de moins de 1 hectare, représentant 21 % des surfaces cultivées. Ce sont ces mêmes paysans qui, en général, sont contraints, durant une partie de l'année, à se louer en artisans pour trouver une source de revenus ou à vendre saisonnièrement leur force de travail à des paysans moyens ou à de gros planteurs.

Ceux qui produisent pour le marché intérieur souffrent de l'anarchie des marchés et des importantes redevances versées aux propriétaires par les fermiers ou les « deux-moitiés » (métayers). Environ neuf cent mille paysans (33 %) sur des exploitations de 1 à 3 hectares pratiquent cette production marchande qui couvre près de 41 % des surfaces cultivées. Le bénéfice net qu'ils en tirent suffit à peine aux besoins de leur famille. Condamnés à la médiocrité, ils sont obligés parfois, comme les précédents, d'offrir leur travail ailleurs ou de s'occuper de leurs enfants comme domestiques dans les familles citadines ou villageoises.

Le secteur d'exportation, très composite, associe plantation capitaliste, « habitation » féodale exploitée selon la formule « deux-moitiés » et enfin exploitation familiale. Les deux premiers types sont les plus répandus. Approximativement, 38 % des terres cultivées y sont consacrées pour produire principalement café, cacao, canne à sucre, par 15 % des paysans. Ce secteur est relativement mieux doté que les deux autres. Il absorbe l'essentiel des investissements et des crédits affectés à l'agriculture, occupe les meilleures terres, bénéficie en priorité des efforts techniques en mécanisation, utilisation des engrais, recherches variétales, réglementation des marchés, fluctuations des prix internationaux, les prélèvements opérés par l'Etat et les « grands dons » (2), les profits d'une cascade d'intermédiaires percutés et des taxes sur les efforts des paysans, même opérés à une certaine modernisation.

Principale source de revenus de l'Etat, ce secteur représente 81 % des exportations totales entre 1960 et 1970. Le café a lui seul en assure 45 % pour la même période. On ne dénombre jamais assez les effets pervers et la dépendance destructrice qu'induit ce secteur dans les économies périphériques. Pour Haïti, la stagnation économique se mesure à travers la détérioration du prix du café. Par exemple, la vente d'un kilo de café lui a rapporté en moyenne 5,6 gourdes (3) entre 1960 et 1970. En 1960, il était de 1,10 et en 1970 de 3,5. Cette évolution traduit bien la vulnérabilité de l'économie haïtienne aux perturbations engendrées par l'échange inégal.

est ordonné pour les maintenir dans cet état. Il y a sept mois, le gouvernement a été obligé, en raison de la famine, de supprimer les timbres fiscaux que payaient jusqu'alors les paysans sur les produits offerts et les animaux de transport. La valeur du timbre était laissée à l'appréciation du préposé qui l'établissait au vu de la marchandise. Il arrivait souvent au paysan de payer

Par W. CADET \*

plusieurs fois sur le même lot, car c'est l'entrée au marché qui était taxée. La suppression de ce timbre a certes soulagé les paysans mais elle a contribué à mettre en difficulté toutes les communes, qui perdent l'une de leurs principales sources de revenus. L'Etat n'ayant pris aucune mesure de compensation. Cependant, celui-ci a augmenté ses prélèvements sur les produits d'exportation au niveau des « spéculateurs en denrées » (4) et des exportateurs qui répartissent le surplément de leurs charges sur les producteurs.

Les paysans sont pris en outre dans un réseau de spéculation et d'usure. Dans le prolongement du commerce urbain et villageois dont le secteur de gros est largement contrôlé par des maisons étrangères, les intermédiaires ont proliféré. Ils encadrent le monde rural dans les trames de mannes transactions. Les personnages-clés portent des noms évocateurs, spéculateurs en denrées, secrétaires (5), madan sarah (6). Dépendants eux-mêmes des gros commerçants ou des gros débauchés, ils sont tantôt vendeurs, acheteurs, usuriers. Souvent ils ne possèdent pas le capital nécessaire à l'achat des produits qu'ils revendent. Ils empruntent à des taux de 10 à 20 % par mois, parfois à 50 % ou plus. Ces opérations sont appelées « coups de poignard ». Commerçants et petits opérateurs font des prêts aux agriculteurs à ces taux usuraires. Il en résulte un gonflement anormal d'un secteur improductif qui dans sa quasi-totalité vit aux dépens des paysans.

Les relations entre travailleurs agricoles (paysans sans terre, petits propriétaires) et les propriétaires (souvent absenteistes) sont complexes. Ceux-ci font tout pour les garder à leur service. Ils concèdent ou louent une partie de leur domaine aux travailleurs, qui peuvent cultiver les produits dont ils ont besoin pour leur subsistance. Ils leur permettent également de louer leur maison et d'y vivre en famille, de cueillir les fruits sur le domaine, de faire paître les animaux sur les terres en jachère. En retour, le travailleur est à la disposition du « grand-don » pour les travaux des champs, et sa famille lui prête main-forte pour les semailles, les récoltes et le transport des denrées vers les centres d'achat. A ceux qui

\* Chargé de cours à l'université de Paris VIII.

ne résident pas sur le domaine, le propriétaire ou le gérant accorde un salaire de misère dont une partie en nature. A l'occasion, il fait des distributions de « diachin » (7) pour montrer sa générosité. Il joue parfois le rôle de conseiller. Quand il exerce les fonctions de notaire, avocat, militaire, employé de l'Etat, etc., il en profite pour renforcer, par la moindre faveur, sa domination sur le paysan.

Enfin, les paysans sont exclus de la vie politique active. Pour les élections, ils sont amenés à voter militairement par les « chefs de boukman » (8) des candidats (généralement officiels) après force distribution de tafia. Administrativement, les campagnes sont divisées en sections rurales sans aucun rôle. La grande majorité des paysans ne doit pas faire inscrire son nom sur le registre électoral dans certaines régions montrent bien qu'une minorité tout au moins n'accepte pas le fait accompli. La jacquerie du 22 mars dernier à Bois-Croix (commune de Saint-Marc) non loin de la capitale, en est une preuve.

DEPUIS l'avènement des Duvalier, la situation économique générale ne cesse de se détériorer, plus particulièrement dans les campagnes. Les rares statistiques publiées plaçant Haïti au dernier échelon des pays sous-développés.

Les sols fertiles diminuent dangereusement, le désert s'étend, le système hydrographique est perturbé. Tout au premier chef, les maladies inconnues des montagnes à des fins d'exportation ou de consommation domestique. Aucun projet sérieux n'a été lancé pour combattre l'érosion, considérée comme le fléau permanent de l'agriculture. La passivité gouvernementale laisse l'érosion du Morne l'Hôpital mettre en péril chaque année tout le système d'alimentation en eau de la capitale.

La pénurie alimentaire s'aggrave. Déjà en 1965, les experts de l'Organisation mondiale de la santé (9) signalaient un déficit global de 25 % par rapport à ce qui était prévu théoriquement pour une alimentation équilibrée. Rien qu'à constater la généralisation, ces dix dernières années, de la malnutrition infantile, des maladies de carence et de la médiocrité, on peut dire que le déficit s'est amplifié. Les statistiques officielles indiquent d'ailleurs une relative stagnation de la production des céréales et du chatou pour la période 1965-1972 alors que la population a un taux de croissance de 2,4 % par an. Chaque année, il y a plus de cent vingt mille bouches nouvelles à nourrir (10).

A cela s'ajoute l'inflation. Les prix des produits comme les haricots rouges, le maïs, le riz, la banane plantain ont augmenté de l'ordre de 100 à 150 % sur les cinq dernières années. Ce déficit n'a pas pour autant incité le gouvernement à changer de politique. Les importations alimentaires (céréales, produits laitiers, poissons séchés en « sauterie ») ont dépassé la balance des paiements. Elles repré-

sentent 30 % environ des importations totales. Pourtant, à peine la moitié des terres cultivables sont exploitées (et dans quelles conditions de rendement !). Le pêche est peu pratiqué. Un kilo seulement de poisson est mis à la disposition de chaque habitant par an, soit cinq à dix fois moins que dans les pays arabes voisins. L'élevage est négligé. Le cheptel (bovins, porcins, ovins) est évalué à deux millions de têtes en 1972. Paradoxalement, Haïti exporte de la viande bovine aux Etats-Unis par l'intermédiaire de la société américaine HAMPSCO qui bénéficie d'un monopole. Les exportations s'élevaient à mille trois cents tonnes en 1973 (11). Ce commerce a rapporté entre 1969 et 1973 0,99 dollar au kilo. Pour la même période, le prix moyen mondial est de 1,15 dollar.

L'orientation des dépenses du gouvernement ne laisse point augurer de changements. De 1969 à 1973, 26 % des crédits à la défense, c'est-à-dire à l'appareil répressif, contre 13,5 % à la santé, 10 % à l'enseignement et 9 % à l'agriculture, sur un budget moyen de 2,7 millions de dollars. En outre, la liste des dépenses somptuaires s'allonge : 3 millions de dollars pour la construction d'un « casino » de moindre de « Papa Doc », 2 millions également pour la transmission télévisée du championnat mondial de football.

Les autorités ont fait appel à l'aide internationale pour combler le déficit alimentaire. Mais les produits sont souvent détournés. Ils font l'objet d'un commerce lucratif sur les marchés alimentés par les tonnes-marchées. Le 22 mars dernier, les ménagères de Port-au-Prince voulaient défilé pour protester contre la cherté des produits alimentaires. Le gouvernement a rapidement interdit toute manifestation et pour donner le change, a procédé deux semaines plus tard à l'arrestation de quelques commerçants accusés de faire du marché noir avec les produits provenant de l'aide étrangère. Ils ont vite été relâchés.

La crise alimentaire place le gouvernement devant ses responsabilités. Si sécheresse et cyclones continuent de mettre en danger une partie croissante de la population haïtienne, c'est qu'il n'y a pas encore une politique agricole cohérente. Celle qu'elle est orientée, structurée, équipée, l'agriculture n'est pas en mesure de répondre aux besoins d'une population en croissance. On peut craindre de nouvelles famines.

- (1) Institut haïtien de statistique, Guide démographique 1971.
- (2) Grands propriétaires terriens.
- (3) La gourde vaut 0,20 dollar, soit moins de 1 F.
- (4) Absenteistes-expéditeurs des produits d'exportation.
- (5) Tout intermédiaire non patenté.
- (6) Personne qui détient le commerce de détail sur les marchés.
- (7) Rhum de qualité médiocre.
- (8) Esprit de parti pour les candidats aux élections.
- (9) Béghin et autres, L'Alimentation et la nutrition en Haïti, Paris, PUF, 1970.
- (10) Annuaire statistique de FOAU, 1972.
- (11) Annuaire du commerce, F.A.O., 1973.

## M. Kissinger et l'insécurité économique mondiale

**L**es prix des produits de base connaissent maintenant des fluctuations sauvages, selon les variations de l'offre et de la demande. Au grand boom des prix de matières premières de 1973-1974, qui provoque une augmentation de 100 % pour les denrées primaires (autres que le pétrole) exportées par les pays pauvres, devait succéder la grande baisse de la fin 1974 et de 1975 : à la fin du mois de juin, les prix de ces mêmes denrées avaient chuté de 37 % par rapport aux sommets atteints précédemment (1).

Mais, dira-t-on — et à juste titre — les prix du pétrole avaient augmenté de 400 % et ils n'ont point baissé. C'est qu'ils dépendent essentiellement de facteurs politiques et de la puissance du cartel des producteurs de pétrole. Il y a très peu de chances que des cartels analogues puissent être formés pour d'autres matières premières ou qu'ils soient suffisamment « forts » pour influencer sur les prix. Toutes les recherches ont montré que seuls quelques métaux secondaires pouvaient offrir une possibilité semblable (2).

Donc, pour toutes les grandes matières premières autres que le pétrole, ce sont les « coups de marchés » mondiaux qui continueront de régir les prix. Et cette situation n'a jamais été favorable aux pays pauvres, même ces dernières années. Car en eux-mêmes les prix ne veulent pas dire grand-chose. Le pouvoir d'achat de l'argent décline rapidement. Même en tenant compte de la hausse de 1973-1974, le pouvoir d'achat moyen que représentent les exportations de produits primaires des pays en voie de développement (pétrole exclu) s'est accru, depuis 1960, au rythme ridicule de 0,5 % l'an (3).

Ces chiffres prouvent la nécessité d'une action urgente pour protéger le pouvoir d'achat des revenus que les pays pauvres tirent de leurs produits de base. Un moyen d'y parvenir serait de réglementer les marchés des produits de base par des accords sur les produits comprenant des stocks régulés, des quotas d'exportation ou des mesures de contrôle de la production. Un programme de ce genre est actuellement en discussion à la Conférence des Nations unies sur le

Par I. DUSSEX \*

commerce et le développement (CNUCED). Un autre moyen serait d'indexer les prix des produits de base sur ceux des produits manufacturés. Mais, comme l'a montré une étude récente, les accords de ce genre sont opposés au programme de la CNUCED pour les produits de base. Ce serait une sorte de système international de compensation des déficits, qui ne serait pas sans similitude avec la politique agricole commune de la C.E.E. Un objectif serait fixé pour les exportations d'un produit donné et pour chaque pays et au cas où cet objectif ne serait pas atteint, le pays en question recevrait un paiement égal au déficit (ou à une fraction de ce déficit). Cette solution a le mérite de ne pas remettre en cause les opérations de marché et de ne pas fixer de prix : l'offre et la demande peuvent s'équilibrer par le jeu du mécanisme du marché, tandis que le consommateur n'a pas à subir les effets du système de soutien.

Un mécanisme de ce genre, mais très limité (et en fonction des exportations totales, pas seulement pour les produits de base), existe depuis plus de dix ans en Fonds monétaire international (F.M.I.). Mais il est peu utilisé, car les paiements pour combler les déficits ne sont faits que sous forme de prêts à court terme, qui doivent être remboursés en trois ou cinq ans, avec un intérêt de 6 %. Peu de pays pauvres peuvent y recourir.

Le projet de Kissinger ne se distingue qu'en un seul point de celui qui existe déjà au Fonds monétaire — et que le secrétaire d'Etat avait jugé lui-même trop limité. La différence est que le système de M. Kissinger prévoit de convertir, dans certaines conditions non encore spécifiées (mais sans doute rigoureuses ?), les prêts en dons purs et simples dans le cas de pays très pauvres qui n'auraient pas la possibilité de rembourser les prêts en cinq ans.

M. Kissinger ne modifierait les conditions du mécanisme actuel du F.M.I. que sur ce point. Et à supposer que des dons soient attribués, ils ne seraient pas financés par les recettes des pays les plus riches mais par un « fonds fiduciaire » dont le F.M.I. discrète depuis un an, et qui serait créé à l'aide du produit de la vente d'une fraction des réserves d'or que le F.M.I. détient, sans nécessité, sur les prix actuels d'inflation.

Le projet de Kissinger ne se distingue qu'en un seul point de celui qui existe déjà au Fonds monétaire — et que le secrétaire d'Etat avait jugé lui-même trop limité. La différence est que le système de M. Kissinger prévoit de convertir, dans certaines conditions non encore spécifiées (mais sans doute rigoureuses ?), les prêts en dons purs et simples dans le cas de pays très pauvres qui n'auraient pas la possibilité de rembourser les prêts en cinq ans.

M. Kissinger ne modifierait les conditions du mécanisme actuel du F.M.I. que sur ce point. Et à supposer que des dons soient attribués, ils ne seraient pas financés par les recettes des pays les plus riches mais par un « fonds fiduciaire » dont le F.M.I. discrète depuis un an, et qui serait créé à l'aide du produit de la vente d'une fraction des réserves d'or que le F.M.I. détient, sans nécessité, sur les prix actuels d'inflation.

M. Kissinger ne modifierait les conditions du mécanisme actuel du F.M.I. que sur ce point. Et à supposer que des dons soient attribués, ils ne seraient pas financés par les recettes des pays les plus riches mais par un « fonds fiduciaire » dont le F.M.I. discrète depuis un an, et qui serait créé à l'aide du produit de la vente d'une fraction des réserves d'or que le F.M.I. détient, sans nécessité, sur les prix actuels d'inflation.

M. Kissinger présente son projet comme un pas courageux en avant, mais son propos semble creux. Il offre un petit raffinement technique du mécanisme qui existe déjà au Fonds monétaire, mais la question des dons mise à part, rien ne changerait la substance d'un système boiteux. Or, est dans tout cela, l'amélioration qui assurerait une « sécurité économique

fondamentale pour sauvegarder l'économie mondiale, en particulier celle des pays en voie de développement, contre les cycles cruels qui sapent leurs revenus d'exportation », comme le promettait M. Kissinger ?

La rhétorique et l'emphase ne remplacent pas les actions concrètes. Il faut espérer que le changement évi- dent de donner le change n'abusera pas ceux qui souhaitent une reconstruction complète de l'ordre économique mondial, sans laquelle l'opposition entre le Nord et le Sud risque d'atteindre des dimensions encore plus redoutables. A tout le moins, que les pays riches consentent à modifier le mécanisme du Fonds monétaire selon le schéma suivant :

- Elimination des limites imposées actuellement aux tirages d'un pays quel qu'il soit ;
- Réduction de l'intérêt en niveau du taux moyen par l'Association internationale de développement (A.I.D.) ;
- Remboursement à cinq ans seulement après l'obtention du prêt, et pour un montant représentant seulement la moitié du surplus annuel d'exportation par rapport à l'objectif fixé annuellement ;
- Attribution de dons purs et simples aux pays les plus pauvres ;
- Calcul de toutes les recettes d'exportation — actuelles et prévues — en termes « réels » (c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat par rapport au coût des importations).

Voilà qui contribuerait certainement à améliorer la « sécurité économique fondamentale des pays pauvres ».

### L'AVENIR DU PARLEMENT EUROPEEN

**A**LORS que les pouvoirs du Parlement européen ont tendance à s'élargir et qu'une décision doit être prise, dans quelques mois, sur le problème de son élection au suffrage universel, l'Institut d'études juridiques européennes (Institut de droit de l'université de Liège) a choisi de consacrer son VIII<sup>e</sup> colloque sur les Communautés européennes au thème : Le Parlement européen : pouvoirs, élection, rôle futur. Les travaux se dérouleront au Palais des congrès de Liège les 24, 25 et 26 mars 1975. Ouverts par une allocution de M. Fernand Dehousse, les travaux du colloque com-

porteront, notamment, des communications et rapports présentés par : MM. Christoph Sesse, professeur à l'université de Hambourg ; Charles-Albert Morand, professeur à l'université de Genève ; Schafiq Peñin, membre de la seconde Chambre des États généraux des Pays-Bas ; S. L. Marshall, ancien président de la Commission des Communautés européennes ; P.-Ch. Coassens, professeur à l'université de Liège ; Jean Rey, ancien président de la Commission des Communautés, et W.J. Ganshof Van Meerssch, professeur honoraire à l'université libre de Bruxelles.

\* Docteur de sciences économiques, Cambodge.

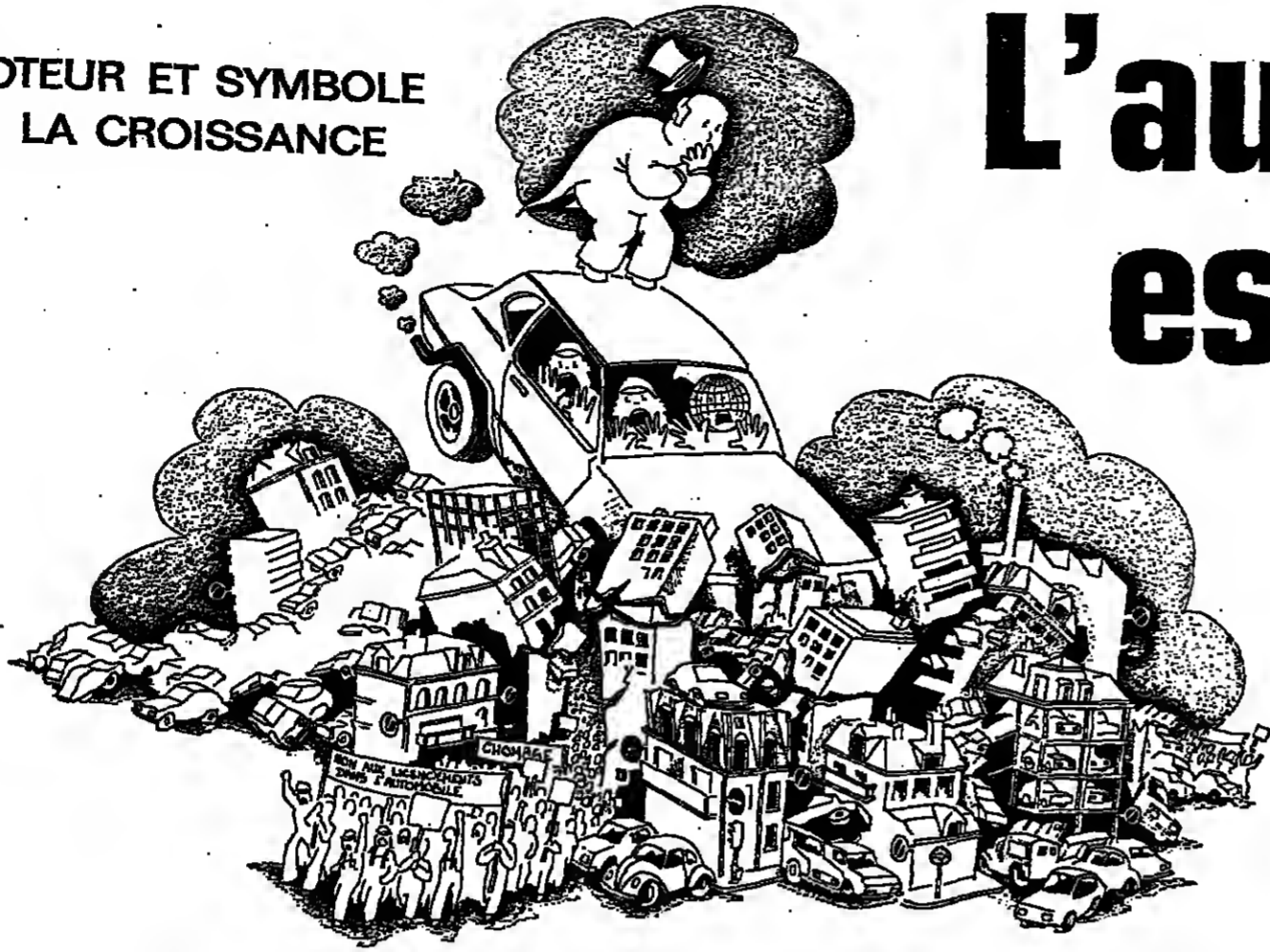
سكس من زلازل



- (1) Cf. le Bulletin mensuel de la CNUCED, sur les prix des produits de base, numéros de janvier et juillet 1975.
- (2) Cf. par exemple, Commonwealth Secretariat, Terms of Trade Policy for Primary Commodities, Londres, 1975, pages 26-33.
- (3) Cf. tableau 2 du Bulletin mensuel sur les prix des produits de base, numéro de juillet 1975 (supplément spécial).
- (4) Cf. CNUCED, L'indexation des prix, document TD/B/S/60.



MOTEUR ET SYMBOLE DE LA CROISSANCE



# L'automobile est malade

exemple, l'entretien des voies ferrées figure bel et bien dans le bilan de la S.N.C.F., dont les déficits ne manquent jamais d'être dénoncés...

Promue à une fonction privilégiée, l'automobile dément au moins sur deux plans le caractère scientifique et rationnel de la société industrielle, dont elle veut être l'image de prestige: d'une part, l'innovation technologique dans ce secteur est très modeste, surtout par comparaison avec l'aéronautique; d'autre part, le transport automobile offre le plus parfait exemple de développement anarchique, antiscientifique, l'extension du réseau routier et des possibilités de stationnement n'ayant suivi que de très loin la multiplication des véhicules, à tel point que ce moyen de transport fait pour la vitesse a, en cinquante ans, ralenti l'allure des déplacements urbains.

Sur ce point comme sur d'autres, l'image de la société industrielle étant fort éloignée de la réalité, l'automobile illustre la schizophrénie d'un monde qui se veut moderne mais qui utilise maladroitement les possibilités industrielles dont il dispose. Ce qui est en cause, ce n'est évidemment ni la technique ni son produit, mais l'usage aberrant qu'en fait une économie de profit. Et, pour atteindre ses fins tout en débouchant sur une crise, cette économie de profit a inventé, au nom d'une prétendue « rationalisation » de la production, une organisation dite « scientifique » du travail qui, sacrifiant l'homme à la production, a suscité la révolte des ouvriers spécialisés.

Ainsi, dans ses méthodes de construction comme dans son utilisation, l'automobile, signe de modernité, comporte bien des aspects archoïques. A gros traits, elle est devenue une fidèle caricature de la société industrielle qui, dans d'autres secteurs, pour des raisons analogues, souffre des mêmes maux.

**S**YMBOLLE des économies développées, l'automobile a été pendant un quart de siècle le moteur d'une croissance aujourd'hui doublement remise en question: d'abord, en tant que telle, comme modèle général d'expansion, à tel point que le président de la République lui-même s'est cru tenu à annoncer une « nouvelle » croissance; ensuite, plus précisément, dans son application au secteur automobile, l'accroissement du prix de l'énergie rendant le transport individuel particulièrement vulnérable. Dans ses deux fonctions de symbole et de moteur d'un certain type d'expansion, le cas de l'industrie automobile offre un moyen privilégié d'examiner, comme à travers un verre grossissant, la nature de la crise économique mondiale et les moyens qui permettraient d'en sortir.

Ce n'est pas par hasard que l'automobile a joué et joue encore un rôle éminent dans les économies occidentales: constituant un progrès considérable sur les moyens de transport individuels pré-existants, elle répondait à un besoin réel, et les possibilités technologiques et industrielles de son développement étaient disponibles. Mais le rôle qui lui a été assigné a été artificiellement gonflé: comme symbole, par la publicité qui a fait d'elle, souvent au détriment de besoins plus urgents, un signe de promotion individuelle; comme moteur de l'expansion, par une politique délibérée qui lui a sacrifié les transports en commun; par la fiscalité, la collectivité nationale finance la construction et l'entretien de l'infrastructure routière, dont le coût ne figure jamais dans le bilan de l'industrie automobile, alors que, par

Crise d'une industrie  
crise générale  
et impérialisme

## Un nouveau type de relations dans la production la consommation et les échanges avec le tiers-monde

Par BERNARD MOREL \*

COMME chaque année à la même époque, le Salon de l'automobile a ouvert ses portes. Avec lui se met en mouvement toute une liturgie traditionnelle à la gloire de l'automobile. Le président de la République vient l'inaugurer et glisse chacun des constructeurs un petit mot d'encouragement; dans les moments difficiles, nul doute que cela réconforte, surtout s'il y a, comme l'an dernier pour le mariage Citroën-Peugeot, un petit chèque à la clé.

La plupart des moyens d'information s'emparent du sujet pendant quelques temps pour faire partager à l'opinion publique les joies que procurent les nouveaux modèles, pour vanter l'utilité des « gadgets » les plus modernes, proutus au titre rouflottant de perfectionnements, pour amener le consommateur à si ce n'est changer de véhicules, tout au moins adopter de nouveaux accessoires.

Et puis, on relance les débats sur la limitation des vitesses, les encombrements, le stationnement payant, la pauvreté de notre pays en autoroutes, en glissières de sécurité, en bretelles de déviation, etc. Cette année on y aura ajouté un débat sur la femme et l'automobile. On s'interroge aussi sur la nécessité de rendre obligatoire l'auto-radio qui permet de suivre les auto-guidages... et de relancer la consommation dans le secteur électrique et électronique. Nouveaux modèles, nouveaux gadgets, nouveaux perfectionnements... tout est nouveau, même les prix bien entendu.

Bref, la fête, la fête annuelle de l'automobile. Mais cette année, comme l'an passé, la fête est triste. Triste, parce que le secteur automobile traverse dans tous les pays du monde une crise grave.

Comme le montrent les articles de ce dossier, la production a baissé par suite d'un ralentissement important de la consommation automobile. La hausse du prix des véhicules a

atteint 35 % d'octobre 1973 à octobre 1975 en France. Le prix d'utilisation a subi des chocs encore plus importants avec l'augmentation du carburant, des autoroutes, des parkings, des assurances, etc. L'inflation et le ralentissement du pouvoir d'achat touchent directement l'automobile.

Aux Etats-Unis, où l'automobile emploie environ un septième de la population active, la situation est encore plus critique. On aura vendu 10 % de moins de véhicules en 1975 qu'en 1974, année qui avait connu des résultats catastrophiques. En janvier 1975, on comptait dans le secteur trois cent quarante mille travailleurs en chômage; pour 40 %, la force humaine de l'industrie était inemployée. Aujourd'hui, malgré une légère reprise, on compte encore deux cent mille chômeurs. Cette situation s'accompagne d'une hausse des ventes de voitures étrangères, plus adaptées, parce que moins gaspilleuses; et les nouveaux modèles américains ne seront pas prêts avant 1977. Dès lors, il faut une sérieuse dose d'optimisme pour affirmer comme le faisait Thomas Murphy, président de General Motors, dans Business Week du 28 juillet 1975, que tout va repartir comme avant, car tout cela n'est qu'une crise inflationniste et récessionniste passagère. « Les gens, affirme Thomas Murphy, ont besoin du transport automobile. Tous, malgré l'embargo pétrolier, ont continué à acheter leur véhicule. C'est notre mode de vie. C'est ce que veulent les gens. Je pense qu'une large population continuera à acheter des voitures individuelles par famille. Il peut y avoir un ralentissement à cause de l'inflation. Ce n'est pas une raison pour tempérer nos prévisions de vente à long terme. »

Autrement dit, tout doit être fait pour que l'automobile reste ce qu'elle est: l'objet de consommation qui forge un mode de vie, un type de croissance et de développement.

En cause l'organisation du travail dans les usines et le procès de production sont apparues dans le secteur automobile, que ce soit chez Fiat en Italie où l'un des slogans de l'« autunno caldo » était: « Agnelli, l'indocchine tu l'as dans ton usine », ou chez Renault, au Mans comme à Billancourt. Elles conduisent le patronat à discuter sur un nouveau type de rapports de production, dont il mesure l'impact dans le système capitaliste, car il remettrait en question le partage salaires/profit et l'équilibre général de l'économie.

La prise de conscience de la part d'une opinion publique de plus en plus sensibilisée de l'incohérence que peut représenter une croissance économique destructrice de l'environnement naturel, incapable de prévoir l'avenir de l'humanité et soucieuse uniquement de la perpétuation des profits, est aussi un facteur réel de remise en question de la manière particulièrement polluante de l'espace et de l'air, d'utiliser cet objet.

— L'exigence de plus en plus prononcée en faveur de la prise en charge par les employeurs des déplacements domicile-travail, la demande en transports publics efficaces et bon marché, contribuent aussi à remettre en cause l'usage du véhicule automobile.

La crise de l'automobile s'insère dans le processus de la crise générale que connaît le capitalisme, et elle en illustre la gravité. Bien des arguments des partisans de l'automobile tombent lorsqu'on examine avec précision la situation. C'est vrai que l'automobile est indispensable à beaucoup de gens aujourd'hui. Mais n'est-ce pas parce qu'il n'existe pas de transports en commun adaptés, parce que les logements ont été construits sans se soucier des déplacements, en fonction de l'utilisation forcée du véhicule automobile? C'est vrai que les équipements collectifs coûtent cher, mais n'est-ce pas scandaleux, lorsqu'on calcule les prix comparés au kilomètre de l'automobile et du fer, d'intégrer seulement pour l'automobile les coûts individuels et de ne pas intégrer pour elle les coûts routiers, d'assurance, hospitaliers, même, etc.? Si on le faisait, on serait sans doute surpris de voir que les déficits les plus importants ne sont pas toujours où l'on croit. C'est vrai que l'allongement de la durée de vie des véhicules, le ralentissement de la production automobile

\* Laboratoire de conjoncture et prospective.

pourrait entraîner un certain chômage, mais n'est-ce pas à l'état d'envisager une reconversion de ce secteur dans des domaines pour lesquels il y a beaucoup d'efforts à faire (machines-outils par exemple), et serait-il si scandaleux d'envisager une réduction de la durée du travail?

Mais, à dire vrai, le seul argument qui permette de justifier la continuation de la logique de l'automobile est d'une autre nature: le système capitaliste en a besoin pour vivre aujourd'hui parce qu'elle répond totalement à sa propre logique — logique de la consommation de masse, logique de l'individualisation et de l'appropriation des objets. A cet égard, il ne faut pas perdre de

### Fuite en avant et impasse

**A**VANT octobre 1973, en Europe, l'objectif des constructeurs était d'étendre la vente de véhicules en généralisant la multimotivisation des familles. Cet objectif reste bien sûr, mais n'est plus tellement de mise aujourd'hui. La stratégie des constructeurs s'oriente dans une tout autre direction. Elle vise à gagner de nouveaux marchés, en particulier ceux des pays du tiers-monde et des pays de l'Est. Elle comporte trois aspects inséparables dans leur cohérence: l'aspect consommation, l'aspect production, l'aspect internationalisation du capital.

● CONSUMMATION. — Il faut vendre, vendre toujours plus de véhicules pour rentabiliser les investissements et maintenir les profits. Puisque les marchés occidentaux sont plus ou moins saturés, on exportera dans les pays de l'Est et dans le tiers-monde en voie de développement rapide. Par ce biais, non seulement on maintiendra la production des firmes, mais encore on pourra étendre un modèle de consommation, de style de vie et, par conséquent, un modèle de croissance qui permettra une intégration occidentale. Et cela est aussi vrai pour les pays de l'Est. A la limite, on peut dire que l'automobile — comme toute production matérielle dans le cadre du mode de production capitaliste, mais plus particulièrement celle-ci — est un instrument apte à faire apparaître ou à « révéler » une bourgeoisie.

● PRODUCTION. — L'industrie automobile a besoin de matières premières, d'énergie et de main-d'œuvre bon marché. Si elle ne peut plus trouver ces trois facteurs de

vue que l'individualisation — par un bien matériel, l'automobile — est un moyen de résoudre temporairement la contradiction entre la socialisation croissante de la vie urbaine et la nécessité du développement de la consommation individuelle. L'automobile est exemplaire parce qu'elle entraîne au plan de l'accumulation du capital, de la production et de l'exploitation de la force de travail, de la division internationale du travail, l'ensemble du système économique-social.

Et c'est pourquoi les solutions qu'envisagent les constructeurs s'inscrivent non pas dans une remise en question de l'objet, ou de son utilisation, mais dans un renforcement de la logique capitaliste par l'extension du mode à l'échelle mondiale.

(Lire la suite page 10.)

production sur place dans les pays développés, elle délocalisera la production dans des zones où ils sont meilleur marché. Certes, on verra à ce que les pays assurent la sécurité des investissements. Cela se trouve. Mais ce n'est pas seulement des chaînes de montage qu'on délocalisera, c'est aussi des usines de production générale, en créant toutfois quelques sous-traitants, au cas où cette production ne serait pas destinée aux seuls marchés locaux mais aussi à tous les marchés occidentaux. C'est là le problème d'une nouvelle division technique du travail à l'échelle internationale dans laquelle les centres économiques se réserveront tout ce qui est technologiquement « à la pointe » et localiseront dans les pays dominés la production de masse délocalisée.

(Lire la suite page 10.)

**LIRE PAGES 10 à 13 :**  
P. 10-11. — Trois éléments de la stratégie des constructeurs, Juliette Nicolau. — Luites ouvrières contre l'organisation « scientifique » du travail, Jean Robert. — Fluctuations de l'histoire: la naissance, l'essor et la remise en question, J.-J. Chassebois et P. Fridenson. — Innovation technologique et fonction sociale, B.M.  
P. 12-13. — Une pièce nouvelle dans une nouvelle forme de croissance, Christian Lemaître. — L'avenir: une nécessaire mais difficile restructuration, P. Jérôme.

### L'homme et la logique du capitalisme

**M**AIS ce n'est pas un hasard si le secteur automobile est plus touché que d'autres par la crise économique. Cela tient à la nature et à la place qu'occupe le secteur dans le type de croissance que connaît le monde occidental depuis 1945. Si, à bien des égards, au niveau global la crise économique s'apparente à une crise traditionnelle de suraccumulation du capital à une surproduction et sous-consommation, elle revêt certains aspects bien particuliers qui touchent directement l'automobile:

- la remise en question de l'échange inégal au niveau de l'énergie et des matières premières frappe plus durement une industrie qui nourrit essentiellement de produits importés à bon marché sur le dos de pays sous-développés;
- l'inflation mondiale, consécutive au déséquilibre généralisé du système néolibéral international, atteint fortement un bien de grande consommation dont le coût relativement élevé exige l'épargne et donc l'utilisation elle-même est coûteuse;
- les luttes ouvrières pour remet-

que mondiale

Doc Duvalier

(Suite de la page 9.)

Et, d'un coup, on résout en partie le problème des O.S. et des travailleurs émigrés. Certes, des derniers feront toujours les mêmes « sales boulot... mais « chez eux ». Derrière les intentions que manifestent les dirigeants occidentaux d'aider les pays du tiers-monde à s'industrialiser se profile un projet beaucoup moins philanthropique : soumettre ces pays à la logique de leur système et exploiter d'une nouvelle manière main-d'œuvre et matières premières. Là aussi, l'automobile joue un rôle moteur.

INTERNATIONALISATION DU CAPITAL. — En fait, l'aspect délocalisation s'intègre à une opération plus vaste d'internationalisation

accrue du capital, qui permet aux entreprises de profiter au maximum des meilleures conditions de production, aptes à dégrader les plus-values les plus fortes. Ainsi se crée une nouvelle division internationale du travail, donc un nouvel équilibre/déséquilibre politique, dont on espère qu'il contribuera à résoudre la crise actuelle du capitalisme. Cette internationalisation du capital suppose que, dans un certain nombre de pays, se dégage une alliance de classes qui repose sur des horizons locaux prêtés, pour participer aux profits, à collaborer avec les firmes multinationales (1). Dans cette hypothèse, le développement, la généralisation de l'automobile peuvent jouer un grand rôle comme instrument de diffusion d'une idéologie. D'autant plus qu'une telle

division internationale laisse toute possibilité pour développer au centre du système de nouveaux produits de transports individuels, fondés sur une technologie renouvelée (véhicule à traction électrique, etc.). Un tel projet est sans doute la seule possibilité réelle pour l'industrie automobile de sortir de la crise qu'elle traverse. Mais il conduit, en cas de réussite — c'est-à-dire s'il n'est pas refusé économiquement et politiquement — les peuples du tiers-monde à accepter une solution qui renforcerait l'emprise de l'impérialisme et du capitalisme sur eux. L'extension du « système automobile » (production, consommation, idéologie) correspond à une extension du mode de production capitaliste. A cet égard, en mettant l'accent sur la construction de véhicules

utilitaires, en refusant l'appropriation privée du véhicule automobile pour des raisons de principe (et non seulement pour des raisons de stade de développement), la Chine indique une voie. A l'opposé, celle à laquelle le monde économique dominant aspire est une voie sans issue que condamne la crise que l'on connaît actuellement en Occident.

Mais le refus de cette solution comporte un corollaire exigeant. La solution à la crise de l'automobile ne se trouvera pas au sein du système. La crise de l'automobile, c'est certes le procès de l'automobile et de son utilisation, mais c'est aussi le procès du système économique et politique, et d'un certain type de croissance. Rompre avec la logique actuelle de l'automobile, c'est, par

conséquent, dans le même temps, rompre avec une certaine logique économique, c'est appeler à la construction d'un nouveau type de relations dans la manière de consommer, de produire, d'envisager les rapports internationaux. La tristesse d'un Salon de l'automobile, conçu uniquement comme un instrument de marchandisation au service du profit, est à cet égard à la fois un constat et une provocation qui appellent, en Occident et dans les pays dominés, à l'établissement d'un nouveau type de relations humaines. La fête est ailleurs !

BERNARD MOREL.  
(1) Voir Gustave Masmah, « Division internationale du travail et alliances de classes », in La Crise de l'impérialisme, de Amin, Fatra, Hussein et Masmah, Ed. de Minuit, 1978.

Comment s'effectuera le déclin et quel en sera le prix ?

LES difficultés que connaît l'industrie automobile sont la conjonction d'une crise conjoncturelle et d'une crise structurelle. Certes, il est normal que l'aspect conjoncturel de la « crise » apparaisse en premier, car il a joué un rôle de révélateur. Les problèmes énergétiques et tout ce qui les sous-tend (crise monétaire et financière internationale, crise des rapports avec le tiers-monde, etc.) touchent naturellement très directement l'industrie automobile tant à cause de la consommation d'énergie nécessaire à la production qu'à cause de la consommation de carburant, qui augmentent sensiblement. Mais il y a aussi le composant, non moins réelle, de la crise qui concerne le pouvoir d'achat : dans une période de baisse du pouvoir d'achat et de mise en application de mesures dites anti-inflationnistes qui limitent au premier chef le crédit à la consommation, la hausse du prix des voitures n'est pas faite pour augmenter la demande.

Mais la crise de l'automobile n'est-elle pas plus profonde que cela ? Pour en tenir ces aspects strictement industriels (qui ne sont pas les seuls, loin de là), les facteurs de crise sont multiples et déjà anciens, et ne sont pas spécifiques à l'industrie automobile. Fondamentalement, l'industrie automobile se trouve face à une crise de la productivité, au sens large, dans une situation de concurrence « oligopolistique » qui s'exacerbe, chacun des constructeurs, pour conserver sa capacité de développement, voulant garder une part maximale de la masse de profit qui diminue. La « crise de la productivité » est, en fait, au premier chef le conflit qui oppose le capital et par là même qui rencontre le bésse du temps de travail

social global nécessaire pour produire la même quantité de marchandises, malgré l'augmentation continue du taux d'exploitation.

Dans le plupart des pays capitalistes développés, et principalement en Europe occidentale, les tentatives visant à accroître l'exploitation du travail se heurtent à une résistance très vive des travailleurs. A bien des égards, les ouvriers de l'industrie automobile constituent l'un des bastions des organisations ouvrières. La tendance à l'augmentation du nombre d'ouvriers non qualifiés et au recours de plus en plus important aux travailleurs immigrés rend le situation sociale particulièrement instable dans la branche automobile.

Ces phénomènes, qui se conjuguent avec la baisse de la valeur d'usage de

Trois éléments de la stratégie des constructeurs

Par JULIETTE NICOLAS

L'automobile alors que ses coûts d'usage augmentent, ont pu récemment un peu amplifier ce paradoxe de la crise structurelle de l'automobile. La hausse du coût de l'énergie et des matières premières vient s'y ajouter. Ainsi n'est-il pas surprenant de constater que les constructeurs :

- 1. Modifient les conditions de la concurrence en charchant à délimiter des plages de valorisation du capital ;
2. Délocalisent les unités de production de façon à trouver de meilleures conditions à la mise en valeur du capital ;
3. Diversifient leurs activités, en particulier pour élargir leur base de profit.

La restructuration de l'appareil industriel

La concurrence s'exacerbe et, en l'enjeu pour les constructeurs européens est bien de savoir qui supplétera les autres, la vraie question n'est pas de savoir combien il y aura de constructeurs en Europe mais plutôt comment va se modifier l'appareil industriel pour faire face à cette crise. La construction d'automobiles comporte des phases de production qui peuvent être dissociées. L'intégration verticale de la production de fonte ou d'acier à l'assemblage, en passant par la fabrication du verre, des plastiques, des tissus, des équipements et des moteurs, n'est pas réalisable. L'appareil industriel est centré sur les moteurs et l'assemblage, ce qui permet de dominer la conception d'ensemble des véhicules, et échappe à des entreprises, la plupart du temps externes aux groupes

automobiles, les matières premières, les équipements divers et sous-traités certaines productions.

Ce schéma classique, mais non universel (l'industrie automobile britannique fait surtout de l'assemblage), est sujet à révision sous la pression de la crise. En effet, les constructeurs sont amenés à sélectionner entre les différents points de production en isolant ceux qui sont plus rentables que les autres. Cela revient à isoler des plages où le capital privé pourra se mettre en valeur, laissant de côté les activités moins rentables où pourrait, à la limite, fonctionner du capital dévalorisé en laissant nationaliser des entreprises exerçant ce type d'activité (exemple : le British Leyland Motor Co.). Ce démantèlement ou « démantèlement

de la production d'automobiles consiste à introduire des rapports marchands interentreprises à la place de rapports techniques à l'intérieur d'une même entreprise et peut, notamment, viser à scolariser la rotation du capital.

La présence parmi les entreprises concernées par la construction automobile de grands groupes monopolistes tels que PUK ou Saint-Gobain n'est sans doute pas étrangère à ce mouvement, étant donné qu'ils ont des exigences différentes quant à la rentabilisation du capital. Ce démantèlement est dans le lignage direct de la politique de « redéploiement industriel » dont le corollaire est l'accompagnement de la récession de certains secteurs qui ne sont plus les secteurs d'accumulation privilégiés.

Le développement de la coopération entre firmes automobiles pour la fabrication de certains composants des véhicules est à analyser dans ce cadre. L'idée de créer des sociétés coopératives comme il en existe déjà plusieurs — dont celle qui fabrique les moteurs à six cylindres pour Volvo, Peugeot et Renault — n'est rendue possible que par la tendance à la banalisation des véhicules. La production automobile a connu une évolution telle que ce qui fait vendre une voiture n'est plus tant le moteur (ou autre organe technique essentiel) que l'image de marque du constructeur et les caractéristiques de confort, etc., si bien que l'on peut vendre plusieurs modèles de marques différentes ayant le même moteur.

Cette stratégie de la coopération et l'évolution du produit qui le sous-tend modifient donc radicalement les données de la concurrence. Parallèlement, elle confère aux activités de commercialisation une place encore plus importante. Ce processus de sélection et d'isolement

de plages rentables a donc des conséquences importantes. L'est lié à l'internationalisation de la production.

Le mouvement d'internationalisation de la production est directement lié à la crise structurelle que connaît cette branche et accompagne le processus de démantèlement que nous avons analysé plus haut. D'autre part, il correspond à une stratégie du capitalisme monopoliste des pays industrialisés face à la crise. Si ce mouvement n'est pas nouveau, il constitue à l'heure actuelle un élément stratégique de première importance.

Une analyse historique rapide est nécessaire pour comprendre ce qui se passe maintenant. L'importance des échanges extérieurs pour l'industrie automobile française ne commence à se manifester qu'après guerre. Pendant la phase de reconstruction, la priorité est donnée au marché intérieur ; en 1950, la France n'exportait que 24 % de sa production d'automobiles, ces exportations étant essentiellement destinées aux pays coloniaux. Ce n'est que dans les années 50 que les exportations prirent une place importante dans la politique des constructeurs. Anticipant la création du Marché commun et l'abaissement des barrières douanières, l'Etat favorisa la conquête des marchés extérieurs. A partir de 1956, le taux de croissance des exportations devient supérieur à celui des ventes sur le marché intérieur : 31,6 % par an de 1954 à 1960, baisse de 1960 à 1965 liée à l'échec sur le marché nord-américain, 15,5 % par an à partir de 1965. En 1973, l'industrie automobile française a exporté 56,6 % de sa production.

Le premier marché d'exportation est l'Europe : 48,2 % des exportations an

FLUCTUATIONS DE L'HISTOIRE

La naissance l'essor et la remise en question

Par JEAN-JACQUES CHANARON et PATRICK FRIDENSON \*

DES son premier numéro, en novembre 1895, la première revue américaine spécialisée dans l'automobile, Horseless Age, écrivait : « Ceux qui ont pris le peine de rechercher sous la surface les grandes tendances de notre époque savent qu'une industrie géante lutte pour venir au monde. Tous les signes indiquent que le véhicule à moteur est le suite nécessaire des méthodes de locomotion déjà établies et approuvées. Les besoins croissants de notre civilisation exigent sa venue ; le public croit en lui et attend avec le plus grand intérêt son application pratique à la vie quotidienne de la planète. » De fait, jusqu'à 1973, l'histoire de l'automobile a justifié ces espoirs initiaux. Elle est passée par quatre phases successives : l'invention d'un nouveau moyen de transport ; le développement du produit ; l'expansion rapide ; l'ère de la demande de remplacement. L'Amérique du Nord a atteint ce dernier stade dès le milieu des années 20. L'Europe occidentale est à peine en train d'y parvenir, alors que les pays socialistes et le tiers-monde abordent tout juste la troisième phase. Mais l'Amérique du Nord n'est pas arrivée d'emblée au premier plan. Certes les Américains avaient expérimenté des véhicules auto-propulsés au même temps que les Européens, entre 1860 et 1890. Mais ils ont commis l'erreur collective de concentrer leur énergie sur la fabrication de voitures électriques ou à vapeur, dont ils ont produit plusieurs milliers d'exemplaires. L'Europe a donc remporté la première manche, en misant résolument sur l'alliance d'une source d'énergie légère et

mobile (copiée par le moteur à combustion interne) et d'un robuste véhicule rotatif. Le véhicule à essence est né en 1886, grâce à l'Allemand Karl Benz, mais c'est l'industrie française qui introduit toutes ses virtualités et impose l'automobile au monde.

L'Amérique reprend le dessus au développement une demande massive pour une voiture à bon marché. Ford en soixante toutes les implications en quatre temps. 1908 : c'est la naissance d'un modèle unique produit en grande série, le Ford T (quinze millions d'exemplaires jusqu'en 1927). 1911 : Ford devient une société multinationale, après un premier bilan au Canada en 1905, se installant dans des usines de montage. L'été 1913 : Ford met au point le travail à la chaîne, qui substitue aux coûteux ouvriers professionnels travaillant sur machines universelles une masse d'ouvriers sans qualification qui servent de façon répétitive des machines spécialisées (d'où leur nom d'ouvriers spécialisés, les O.S.). 1914 : Ford porte le salaire de ses ouvriers à 5 dollars par jour, soit le double des taux en vigueur, pour une journée de travail réduite à 8 heures. Après avoir forgé les outils de la production de masse, il donne ainsi aux ouvriers les moyens d'une consommation de masse. Les innovations de Ford orientent d'une manière décisive la société américaine vers la consommation.

Ford avait résolu les problèmes de la production en grande série. Mais c'est General Motors qui, moins de dix ans plus tard, découvre l'organisation nécessaire pour s'adapter aux 4-coups et aux changements de la demande. Entre 1919 et 1925, sous l'impulsion d'Alfred Sloan, elle adopte une nouvelle politique du produit : offrir à la clientèle une gamme complète de voitures de grande série s'échelonnant en prix et en qualité et dont les modèles seraient renouvelés tous les ans. Elle transfère ainsi sa structure, qui est désormais constituée par des divisions autonomes et décentralisées, mieux à même de faire face à la multiplicité des tâches. Enfin elle élabore un système de prévision de la demande et de planification des fabrications qui, assorti de la création d'un comité financier de gestion des divisions centralisées, lui donne la totale maîtrise de son activité face à une conjoncture mouvante. Dès lors, General Motors parvient à détrôner Ford, et à servir de nouveau modèle à l'industrie automobile mondiale.

L'Europe cependant dut à la crise des années 30 de comprendre qu'il lui restait une carte originale à jouer, celle de la petite voiture. Aux prises avec une clientèle dotée de revenus moins élevés que les Américains et affrontant un prix de l'essence et une fiscalité supérieures, plusieurs constructeurs en conclurent qu'il leur fallait s'orienter vers la production de voitures populaires. Dès la création significative de Volkswagen (la « voiture du peuple »), mais aussi les modèles convergents lancés par Austin, Morris, Fiat, Simca, Quant à Citroën, sa 2 CV était prête pour le Salon d'octobre 1939, où elle devait

être lancée. Parallèlement, l'Europe construisait les premiers réseaux d'autoroutes. Cette évolution fut couronnée après guerre par le ralliement des autres constructeurs à la petite voiture et la concentration de l'industrie automobile européenne sur ce type de modèles jusque vers 1960. A partir de 1956, le développement de la multinationation (1) assura aux « petites européennes », meilleur marché et d'entretien plus économique, un succès croissant sur le marché américain au point d'inquiéter les constructeurs locaux. Ils répliquèrent dès 1959 en lançant leurs modèles « compact ». Grâce à l'élaboration de son réseau commercial, Volkswagen fut le seul à survivre à cet élan. Une relative inorganisation, allié à une certaine méconnaissance des difficultés de pénétration du marché américain, expliquent le déroute des autres constructeurs européens, Renault et Fiat plus particulièrement.

La fin de l'euphorie

L'ANNEE 1961 marque le début d'une ère nouvelle. L'accélération de la croissance de la production automobile mondiale recouvre un ensemble de phénomènes nouveaux qui bouleversent les règles du jeu établies par les grands constructeurs occidentaux. 1) Un certain nombre de pays à économie libérale tels que le Brésil et l'Espagne, et de pays socialistes, notamment l'U.R.S.S., accèdent au rang de grands constructeurs. La progression du Japon est fulgurante : 26 % par an entre 1960 et 1973. C'est l'expansion rapide d'un marché intérieur longtemps très protégé qui a permis aux constructeurs japonais de rattraper les niveaux de productivité et la qualité technique de leurs homologues occidentaux et de placer avantageusement leurs produits sur l'ensemble des marchés internationaux. Ils sont ainsi devenus de redoutables concurrents, jusqu'à inquiéter les constructeurs américains et européens sur leurs propres marchés intérieurs. La conception des véhicules japonais est proche du modèle européen. Mais, contrairement aux fabrications brésiliennes, espagnoles et même suédoises, qui sont le fait de marques et de techniques étrangères, elle est d'inspiration entièrement locale.

L'Union soviétique a longtemps favorisé la production des véhicules industriels, nécessaires au développement de ses transports intérieurs et de son économie, et qui travaillaient d'intéressants débouchés dans les pays du Comecon. C'est seulement à partir de 1970, et pour faire face à l'augmentation sensible de la demande de voitures particulières, que les planificateurs ont décidé de lancer les bases d'une production de masse et, pour ce faire, réclamé l'assistance technique de constructeurs expérimentés en l'occurrence européens, essentiellement Fiat et Renault. Mais l'achat d'une voiture nécessite de la part du consommateur soviétique patience —

les délais de livraison sont très longs — et épargne — les prix sont très élevés : la Jigouli, version locale de la Fiat 124, représente, selon les modèles, de trois à quatre ans de salaire ouvré moyen.

2) L'interpénétration des marchés européens, encouragée par la suppression des barrières douanières et par l'harmonisation des fiscalités et des normes techniques, est à l'origine de l'expansion rapide de ces marchés et des constructeurs locaux, notamment des filiales américaines, et de l'homogénéité technique et morphologique de leurs fabrications.

3) Le développement spectaculaire des chaînes de montage assure, en grande partie, l'internationalisation de la construction automobile et de ses débouchés.

4) Se développent aussi des mouvements de contestation des conditions du travail à la chaîne. Les réponses des constructeurs occidentaux — élargissement et enrichissement des tâches — aboutissent à une reconquête du travail, montrant qu'il est possible de remettre en cause le modèle d'organisation créé par Ford et Taylor.

5) On assiste à l'apparition de nouvelles technologies — notamment le moteur rotatif — et au renouveau des recherches sur le véhicule électrique. Ces techniques peuvent, un jour, se poser en concurrentes du moteur classique.

6) Dans les zones urbaines des pays industrialisés, les nuisances de l'automobile — pollution, bruit, insécurité et encombrement — atteignent désormais un seuil critique, provoquant l'émergence de mouvements de contestation et la modification des réglementations, et forçant ainsi une certaine évolution de la technologie automobile. L'industrie automobile mondiale s'est, depuis octobre 1973, installée dans la crise la plus longue et la plus profonde qu'elle ait connue depuis 1945. Sous l'effet d'une diminution générale de la demande, la production a chuté partout, sauf au Brésil et en U.R.S.S. Sans pour autant condamner l'industrie automobile, la guerre d'octobre 1973 semble avoir mis fin à l'euphorie des trente dernières années. Elle marque probablement le début d'une période nouvelle. Parce que les grands marchés actuels — Etats-Unis, Europe — peuvent ne pas retrouver les rythmes de production antérieurs et parce que les rapports politiques, économiques et financiers entre pays producteurs de matières premières et pays industrialisés qui les importent se sont modifiés, le « combat de gravité » de la construction automobile s'éloigne de ses implantations traditionnelles, conduisant les groupes américains et européens à s'exporter sinon à se reconstruire en diversifiant leurs activités.

Ainsi, paradoxalement, la remise en cause de l'automobile et la crise que traverse actuellement son industrie risquent-elles de rendre l'automobile encore plus universelle...

(1) Plusieurs voitures par ménage.

\* J.-J. Chanaron est chercheur à l'Institut de recherches économiques et de planification, I.R.E.P. de l'université des sciences sociales de Grenoble. P. Fridenson est maître-assistant d'histoire à l'université de Paris X, Nanterre. Cet article résume les conclusions de l'ouvrage La Révolution automobile, Edit. Albin Michel, Paris 1975, dont J.-J. Chanaron et P. Fridenson sont co-auteurs avec J.-P. Bardoo et J. Leuz.

LA RECHERCHE EN SECOND SOUTIEN

Innovation technologique et fonction sociale

L

سكول من زيجول





(Photo Sygma.)

LA CRISE  
Rompre avec le système actuel  
ou l'étendre au monde entier?

(Suite de la page 11)

Cette sous-traitance interrégionale à l'intérieur d'un pays donne naissance à l'internationalisation et des plans de fabrication à l'échelle internationale seraient prêts pour 1980-1983, profitant de la division du travail à l'échelle mondiale, et intégrant les pays de l'Est européen dans ce processus. A l'occasion de la première grève des O.S. du Mans, le recours à une sous-traitance en Espagne avait très concrètement permis aux travailleurs en lutte d'en comprendre le risque.

Du point de vue du capital automobile, l'intérêt de la filialisation et de la sous-traitance est triple :  
- Décentralisation des responsabilités de gestion et de maîtrise (du personnel essentiellement) ; les accords de la maison mère ne sont pas applicables aux sous-traitants ;  
- Répercussion des contradictions du « marché » sur de petites ou moyennes unités ; non-garantie de l'emploi, conditions de travail mauvaises, niveaux de salaires bas, fixation autoritaire des prix de livraison, non-prise en charge des problèmes sociaux à l'échelle du Groupe (pas de C.C.B., formation, etc.) ;  
- Contrôle (par le financement et les cahiers des charges) de l'entreprise filiale ou sous-traitante. Jusqu'à présent, les luttes des tra-

vailleurs directement employés par les constructeurs automobiles, c'est enfin un moyen de réduire le prix de la force de travail. Cela confirme toutes les analyses de Marx sur l'accroissement de la plus-value relative et les économies dans l'emploi du capital constant.

Deux moyens de diviser les travailleurs

L'ORGANISATION du travail chez les constructeurs automobiles, c'est enfin un moyen de réduire le prix de la force de travail. Cela confirme toutes les analyses de Marx sur l'accroissement de la plus-value relative et les économies dans l'emploi du capital constant.

Depuis de nombreuses années, mais aujourd'hui de façon plus évidente, c'est le mécanisme de la « déqualification » de la main-d'œuvre qui est caractéristique du mode de production capitaliste dans l'automobile. Aux usines Renault-Billancourt, dans le secteur « carrosserie-montage », entre 1963 et 1965, certains spécialistes ont augmenté de 45 % passant de 6 495 à 9 394 ouvriers, tandis que les O.P. (ouvriers professionnels) diminuaient de 125 à 3 %, passant de 2 182 à 1 403 ouvriers.

En dehors de Billancourt, les ouvriers des autres usines de fabrication de la régie Renault ont évolué de façon caractéristique :

	1963	1965
- O.S. + O.P.	5 181	14 499
- O.S.	7 839	17 832
- Pourcentage d'O.S.	67 %	82 %

Ces chiffres sont d'excellents indicateurs de la tendance à la déqualification ouvrière en cours dans l'ensemble de la métallurgie, et en particulier dans l'automobile. Ce mouvement général n'est pas aussi linéaire qu'il y paraît :

- Les effectifs très qualifiés d'ouvriers professionnels croissent beaucoup plus et plus vite que l'ensemble des ouvriers professionnels (O.P. et O.S. « aristocratie ouvrière ») ;

- A la croissance rapide des ouvriers non qualifiés - dits spécialistes - correspond un développement de « super-O.S. », ou petits professionnels qui sont les Pl ou régisseurs, chargés de surveiller ou de régler les machines des O.S.

A cette contradiction O.S.-O.P. qui permet d'entretenir et de développer la division entre travailleurs par l'organisation supposée « scientifique » du travail, s'en superpose une autre qui est devenue la caractéristique de l'industrie automobile aujourd'hui : le recours à une force de travail immigrée pour les postes d'O.S. Deux exceptions apparentes à cette règle sont connues par la pratique : les Etats-Unis et l'Italie.

En Italie, les O.S. viennent du Mezzogiorno, et s'ils ont la nationalité italienne, ils n'en constituent pas moins une force de travail importée des zones « sous-développées » - comme les DOM-TOM en France - et les conditions de cette fraction de la classe ouvrière s'apparentent très exactement à celles qui connaissent en France les O.S. immigrés, y compris au niveau du logement et de la ségrégation sociale.

Aux Etats-Unis, de même, si les Noirs constituent la base ouvrière de l'industrie automobile, celle-ci est complétée par l'immigration portoricaine, jamaïcaine, mexicaine, etc. Quel est l'intérêt pour le capital de l'industrie automobile de recourir à une force de travail peu préparée au « travail industriel » et importée de régions rurales ? Il est de trois ordres :

- Au niveau idéologique, ceci ajoute à la division O.S.-O.P. une barrière supplémentaire : entre Français et immigrés, mais aussi entre immigrés de diverses provenances ;  
- Au niveau du prix de la force de travail dans l'usine, les taux de rotation du personnel, extrêmement

des grèves dans ces entreprises - Saint-Jean-de-Maurienne, pour Renault - rendent éclatants les différenciels et les mécanismes d'exploitation.

rapides - entre deux et quatre ans en moyenne chez tous les constructeurs automobiles - permettent des gains non négligeables (primes d'ancienneté, etc.) et un engagement dans le travail physique (cadences) à des taux que refuse la classe ouvrière française ;

- Socialement, le prix de la reconstitution de la force de travail est plus faible que le moyenne française (collégiales dont la famille reste au pays, mode d'habitat collectif, foyers, etc.).

Mais, pour que ces avantages demeurent, il faut qu'à la rotation rapide du personnel dans l'usine (de nouvelles troupes « fraîches » pour

Réformisme syndical et récupération patronale

L'HISTOIRE récente, c'est aussi l'histoire des luttes ouvrières contre cette organisation du travail, contre l'augmentation des cadences, contre la baisse des salaires et, depuis 1968, pris une certaine ampleur avec l'apport des nouvelles formes de luttes plus dures, souvent plus claires dans leurs objectifs sous l'angle des rapports de classes, plus démocratiques (assemblées générales, élections de délégués révocables, comités de grève, etc.). L'organisation du travail se retourne alors contre ceux qui l'ont conçue, et ces luttes sont souvent victorieuses (partiellement comme au Mans) parce que tout arrêt d'un atelier bloque le travail de dizaines de milliers de travailleurs. Les deux grèves les plus signifi-

catives sont celles des presses en mars 1973 - département 12 Billancourt - et celles de « l'embouteillage » au Mans en mars-avril 1975.

Mais ces grandes grèves, qui se recoupent avec d'autres en Allemagne ou aux Etats-Unis, ou chez Fiat en Italie, ne sont que les moments forts, spectaculaires, d'une lutte permanente entre ouvriers et patrons de l'automobile et en particulier entre ouvriers spécialisés et directions. Cette lutte permanente est ponctuée par des grèves localisées, multiples, variées, où les syndicats, et la C.G.T. en particulier, jouent un rôle essentiel pour canaliser les revendications, maîtriser les mouvements et éventuellement « casser » les gauchistes. Le mouvement maoïste

les chaînes) correspond au niveau de la société une rotation organisée : c'est l'objet des circulaires Marcelin-Fontanet et la polémique d'accords bilatéraux mise en œuvre par M. Foccart-Vinay, puis par M. Djoud. Sous-traitance, déqualification, immigration, telles sont les caractéristiques de l'organisation dite scientifique du travail dans les usines automobiles en 1970, organisation qui applique toujours les principes de base du taylorisme :  
« En 1884, à la Midvale Steel Co., les ouvriers étaient payés aux pièces à raison de 50 cents par pièce. La production moyenne journalière était de cinq pièces. Après l'adoption du travail à la détermination du temps le plus court pour chacune des opérations élémentaires, je fus convaincu de la possibilité de produire dix pièces par jour. Au lieu de 50 cents, il fut alloué aux ouvriers 35 cents par pièce s'ils produisaient dix pièces ou plus par jour et seulement 25 cents s'ils en produisaient moins » (4).

à Billancourt, de 1968 à 1973, a réussi à organiser la « rétroité » ouvrière contre les cadences, contre l'organisation du travail, contre les « petits chefs ». En s'opposant a priori à la C.G.T., il s'est condamné malgré des succès indéniables dans l'avancée de la prise de conscience des travailleurs et en particulier des O.S. de l'île Seguin.

Ces luttes multiples, variées, contre l'organisation du travail ne sont ni coordonnées ni prises en charge par le mouvement syndical organisé, dont la base de classe reste les ouvriers professionnels français, et ce sont les directions qui, elles, au niveau idéologique, reprendront certaines revendications pour les détourner de leur véritable but : la destruction des rapports de production capitaliste dans l'usine.

Ainsi les discours de la direction de Renault sur les « expériences » d'enrichissement ou d'élargissement des tâches répondent à certaines pratiques de contrôle ouvrier résumées par le « Comité de lutte Renault » en 1971 : « Tournons sur les postes dans les ateliers et sur les chaînes pour éliminer toutes les divisions entre nous ».

De même, en Italie, Fiat est allé trop loin dans la recherche de la participation syndicale au contrôle de l'organisation du travail, pour briser l'auto-organisation des travailleurs sur les chaînes et dans les ateliers.

La lutte ouvrière contre l'organisation « scientifique » du travail dans l'automobile est en particulier plus aujourd'hui au réformisme des organisations ouvrières et à l'attitude patronale toujours partagée entre répression et récupération idéologique des luttes.

JRAN HABART.

(4) Taylor, cité par Leclaire dans les Méthodes d'organisation et d'engineering.



(Photo Sygma.)

CHAÎNE D'ASSEMBLAGE EN ITALIE  
La remise en cause des méthodes et modalités de la production.

SOMBRES PERSPECTIVES  
D'AVENIR

Une nécessaire  
mais difficile  
restructuration

Par P. JEROME

DES la fin des années 60, la multiplication des grèves d'O.S., les perspectives de saturation des grands marchés, la déclin des profits, l'essor des revendications en matière de pollution et de sécurité, doivent amener le patronat de l'automobile à rechercher des issues plus ou moins inédites et efficaces aux nouvelles difficultés rencontrées. A ces difficultés multiformes, les réponses déjà apportées ou en voie de l'être sont extrêmement diversifiées : concentration des capitaux, accords de coopération industrielle, internationalisation de la production, transformation du produit automobile, diversification de l'activité en dehors du secteur d'origine, réorganisation des tâches ouvrières. Y a-t-il là de quoi remettre en cause les thèses en vogue sur l'irréversible déclin de l'automobile ? Toute période de crise dans le monde

capitaliste est d'abord marquée par des mouvements de concentration. Malgré son gigantisme, l'industrie automobile n'a pas désespéré tant en ce qui concerne les voitures de tourisme (regroupements Volkswagen-Audi-NSU, Volvo-Daf, Peugeot-Citroën) que les véhicules utilitaires (fusion Service-Berliet, rachat par Fiat de l'Allemand KHD, association entre le Japonais Isuzu et General Motors). Mais ce gigantisme industriel impose désormais des limites ou des modalités nouvelles aux opérations de concentration. En Grande-Bretagne, c'est l'Etat qui a dû venir au secours de l'empire B.L.M.C. en pleine déconfiture. Chrysler, le troisième grand américain, n'intéresse aucun acheteur capable ou désireux de prendre en charge une situation si difficile. Enfin la fusion Peugeot-Citroën ne pourra avoir lieu que grâce à une injection massive de fonds publics. La concentration de capital a'est sans doute, dans la décennie en cours, qu'une issue secondaire pour faire face à la crise.

Parallèlement aux regroupements chez les constructeurs et aux interventions étatiques, on a beaucoup parlé des prises de participation de capitaux pétroliers dans l'industrie automobile. Les Algériens se sont un moment intéressés au rachat de Chrysler-Freest. L'Iran s'est tourné vers Mercedes et Fiat. Dans aucun cas de tels projets n'ont abouti. D'une manière générale, les constructeurs occidentaux ont à l'occasion manifesté une remarquable xénophobie.

Plus que les vastes opérations de concentration ou les prises de participation spectaculaires, ce sont les entreprises commentées dans des domaines précis et limités qui ont marqué et marqueront encore très fortement la branche industrielle. L'exemple typique nous est fourni par la filiale créée en commun par Volvo, Peugeot et Renault pour la production du moteur V 6 qui équipe les modèles de haut de gamme des trois fabricants. Sans une telle association, le seul de fabrication

rentable des mille moteurs par jour n'aurait pu être réalisé. Mais le cas du V 6 est loin d'être isolé. C'est ainsi que Volvo, Saab et KHD ont réalisé ensemble les études et achats d'équipement, que les moteurs Diesel de bas de gamme sont étudiés conjointement par Fiat, Saab et Alfa-Romeo. Toutes ces entreprises commencent tout dans le sens d'une uniformisation plus poussée, tout particulièrement à l'échelle européenne, des composants de base des véhicules. Elles entraînent des économies de capital et des gains de productivité non négligeables. Mais la coopération industrielle progresse apparemment moins vite que les difficultés de la branche.

Les limites de la « délocalisation »

LA délocalisation des productions automobiles à la périphérie des grands pays industriels a été souvent présentée comme le remède par excellence à ces difficultés. Les coûts de la force de travail étant spectaculairement bas dans les nations pauvres, on en a déduit que la préoccupation majeure des grandes firmes était de s'implanter à marches forcées vers les zones à bas salaires. Rares sont cependant les fabricants qui se sont résolus à produire les composants de leurs véhicules à l'étranger. Cela tient à toute une série de raisons : coûts de transport, problèmes d'approvisionnement, sécurité des investissements, résistance des syndicats, etc. Mais l'une d'entre elles mérite une attention particulière. La fabrication des composants automobiles a atteint un tel degré d'automatisation que les économies liées à l'utilisation d'une main-d'œuvre surabondante dans ce domaine ne sont pas évidentes.

Si l'on considère, maintenant, non plus la fabrication des composants, mais les opérations d'assemblage et de montage, l'argument des coûts de main-d'œuvre retrouve toute sa valeur. C'est sur de telles opérations et plus

particulièrement au montage final que l'automatisation est peu développée. Or, que constate-t-on ? Dans l'immense majorité des cas, le patronat des pays industriels dispose sur place (Mais américaines pour les Etats-Unis) ou fait venir limités de la main-d'œuvre d'Asie et d'Afrique pour l'Europe) une main-d'œuvre à bas prix. Les coûts de transport et les charges d'investissements lors d'une délocalisation à la périphérie ne paraissent pas suffisamment compensés par les différences des coûts de main-d'œuvre.

Certes, les usines de montage tendent à se développer en dehors des zones traditionnellement riches. Mais il s'agit essentiellement d'unités fonctionnant pour le marché local ou régional. Les usines Volkswagen ou Brillé tournent pour le marché brésilien et peut-être pour les marchés environnants. Mais pas pour le marché allemand, ni même américain. En d'autres termes, c'est seulement dans les pays où les conditions sociales et politiques nécessitent l'existence d'un marché capitaliste ont été créées que l'on voit les grands constructeurs s'installer. Alors, les gains liés aux coûts réduits de main-d'œuvre se trouvent souvent compensés par d'autres désavantages. Forts de la concurrence entre constructeurs qui tiennent à prendre pied sur des marchés juteux, à terme, prometteurs, les gouvernements des pays hôtes parviennent parfois à imposer des coefficients élevés d'intégration de la production. Coefficients qui se correspondent peu nécessairement aux critères de rentabilité optimale pour le firme. Là où les marchés sont les plus prometteurs, le coût d'accès et d'implantation devient de plus en plus élevé et les perspectives de rentabilisation des investissements s'éloignent en conséquence dans le temps. On peut se demander, par exemple, si une affaire comme le régime Renault dispose aujourd'hui d'une assise financière suffisante pour prendre sa place au Brésil. Le reportement des profits, quant à lui, motive toujours et à plus ou moins longue échéance des difficultés.



سكولان (مجله)

Symbole et instrument d'un modèle économique remis en cause

Une place nouvelle dans une nouvelle forme de croissance

PASSAGE d'un mauvais cap, ramené en cause d'une situation équilibrée ? C'est la question posée à l'industrie automobile...

Le secteur automobile est exemplaire de la dynamique des économies capitalistes au cours des vingt dernières années. La diffusion massive du véhicule individuel et le rôle important de ce secteur dans la production sont significatifs d'une période de l'évolution des économies occidentales.

Par CHRISTIAN LÉMAITRE \*

Le permis de soutenir son rapide mouvement de diffusion.

Les exigences de la production de masse et ses avantages ont conduit à une concentration poussée. Les économies d'échelle et les gains de productivité s'en sont d'autant renforcés.

Dans ce cadre, on peut affirmer que le secteur automobile a atteint, mieux que d'autres, ses objectifs. En ce sens, il était particulièrement adapté à un niveau de développement donné des économies occidentales.

plifier connaît un bouleversement dans l'organisation de l'espace. Les migrations vers la ville, la croissance urbaine ont exigé une multiplication des nouveaux lieux d'habitat.

La volonté de limiter les investissements et les dépenses collectives (non productives) ont retardé pratiquement toute transformation significative des transports publics.

L'effort a été concentré sur les infrastructures routières, moins coûteuses puisqu'elles ne demandent aucune installation au matériel roulant ni aucune dépense de fonctionnement.

De plus, le choix de l'automobile était cohérent avec une urbanisation soignée. La spéculation foncière (utilité pour l'accumulation de capitaux) voyait ainsi son champ s'élargir.

Dans ces conditions, la vehicle individuel est devenu indispensable pour une plus large part de la population. La consommation individuelle l'emporte alors sur les équipements collectifs.

Difficultés et contraintes

LES dépenses se manifestent à différents niveaux à mesure que l'automobile assure sa domination. La plus souvent antérieure est la crise de 1974, c'est à ce moment qu'ils seront repris en partie dans le discours officiel.

Dans le cadre de la production tout d'abord, malgré le recours élargi à une main-d'œuvre immigrée, le remède en cause du mode d'organisation du travail s'amplifie. Les revendications sur les salaires, sur les conditions de travail (mouvement des ouvriers spécialisés) ont conduit à des augmentations de coût de production.

En même temps, les coûts d'utilisation de l'automobile ont également augmenté. La tarification de certaines infrastructures, celle du stationnement et, bien entendu, la hausse du prix des carburants vont dans ce sens.

Plus important encore, il apparaît que les quelques opérations qui visaient (temporairement) à repousser ces contraintes se sont elles-mêmes remises en question.

Les perspectives de solutions dépendent de plusieurs facteurs, qui relèvent à la fois de la puissance publique et des constructeurs.

La politique de l'Etat (en matière d'urbanisme, à propos des autres modes de transport) est déterminante puisqu'elle influe sur l'évolution des besoins de déplacement.

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ?

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ?

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ?

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ?

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ?

Un « moteur » de l'expansion

LA reconstruction des pays européens après la guerre et leur industrialisation s'accompagnent, à quelques variantes près, de la croissance du secteur automobile et de l'augmentation massive de la motorisation.

La reconstruction des pays européens après la guerre et leur industrialisation s'accompagnent, à quelques variantes près, de la croissance du secteur automobile et de l'augmentation massive de la motorisation.

La reconstruction des pays européens après la guerre et leur industrialisation s'accompagnent, à quelques variantes près, de la croissance du secteur automobile et de l'augmentation massive de la motorisation.



NOUVEL ATELIER DE TRAVAIL EN EQUIPE EN SUÈDE... pourrait faciliter une restructuration dans les vieux centres industriels.

Sans parler des luttes de classes et de l'instabilité politique dans les pays d'accueil, Fiat et Renault en ont fait en Argentine la cruelle expérience. Au total, la délocalisation des productions et de l'investissement dans les pays du tiers-monde ne constitue nullement un pactole pour les grandes firmes des pays industrialisés.

Si le mythe d'une émigration outre-mer des firmes automobiles mérite d'être dénoncé, le cliché selon lequel nous verrons bientôt les pays neufs déverser à flots leurs exportations automobiles sur les riches marchés occidentaux doit lui aussi être corrigé.

du travail est bien loin de progresser de manière linéaire. La période de crise généralisée que connaît le monde occidental pourrait se traduire par des reculs significatifs propres à remettre en question l'existence même de certains fabricants.

Transformation du produit ?

Si les grands constructeurs ne peuvent trouver dans la division internationale les remèdes espérés par certains, pourquoi ne pas miser sur un renouvellement profond du produit-marchandise automobile ?

Disons tout de suite que la substitution au moteur à explosion classique de nouveaux types d'engins, notamment électriques, n'est guère envisageable sur une grande échelle avant la fin du siècle.

robustes et donc durables, équipés de dispositifs antipollution assez évolués, offrant des conditions de sécurité et de silence bien meilleures. Les industriels paraissent fort peu tentés de s'engager dans une voie aussi pleine de risques.

Diversification

LES tentatives de diversification des firmes automobiles se trouvent directement liées aux impasses précédentes. Mais à ce sujet, et contrairement aux opinions si facilement émises au cours des derniers mois, il importe de souligner combien le sort des constructeurs se joue d'abord et avant tout sur les « quatre roues ».

leur intention de réaliser dans un délai de dix ans la moitié de leurs recettes en dehors de l'automobile, ils parlent des véhicules individuels. Dans cette moitié figurent pour une part essentielle les autobus, autocars, véhicules utilitaires, étonnamment le matériel ferroviaire.

Et si la voie royale de la restructuration automobile passait finalement par une transformation profonde des méthodes de travail et de production dans les vieux centres industriels occidentaux ? La révolution automobile au début du siècle n'a-t-elle pas pris pour base les nouveaux modes d'exploitation de la force de travail inventés par Taylor et Ford ?

P. JEROME.

# La lutte contre les diverses formes d'exploitation aux États-Unis

## UNE GAUCHE AU PLURIEL

Dix ans après les « troubles de Berkeley » qui signalèrent le début du mouvement étudiant aux États-Unis, la naissance de la « nouvelle gauche », la découverte du racisme quotidien dans le Sud, la conscience de l'immoralité de la guerre au Vietnam, il est fréquent d'entendre dire que la gauche américaine est morte : les campus sont calmes, les ghettos pacifiés et la contestation « récupérée ». Pourtant, depuis le début des années 70, le malaise se précise : les grèves « sauvages » se multiplient dans les centres industriels ; à l'intérieur des syndicats, la base s'oppose de plus en plus violemment à la bureaucratie nationale ; les minorités ethniques regardent au-delà de leurs nationalismes respectifs ; à l'université, comme à l'usine, on étudie Marx, Lénine, Mao ; dans les quartiers, la résistance s'organise contre les monopoles qui créent la psychose de la pénurie afin d'augmenter les prix. La colère des ménagères interrogées en direct à la télévision gêne les « mass media » qui — libéralisme obligé — se croient obligés d'organiser des forums publics sur l'inflation. On estime qu'un travailleur sur huit est sans emploi adéquat et que près de 40 % des citoyens ont un revenu inférieur au minimum fixé par les services gouvernementaux. Le mépris est au coin de la rue. La fin de la guerre en Asie accroît la colère isolationniste en même temps qu'elle développe la conscience que la lutte contre le système doit être menée sur place, en Amérique.

Les libéraux se réconfortent en affirmant que la crise du Watergate n'est qu'un accident de parcours, que les traclements financiers de Rockefeller ont des précédents historiques, que le nouveau Congrès va faire fin aux empiétements

de l'exécutif, car l'intérêt de l'établissement est de préserver un système à l'écrou démocrate. D'autres pensent, au contraire, que les signes du proto-fascisme se multiplient : vagues de violence raciale à Boston, par exemple, où les pauvres Blancs s'affirment en refusant l'intégration scolaire ; regain du mysticisme et de fanatismes religieux de type réactionnaire comme celui du révérend Moon qui remplit Madison Square Garden ; multiplication des groupes d'autodéfense se substituant à une police impuissante devant la criminalité galopante.

A gauche, on s'accorde généralement à dire que les conditions objectives d'un changement radical sont réunies pour la première fois depuis les années 30. Les titres en première page du *New York Times* signalent de sérieuses fissures : il n'est pas un jour sans que soit révélé un scandale financier, économique, politique ou social. Les conditions subjectives sont plus difficiles à évaluer : chacun est de plus en plus conscient que, dans un système de capitalisme monopoliste, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, mais chacun sait également qu'il a quelque chose à perdre — un emploi, un rôle social, une allocation de chômage. L'anticommunisme des années 50 s'est atténué avec la politique de « détente », mais le vieil ennemi socialiste n'a pas fait un grand nombre d'adeptes : le socialisme apparaît généralement comme une utopie, à moins d'être associé au totalitarisme bureaucratique ou à une pratique enrichie. Pourtant, les voix de la résistance et les voix proposant des alternatives « socialistes concrètes » se font entendre. Des voix multiples, des voix plurielles qui ont dépassé l'orthodoxie des années 30 et l'attentisme des années 60.

Par PIERRE DOMMERGUES

Un autre acquis des luttes passées est la volonté de donner le pouvoir à la base. La prise de décision devient un problème central. Les républicains, les démocrates et la vieille gauche partagent la même conception du pouvoir : les décisions sont prises par une élite, à guichet fermé, à la place des masses. La gauche est invitée à anéantir ces décisions ou, au mieux, à se situer par rapport aux décisions proposées. La passivité est encouragée ; et l'apathie ainsi créée justifie la prise de décision par les spécialistes au pouvoir. C'est ce cercle que

la gauche a voulu briser. Là encore, les positions sont aujourd'hui plus nuancées : connaît-on des abus que peut entraîner la démocratie directe (une forme de super-étatisme où la décision risque d'être prise par ceux qui arrivent à le faire) ? Le système de représentation fondé sur la rotation des tâches et la responsabilité, à tout moment, à l'égard de l'électeur. Mais elle continue à penser que la décision doit être collective et que la décentralisation permet le partage du pouvoir ; elle encourage toujours l'action locale dans les quartiers et les mouvements de base (« grass-root movements ») à l'usine, à l'école, dans les syndicats.

ethniques étaient avant tout à la recherche de leur identité nationale, s'efforçant ainsi dans leurs cultures et leurs luttes particulières, à mettre leurs forces en commun afin d'affronter l'ennemi avec une efficacité accrue. Il y a encore deux ou trois ans, les Noirs se heurtaient aux Portoricains à l'Est et aux Chicanos dans le Sud-Ouest, afin d'affirmer leur personnalité nationale et aussi de s'emparer de la plus grosse part possible des fonds fédéraux destinés à la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, les uns et les autres savent qu'un lien profond les unit, qu'ils partagent la même oppression, qu'ils sont les dérivés bénéficiaires d'un système qui ne leur donne que des métiers et institutionnalisés leur pauvreté. Encore tout récemment, le nationalisme noir débouchait sur le panafricanisme, le nationalisme chicano menait à la mystique de l'Aztlán (univers culturel partagé par les Chicanos « américains » et « mexicains »), le nationalisme indien se proposait de restaurer le spiritualisme ancestral.

Aujourd'hui, sans pour autant oublier leur origine africaine, les Noirs américains considèrent qu'il ne suffit plus de s'identifier à l'Afrique, de soutenir les luttes de libération africaines, mais qu'il est primordial de mener la combat en Amérique avec leurs alliés « naturels » les autres sous-oppriés. A Newark, Noirs et Portoricains marchent ensemble, pour la première fois, la lutte contre la répression et la brutalité policière imposée — ironie de la situation néo-coloniale — par un maire noir, Gibson, élu en 1970 à l'époque où l'on croyait encore qu'un élu « noir » serait, par définition, favorable à ses frères de couleur. Une solidarité concrète est en train de se développer, non plus entre un groupe d'opprimés américains et sa rétrospective historique (l'Afrique, l'Asie, ou certains pays d'Amérique latine), mais entre ceux qui se considèrent désormais comme les représentants du tiers-monde à l'intérieur des États-Unis. Noirs, Portoricains, Indiens, Chicanos, Asiatiques, sont unis dans un même combat.

### Porter le combat dans les « entrailles du monstre »

A U-DELA des divergences paralysantes, en particulier le civisme, en 1968, de la principale organisation nationale, le S.D.S., qui consacre la rupture de la gauche indépendante avec les trotskistes (Progressive Labor Party) et la tendance « révolutionnaire » des Weathermen, un nouveau consensus commence à émerger : combattre l'ennemi clairement identifié (les multinationales, l'impérialisme) ici même, aux États-Unis, dans « les entrailles du monstre » (selon la formule du Cubain José Martí à la fin du siècle dernier), et mener des luttes quotidiennes, multiples et coordonnées.

Des actions plurielles, souvent humbles mais efficaces, se substituent à l'action unique et spectaculaire. L'ère des manifestations grandioses, telle que la marche aux Pentagona qui regroupa, en 1967, plusieurs centaines de milliers d'opposants à la guerre au Vietnam, fait place à une stratégie de harcèlement où chaque combattant s'engage personnellement. Dans la décennie précédente, les actes d'héroïsme individuel n'étaient pas rares et il fallait du courage pour déserter, mais c'était une forme d'idéalisme abstrait qui poussait à l'action : on manifestait ou on désertait pour égarer son opposition à un impérialisme lointain s'exerçant en Asie, on soutenait une lutte de libération lointaine, celle du peuple vietnamien ; et on oubliait que les racines de l'impérialisme étaient aux États-Unis, que la lutte devait être menée aussi — peut-être principalement — en Amérique. Au lieu d'être perçu en termes politiques et économiques, le problème était vécu en termes moraux : chacun condamnait une guerre inhumaine (et coûteuse pour la nation), mais les luttes ouvrières contre les conditions de travail et les grèves sauvages apparaissaient comme dérisoires au regard de la grande croisade contre le Pentagone. Au début des années 70, on assiste à un tournant décisif, lié en partie à la dégradation des conditions de vie : désormais l'accent est mis sur la nature du système économique et sur les luttes sociales à l'intérieur de la nation.

En ce qui concerne la « question nationale », l'évolution est non moins significative : les deux anciennes thèses sont renvoyées dos à dos — celle du parti communiste pour qui les minorités ethniques n'importe que dans la mesure où les Noirs, les Chicanos, les Portoricains, les Indiens, les Asiatiques constituent une vaste fraction de la classe ouvrière, et celle des « nationalistes » des années 60 qui voyaient dans les luttes de libération séparément menées par les divers groupes ethniques la principale force révolutionnaire. Chacun reconnaît, aujourd'hui, que l'oppression de race est inséparable de l'oppression de classe. Chacun admet également qu'une femme appartient à un groupe ethnique est victime d'une triple oppression — en tant que Noire (ou Portoricaine, ou Chicane,

etc.), en tant que travailleuse et en tant que femme.

Les divergences réapparaissent lorsqu'il s'agit de hiérarchiser les éléments constitutifs de l'oppression : les « purs » continuent à privilégier l'analyse de classe ; les « indépendants » tendent à refuser toute priorité systématique. Les trotskistes, en particulier les membres du S.W.P. (Socialist Workers Party), font preuve d'un certain opportunisme : hors des États-Unis, ils condamnent la « stratégie en deux temps » ; ils déplorent que les Vietnamiens aient, d'après eux, mené « successivement » et non pas « de front » la lutte pour la libération de leur territoire et la lutte pour la socialisme ; à l'intérieur des États-Unis, oubliant leur dogmatisme et devenant pragmatiques, ils encouragent toutes les formes de lutte, sans tenir de les relier : ils favorisent, par exemple, la création de partis nationalistes chicanos et de plusieurs mouvements féministes qui pourront, ultérieurement, se regrouper au sein d'une organisation nationale et — pourquoi pas ? — de leur parti.

Du côté des minoritaires, et à leur initiative, on assiste à une autre évolution, encore plus importante. Alors que, dans les années 60, les minorités

### Créer un parti de masse

A U MOMENT où les éléments les plus progressistes des minorités ethniques commencent à se regrouper autour d'une analyse marxiste et dans une perspective socialiste, la gauche blanche prend conscience de la nécessité d'une coordination nationale ; elle envisage même de créer un parti de masse. Non pas un nouveau parti « social-démocrate », mais un parti ouvertement socialiste où toutes les forces radicales seraient regroupées au-delà de l'appartenance raciale. La seule idée de créer un parti est une étape importante dans la gauche indépendante, et profondément dominée par le traditio. Il y a encore un an, un Dave Dellinger comme d'ailleurs la plupart de ceux qui ont organisé les manifestations contre la guerre au Vietnam, aurait considéré un tel projet comme une trahison du radicalisme américain, comme une régression en direction de la vieille gauche, celle du parti communiste. Aujourd'hui, la ligne de partage est moins nette : ceux qui prônent la spontanéité et ceux qui prônent l'organisation qu'entre les partisans d'un « nouveau » parti communiste et les partisans d'un « nouveau » parti socialiste.

Peu nombreux, parfaitement armés sur le plan théorique, mais atteints par le virus divisionniste de la « correction » politique, les marxistes-léninistes militent en faveur d'un nouveau parti communiste. Ils se recrutent parmi les étudiants (Revolutionary Student Brigades qui publie *Fight Back*), les ouvriers noirs (les diverses fractions issues du Black Workers Congress), certains travailleurs manuels et intellectuels (Revolutionary Union at October League), d'anciens militants du parti communiste, ainsi que quelques membres de l'ancienne « nouvelle gauche » en quête de discipline intellectuelle et politique.

« Le parti, précise l'un d'eux, est fondé sur la pensée de Marx, Lénine et Mao Tse-toung, l'idéologie et la science révolutionnaire du prolétariat international. En tant qu'avant-garde du prolétariat, le parti mène le combat pour établir la socialisme et la dictature du prolétariat. Ce but ne peut être atteint que par une lutte politique qui culmine, au moment opportun, par une insurrection armée. » Dictature du prolétariat, grand-guérillisme, centralisme démocratique sont les maîtres mots. Plus nuancé, Irwin Silber, rédacteur en chef du *Guardian*, l'hebdomadaire le mieux informé de la gauche, précise que le prolétariat est « multi-national » (il est constitué d'ethnies dont il faut respecter l'ethnicité) ; que le parti doit rester en rapport permanent avec les masses dont il émane et qu'il inspire tout de la fois ; que la lutte pour les droits démocratiques et l'émancipation de la vie peut et doit s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, en marge de « le mas-récage de l'économisme ». Les nouveaux communistes ne veulent imposer aucun modèle historique (ni Marx ni Mao) ; la « ligne » se définit dans la pratique quotidienne et dans la cadre de principes nettement définis.

Les partisans d'un nouveau parti socialiste se recrutent parmi les éléments les plus politisés de la gauche indépendante des années 60 auxquels se joignent les victimes récentes de l'inflation et de la

récession. Les contacts se multiplient avec les associations de consommateurs, les locataires d'H.L.M., les vieillards, les syndicalistes qui tentent de reprendre le pouvoir ouvrier, par le bureau-crude. Le besoin se précise d'un parti ouvertement socialiste (par opposition aux précédentes vagues populistes), permanent (par opposition au mouvement progressiste de Henry Wallace en 1948) et global (par opposition aux luttes éparpillées des précédentes années).

Quelques manifestations de cette tendance sont déjà visibles : le Peoples Party, fondé par le Dr Spock, un ancien de la lutte contre la guerre en Asie, qui soutient les troisièmes partis progressistes (partout où ils surprennent dans le pays), notamment dans sa publication nationale qui porte le titre révélateur de *Grassroot*, le base N.A.M. (New American Movement), créé en 1972, regroupé autour de Frank Ackerman et Harry Boyte des radicaux prêts à se fonder dans un parti de masse « soucieux de préserver les droits des minorités ethniques, politiques et des femmes. Ces groupes, et quelques autres (comme la fraction dissidente du parti socialiste), ont l'appui des personnalités qui ont incarné la résistance contre la guerre (Noam Chomsky, par exemple) et des organisations qui ont soutenu les déserteurs — la War Resistant League, en particulier, qui, selon Dave McReynolds, un de ses responsables, doit reconstruire la lutte contre l'impérialisme, s'allier à la classe ouvrière, organiser une lutte quotidienne contre les manifestations quotidiennes du capitalisme américain. Personnalité plus ambiguë, Michael Harrington (qui avait fait découvrir à J.F. Kennedy et à ses concitoyens la pauvreté de l'Amérique) apporte l'appui d'un groupe qu'il vient de créer au sein du parti démocrate afin de « rétablir une présence socialiste dans la vie américaine », un passant « du système d'assurance sociale à la médecine socialisée », de la réforme de l'impôt à la redistribution des revenus, du libéralisme à la restructuration socialiste ».

Mais c'est Arthur Kinoy, l'un des avocats les plus brillants du « mouvement », un vétéran des gauches indépendantes toujours rennaisantes, qui est la porte-parole le plus éloquent du nouveau parti de masse : « En plus de la défaits militaires en Asie, la destruction de l'impérialisme impliquant celle de l'Etat, le primaire tâche du parti est la prise du pouvoir de l'Etat et sa remise dans les mains du peuple ; 2° Cette action doit être menée de front avec une lutte contre la hiérarchie en général et l'élitisme politique en particulier, car, précise Kinoy, adoptant la formule de Mao, « c'est le peuple, non la part qui fait l'histoire » ; 3° Le concept de « double appartenance » est introduit pour respecter les différences : en menant son combat spécifique (en tant que Noir, travailleur, femme, etc.), chaque groupe radical participe à la lutte générale contre le capitalisme ; 4° L'électoralisme peut être un moyen, parmi d'autres, d'acquiescer sur le plan local le contrôle de l'école, de la police, de la municipalité — à condition que la combat s'insère dans la vision d'un socialisme qui liquide à la fois les actuelles structures économiques, politiques et culturelles.

### Les acquis des années 60

NÉE de la révolte étudiante contre la machine universitaire directement dépendante de l'industrie, des fondations et du Pentagone, la « nouvelle gauche » des années 60 était inscrite contre la « vieille gauche » des années 30, dominée par le parti communiste. A l'événement des luttes (ouvrières) pendant le premier quart du siècle, le parti communiste se laisse séduire par les réformes de Roosevelt et il cautionne la politique « social-démocrate ». Quelques années plus tard, il réalise la lutte contre le capitalisme au profit exclusif de la lutte contre le fascisme et soutient l'entrée en guerre des États-Unis. Dans l'un et l'autre cas, il est « coupable » d'abandonner la lutte révolutionnaire et de s'allier au libéralisme du New Deal, puis à ceux du Kennedyisme. Enfin, la légendaire discipline du parti apparaît comme la négation de l'idéal marxiste de l'émancipation totale de la personne. Avant d'être victime de la répression du mccarthyisme, le parti avait perdu le plus gros de ses forces et la confiance de la gauche. Aujourd'hui, il regroupe péniblement cinquante mille voix lors des élections générales et tire son quotidien, le *Daily Worker*, à treize mille exemplaires, dont une partie, exportée en Union soviétique, est utilisée, dit-on, par les lycéens pour apprendre l'anglais. Quant à la gauche, la gauche indépendante, la gauche non alignée, si nombreuse aux États-Unis, elle a apprié, dans les toutes dernières années, à se libérer de sa phobie anti-organisationnelle, engendrée en partie par la pratique du parti communiste.

Les acquis des années 60 ? C'est, d'abord et toujours en opposition à l'ancienne gauche, la vérification de la spontanéité. La « radicalisme » n'est pas l'affaire d'une élite chargée de diriger

la conscience politique du peuple, mais le problème des masses qui mènent elles-mêmes la lutte contre l'oppression. L'action directe (violente et non violente) se substitue à la stratégie parlementaire : les leaders émergent au cours des combats, l'idéologie se précise au contact de l'ennemi. Aujourd'hui, à l'heure de l'autocritique, la gauche est consciente des faiblesses de la spontanéité : éparpillement des efforts, institution à long terme, enfermement dans des stratégies « de pointe » (le terrorisme des Weathermen) et, plus récemment, du S.L.A. (Symbionese Liberation Army) ou récupération des aspects inflationnistes des luttes. « Pouvoir noir », « pouvoir étudiant », « pouvoir rouge », « pouvoir féminin », finissent par ne plus rien signifier. La leçon est double : ou le mouvement de masse ; ou la dilution de l'action politique qui accompagne souvent le spontanéité.

Le second acquis des années 60 est la priorité donnée aux luttes concrètes, plus mobilisatrices que les programmes abstraits. Les activistes de la décennie s'organisent autour de trois situations distinctes : les libertés (politiques) des étudiants, les droits civiques des Noirs, la paix en Asie. Là encore, la gauche reconnaît aujourd'hui les limites d'une stratégie qui s'est opposée à toute forme de coordination ; les mouvements se succèdent, se chevauchent parfois, mais rarement un lien est établi entre les différents combats. L'idéologie des groupes les plus politisés tels que le S.D.S. (Student for a Democratic Society) est d'une déconcertante naïveté. Aujourd'hui, l'analyse est ouvertement marxiste et le leçon est qu'il faut relier ces combats ponctuels à une stratégie globale de lutte contre le capitalisme des monopoles en Amérique, comme en Asie ou dans le tiers-monde.

automobiles PEUGEOT



Distributeur officiel pour le vente :

**SODEXA**

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CO et TT

26, RUE CAMBACERÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Télex Peugeot 280.426

la fascisa

سكذامن زيپيل

LURIEL

La gauche des années 70 est loin d'être unifiée : les partisans d'un nouveau parti communiste se heurtent au départ à propos de la conception même du parti. Elle est constamment menacée par la scolarisation des prolétaires et la population des seconds. Sa force numérique réelle est insignifiante — quelques milliers de militants, quelques dizaines de milliers de sympathisants. Pourtant, à la différence de la gauche des années 60, la gauche d'aujourd'hui est réhabilitée, le socialisme réintroduit la notion de classe et introduit le concept de féminisme.

Par son silence, la gauche de la précédente décennie cautionnait le glissement d'une analyse de classe (féodalisme, capitalisme, socialisme) vers une analyse d'étapes (société préindustrielle, industrielle, post-industrielle) d'où était exclue la tension capital-travail comme moteur de l'histoire au profit d'une théorie de l'intégration progressive des travailleurs dans une société désormais fondée sur la répartition sociale. Une idéologie de l'égalité dans la consommation, jointe à la glorification de la « méritocratie », assurée par l'éducation pour tous, devait légitimer les différences de classe, remplacées par des différences d'échelon que chacun pouvait gravir en son temps. Libéraux et radicaux déplorant la dépersonnalisation du travail : les premiers cherchaient à développer des techniques de pacification sociale, les seconds s'efforçaient d'accroître la conscience de l'aliénation, mais les uns et les autres s'installaient dans la voie d'une participation, en marge de la lutte de classe.

Les radicaux des années 70 admettent que l'amélioration des conditions économiques s'entraîne l'intégration de certains secteurs ouvriers, mais ils s'opposent à la continuation créde entre les apparences d'égalité (éducation, revenus, mode de vie) et la réalité du rapport de classe : « C'est le place d'un groupe dans la production, en tant que salarié, et dans une structure donnée d'autorité et de contrôle, qui détermine, en fin de compte, les relations sociales et la conscience de classe. » Même si l'élite les comportements de la classe moyenne, le travailleur continue à être socialisé dans une famille et une école qui, en reproduisant les relations de production dominantes, contribuent à le maintenir dans sa classe.

Sur ce point, les nouveaux radicaux s'opposent à Marcuse, ainsi qu'à Baran et Sweezy. Ils reconnaissent que la classe ouvrière américaine a été dépolitisée par l'action conjuguée du patronat et des syndicats, mais ils refusent de suivre l'auteur de *l'Homme unidimensionnel* lorsqu'il affirme que le potentiel révolutionnaire se situe désormais parmi les marginaux et les groupes périphériques des super-

poor. Ils proposent également la thèse de Baran et Sweezy selon laquelle la lutte de classe n'existe plus aux Etats-Unis, qu'elle a été exportée dans les « sweat-shops » des pays sous-développés, que la prolétariat est désormais hors des frontières américaines. Pour les nouveaux radicaux, non seulement la classe ouvrière nouvelle aux Etats-Unis dans son rapport à la classe dominante, mais on assiste à un nouveau processus de prolétarianisation.

En effet, les employés de bureau et des services publics et para-publics (poste, hôpitaux, banques, éducation), les vendeurs, les secrétaires, bref les « cols blancs » ont un travail de plus en plus semblable à celui des « cols bleus ». Leurs salaires sont comparables à ceux de la classe ouvrière industrielle et agricole, légèrement inférieurs à ceux des cols blancs. Pourtant, cette nouvelle classe ouvrière est nerveuse : son relatif bien-être ne fait qu'accroître ses besoins, par défini-

tion jamais satisfait. Mieux éduquée afin de répondre aux exigences technologiques des monopoles, elle ressent amèrement la disparité entre l'éducation reçue et l'absence de responsabilité au travail, l'absence de pouvoir. Selon les théoriciens de la « nouvelle classe ouvrière » (B. Deitch, en particulier), la distinction s'estompe entre travailleurs manuels et intellectuels, les luttes étudiantes apparaissent comme les premiers balbutiements d'une classe en formation, les grèves « sauvages » prennent une signification d'autant plus importante qu'elles s'accompagnent de l'exigence de l'autogestion, revendication « non récupérable ». Pour Stanley Aronowitz, la lutte contre le disciplinisme industriel est aussi importante que la lutte pour les améliorations économiques, et l'une et l'autre doivent se situer dans une perspective de « transcendance » et non de réformisme. Et toute la Fédération du travailleur est liée à la structure même du capitalisme, non aux institutions industrielles.

par le ralaia du travail ménager non rémunéré affecté pour l'homme et imposé par lui. L'analyse marxiste du rôle historique de la classe ouvrière na découle-elle pas, en partie, de l'appropriation du travail non payé ? Et si l'on rappelle, avec Barbara Daming et S. Firestone, que le père assure gratuitement la reproduction de l'espèce, on peut s'étonner, avec Sheila Rowbotham, que la problématique de la femme ait été considérée comme un problème « moral » et non politique et que la gauche ait refusé, jusqu'à tout récemment, d'analyser la rôle de la femme comme « agent historique de la transformation radicale du monde ».

En 1967, Sojourner Truth prophétisait :

« On parle beaucoup d'accorder des droits aux hommes de couleur, mais on ne parle pas des femmes de couleur. Et les hommes de couleur obtiennent leurs droits et les femmes de couleur n'obtiennent pas les leurs, vous verrez que les hommes de couleur deviendront les maîtres de leurs épouses et tout sera aussi misérable qu'avant. Voilà pourquoi je propose d'aller plus loin, tant que les choses bougent. » Et il aura fallu plus d'un siècle pour que la gauche entendît le message de l'abolitionniste Angelina Grimké : « L'esclave peut être libéré et la femme rester où elle est, mais il n'est pas possible que la femme soit libérée et que l'esclave reste où il est. »

### Les femmes, agents historiques de la transformation du monde

« LES sorcières », rappelle Shulamith Firestone, doivent être considérées comme des femmes lutant pour leur indépendance politique — au moins de deux siècles, au Moyen Age, plus de huit millions de femmes furent brûlées sur les bûchers de l'Eglise — la religion était la politique de cette époque. Les socialistes utopiques et scientifiques attribuant aucun rôle historique aux femmes, même s'ils soutiennent le principe de l'égalité des sexes pour la conquête, par exemple, du droit de vote. La « nouvelle gauche » des années 60 ne reconnaît aucune fonction particulière aux femmes réduites aux actions réformatrices d'une Betty Friedan qui revendique les droits civiques de la femme — maintenant (N.O.W., National Organization of Women), est le nom du groupe qu'elle anime) ou aux actions spectaculairement antisémites d'une Valéria Solanis dont l'organisation s'appelle S.C.I.M. — Society for Cutting Up Men. Ce n'est qu'au début des années 70 que commence à s'élever un « féminisme socialiste » ou un « socialisme féministe » qui, non seulement apporte une nouvelle dimension politique, mais modifie fondamentalement l'analyse de la société contemporaine, les objectifs du socialisme et les formes de la lutte.

Pour faire comprendre leurs positions, ces femmes utilisent l'analogie des Noirs. Comme les Noirs, elles sont une des

contradictions fondamentales de l'Amérique : produites non pas d'un colonialisme importé dans le monde, mais d'un colonialisme structurellement implanté dans la « patrie ». Comme les Noirs, elles sont victimes du système hiérarchique : « L'homme blanc est le père, la femme blanche épouse-mère ; les Noirs, comme les enfants, sont sa propriété. Cette hiérarchie de pouvoir crée la psychologie du racisme, comme elle crée, dans la famille nucléaire, la psychologie du sexisme. » Et Firestone conclut : « Les relations hiérarchiques fondamentales entre les sexes et entre les parents et les enfants, c'est s'attaquer à la racine du schéma psychologique de domination/assujettissement. »

Comme les Noirs aussi, les femmes considèrent que leur esclavage est l'un des fondements du capitalisme : 1° Lorsqu'elles travaillent hors de la maison, elles sont sous-payées ; 2° Leur travail ménager, non rémunéré (ancora comme celui des Noirs avant l'abolition de l'esclavage), est la condition nécessaire de la productivité du mari, rendu ainsi disponible pour le travail salarié ; 3° La prétendue passivité de l'épouse modèle est également productive puisqu'elle sert de réceptacle à l'oppression de l'homme, et de coupape au système d'exploitation.

Comme l'ouvrier, la femme participe à la formation de la plus-value, notamment

### Pour une politique de la vie quotidienne

JAMAIS le gauche américaine n'a fait une analyse aussi totalitaire. Jamais les actions ont été aussi variées, authentiques et humbles. Jamais, non plus, elles n'ont été si mal conçues : la conspiration du silence des moyens de communication de masse s'ajoute à la fait que ces actions n'ont rien de spectaculaire — ce qui fait aussi leur force. Il faut une campagne électorale pour que, par exemple, la télévision accorde quelques heures d'antenne à un groupe qui, parmi tant d'autres, a organisé — les travailleurs, les femmes, les étudiants, les chômeurs, les mères de famille contre les sociétés multinationales qui « colonisent » leur Etat — en l'occurrence le Vermont.

Créé en 1970 par quelques Vermontois, le Liberty Union Party cherche moins à conquérir les municipalités qu'à radicaliser la population. Le programme ? « Supprimer les subventions accordées par le gouvernement à l'industrie (dégrèvements fiscaux, tarifs préférentiels pour l'énergie, etc.) et attribuer les fonds du Développement économique à des coopératives de production contrôlées par les travailleurs ; 2° Garantir le droit au travail et un revenu minimum à tout citoyen ; 3° Réaliser l'égalité absolue entre la femme et l'homme pour l'emploi, le salaire et la responsabilité ; 4° Supprimer les gaspillages des dépenses militaires, source d'inflation, et interrompre le soutien financier aux dictatures dans le monde ; 5° En finir avec l'exploitation des matières premières et de la main-d'œuvre du tiers-monde ; 6° Accroître les dépenses dans les secteurs sociaux : moins d'autoroutes, plus d'hôpitaux. Et l'un des slogans du mouvement, hélas ! « Supprimer les subventions accordées au peuple de la République ». Noirs objectifs qui ont été réalisés par le même mouvement de rassemblement et de richesses nationales afin que notre travail profite au public et non à une poignée de sociétés privées avides de profits. »

Pour ce groupe, comme pour des centaines d'autres organisations, l'essentiel est la lutte quotidienne menée en dehors des périodes électorales : le parti organisé de boycottage d'une compagnie de téléphone qui augmente ses tarifs de 25 % en un an et atteint ainsi un profit record. La controverse est reprise par la presse, le radio, le télévisé, et la Compagnie de téléphone du Vermont (une filiale de A.T. & T. contrôlée par la Chase Manhattan Bank) se voit refuser l'autorisation de relever ses tarifs car elle n'accepte pas de rendre public le rapport sur les coûts de production justifiant l'augmentation demandée.

On assiste parallèlement à la naissance d'une multitude de publications radicales de haute tenue intellectuelle souvent créées par un groupe (« caucus ») de radicaux à l'intérieur d'une association professionnelle conservatrice : Politics & Society, The Insurgent Socialist, Crime & Social Justice, The Review of Radical Political Economics, Working Papers, qui s'ajoutent à Liberation, Radical America, Social Policy, etc. Destinée à un public moins académique, Liberation News Service est une agence de presse qui diffuse les nouvelles « oubliées » par les mass media. Neuf personnes (dont six femmes) travaillent collectivement (on s'ambule du travail) : recherche de l'information, rédaction, dactylographie, impression, agrafage et expédition. A tour de rôle, chacun est le coordonnateur, le rédacteur en chef de la quinzaine.

Ce que chacun cherche dans les années 70, c'est une politique de la vie quotidienne fondée non pas sur la restauration de l'héritage démocratique traditionnel mais sur une alternative systématique. Car les libertés démocratiques ne sont qu'un mythe dans le cadre d'institutions autoritaires et d'un système fondé sur l'idéologie du profit.

PIERRE DOMMERGUES.

## La fascisation de l'Université chilienne

(Suite de la première page.)

Autre danger, vite perçu et vite jugulé par la Junta : l'autonomie des universités. Des conseils universitaires élus par les professeurs, un recteur élu par ses pairs ; ce qui était dans le fruit. On a donc discuté les conseils universitaires et supprimé le recteur élu. Et comme l'enseignement est une chose très sérieuse pour la jeunesse, on a décidé de le laisser aux mains des civils, des généraux ou des amiraux ont été nommés à la tête des universités. Ces officiers supérieurs dépendant du ministre de l'éducation nationale, qui est lui-même un amiral. Ils cumulent tous les pouvoirs détenus précédemment par les recteurs élus et par les conseils d'université.

Le principal pouvoir des recteurs délégués est, évidemment, de veiller à la pureté des esprits. Mais, dans cette tâche, le général ou l'amiral est aidé ou éclairé par un « capitaine ». On appelle ainsi un tribunal présidé par une personne nommée directement par la Junta. Ce « fiscal », qui siège en permanence dans l'université, recueille les dénonciations, dirige les enquêtes, entend les suspects et décide sans appel de leur sort, qu'ils soient professeurs, étudiants ou membres du personnel administratif. Et quand on pense qu'aujourd'hui, au Chili, être chassé de l'université, cela peut te condamner, conduire le banni à la prison, à la tor-

ture, à l'internement illimité ou à une « disposition », on conçoit que la présence d'un « fiscal » dans chaque université n'est pas faite pour aider à la sérénité des études.

A lire ces textes et à méditer ces actes, l'état d'esprit de la Junta est parfaitement clair : à la limite, quiconque étudie menace l'Etat. Chez tout esprit qui s'ouvre s'engouffrant les mauvaises idées. Lire, c'est déjà pécher.

A l'université du Chili, la sorcière encadrée de quatre bibliotécaires (la bibliotécaire) n'achète plus de livres ; elle dresse la liste de ceux qui sont destinés au bûcher. Son choix est, si je puis dire, très catholique, puisque figurent sur la liste les Partis politiques, de Maurice Duverger, et le *Nouvel Etat Industriel*, de John K. Galbraith.

La Junta a fait saisir et détruire chez l'imprimeur un essai intitulé *l'Idéal de l'histoire*. Son auteur, pourtant, offrait toutes garanties : ex-député démocrate-chrétien, Claudio Oregó avait combattu l'Allemagne avec acharnement. Quel était donc son crime ? Son livre analysait les responsabilités du fascisme dans la deuxième guerre mondiale. Aucun référence n'y était faite au Chili, mais le Junta n'a pas trouvé bon qu'on parlât de corde dans la maison d'un pendu.

pour inscrire son fils dans une université, une famille chilienne doit se serrer de 300 000 escudos. C'est une somme énorme quand on pense que le salaire de base d'un fonctionnaire est de 100 000 escudos. La Junta a pensé à tout : la sélection universitaire se fait d'abord par le fric.

Malgré la jeunesse est un âge généreux ou cours duquel même le fils de riche peut s'ouvrir aux idées de gauche. On a donc prévu, à l'entrée des universités, une commission de sélection dont les critères sont ceux qu'on devine.

La sœur Pinochet, la « prima dama » de ce qu'on ne peut plus appeler la République, a été présentée sur la sorte des jeunes filles instruites qui, faute d'escudos, ne pourront franchir le saut de

Ses pouvoirs sont très étendus. Il peut apparaître à n'importe quelle heure du jour dans n'importe quel coin de l'école. Exiger de l'administration qu'elle lui remette les programmes et les emplois du temps. Entrer dans n'importe quelle classe et écouter les cours. Assister à l'improviste aux réunions des professeurs. Convoquer le directeur et le caserne pour lui donner ses directives et, au cas où le directeur les suivrait avec l'indécence (libéral), demander sa révocation. Les enseignants sont convocables de la même manière à l'heure de son choix, par exemple le dimanche matin, après le dîner. On peut leur reprocher d'avoir employé en classe — à l'heure où les orailles de l'inquisiteur traînaient dans les couloirs — des mots tels que « libéral », « démocratie », « président de la République ». On peut aussi les blâmer d'avoir les cheveux trop longs ou, s'il s'agit d'une enseignante, d'être maquillée ou de mettre trop de fantaisie dans sa tenue.

Mais ce ne sont là que vieilleries. La tâche essentielle de l'inquisiteur est de susciter les dénonciations politiques, de les recueillir et de vérifier leur bien-fondé. C'est surtout dans ces enquêtes qu'il devra montrer les qualités exigées de lui : « La sens du secret, la tact et le jugement. L'enquête, une fois commencée, peut remonter d'un élève jusqu'à ses parents, et sortir, par conséquent, des limites de l'école. A partir de cet instant, ce sont

tous les Chiliens qui sentent sur eux l'œil de la Junta.

On n'a jamais tant hissé le drapeau chilien dans les écoles que depuis qu'il est devenu dans le monde le symbole d'une tyrannie. Le salut aux couleurs se fait chaque lundi, tous les élèves rassemblés. Et tous assés obligatoirement à des cours de « sécurité nationale », où le nationalisme, à défaut de socialisme, leur est fanatiquement inculqué. On espère toujours ainsi, à coups de liques, une nouvelle jeunesse chilienne, libérée des empreintes étrangères et débarrassée des problèmes de conscience.

En attendant l'évènement de cette Pinochetjugand qui, la cheveu court et l'œil dur, marchera, comme l'autre, au pas de la loi, l'indice d'inflation atteint le chiffre fantastique de 375 %, 20 % des Chiliens sont chômeurs et le misère du peuple est comparée par un prêtre à un « fané génois ». N'importe. S'il reste encore un peu d'argent au Chili, on sait de quel côté il va tomber en pluie, et de quel autre sa goutte à goutte.

L'Opus Dei ne pouvait être fier de son œuvre : dans quelques années, il n'a sera plus nécessaire de tirer son revolver quand on entrera au Chili la mot « culture ». Elle sera morte, de toute façon, et l'université aussi.

ROBERT MERLE.

### Un Etat « chrétien-fasciste »

Une excellente analyse de la politique économique de la Junta, des témoignages récents sur la vie quotidienne dans un régime de dictature, une étude sur les formes de la répression policière, les fondements historiques et théoriques de la « droite chrétien-fasciste » incarnés par les militaires, sans oublier la complaisance de l'attitude de l'Eglise catholique : tel est, pour l'essentiel, le contenu d'un numéro que la revue mensuelle *Croissance des jeunes nations* (1) vient de consacrer au Chili.

Les documents ainsi réunis sont d'autant plus saisissants que le ton de leur présentation reste d'une parfaite sobriété. Les analyses, dans leur rigueur, échappent à la sécheresse des exposés technocratiques ; de statistiques, certes, mais aussi des hommes au langage vif. Un poème de Violetta Parra est cité : « Dans les jardins ont fait pousser des fleurs de trahison... »

(1) *Croissance des jeunes nations*, septembre 1975, 101, boulevard Malesherbes, Paris-17<sup>e</sup>. Le numéro 5 X.

### Censurer les papes

notre temps. C'est un tort. Même un pape peut trop penser. A ce remuement indécent des problèmes, le Junta prête le silence.

L'hérésie libérale peut d'ailleurs se glisser partout, même sous le pourpre. *l'Opus Dei*, qui inspire la Junta, n'a pas fait de fleur aux écoles catholiques : on les a, elles aussi, copralisées. Le contre-amiral Jorge Sweet qui, en tant que recteur délégué, tient d'une main fermée la barre de l'université catholique pontificale du Chili, a expulsé, pour des raisons budgétaires, cent cinquante-deux professeurs qui pensaient mal. Une autre charrette est prévue, qui portera à trois cents le nombre des exclus. Dans certaines disciplines, notamment en biologie, l'université catholique ne part déjà plus fonctionner.

D'ailleurs, n'est-ce pas là l'idéal ? Un corps enseignant réduit à une poignée de professeurs. Des départements fermés. Du laboratoire sans crédits. Et des étudiants en nombre décroissant.

En effet, pour écarter le processus, le Junta a décidé qu'à l'avenir les universités s'auto-financeraient dans une large mesure. En conséquence, on a dû augmenter les droits d'inscription de 1 000 %.

On a supprimé la gratuité de l'inscription pour les étudiants pauvres, et remplacé les bourses d'études par des prêts bancaires que les banques n'accordent pas, bien sûr, à n'importe qui... En 1974,

Lisez

**Le Monde des Philatélistes**

— 7, rue des Italiens, PARIS-9<sup>e</sup> —  
— C. C. P. 1232-12 PARIS —

ABONNEMENTS  
FRANCE : 1 an ..... F 35,00  
ETRANGER : 1 an ..... F 38,00  
Le numéro : F 1,50

Spécimen sur simple demande adressée au Monde des Philatélistes 11 Bd. Haussmann, 75009 Paris.

**INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE**  
(Président-Fondateur et Directeur des Recherches : Gaston BOUTHOUL, Secrétaire Général et Sous-Directeur des Recherches : René CARRERE.)

**ÉTUDES POLEMOLOGIQUES**  
N° 18 — OCTOBRE 1975

Au sommaire :

- Eric MURAISE : Relations de la pôleologie et de la géopolitique.
- Gaston BOUTHOUL : Le quadruple surchauffe.
- Jacques VAN RILLAER : L'humour et la non-violence.
- Hervé SAVON : Evolution actuelle de la Paix Recherche.
- René CARRERE : Activités extérieures de l'Institut (1974-1975).
- Gaston BOUTHOUL et René CARRERE : Le défi de la guerre (1740-1974).
- Yvonne ROUX : Sociologues de longue française.
- I.F.P. : Chronique de la violence (mai-juin 1975).

Le numéro, France : 10 F ; étranger : 11 F. - Souscription de soutien : 500 F. Abonnement à 4 numéros (100 ans), France : 38 F ; étranger : 42 F. ETUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutenberg, 75015 PARIS (Téléphone : 577-94-67). C.C.P. 33.034-01 Le Source

A paraître début 1976 :

**LE DÉFI DE LA GUERRE**

Deux siècles de guerres et de révolutions 1740-1974 (366 conflits armés majeurs analysés avec ordonnance et interprétés ; essai de prospective pour la séquence 1975-2000).



# En recul sur les principes acceptés pour négocier

## Les Etats-Unis durcissent leur position sur l'avenir du canal

« Ce n'est, à dire vrai, que parce que je crains  
Que tout ce bien se perde en de méchantes mains...  
Et ne s'en servent pas, ainsi que l'on croit...  
Pour la gloire du Dieu et le bien du prochain... »

« Tartuffe », acte IV, 1.

Le 8 septembre dernier reprennent les négociations entre les Etats-Unis et Panama sur la question de la zone du canal. On pensait, généralement, qu'elles étaient entrées dans leur phase décisive. Il semble, cependant, que nombre de réticences se manifestent à Washington où l'on s'en tient aux traditionnelles positions prétendument « juridiques ». Il avait fallu les tragiques événements de 1964, avec leurs morts et leurs blessés panaméens pour que Washington accepte de négocier de nouveau avec Panama. Les Etats-Unis offrirent ensuite, en 1967, quelques concessions qui n'étaient pas fondamentalement leur domination sur la zone du canal puisqu'elles exigeaient d'en conserver le contrôle jusqu'en l'an 2037.

Peu après avait lieu le coup d'Etat militaire d'octobre 1969 qui, par la suite, devait donner le pouvoir à celui qui n'était alors que le jeune colonel Omar Torrijos Herrera. Du jour au lendemain, les groupes conservateurs étant exclus du pouvoir, Panama adoptait une position radicalement nationaliste. Aussitôt rapidement, certains services secrets, considérant que « la démocratie se trouvait en péril », organisèrent, par un coup d'Etat, un contre-coup d'Etat qui échoua en quelques heures, la garde nationale et le peuple panaméen restant fidèles à Torrijos. Dès lors, celui-ci renforcé son pouvoir et radicalisa sa politique face aux Etats-Unis.

La négociation restait alors la seule voie. Plus tard, lorsque M. Henry Kissinger devint secrétaire d'Etat, on crut que la raison et la justice allaient triompher. En vérité, conséquence de l'événement catastrophique du Vietnam, les Etats-Unis avaient besoin de séparer leur image, et le spectacle du Golfe de Washington dialoguant à égalité avec le David panaméen, allait dans ce sens.

L'essentiel de la position de Panama se résume ainsi : les Etats-Unis ont assuré leur domination sur la zone du canal par la force et l'intrigue en se fondant sur le traité de 1903 qui ne fut jamais négocié par Panama. Cette situation est insupportable. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, doivent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légitime propriétaire : le peuple panaméen.

Bien qu'on ne connaisse pas tous les détails de la négociation, Panama envisage d'accorder un laps de temps convenable pour que les Etats-Unis retirent peu à peu de la zone leurs écoles, leurs universités, leurs tribunaux, leurs postes et tout leur appareil administratif. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, doivent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légitime propriétaire : le peuple panaméen.

LES premières conversations eurent lieu pour résultat, en 1974, la déclaration de principes Tack-Kissinger, à laquelle un voyage éclair du secrétaire d'Etat à Panama dans un certain retardement. L'ancien ambassadeur à Saigon, M. Ellsworth Bunker, se chargea par la suite des négociations proprement dites, à partir du principe de la souveraineté de Panama sur la zone.

Déjà, en 1973, Panama avait réussi à obtenir l'appui de tous les pays du

monde et, le Conseil de sécurité des Nations unies, par deux fois, pour et trois abstentions (Etats-Unis, France et Grande-Bretagne) avait adopté une résolution favorable à Panama, qui n'est pas invalide que par le veto de Washington. Depuis, pendant que se poursuivaient les négociations, Panama a joué, en toutes circonstances, cartes sur table : dans la presse internationale, au sein des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains, dans toutes les conférences internationales (Alger, Lima, etc.). Le point de vue panaméen est connu de tous, et les négociations, selon les communiqués de Washington et de Panama, ont progressé jusqu'à atteindre, il y a peu, un point culminant.

L'ambassadeur Ellsworth Bunker se trouvait, en effet, à Panama au cours des premiers semaines de septembre, en contact constant avec les négociateurs panaméens, pendant qu'en même temps le général George Brown, chef de l'état-major général des Etats-Unis, après s'être entretenu avec le général Torrijos à Panama, déclarait officiellement que le département de la défense et le haut commandement des forces armées nord-américaines étaient partisans des négociations et d'un arrangement avec Panama.

Tout paraissait indiquer qu'un accord était parvenu à une solution de justice pour les Panaméens. Pourtant, une fois de plus, certains indices inquiétants apparaissent à Washington. Par un jeu ambigu, le Melsion Blanche, le département d'Etat et le Congrès se renvoient de l'un à l'autre la responsabilité de tout retard, dans le but de gagner du temps, de confondre l'adversaire, ou même de le menacer s'il le faut, pour lui imposer ses conditions.

Le 26 juillet dernier, par deux cent quarante-vingt voix contre soixante-quatre, la Chambre des représentants refuse d'autoriser toute dépense concernant les négociations sur le canal. Pendant ce temps, les sénateurs Storm Thurmond et McClellan obtiennent la signature de trente-six de leurs collègues visant à empêcher toute modification de statut quo dans la zone du canal. Ce chiffre est supérieur à celui qui est nécessaire pour bloquer la ratification d'un traité ou d'un accord international. Selon le *New York Times*, « cette attitude du Congrès est une délégitime manifestation de chauvinisme et d'irresponsabilité » (1).

Le sénateur Thurmond et ses collègues estiment (2) que la zone du canal appartient légalement aux Etats-Unis parce qu'ils l'ont achetée il y a soixante-douze ans. De son côté, le sénateur McClellan estime que le gouvernement du général Torrijos Herrera ne pourrait ni défendre, ni administrer le canal de manière efficace et qu'il pourrait, au contraire, exiger des sommes exorbitantes pour le droit de passage des bateaux nord-américains.

Cependant, fait troublant, c'est un ami intime du président Gerald Ford, le chef de la campagne pour sa réélection, M. Howard Callagy, qui a résumé de la manière brutale la thèse hostile à Panama : « Dans ce pays, dit M. Callagy, existe le sentiment que Teddy Roosevelt aide les Panaméens à obtenir leur indépendance, négocie le traité, paye pour l'obtenir, vainc le héros jaune et apporte aux Panaméens leur unique source de richesses.

C'est pourquoi nous avons le sentiment que le Canal a une énorme valeur, que nous payons pour lui et qu'en conséquence il nous appartient » (3). Ce qui fut dit, et mieux, bien avant lui :

« Le seul penser de cette ingratitude  
Fait souffrir à mon âme un supplice  
[et rudo]... »

EN peu de mois, les autorités américaines ignorent ou veulent ignorer la vérité historique. Washington envisage tous les problèmes d'un point de vue immédiat, hic et nunc, sans passer ni futur, sans mémoire historique. Car quels sont les « fondements juridiques » des « droits » des Etats-Unis sur la zone du canal ? La trame invraisemblable des événements de 1903, mais il est toujours nécessaire de résumer lui, brièvement, l'ori-

Par  
ROQUE JAVIER LAURENZA \*

gine et les conditions dans lesquelles fut signé entre les Etats-Unis et Panama le traité de 1903.

Le 3 novembre 1903, Panama se proclama indépendant de la Colombie. Les agents américains à Panama suggèrent aux Panaméens de nommer comme leur représentant diplomatique à Washington M. Philippe Bunau-Varilla (de la famille qui possède le journal parisien le *Matin*) qui, en même temps, est l'ancien de la Compagnie française du canal (qui avait jadis obtenu, au temps de Ferdinand de Lesseps, les droits légaux pour la construction d'un canal), dont il détient un gros paquet d'actions.

Le 6 novembre, les Etats-Unis reconnaissent le nouvel Etat. Panama, cependant, se rendant compte que c'est une erreur de se faire représenter par Bunau-Varilla, décide d'envoyer à Washington une délégation virement panaméenne munie de pleins pouvoirs pour négocier le traité. Pendant ce temps, le 9 ou le 10 novembre, le secrétaire d'Etat, John Hay, se met d'accord avec Bunau-Varilla pour faire vite et éviter toute véritable négociation. C'est ainsi que, le 15 novembre, le secrétaire d'Etat présente à Bunau-Varilla un projet de traité qui comporte, entre autres choses, une augmentation de 50 % de la superficie de la zone du canal, augmentation acquise par le simple remplacement du mot kilomètre par le mot mille. Le projet ne parle pas de la souveraineté panaméenne.

Le 17 novembre, à son tour, Bunau-Varilla présente un contre-projet contenant une clause en vertu de laquelle Panama reconnaît que les Etats-Unis auront sur la zone du canal « les droits, pouvoirs et autorités qu'ils exercent, comme ils étaient les souverains du territoire, depuis l'expédition de Christophe Colomb d'une telle clause se trouve peut-être dans le fait que la Compagnie française avait demandé plus de 100 millions de dollars pour l'abandon de ses droits légaux en faveur des Etats-Unis, pendant que ceux-ci offraient 40 millions de l'époque. Bunau-Varilla avait peur de perdre cette somme si le Sénat refusait de ratifier le traité.

Le 18 novembre, le secrétaire d'Etat John Hay fait savoir à Bunau-Varilla que

« Le mal n'est que dans l'éclair qu'on fait :  
Le bonheurs du monde est en qui fait l'offense... »

Il s'agit pour les Panaméens d'une question capitale qui ne peut se régler à coup de dollars. C'est une question qui relève de l'identité d'un peuple. Ce n'est pas un problème de colonies, mais bien de dignité. Le problème se pose en termes ontologiques : Panama a besoin de posséder son propre destin et son histoire, sans dépendre des autres. C'est ce qu'on comprit le général Omar Torrijos Herrera et l'actuel gouvernement panaméen. Il ne peut y avoir de personnalité panaméenne tant que les Etats-Unis restent implantés sur ce territoire et agissent, de plus, en maître. La fonction militaire — défendant la zone du canal — est un attribut de la souveraineté nationale et ne peut être abdiquée.

Le problème ne peut admettre ni solution partielle ni ambiguïté. C'est ce qu'a voulu dire le gouvernement de Panama en

la délégation panaméenne est arrivée à New-York, mais qu'elle sera retardée de telle sorte qu'elle ne puisse arriver à Washington que tard dans la soirée. Il demanda donc à Bunau-Varilla de venir à sa résidence privée vers 18 heures, car le texte définitif ne sera mis au point qu'à la fin de l'après-midi. Ce même jour, à 18 h. 40, au moment de la signature Bunau-Varilla n'a pas de accès pour accéder, comme il est de coutume, à la Convention du canal, véritable titre du traité de 1903. N'importe, John Hay, qui est amateur de souvenirs littéraires, possède un anneau ayant appartenu à lord Byron. C'est avec ce bijou que John Hay et Philippe Bunau-Varilla, au nom du président Théodore Roosevelt, scellent les bases « juridiques » des droits des Etats-Unis.

Le soir, vers 21 h. 30, lorsqu'arrive la délégation panaméenne, les jeux sont faits. Pour la première fois, un Panaméen peut lire cette phrase, qui résume déjà tout l'esprit de l'affaire de Watergate : « La République de Panama accorde à perpétuité l'usage, l'occupation et le contrôle d'une zone de terre... ».

Théodore Roosevelt et John Hay avaient parfaitement conscience de l'injustice du traité avec Panama. Dans une lettre du 20 janvier 1904, au sénateur Spooner, John Hay après avoir déclaré que le traité « a été largement avantageux pour les U.S.A. », disait : « et, nous devons l'admettre avec une certaine honte, pas très avantageux pour Panama... ».

REVENONS à la deuxième quinzaine du mois de septembre dernier. Au moment même où l'ambassadeur Bunker et le ministre Juan Antonio Tack discutent à Panama, deux nouveaux faits allemands soulignent bien l'ambiguïté constante de la politique des Etats-Unis. C'est ainsi que, dans une information « officieuse » en provenance de Washington, datée du 16 septembre, le *New York Times* écrit que, lors de sa dernière réunion du 9 août dernier, le Conseil national de sécurité a décidé de considérer comme un compromis entre les thèses de Panama et de Washington la solution suivante : « La direction et le fonctionnement du canal resteront au pouvoir de Washington jusqu'en l'année 2000 et la présence militaire des Etats-Unis dans la zone sera maintenue pendant encore quarante ans. » Cette formule nie les droits et aspirations de Panama et se trouve en contradiction brutale de la déclaration de M.M. Tack-Kissinger de 1974. C'est pour-

tant le même M. Henry Kissinger qui préside le Conseil national de sécurité.

Ca même 18 septembre, à Orlando (Floride), un dialogue entre M. Kissinger et le gouverneur de l'Alabama, le tragique et pittoresque M. George Wallace, porte l'ambiguïté nord-américaine à un degré supérieur, puisqu'il semble remettre en question toutes les conversations qui ont eu lieu les deux années précédentes entre Panama et Washington. Le gouverneur Wallace demande en effet à M. Kissinger et les Etats-Unis projettent de renoncer au contrôle du canal de Panama. La réponse est la suivante : « Les Etats-Unis doivent maintenir unilatéralement le droit de défendre le canal pendant encore de longues années. Panama n'est partien d'abandonner notre défense du canal ou son fonctionnement essentiel... » (5). M. Kissinger parle donc de décision « unilatérale », comme si des négociations n'étaient pas en cours, comme s'il ignorait la « déclaration de principes » qu'il a lui-même paraphrasé solennellement.

Pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat, dans sa réponse à M. Wallace, déclare aussi qu'il faut tout de même « trouver une nouvelle formule grâce à laquelle Panama obtiendrait un nouveau statut, parce que, dans le cas contraire, Panama pourrait devenir un terrain privilégié de guérilla... » (6).

Panama réagit très vivement à ces propos. Le 21 septembre, une dépêche de Washington, pour calmer les choses, dit qu'il s'agit d'une erreur de langage de la part de M. Kissinger. Il voulait dire qu'il faut trouver une formule permettant de maintenir pour plusieurs décennies « notre » défense du canal et « notre » contrôle de son fonctionnement.

Pour couronner le tout, l'ambassadeur Bunker vient de déclarer qu'il lui est impossible de prédire à quelle date un traité pourra être signé. Dans la presse américaine, le vote de l'extrême droite s'éleva une fois encore, plus intrinsèque que jamais. Le journaliste William Buckley Jr., dans son éditorial du 16 septembre, publié dans l'*International Herald Tribune*, va jusqu'à suggérer l'emploi de la force pour mettre les Panaméens au pas.

Ainsi, Panama a plus que jamais besoin de soutien international. Dans les circonstances présentes, ses principales armes (il lui en reste naturellement d'autres pour un cas extrême) sont d'ordre moral. Le consentement des Etats-Unis les rend particulièrement sensibles à la réprobation du monde, car :

« Ce n'est, à dire vrai, que parce que je crains  
Que tout ce bien se perde en de méchantes mains...  
Et ne s'en servent pas, ainsi que l'on croit...  
Pour la gloire du Dieu et le bien du prochain... »

« Tartuffe », acte IV, 1.

Le 8 septembre dernier reprennent les négociations entre les Etats-Unis et Panama sur la question de la zone du canal. On pensait, généralement, qu'elles étaient entrées dans leur phase décisive. Il semble, cependant, que nombre de réticences se manifestent à Washington où l'on s'en tient aux traditionnelles positions prétendument « juridiques ». Il avait fallu les tragiques événements de 1964, avec leurs morts et leurs blessés panaméens pour que Washington accepte de négocier de nouveau avec Panama. Les Etats-Unis offrirent ensuite, en 1967, quelques concessions qui n'étaient pas fondamentalement leur domination sur la zone du canal puisqu'elles exigeaient d'en conserver le contrôle jusqu'en l'an 2037.

Peu après avait lieu le coup d'Etat militaire d'octobre 1969 qui, par la suite, devait donner le pouvoir à celui qui n'était alors que le jeune colonel Omar Torrijos Herrera. Du jour au lendemain, les groupes conservateurs étant exclus du pouvoir, Panama adoptait une position radicalement nationaliste. Aussitôt rapidement, certains services secrets, considérant que « la démocratie se trouvait en péril », organisèrent, par un coup d'Etat, un contre-coup d'Etat qui échoua en quelques heures, la garde nationale et le peuple panaméen restant fidèles à Torrijos. Dès lors, celui-ci renforcé son pouvoir et radicalisa sa politique face aux Etats-Unis.

La négociation restait alors la seule voie. Plus tard, lorsque M. Henry Kissinger devint secrétaire d'Etat, on crut que la raison et la justice allaient triompher. En vérité, conséquence de l'événement catastrophique du Vietnam, les Etats-Unis avaient besoin de séparer leur image, et le spectacle du Golfe de Washington dialoguant à égalité avec le David panaméen, allait dans ce sens.

L'essentiel de la position de Panama se résume ainsi : les Etats-Unis ont assuré leur domination sur la zone du canal par la force et l'intrigue en se fondant sur le traité de 1903 qui ne fut jamais négocié par Panama. Cette situation est insupportable. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, doivent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légitime propriétaire : le peuple panaméen.

Bien qu'on ne connaisse pas tous les détails de la négociation, Panama envisage d'accorder un laps de temps convenable pour que les Etats-Unis retirent peu à peu de la zone leurs écoles, leurs universités, leurs tribunaux, leurs postes et tout leur appareil administratif. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, doivent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légitime propriétaire : le peuple panaméen.

LES premières conversations eurent lieu pour résultat, en 1974, la déclaration de principes Tack-Kissinger, à laquelle un voyage éclair du secrétaire d'Etat à Panama dans un certain retardement. L'ancien ambassadeur à Saigon, M. Ellsworth Bunker, se chargea par la suite des négociations proprement dites, à partir du principe de la souveraineté de Panama sur la zone.

Déjà, en 1973, Panama avait réussi à obtenir l'appui de tous les pays du

« Le mal n'est que dans l'éclair qu'on fait :  
Le bonheurs du monde est en qui fait l'offense... »

Il s'agit pour les Panaméens d'une question capitale qui ne peut se régler à coup de dollars. C'est une question qui relève de l'identité d'un peuple. Ce n'est pas un problème de colonies, mais bien de dignité. Le problème se pose en termes ontologiques : Panama a besoin de posséder son propre destin et son histoire, sans dépendre des autres. C'est ce qu'on comprit le général Omar Torrijos Herrera et l'actuel gouvernement panaméen. Il ne peut y avoir de personnalité panaméenne tant que les Etats-Unis restent implantés sur ce territoire et agissent, de plus, en maître. La fonction militaire — défendant la zone du canal — est un attribut de la souveraineté nationale et ne peut être abdiquée.

Le problème ne peut admettre ni solution partielle ni ambiguïté. C'est ce qu'a voulu dire le gouvernement de Panama en

la délégation panaméenne est arrivée à New-York, mais qu'elle sera retardée de telle sorte qu'elle ne puisse arriver à Washington que tard dans la soirée. Il demanda donc à Bunau-Varilla de venir à sa résidence privée vers 18 heures, car le texte définitif ne sera mis au point qu'à la fin de l'après-midi. Ce même jour, à 18 h. 40, au moment de la signature Bunau-Varilla n'a pas de accès pour accéder, comme il est de coutume, à la Convention du canal, véritable titre du traité de 1903. N'importe, John Hay, qui est amateur de souvenirs littéraires, possède un anneau ayant appartenu à lord Byron. C'est avec ce bijou que John Hay et Philippe Bunau-Varilla, au nom du président Théodore Roosevelt, scellent les bases « juridiques » des droits des Etats-Unis.

Le soir, vers 21 h. 30, lorsqu'arrive la délégation panaméenne, les jeux sont faits. Pour la première fois, un Panaméen peut lire cette phrase, qui résume déjà tout l'esprit de l'affaire de Watergate : « La République de Panama accorde à perpétuité l'usage, l'occupation et le contrôle d'une zone de terre... ».

Théodore Roosevelt et John Hay avaient parfaitement conscience de l'injustice du traité avec Panama. Dans une lettre du 20 janvier 1904, au sénateur Spooner, John Hay après avoir déclaré que le traité « a été largement avantageux pour les U.S.A. », disait : « et, nous devons l'admettre avec une certaine honte, pas très avantageux pour Panama... ».

REVENONS à la deuxième quinzaine du mois de septembre dernier. Au moment même où l'ambassadeur Bunker et le ministre Juan Antonio Tack discutent à Panama, deux nouveaux faits allemands soulignent bien l'ambiguïté constante de la politique des Etats-Unis. C'est ainsi que, dans une information « officieuse » en provenance de Washington, datée du 16 septembre, le *New York Times* écrit que, lors de sa dernière réunion du 9 août dernier, le Conseil national de sécurité a décidé de considérer comme un compromis entre les thèses de Panama et de Washington la solution suivante : « La direction et le fonctionnement du canal resteront au pouvoir de Washington jusqu'en l'année 2000 et la présence militaire des Etats-Unis dans la zone sera maintenue pendant encore quarante ans. » Cette formule nie les droits et aspirations de Panama et se trouve en contradiction brutale de la déclaration de M.M. Tack-Kissinger de 1974. C'est pour-

tant le même M. Henry Kissinger qui préside le Conseil national de sécurité.

Ca même 18 septembre, à Orlando (Floride), un dialogue entre M. Kissinger et le gouverneur de l'Alabama, le tragique et pittoresque M. George Wallace, porte l'ambiguïté nord-américaine à un degré supérieur, puisqu'il semble remettre en question toutes les conversations qui ont eu lieu les deux années précédentes entre Panama et Washington. Le gouverneur Wallace demande en effet à M. Kissinger et les Etats-Unis projettent de renoncer au contrôle du canal de Panama. La réponse est la suivante : « Les Etats-Unis doivent maintenir unilatéralement le droit de défendre le canal pendant encore de longues années. Panama n'est partien d'abandonner notre défense du canal ou son fonctionnement essentiel... » (5). M. Kissinger parle donc de décision « unilatérale », comme si des négociations n'étaient pas en cours, comme s'il ignorait la « déclaration de principes » qu'il a lui-même paraphrasé solennellement.

Pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat, dans sa réponse à M. Wallace, déclare aussi qu'il faut tout de même « trouver une nouvelle formule grâce à laquelle Panama obtiendrait un nouveau statut, parce que, dans le cas contraire, Panama pourrait devenir un terrain privilégié de guérilla... » (6).

Panama réagit très vivement à ces propos. Le 21 septembre, une dépêche de Washington, pour calmer les choses, dit qu'il s'agit d'une erreur de langage de la part de M. Kissinger. Il voulait dire qu'il faut trouver une formule permettant de maintenir pour plusieurs décennies « notre » défense du canal et « notre » contrôle de son fonctionnement.

Pour couronner le tout, l'ambassadeur Bunker vient de déclarer qu'il lui est impossible de prédire à quelle date un traité pourra être signé. Dans la presse américaine, le vote de l'extrême droite s'éleva une fois encore, plus intrinsèque que jamais. Le journaliste William Buckley Jr., dans son éditorial du 16 septembre, publié dans l'*International Herald Tribune*, va jusqu'à suggérer l'emploi de la force pour mettre les Panaméens au pas.

Ainsi, Panama a plus que jamais besoin de soutien international. Dans les circonstances présentes, ses principales armes (il lui en reste naturellement d'autres pour un cas extrême) sont d'ordre moral. Le consentement des Etats-Unis les rend particulièrement sensibles à la réprobation du monde, car :

### Dans les revues...

#### Le Monde de l'éducation

Au sommaire du numéro d'octobre

- CROQUIS : « Messieurs Alcide et sa librairie ».
- ETUDE : les injustices de l'intelligence.
- REPORTAGE : la Corse et son école.
- OPINION : renégocier la formation continue ?
- ENQUETE : la télévision scolaire en Côte-d'Ivoire.
- NOUVELLES DE L'ETRANGER : retards de crise en Europe.
- QUOI DE NEUF POUR LA BENTEE UNIVERSITAIRE ?
- INFORMATIONS PRATIQUES :
  - L'organisation de l'enseignement secondaire.
  - Les programmes des émissions éducatives de la radio-télévision.
  - Les métiers de l'emploi.

Le numéro : 3 F.  
Abonnement (11 numéros par an) :  
France, 30 F.  
Etranger (voix normale) : 60 F.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

Et l'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de *CONTEMPORAIN*, dans une double édition française et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande. Mais, pour répondre à l'appel de Soljenitzyn, il a fallu une édition française et une édition allemande.

**INTERNAT**  
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

**Cours Jean-Jacques Rousseau**

établissement privé du second degré  
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande  
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur



Handwritten text in Arabic script: "سكزا من زياحل"



# Politique et littérature

## La culture de Caliban

Par GERALD MOORE\*

DANS son Caliban, cannibale (1), le poète cubain Roberto Fernández Retamar demande avec éloquence : « Que sont donc notre histoire et notre culture, sinon l'histoire et la culture de Caliban ? » La question s'adresse aussi bien à ses compatriotes latino-américains qu'aux Européens. Au fond de la conscience créole blanche, Retamar interpelle l'Ariel (2) qui sommeille et le Prospero en puissance, en bref tout ce qui revendique nostalgiquement une filiation européenne ou recherche un destin différent de celui des peuples américains « indigènes ». C'est ce constat qui a jusqu'ici dominé la culture officielle de cette région du monde et que Retamar repère dans les œuvres d'autres écrivains tels l'Argentin Jorge Luis Borges et le Mexicain Carlos Fuentes.

Tournant le dos à de tels exemples, Retamar regarde une fois de plus dans le vaste miroir de la Tempête de Shakespeare et y saisit quelques images qui lui sont familières. C'est uniquement, semble-t-il, par le biais d'un soulèvement populaire généralisé, comme celui de la révolution cubaine, qu'il sera possible d'attacher Ariel et Caliban non seulement à un destin commun, mais à se fonder dans un personnage unique, celui de l'Américain indigène, fier et rebelle. Car, comme nous le rappelle Retamar, les interprétations antérieures du symbolisme de la pièce sont aussi diverses que les préoccupations de ceux qui tentent le miroir.

Ernest Banao, ayant sombré de l'humanisme dans la réaction la plus orthodoxe, annonçait en 1878 dans *Caliban, Suite de la Tempête*, un drame philosophique, que Caliban était un communiste. L'Uruguayen José Enrique Rodó voyait en lui, au début du siècle, l'image de l'impérialisme des Etats-Unis par opposition à l'esprit d'Ariel d'une Amérique du Sud de culture européenne. Pour O. Mann (3), Caliban était l'expression d'une conscience colonisée et assujettie, qui aspire à la liberté, mais ne peut se débarrasser de la « psychologie de la dépendance ». Un peu plus tard, le Martiniquais Frantz Fanon (4) allait ridiculiser cet aspect de la théorie de Mannoni. Pour Fanon, la nature de l'esclave n'est pas quelque chose d'inné, de donné une fois pour toutes ; elle est un résultat, la conséquence d'un conditionnement et non pas un trait racial. C'est la psychologie de la domination de Prospero, et non pas la crainte de la liberté chez Caliban, qui empêche l'homme de se réaliser pleinement. Il s'ensuit que le fascisme n'est pas une aberration inexplicable dans l'évolution courbe ascendante de la civilisation européenne, mais le point culminant logique de tendances qu'elle recelait depuis longtemps. On pourrait en dire autant — et Fanon n'y aurait pas manqué — de l'équipée américaine au Vietnam.

La même idée est reprise par Aimé Césaire en 1969 (5). Cette fois, Prospero est tellement prisonnier de son rôle de dominateur colonial qu'il ne quitte pas son île (la Martinique ?) à la fin de la pièce, contrairement au héros de Shakespeare. Au fur et à

mesure qu'il vieillit, il devient de plus en plus irritable, cependant que Caliban disparaît progressivement dans la nature. C'est même si ses cris couvrent le chant des oiseaux :

« Eh bien, mon vieux Caliban, nous ne sommes plus que deux sur cette île, plus que toi et moi. Toi et moi ! Toi-Moi ! Toi-Moi ! Mais qu'est-ce que c'est que ça ? »

Burlant  
« Caliban ! »

Dans l'œuvre de Césaire, Caliban est dépeint comme l'esclave noir travaillant aux champs. Prospero comme l'archétype du planteur colonial, et Ariel comme le militaire qui joue les intermédiaires ; l'intendant d'autrefois, le politicien élitiste néocolonial ou le fonctionnaire d'aujourd'hui. Le théâtre de l'action reste l'île, encore que cette dernière soit plus spécifiquement caraïbe que celle de Shakespeare, située dans un lieu imaginaire quelque part entre Tunis, Milan et les Bermudes.

C'est au romancier barbadien George Lamming qu'il revient d'avoir amené Caliban à la ville. Quittant l'île où l'histoire l'avait abandonné, il arrive à Londres (6) en quête de cette liberté intérieure — l'illibérisé des cruelles contraintes du passé — que ne lui a pas apportée une émancipation vaine formelle. Le Caliban de Lamming, maintenant écartelé entre trois rôles différents, se voit contraint d'assumer le personnage de l'homme des villes d'aujourd'hui. Tauxé acteur, peintre ou musicien, il habite dans le quartier à la mode de Hampstead et évolue aux confins de la culture « métropolitaine ». Cependant son acte d'imitation se termine en acte de rébellion. Sa fuite de la violence ancestrale s'achève en une débauche de violence moderne, souvent autodestructrice, au cours de laquelle les archétypes de Prospero et Miranda, Caliban lui-même sont mis en pièces. Le père de Miranda — personnage que Shakespeare, de façon significative, a ignoré — rattrape pas au carnage. C'est alors qu'apparaît une liberté possible pour Teeton-Caliban :

« Il regardait, là où une caverne de feu commençait à déchirer le ciel. Calme, tu es si calme. Il était si calme. Je suis, je l'espère, de ne pas dire, tellement calme. Une étrange de voir monia du fond de l'océan. Calme, Teeton était prêt à bouger : et il était tellement calme. »

La tentative la plus récente et la plus ingénieuse est celle de l'écrivain haïtien Max Desroville qui utilise l'image de Caliban comme clé des rapports entre les Canadiens français et la communauté anglophone majoritaire. Il y a des limites à l'exploitation de l'analogie, qu'il relève dans son *Caliban sans Prospero* (1974), entre le Canadien français et le Noir américain, tous deux perçus comme colonisés de l'intérieur dans l'Amérique anglo-saxonne. En effet, du côté canadien, les différences sont plus linguistiques et culturelles qu'éthniques. Cependant, l'ouvrage de Desroville est un exemple de plus de la permanence et de la vigueur du pouvoir de suggestion de la Tempête.

### La quête d'un autre monde

QUELLE que soit leur valeur intrinsèque, aucune de ces interprétations ne saurait prétendre être fidèle aux intentions de Shakespeare. Il ne faut toutefois aucun doute qu'une partie des matériaux de la pièce provient des voyages de découverte de l'époque, et une autre partie des spéculations caractéristiques de la Renaissance sur les tendances de l'homme à l'état de nature, qu'elles aillent vers l'utopie ou la sauvagerie.

Plus centrale à la démarche shakespearienne (comme on peut facilement le voir en comparant la Tempête avec des pièces telles que *Comes et va* ou *Le Songe d'une nuit d'été*) est l'idée d'un « autre monde ». L'île restitue ce qui a été perdu dans le « vieux monde » de Milan : pas seulement le duché de Milan, mais la possibilité de la grâce et de la régénération pour tous les personnages qui y ont pris pied. Certains d'entre eux, comme Sébastien et Antonio (7), peuvent encore résister à cette chance de ré-



ROBERTO FERNANDEZ RETAMAR, VO PAR LE CARICATURISTE CUBAIN DAVID. Pour un destin différent des peuples américains « indigènes ».

nération mais ne mettent pas en cause sa réalité. L'intégrité de l'amour charnel elle-même est restituée à travers l'innocence primitive de Miranda et la réapparition de Ferdinand, porté disparu dans l'océan, perpétuelle source de renouvellement avec l'île de Cuba. Les intentions de Shakespeare ne peuvent ni ne doivent empêcher les générations successives de lire des images multiformes dans son miroir complexe. S'efforçant d'établir quelques-unes des connexions sémantiques du nom de « Caliban », Retamar remonte à leur source première, le *Journal de navigation* de Christophe Colomb, où le capitaine-général indique qu'on lui a signalé dans la zone caraïbe l'existence d'un peuple cruel dont les membres ont des gueules de chiens en un aspect repoussant et se devaient entre eux :

« Cette image caraïbe cannibale contraste avec l'autre image de l'homme américain qu'offre Colomb dans sa page : celle de l'indien des grandes Antilles — notre taino tout ébahi — qu'il présente comme pacifique, doux et même craintif et lâche. Ces deux visions des aborigènes américains pour se la rendre véritablement en Europe et connaître de sin-

guliers développements : le taino deviendra l'habitant paradisiaque d'un monde utopique ; Thomas More en 1516 publie son *Utopie*, dont Esquivel Martínez Estrada a souligné, presque jusqu'à l'obsession, les impressions natives similitudes avec l'île de Cuba. Le Caraïbe, quant à lui, donnera le conabale, l'anthropophage, l'homme bestial situé irrémédiablement en marge de la civilisation, et qu'il faut combattre à feu et à sang (8). »

L'un des traits les plus originaux de l'œuvre de Shakespeare est le changement qu'il apporte aux possibilités d'utopie perçues par des auteurs antérieurs dans la découverte aux Amériques de l'homme à l'état de nature. On sait l'influence de Montaigne sur Shakespeare, non seulement en raison de la popularité notoire des *Essais* dans l'Amérique élisabéthaine, mais aussi par l'exemplaire que nous possédons — semble-t-il annoté de la propre main de l'auteur de la Tempête — de la traduction des *Essais* en anglais réalisée par John Florio. La paraphrase de certains passages de l'essai des *cannibales*, par Gonzalo, le vieux conseiller de Ferdinand, à la scène 1 de l'acte II, en fournit une preuve supplémentaire :

« Si cette île était de mes plantations, seigneur... Et si l'en était roi, que ferois-je ? Dans la chose publique ferois tout à rebours. Réglant toutes choses : car il n'est sorte de trafic que j'y admette ; nul nom de magistrat ; je n'en considrais point voir ; mais la nature porteroit Usage de service, point de richesse, pauvreté. Toutes choses seraient en commun produites par la nature Sans suer ni effort ; trahison, fléau. De s'es, piques, coutoux, canons, emploi d'aucun engin. Je n'en considrais point voir ; mais la nature porteroit De son chef toute justice, toute abondance. Pour nourrir mon peuple taocent (9). »

Le moment choisi par Shakespeare pour placer ces jugements dans sa pièce est doublement ironique : le discours de Gonzalo s'adresse à un groupe de courtisans qui, les uns encore trempés après avoir miraculeusement échappé à l'océan, et malgré les possibilités apparentes de régénération que leur offre l'île, se mettent aussitôt, par « la trahison, le fléau et l'épée », à ourdir un plan visant à éliminer à la fois leur roi légitime et Gonzalo lui-même. Toutefois, l'ironie dramatique la plus secrète réside dans le fait que Shakespeare a sciemment isolé les spéculations de Gonzalo de la présence du véritable indigène (et

Plus significatif même que cette possibilité, entrevue mais perdue, d'harmonie sociale aussi longtemps que Caliban conservait un rôle de guide, est son accès à une vision privée d'harmonie céleste. Prospero peut obtenir de son agent des airs Ariel qu'il fasse de la musique et l'inspire quel moment, mais l'indique dans la pièce qu'il soit le moins du monde sensible à la musique innée qui apparaît en progrès à l'île. Les oreilles de cet impatient prince de la Renaissance n'entendent pas ces choses qui ravissent Caliban :

« N'ayez pas peur, l'île est pleine de bruits, De sons, d'airs mélodieux qui charment et ne font pas de mal. Parfois la vibration de mille instruments Bourdonne à mes oreilles ; et parfois, Qu'il se mêlent alors révéler les voix. Me feront redormir ; et puis en rêve, Les nuages, eût-on dit, s'ouvriraient et montreraient des richesses Prêtes à descendre sur moi, si bien que j'implorais de rêver encore. »

Est-ce là une vision de tout ce que Caliban a perdu, à cause de son esclavage et dont il ne peut maintenant se souvenir qu'en rêve ? Elle est fort éloignée de la construction rationnelle qu'est la communauté de Gonzalo, dans laquelle l'homme abandonne consciemment les arts de la civilisation et se met au diapason de la nature généreuse. Ici, c'est cette générosité elle-même qui s'adresse à l'oreille assourdie de l'homme, devenue à nouveau sourde lorsqu'il se réveille. Peut-être cette vision est-elle le fondement sur lequel la culture de Caliban devra être construite ? Peut-être sa redécouverte sera-t-elle l'essence même de son histoire ?

L'une des difficultés que soulèvent ces questions réside dans la nature composite du Caliban de Shakespeare, différent des Américains brésiliens de Montaigne (10). Caliban est en partie un être lié aux éléments une créature de la terre par opposition à la nature éthérée, aérienne d'Ariel. A cet égard, il semble davantage être l'émancipation des pouvoirs magiques de Prospero qu'un authentique aborigène de l'île. Même sous cet angle, il n'est qu'un émigré de la deuxième génération, le rejeton d'une mère exilée de Tunis. D'où son ambiguïté, bien plus grande que celle de tous les descendants illégitimes même si ces derniers lui empruntent non seulement son nom mais aussi des éléments de sa situation et beaucoup de son langage. Pour Fanon, Césaire, Lamming, Retamar, Caliban est entièrement homme, homme dans sa dimension raciale. La Tempête, contrairement à *Othello*, n'est pas réellement un drame des problèmes raciaux, et il est très fréquent que Caliban soit représenté comme un monstre grotesque et non pas comme un homme ayant une couleur de peau différente. Dans le texte nous ne trouvons aucune référence à la couleur de Prospero si l'on excepte l'unique remarque de Prospero, « cet être de légers, c'est moi qui le reconnais mieux », où l'on peut supposer qu'il s'agit de ses ténements spirituels présumés. C'est tout le contraire pour *Othello* qui revient lui-même souvent, comme le font aussi les autres, sur sa couleur de peau.

L'un des aspects les plus curieux de la Tempête, et qui a servi de point de départ pour les autres auteurs que nous avons étudiés, c'est l'absence d'intérêt de Shakespeare pour le sort de Caliban une fois le rideau tombé. Prospero le tance sévèrement en lui accordant son pardon final afin qu'il « poursuive sa grâce », mais il se retrouve apparemment seul occupant de l'île, comme avant l'arrivée de Prospero. Il sera à l'abri de l'influence corruptrice des courtisans, des exigences de services domestiques de Prospero et même de la beauté de Miranda. Fournira-t-il l'entendre celle « musique » qu'il n'a connue jusqu'alors qu'en rêve ? Le noble sauvage est une image très différente de celles qui sont venues par la suite, telle celle du rebelle vengeur cherchant dans la violence sa libération spirituelle. Et cependant, à sa culture et son histoire doivent se développer dans leur spécificité et leur être propres, et ne pas rester prisonniers d'une étroite didactique avec l'Occident, peut-être trouveront-elles leur fondement dans cette vision unique de beauté et d'abondance spontanées qui appartient à Caliban et à l'île seul.

(1) Paris, Maspero, 1973, traduction J.P. Bonnaud.  
(2) Les principaux personnages de la Tempête de Shakespeare sont Prospero, duc de Milan et magicien, banni de son duché et réfugié dans une île avec sa fille ; Alonso, roi de Naples ; Ferdinand, fils d'Alonso ; Miranda, fille de Prospero ; Ariel, esprit des airs ; et auxiliaire de Prospero, et enfin Caliban, premier habitant de l'île, « esclave sauvage et difforme ». La Tempête succède par Ariel à l'île de l'Alonso et de sa suite sur le rivage de l'île.  
(3) *Psychologie de la colonisation*, Paris, le Seuil, 1960.  
(4) *Peux notre masques blancs*, Paris, le Seuil, 1968, deuxième édition.  
(5) *Une tempête*, adaptation de « la Tempête » de Shakespeare pour un théâtre nègre, Paris, Gallimard, 1968.  
(6) *The Pleasures of Exile*, Londres, 1969.  
(7) Sébastien est le frère d'Alonso, roi de Naples, Antonio est le frère de Prospero à qui il a usurpé le duché de Milan.  
(8) *Caliban, cannibale*, op. cit. p. 21.  
(9) Nous avons repris ici la traduction de Jean-Jacques Mayoux (Éditions Aubier-Montaigne). Les extraits suivants de la Tempête ont été pris dans cette traduction particulièrement remarquable.  
(10) Montaigne avait réellement rencontré des aborigènes brésiliens lors d'une visite à Paris.

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

88, FAUB. ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS 7<sup>ème</sup> MAILLOT  
PARIS

## Un sultanat anachronique en Asie

# BRUNEI ENTRE DEUX AGES

Musée du colonialisme britannique  
un Etat de poche  
islamique et puritain,  
riche en pétrole  
et convoité

Reportage de MICHAEL MORROW

«**Q**UE représentant donc pour Brunei plus de cent ans de présence britannique? — Qu'essayez-vous de me faire dire? », riposte le secrétaire d'Etat à la langue et à la littérature, flairant un piège imaginaire. Il recule, le doigt pointé comme un « kris » dégainé: « Je vous rassure! » s'exclame-t-il. « Je prends congé en souriant de mon mieux. Le secrétaire d'Etat m'a certifié que tout musulman est prêt à mourir pour la cause. Nul ne saurait trahir impunément ses propos pour donner une impression défavorable des affaires de Brunei. Je lui ai assuré que je ferais très attention... »

Le sultanat de Brunei s'était quasiment désintégré sous l'impact de l'impérialisme occidental et de sa propre décadence, mais, fidèles à eux-mêmes, les Britanniques ont estimé qu'un sultanat sous hégémonie britannique valait mieux que pas de sultan du tout. Ce ne fut pas un mauvais calcul, car si Brunei est un des royaumes les plus minuscules, les moins connus et les plus autocratiques, ses réserves pétrolières en font aussi un des plus riches et un des meilleurs investissements jamais réalisés par l'impérialisme. C'est aujourd'hui l'un des empires de la Royal Dutch Shell, la seconde société pétrolière du monde.

Brunei contemporain est un sultanat islamique autonome, Etat associé du Commonwealth britannique. Le sultan, Sir Hassanal Bolkiah, âgé de 28 ans, n'a pas de harem, à l'inverse de la plupart de ses prédécesseurs, mais une Lambor-

ghini bleue et une piste de karting devant son palais. Un terrain d'atterrissage tout neuf de 4 000 mètres, l'un des plus longs et des plus sûrs d'Asie, lui permet de retrouver d'un coup d'aile la vie nocturne de Hongkong, de Singapour, de Londres ou d'ailleurs. Il dispose désormais d'un des régiments d'infanterie légère les mieux équipés d'Asie du Sud-Est et il possèdera bientôt une ligne aérienne, la Royal Brunei Airline.

### Des canons aux derricks

BRUNEI fut jadis une puissance en Asie du Sud-Est. Il connut très tôt les canons; ses bateaux de pêche devinrent une redoutable flottille de guerre. Ses dirigeants vivaient entourés de leur cour, dans une splendeur toute orientale, gardés par des hommes revêtus de « soia dorée » couvrant leurs attributs sexuels, armés de daggers à manche d'or orné de perles et de gemmes précieuses, et les doigts chargés de bagues. Puis vinrent les Espagnols, qui mirent à sac, par deux fois, la capitale. Les Britanniques couillèrent la flottille, s'emparèrent des canons qu'ils firent fondre pour leur campagne de Crimée. Leurs mercenaires remontèrent en bateau l'estuaire de Brunei et, en vue de Bandar (la capitale), annexèrent de vive force la majeure partie du Nord-Bornéo.

Les vestiges du colonialisme subsistent ici plus que dans tout autre Etat souverain de la région.

Des officiers britanniques occupent des postes supérieurs dans l'armée et dans la police (y compris dans la « special branch », le service de la sûreté nationale), au Trésor et dans la plupart des autres services fonctionnels du gouvernement. Un bataillon de Gurkhas est stationné en permanence dans le pays et une compagnie de troupes régulières britanniques assure une rotation à partir de Hongkong. A l'exception d'un consul honoraire hollandais, seuls les Britanniques ont officiellement accès à la cour du sultan. Les affaires étrangères sont confiées à la Grande-Bretagne.

Brunei a une superficie de 5 765 kilomètres carrés, si l'on ne tient pas compte de ses prétentions hautement contestées, à la souveraineté sur le bassin du fleuve Limbang. Le Limbang, qui est occupé et administré par le Sarawak dans le cadre de la Fédération de Malaisie, sépare Brunei en deux enclaves équatoriales entre les quatrième et sixième degrés de latitude nord. Il s'agit en majeure partie d'une zone de marais et de jungle qui s'étale en franges vertes et humides au-delà de la ceinture de sable blanc des rivages de la mer de Chine. C'est tout ce qui reste d'une bien plus vaste souveraineté royale par le diplôme de la canonniers du siècle dernier. Les bâtiments — fermes ou hangars pour le latex — que l'on peut apercevoir d'avion sont l'exception qui confirme la règle. Brunei est voué à la mono-production. Sans les derricks qui surgissent en mer près des rivages, il n'y aurait pas de revenus.

mais mettre en évidence des panneaux annonçant que la nourriture qu'ils servent n'est pas préparée selon le rita islamique.

La grande ambition des Chinois est en général d'émigrer au Canada. Le service d'immigration canadien envoie chaque année un représentant spécial pour s'occuper du flot de demandes. « Si vous êtes Chinois, pas d'avenir », dit un vieux Chinois qui vient de quitter la Shell après trente ans de service et qui part avec la totalité de sa pension, 40 000 dollars. Il espère rejoindre bientôt son fils en Colombie britannique. Celui-ci a opté pour la Shell la technologie cryogénique et a volontiers répondu aux avances du recruteur canadien.

Le reste de la population comprend les tribus de Bornéo, pour la plupart non musulmanes, ainsi que des Européens, des Arabes, des Indiens, des Pakistais, etc. Les Ibans, bornéens travailleurs provenant en majorité du Sarawak voisin, fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre non qualifiée. Ils sont recrutés — et parfois exploités — par des contracteurs chinois qui leur versent sept à huit dollars par jour, ce qui est un salaire élevé selon les critères régionaux. Ce sont d'anciens chasseurs de têtes, dont certains se sont convertis au christianisme et ils ont la réputation de s'entendre assez bien avec les Britanniques. S'adaptant assez facilement aux machines, beaucoup travaillent sur les puits de forage « off-shore » de la Shell ou sur les chantiers de construction. Là, ils gagnent ce qu'ils peuvent puis rentrent chez eux à l'expiration de leur contrat. A la différence du Sarawak voisin — d'où proviennent la plupart des travailleurs migrants de Brunei — ils ne forment pas encore un groupe politique dissident.

La Shell est sans conteste la principale employeur privé du pays, bien qu'elle n'occupe guère plus de trois mille personnes vivant avec leur famille à Seria, une ville de la compagnie bâtie à l'occidentale, traversée d'habitations se mêlant aux installations « on-shore » de la Shell, à l'extrême pointe occidentale de l'Etat. Si la compagnie traite son personnel assez bien, il existe un gouffre entre les employés recrutés localement et les trois cent cinquante « expatriés », pour la plupart Britanniques et Hollandais, vivant en communauté fermée, dans la luxueuse cité de l'industrie pétrolière : climatisation générale, piscines, machines à sous, terrain de golf (le seul qui existe dans le pays)...

## Les citoyens et les autres

Un autre quart de la population est chinoise. Les Chinois sont en contact avec Bornéo depuis au moins cinq cents ans (le second souverain islamique de Brunei, au quinzième siècle, aurait pris une épouse chinoise). Toutefois, la majeure partie de la population chinoise actuelle est venue dans le pays au cours de ce siècle. Les Chinois sont des citoyens de second ordre. Plus précisément, la plupart ne sont pas citoyens du tout car très peu d'entre eux réussissent l'épreuve de langue malaise requise pour acquiescer la citoyenneté de Brunei. Ils occupent

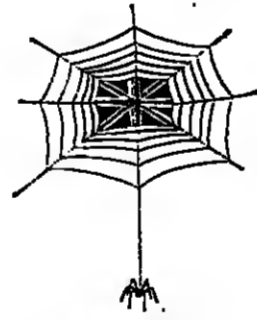
les emplois qualifiés à la Shell et au gouvernement, et tiennent boutiques et affaires. Ils viennent des provinces septentrionales de la Chine — ou, plus directement, des Etats malaisiens voisins de Sabah et de Sarawak où leurs parents ou leurs grands-parents s'étaient établis. En général, ils travaillent dur, étudient beaucoup et thésaurisent — la plupart appartiennent à la classe moyenne — mais ils vivent sur la défensive. Le gouvernement a coupé les fonds aux écoles chinoises, dans l'attente de leur nationalisation. Les restaurants chinois doivent désor-



Le sultanat a récemment annoncé que les revenus de l'Etat — dont plus des neuf dixièmes proviennent du pétrole — dépassaient 400 millions de dollars en 1974 et approcheraient les 500 millions en 1975. Compta tenu du fait que Brunei a cent quatre-vingt mille habitants, on peut donc estimer la revenu par tête à 2 800 dollars pour cette année. Cela ne suffit pas à placer Brunei dans la même catégorie que certains des petits royaumes pétroliers du Proche-Orient, mais cela en fait, sur la base du revenu par tête, le pays le plus riche d'Asie du Sud-Est...

Mais cet argent n'est pas réparti de façon égale. En 1973 (les statistiques pour 1974 font encore défaut) la « liste civile » du sultan dépassait un million de dollars, chiffre qui ne comprend pas les quelque 400 000 dollars destinés à couvrir ses dépenses à l'étranger et les frais d'éducation des enfants royaux. Les dépenses prévues pour 1975 en matière de sécurité doivent être le double de celles qui sont affectées à l'éducation et dépasseront la moyenne annuelle des dépenses gouvernementales prévues au titre du nouveau plan quinquennal.

Environ 65 % de la population (et la plupart des citoyens de l'Etat) sont des Malais. Ils parlent malais et pratiquent l'islam. Ils occupent la plupart des emplois gouvernementaux mais peu d'entre eux ont une qualification technique. Beaucoup sont des pêcheurs ou des paysans qui gagnent juste assez pour survivre mais sont ceux qui sont prêts à s'employer à plein temps comme travailleurs manuels dans le secteur moderne de l'économie. La population malaise se divise grossièrement en deux classes : les nobles, ou penguans, et la roture. Les premiers jouissent de pensions de l'Etat et d'autres privilèges; certains sont riches et puissants. Quant aux seconds, on les trouve fréquemment dans les emplois gouvernementaux qui leur conviennent, mais le taux de chômage est élevé dans leurs rangs. Education et soins médicaux sont gratuits et le gouvernement s'est efforcé d'en améliorer la qualité. Les révoltes de l'una et l'autre classe ont ponctué l'histoire de Brunei. Au dix-neuvième siècle, les Britanniques ont tiré parti des révoltes des penguans contre le sultan pour obtenir de vastes concessions territoriales. En 1962, une révolte populaire, plutôt tournée contre les Britanniques que contre le sultan, fut réprimée; près du quart de la population adulte mâle de Brunei fut incarcéré. Depuis lors, les autorités accordent un peu plus d'attention à la plèbe. Toutefois, les aspirations croissantes des jeunes Malais mieux éduqués posent au sultan un de ses problèmes politiques les plus graves.



## Les « anciens » et les « modernes »

Il n'est pas facile de s'adapter à Brunei. Ni le gouvernement ni la Shell ne sont très coopératifs. Le premier ministre comme le directeur de la Shell refusent les interviews. Après avoir tenté pendant quatre jours de voir le principal porte-parole économique de l'Etat, son secrétaire au Trésor, M. John Lee, je n'ai même pas eu droit au « no comment » habituel de la part de son secrétaire, qui jugeait fort incorrect qu'un journaliste (assurément un des rares qu'elle ait jamais vus) se présente dans le bureau du porte-parole économique du gouvernement sans avoir mis ses questions par écrit et en demandant des réponses rapides. Ecrites, mes questions n'ont jamais reçu de réponse.

Si bien que l'états tout reconnaissant au secrétaire d'Etat à la langue et à la littérature d'avoir bien voulu me recevoir, il devint vite évident toutefois qu'il ne m'accueillait guère et que je lui inspirais encore moins confiance. L'interview se déroula mal. La mosquée blanche et resplendissante derrière la fenêtre, me donna une inspiration. Le secrétaire d'Etat peut-il me parler de la mosquée? « Voilà ce vous recommandez », s'écria-t-il. Vous avez des préjugés. Vous considérez cette mosquée comme une église chrétienne. Vous voulez savoir quand elle a été bâtie et tout ça — vous ne voulez rien savoir de Dieu. Or, rien de tout ça n'est important. Le problème, ce sont les valeurs occidentales. L'Occident est hégémonique et exploiteur. L'Occident s'effondre. Brunei retiendra ce qu'il lui faut et laissera le reste. « Nous, nous nous dirigeons vers le paradis », soulignera-t-il avec emphase. Je n'étais guère en posture de mettre sa parole en doute...

De fait, Brunei est bien un Etat islamique et, récemment, les autorités se sont grandement inquiétées de la santé religieuse du pays. L'aéroport international a supprimé le porc de ses

menus. Les jolies filles ne parent plus de leurs robes les évolutions nouvelles qui séduisent l'universaire du sultan; même les danses traditionnelles malaises marquent mal désormais. Les serveuses dans les cafés doivent porter des robes cachant jusqu'à leurs chevilles et la faction des « traditionalistes » fait pression pour qu'il en aille de même pour toutes les écolières. Néanmoins, simultanément, de plus en plus de citoyens de Brunei voyagent à l'étranger et les « modernes » s'efforcent d'importer les us et coutumes du matérialisme occidental et les modes d'organisation du bien-être capitaliste.

Cette opposition entre « anciens » et « modernes » définit les termes de la contradiction sans doute la plus lourde de signification pour l'avenir du pays. Jusqu'en novembre 1972, par exemple, Brunei n'était accessible que par propulseur à hélices. A présent, avec l'ouverture du gigantesque aéroport construit dans le cadre du précédent plan quinquennal, n'importe quel avion à réaction peut y atterrir. Les modernistes parlent avec enthousiasme d'une industrie touristique, mais les traditionalistes s'inquiètent de l'introduction de valeurs étrangères au pays. Le premier hôtel de classe internationale à Brunei pourrait être construit dans les cinq années à venir. Pourtant, note un cadre de la Shell, « ils ne sont pas vraiment sûrs de vouloir un afflux de touristes... Je pense qu'il y aura un compromis : les gens qui viendront se reposer ici — disons des retraités australiens — devront se satisfaire de ce qu'ils trouveront, au point c'est tout ».

A l'aéroport, les passeports sont glissés un par un dans une cabine en forme de confessionnal. Ils ressortent par un guichet où un officier d'immigration en uniforme les tamponne. De la mezzanine, des hommes en civil scrutent attentivement chacun des passagers. Pas question sans doute de réserver dorénavant le même traitement à une foule de touristes débarquant d'un jumbo-jet. L'usine de liquéfaction de gaz naturel de Brunei est équipée de caméras de télévision en circuit fermé qui balayent son enclos. Les unités navales du régiment royal font l'exercice en prévision d'une éventuelle attaque de maqui-

sards contre un puits de forage off-shore. Mais la sécurité n'est qu'un aspect du problème. Plus important est le fait que les contacts croissants de Brunei avec le monde extérieur devraient hâter le développement d'une réaction populaire à l'exploitation par la Shell des ressources pétrolières du pays. Les jeunes technocrates se demandent déjà pourquoi tout le gaz et tout le pétrole sont exportés sous forme brute; pourquoi il n'y a ni raffinerie, ni usines d'engrais, ni complexes pétrochimiques; pourquoi Shell paie aussi peu pour le pétrole qu'il produit. Le responsable de la Shell à Brunei, un Anglais qui vit dans une imposante villa protégée à la pointe occidentale du pays, a refusé de nous recevoir. Un porte-parole de la compagnie n'a voulu répondre à aucune question qui ne concernait pas directement les problèmes pétroliers. La compagnie a néanmoins beaucoup à gagner — ou à perdre — de l'évolution du pays.

On a beaucoup parlé de la nécessité de diversifier l'économie et de ventiler les revenus depuis la découverte du pétrole par la Shell en 1929. Quelques rares mesures ont été prises. Le gouvernement fournit à tous un service médical quasiment gratuit; l'éducation est gratuite pour les citoyens de l'Etat. Toutefois, bien qu'on ne rencontre guère cette extrême pauvreté répandue dans les régions les plus désertées de l'Asie, la majeure partie de la population est fort mal lotie. Deux plans de développement ont été menés à terme jusqu'à présent. Le plus récent, qui a pris fin l'an dernier, avait pris deux ans de retard. Mais le gros des dépenses est allé à des réalisations de prestige, pas toujours très utiles pour la transformation du pays, voire complètement inutiles. Même les projets valables ont été mis à mal. Par exemple, on a inauguré en mars 1973 un port en eau profonde à Mirara, à une trentaine de kilomètres de la capitale, qui allait, selon les déclarations officielles, accueillir des bateaux ayant jusqu'à 10 mètres de tirant d'eau. Mais le chenal de 3 kilomètres creusé à travers la promontoire pour permettre d'accéder au port ne tarda pas à s'envaser, si bien que le tirant d'eau est de moins de 7 mètres et que

سكزا من زئصل

Brunei continue d'être ignoré par les gros cargos. Le chenal est appelé par dérision le « canal de Suez de Brunei ».

On dit que Somerset Maugham jouait au bridge sous la véranda du Brunei Yacht Club, un vieux et confortable bâtiment en bois sur les bords de la rivière de Brunei, et que certains des personnages de ses nouvelles malaises (Sertissages malais, etc.) lui furent inspirés par des Britanniques rencontrés à Brunei. Mais ces affirmations sont aujourd'hui mises en doute. Le soir où j'étais au Yacht Club, la communauté britannique — ces dames en longues robes de soirée — vint voir un méchant film de promotion des vols directs sur Londres de la British Airways.

Si les mânes du vieux Maugham hantaient ces parages, sans doute était-ce pour partager la bière en fût anglaise que la compagnie avait importée avec des pommes et du fromage blanc pour mieux célébrer le bon vieux temps.

Anthony Burgess est le seul auteur contemporain dont le nom soit associé à Brunei. Il y fut professeur du lycée. S'il est plus connu pour des romans tels que Clockwork Orange, un des volets de sa Trilogie malaise, Devil of a State, fut inspiré directement par son expérience de Brunei. Il semble qu'il n'y ait pas été très heureux. Dans un de ces restaurants chinois où on vous sert de l'alcool dans une tasse de thé pour ne pas encourir les foudres de l'Etat musulman, j'ai rencontré une ancienne connaissance de Burgess, un vieux monsieur chinois qui s'exprimait dans cet anglais châtié et méticuleux qui appartient aux seuls maîtres des écoles coloniales. « Burgess s'était pas heureux ici, m'a dit ce directeur d'école retraité, il ne pouvait contrôler sa femme. »

Dans son roman, Burgess raconte l'histoire de Francis Lydgate, un contrôleur des passeports dans l'Etat mythique de Dunja, qui est lui aussi en butte à des problèmes conjugaux (il a trois femmes). Par bonheur, la vie déprimante de ce fonctionnaire aublié est égayée par les facéties de deux tailleurs de marbre Italiens venus participer à la construction d'une mosquée. Ils n'hésitent pas à piétiner la propriété victorienne de la communauté étrangère, le sens du sacrilège du sultan (ou du moins un plus élastique) et la notion communément admise que les ouvriers n'ont pas le droit de se mettre en grève, surtout quand ils tapissent de marbre un édifice national.

Ces Italiens sauvèrent Burgess de la dépression. Peut-être aussi enseignèrent-ils à Brunei une leçon dont il avait grand besoin — mais on se dépêcha de l'oublier : le roman est interdit dans le sultanat.

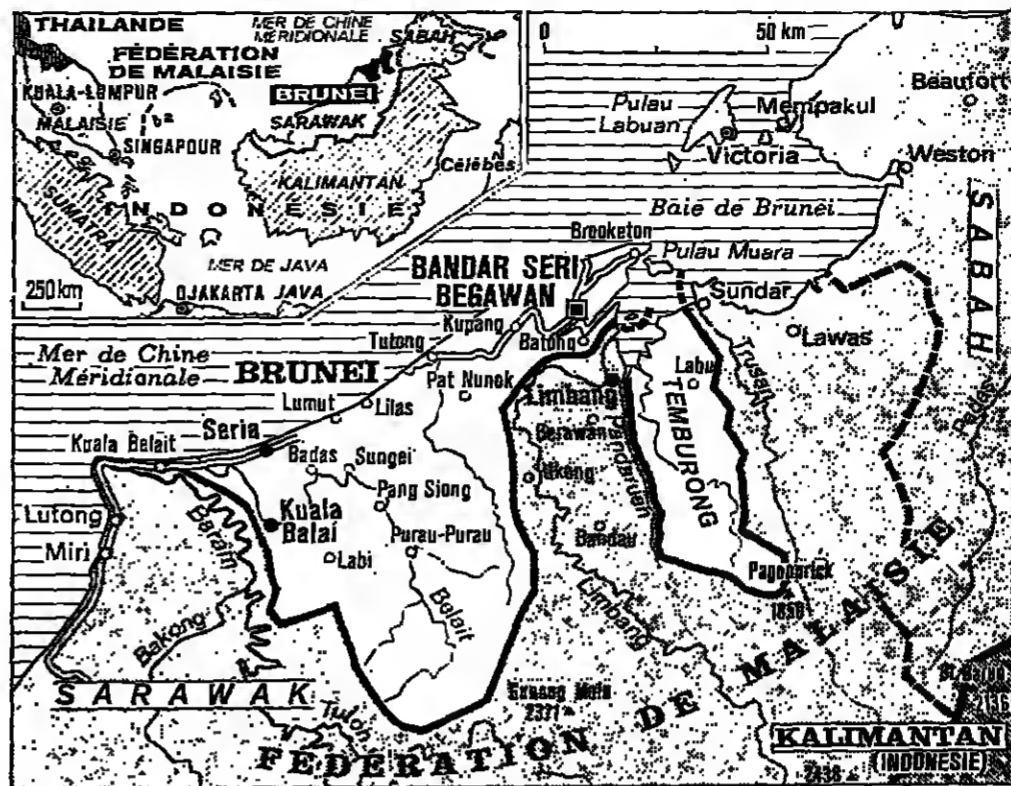
La mosquée existe vraiment. Elle a été construite — de fait avec l'aide d'ouvriers italiens — dans les années 50, du temps du précédent sultan, Sir Omar Ali Saifuddin III. Sir Omar a abdiqué en 1967 en faveur de son fils, le sultan Hassanal Bolkiah, mais il

demeure le véritable potentat du pays. Un ancien haut commissaire britannique le définit un jour comme « un grand tempérament doté d'un sens très bien su ce qui avait maintes fois position des pouvoirs. Il n'a guère que soixante ans et paraît en assez bonne santé. A l'époque, le jeune héritier était étudiant à Sandhurst ; il interrompit ses études pour monter sur le trône. Selon les uns, le jeune homme n'en faisait guère qu'à sa tête et son père aurait voulu l'obliger à prendre des responsabilités plutôt que de le laisser compromettre davantage par la vieille Europe. Selon les autres, Sir Omar, qui pourrait bien être un politicien beaucoup plus astucieux qu'on ne le dit, voulait se défaire de la pompe officielle pour mieux se consacrer à préparer l'avenir de son pays à un moment où il devenait de moins en moins évident que la Grande-Bretagne pourrait et voudrait continuer de jouer un rôle protecteur. Quoi qu'il en soit, tout le monde s'accorde à dire que le père continue de tirer les ficelles derrière le trône. »

Qu'arrivera-t-il quand le pouvoir effectif passera du père au fils ? Certains pensent que le jeune sultan n'a pas le sens politique de son père et que la pompe officielle le fatigue. Récemment, dit-on, il a montré des signes d'impatience vis-à-vis du cérémoniel et peut-être aussi de la tutelle paternelle. Le pouvoir du sultan pourrait fortement diminuer à la mort de Sir Omar, despote oriental de l'ère post-coloniale.

Anglophile natif, nourrissant une admiration particulière pour Winston Churchill, Sir Omar est pourtant intervenu dans le domaine politique pour s'opposer à la volonté des Britanniques. En 1963, alors que la Grande-Bretagne tentait d'établir un solide rempart contre l'influence indonésienne en Asie du Sud-Est en proposant la création de la Fédération malaise (les Etats malais, Sarawak, le territoire de Nord-Borneo, Brunei et Singapour), Sir Omar se tint sur la réserve. Un des problèmes de l'époque était le retour du Limbang, la langue de territoire cédée par les Britanniques au « raj » de Sarawak en 1890, et l'affaire n'a fait qu'empirer depuis, les Britanniques, qui assurent toujours les relations extérieures de Brunei, s'opposent aux prétentions de Sir Omar et refusent de les faire valoir. En dépit de cette situation embarrassante, Sir Omar s'abstient, soulignant que, aux termes de la loi islamique, Sarawak, qui est à présent un Etat intégré à la Malaisie, devrait restituer ce bassin fluvial couvert de jungle et faiblement peuplé qui divise Brunei en deux enclaves.

Dans son message d'anniversaire l'an dernier, le sultan faisait écho à cette préoccupation : « Brunei ne cédera pas ses droits... » En octobre 1974, Brunei annonçait que le sultan avait créé un fonds spécial d'un montant illimité destiné à la défense, et le premier ministre par



intérim déclarait : « Si, à Dieu ne plaise, une urgence se produisait, des fonds seraient immédiatement disponibles en dehors de ceux qui sont déjà alloués, pour assurer la sécurité et préserver l'harmonie des citoyens. »

L'an dernier, les relations entre Brunei et la Malaisie se sont encore tendues, notamment en raison des élections en Malaisie. Le gouvernement de Sarawak, qui fait partie de la coalition au pouvoir, se heurte à une opposition plus forte que dans tout autre Etat de la fédération. Appuyé par le premier ministre de Malaisie, Tunku Abdul Rahman, le premier ministre de Sarawak, Abdul Yakub, fit un thème de campagne des prétentions de Brunei sur le Limbang, s'en prenant au caractère despotique et colonial du sultanat. Un des dirigeants de l'opposition au Sarawak — dont le parti n'avait cessé de progresser — fut même arrêté sous prétexte qu'il était soutenu par des intérêts de Brunei. Aujourd'hui, il n'est pas évident que les relations entre les deux Etats vont s'améliorer.

sera elle. A Bandar, on fait des allusions voilées à l'existence de factions de jeunes officiers et de technocrates mécontents de l'inefficacité gouvernementale, de l'exploitation et de la domination britannique et impatientes de faire leurs preuves. A l'origine du malaise, dit-on, le mélange contraire du nationalisme islamique et de la puissance britannique a bout de souffle.

A Bandar, on parle encore, discrètement, des exploits des ouvriers Italiens que Sir Omar avait fait venir pour bâtir la mosquée. Selon les archives de Brunei, ces marbriers étaient originaires de Vicenza, la ville d'Antonio Pigafetta, personnage lié à l'histoire de Brunei. Ce marin fut le chroniqueur de Ferdinand Magellan sur son voyage autour du monde. Selon James Ongkili, historien bornéan qui enseignait à l'université de Malaya à Kuala Lumpur, Pigafetta « consigna le premier témoignage clair et personnel qui nous soit parvenu sur le sultanat de Brunei ». Pigafetta visita Borneo en juillet 1521, peu après la mort de Magellan, tué sur l'île de Mactan aux Philippines. « Les maisons sont toutes construites en bois et surélevées sur de hauts piliers, écrivait-il. Lorsque le marché est ouvert, les femmes vendent en balance vendent du carbone en carbone les articles nécessaires au maintien de la vie. » La description que fait Pigafetta de Kampong Ayer n'a guère vieilli.

Les Italiens ont depuis beau temps quitté le sultanat. Mais, seuls ou en groupe, les Lydgate à la Burgess sont toujours là, tuant nuit après nuit au bar des deux hôtels de Bandar ou sirotant leur alcool servi dans des tasses à thé dans un des restaurants chinois très respectueux de la prohibition mais encore plus soucieux de satisfaire les goûts de leur clientèle. Ils y font leur temps, à la manière stoïque des Britanniques, se réconfortant à la pensée que leur salaire est plus élevé de moitié ou plus qu'il ne le serait en métropole, qu'ils n'ont pas à croquer la grève des mineurs de charbon — ni quelque grève que ce soit d'ailleurs — et que, Dieu merci, on ne paie pas d'impôts !

Brunei souffre de sa réputation d'émirat pétrolier musulman quelque peu déplacé en Asie du Sud-Est et qui, cependant, ne s'en est pas encore désolidarisé. Une réputation qui charrie une ambiance de langue languide et oubliée, à la souveraineté quelque peu suspecte, et où les étrangers au moins en sont réduits à des défis bénins aux ennuyeuses réglementations de l'aristocratie locale, du haut commissariat britannique et de la branche de la Royal Dutch-Shell. « C'est comme Abu Dhabi il y a vingt ans », dit un banquier qui fut en poste en Proche-Orient. Réputation qui n'est pas tout à fait imméritée.

(Lire la suite page 20.)

(1) Des représentants du parti du peuple ont demandé le 15 juillet au sous-comité de la décolonisation de l'ONU d'appuyer la demande d'indépendance faite par leur parti, « représentant légitime de la population opprimée de Brunei » (N.D.L.R.).

## Le « statu quo » menacé



La capitale de Brunei s'appelle à présent Bandar Seri Begawan, en l'honneur de Sir Omar, dont le titre depuis qu'il a renoncé au trône est celui de sultan Seri Begawan. Bandar est

une ville sans prétention, avec environ quarante mille habitants. La mosquée du sultan Omar Ali Saifuddin, une des plus belles hors du Proche-Orient, la domine tout entière. Le dôme, couvert de tuiles d'or, surmonte la partie occidentale de la ville ainsi que l'antique Kumpang Ayer, le village flottant qui est le cœur de la civilisation de Brunei depuis plus d'un millénaire.

Bandar vit repliée sur elle-même, coupée du reste du monde. Les matches de football sur le « padang » sont la possession favorite des jeunes gens — et des moins jeunes — chaque soir. Les deux cinémas vétustes affichent des films de troisième ordre. Les mélodrames indiens font le bonheur des dames. Pas de quotidien — bien que le gouvernement envisage de bâtir cette année sa station de télévision en couleurs. La Straits Times, médiocre quotidien gouvernemental, assure à lui seul le lien avec le reste du monde. Ses vendeurs n'ont jamais entendu parler de Maandé, de l'International Herald Tribune ni même du Times de Londres. Il n'y a d'ailleurs pas de kiosque à proprement parler. Le Chartered Bank affiche à l'extérieur son exemplaire du Financial Times, fixé avec une chaîne.

Le soir, la mosquée brille des lumières multicolores installées par les ouvriers italiens ; on dirait la Noël à Rome. « Quelles que vous soyez faire quand vous quittez l'école ? » demandé-je à un groupe de garçons attroupés devant une échoppe de tailleur et qui plâtraient les jeunes couturières. « Aller en Proche-Orient s'engager dans l'armée arabe », répond l'un d'eux. Pourquoi ? « Il se se passe rien ici. » Tout est si calme. « On verre ça dans deux, trois ans », s'exclame un riant un des garçons, s'adressant en malais à son copain.

Bandar Seri Begawan s'enorgueillit de posséder le seul musée national au monde dédié à Winston Churchill, le Churchill Memorial Gallery, proche de la mosquée. Sous une statue du premier ministre à l'entrée, on peut lire cette inscription : « Par admiration pour les réalisations de Winston Spencer Churchill, Sa Grandeur le sultan de Brunei a fait édifier ce Memorial pour donner exemple et inspiration à la jeunesse d'aujourd'hui et de demain. » « Il n'est pas donné aux plus intelligents et aux plus calculateurs des marchés de savoir avec certitude où se trouve leur intérêt... » De fait, la jeunesse de Brunei pourrait bien décider que son intérêt est ailleurs.

En juin 1974, vingt-deux étudiants de la très respectable école secondaire Sir Omar Ali Saifuddin se sont enfuis de Brunei et réfugiés en Malaisie. Ils auraient distribué des tracts à Bandar appelant à soutenir le parti Rakyat (le parti du peuple) interdit et à exiger le retrait des troupes étrangères. Au grand dam de Brunei dont les autorités assurent être prêtes à pardonner les étudiants qui rentrent — la Malaisie s'empresse de leur accorder l'asile politique et de le faire savoir. En août 1974, plus de cent de personnes originaires d'un village proche de la frontière du Sarawak s'enfuirent également en Malaisie, craignant, semble-t-il, d'être arrêtés pour activités subversives.

Une source proche du service de la sûreté de Brunei fait état d'une tentative de résurrection du Tentara Nasional Kalimantan Utara (T.N.K.U.), ou Armée nationale du Nord-Borneo, qui, jouissent d'un soutien moral certain bien que limité

sur le plan militaire, combattit l'influence britannique à Brunei et dans le nord de Borneo au début des années 60. Des discours enregistrés de dirigeants du parti rakyat auraient été saisis et des militants appréhendés. Le parti avait obtenu une écrasante majorité lors de la seule et unique élection parlementaire de l'Etat en 1962 (1).

Préserver le « statu quo » ne fut pas toujours une partie de plaisir pour les Britanniques. Au début de décembre 1962, des rebelles du Tentara Nasional Kalimantan Utara, ou Armée de libération du Nord-Borneo, s'emparèrent de la majeure partie de Brunei. Entièrement secrètement dans des endroits discrets loin des villes, ils n'étaient armés que de carabines et de fusils de chasse et négligèrent de s'emparer de la station de radio. Ils ne devaient pas résister longtemps face aux Gurkhas et aux troupes britanniques venues de Singapour et de Hongkong. Au prix d'une centaine de tués dans ses rangs, le rébellion fut écrasée. Toutefois elle devait contribuer à alimenter des combats de jungle entre forces appuyées par les Britanniques et forces soutenues par les Indonésiens sur une autre section de la frontière du Nord-Borneo, conflit coûteux et prolongé qui allait hâter la renonciation des Britanniques à leurs engagements pour la défense de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

La rébellion de Brunei mit fin à sa brève expérience de monarchie constitutionnelle, entreprise à la demande des Britanniques en 1959. Le parti Rakyat, la formation voqueusement socialiste qui venait de remporter tout le main les premières élections parlementaires, fut proscrit et ses dirigeants, impliqués dans la rébellion, furent emprisonnés. A.M. Azahari, qui avait été élu premier ministre et se trouvait aux Philippines au moment du soulèvement, ne rentra pas à Brunei. L'état d'urgence est en vigueur depuis lors.

### L'armée, agent de changement ?

FIN décembre dernier, le sultan recommandait la vigilance : « La sécurité sous tous ses aspects est l'affaire de tous afin que les éléments indésirables qui aimeraient semer la dissension échouent dans leurs tentatives. » Le budget de l'armée et de la police devait quasiment doubler en 1975 (pour atteindre près de 60 millions de dollars), l'équipement d'un second bataillon mobile d'infanterie légère des forces armées combinées de Brunei, le Royal Brunei Malay Regiment. Huit cents nouvelles recrues portèrent les effectifs du régiment à deux mille cinq cents hommes.

De source proche du service de sécurité de Brunei, on fait valoir en privé que l'agitation politique actuelle est entretenue en sous-main par des agents malaisiens, qui appuient les ennemis du sultan. En juillet 1973, dix prisonniers politiques, détenus sans jugement depuis la rébellion manquée de 1962, parvinrent à s'échapper et à se réfugier en Malaisie, où on leur accorda le statut de réfugiés politiques. Parmi eux se trouvait le principal théoricien politique du parti Rakyat, Zaim bin Haji Ahmad, un diplômé de la London School of Economics qui était devenu le bras droit de l'ancien chef du parti, A.M. Azahari (lequel se serait retiré à Djakarta). Le gardien qui aurait facilité l'évasion des détenus travaillait pour la « special branch » malaisienne, affirme-t-on à Brunei.

Berakas Camp est un complexe militaire britannique, tracé au cordeau, situé non loin de la capitale, sur la côte. C'est le quartier général du Royal Brunei Malay Regiment et ce

qui se rapproche le plus d'un ministère de la défense. Son commandant, le colonel B.F.L. Rooney, est un ancien officier gurkha qui a été fait « datuk » de Brunei pour son rôle dans la liquidation de la rébellion de 1962. Un de ses principaux adjoints, le lieutenant-colonel Pengiran Ibnu, est l'un des deux seuls officiers de Brunei à avoir atteint ce grade. Militaire de carrière âgé de trente ans, formé en Grande-Bretagne, en Australie et en Malaisie, Ibnu provient d'une des grandes familles de Brunei ; son frère aîné est déjà chef de la police à Bandar Seri Begawan. Certains observateurs estiment qu'il finira par prendre la relève de Rooney, et qu'il est appelé à jouer un rôle important dans l'avenir politique du pays.

L'hélicoptère arrive ; le lieutenant-colonel Ibnu, juvénile et athlétique, attend déjà. « Allons-y », dit-il, agitant son élégante badine. Ibnu m'a invité à l'accompagner dans la petite enclave extérieure de Brunei, le Temberang. Le Bell Jet Ranger décolle, piloté par un jeune aviateur de Brunei formé au Canada. L'appareil se dirige vers la baie de Brunei pour survoler la périphérie de la zone contestée du Limbang. Une énorme antenne se dresse au sommet de la plus haute colline de Limbang, surmontant Bandar Seri Begawan. Elle fonctionnera bientôt, permettant de mieux araser Brunei avec les émissions de radio et de télévision de la Malaisie. Le jeune lieutenant-colonel hausse les épaules et sourit. Il préfère contempler les étendues de jungle qui tapissent la plaine de la rivière Temburong. « Il y a tout de choses là-bas qu'on pourrait développer », dira-t-il d'un air songeur un peu plus tard, alors que nous déjeunons de « sombol udang », de curry et de concombre, sur la table unique du mess des officiers dans l'avant-poste du régiment à Temburong. « Brunei pourrait se suffire à sa riz si seulement quelqu'un voulait bien faire le premier mouvement. »

Brunei a récemment construit une route tout autour de la zone de Temburong. Ses soldats y viennent par compagnies, à tour de rôle, et passent le plus clair de leur temps à effectuer des rondes dans la jungle et à visiter les villages disséminés. Cette zone, traditionnellement négligée, servait de base de repli aux rebelles en 1962. Sa frontière avec le Limbang est très ouverte. Récemment, le gouvernement de Brunei a débloqué des fonds importants pour répondre aux besoins des quelques milliers d'habitants de la région. Ces derniers mois, on s'est mis à patrouiller la frontière de nuit. En dépit de ce surcroît d'activité, la situation au sol est bien loin d'être aussi tendue que ne le suggèrent les échanges rituels au niveau politique. « Personnellement, dit encore Ibnu, je pense qu'il faut se voir vivre avec ses voisins ; j'espère qu'un jour viendra où on pourra se rendre en voiture à Kuching, la capitale du Sarawak, sans autres formalités. »

Avec neuf hélicoptères, neuf patrouilleurs, un hovercraft, plusieurs véhicules de reconnaissance et un système de communications « Clansman » ultra moderne, le Royal Brunei Malay Regiment dispose d'un équipement bien impressionnant pour une force d'infanterie légère qui est seulement en train de se dater d'un second bataillon. Mais, à vrai dire, cette force jeune, petite et inexpérimentée, n'aurait pas la moindre chance contre les troupes malaisiennes s'il devait y avoir un affrontement. Est-ce une éventualité ? S'il existe une menace, elle provient des « éléments indésirables ». Si le régiment doit avoir un rôle, c'est celui de maintenir le « statu quo » interne. Mais il se pourrait bien que l'armée elle-même soit justement un agent de changement.

« Quel qu'en soit le cas », dit un jeune officier, l'armée est l'organisation la plus forte de l'Etat ; si une organisation doit faire quelque chose, ce

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Table with subscription information for 'Le Monde Diplomatique', including contact details for Jacques Fauvet and Claude Julien, and a list of countries with subscription rates.



# Les promesses du pétrole et de la finance

Brunei, toutefois, n'est pas aussi dépeché qu'il le paraît parfois. C'est un Etat de poche, mais il occupe une position intéressante sur l'une des dernières grandes frontières terrestres et maritimes du monde. Kalimantan, comme s'appelle aujourd'hui Bornéo, ne compte guère que quatre millions et demi d'habitants sur ses 750 000 kilomètres carrés de montagnes et de jungles riches en minerais. Le plateau bornéen, de Sarawak à Sabah, a d'importantes réserves de pétrole et de gaz. L'avenir politique de Kalimantan est tout en points d'interrogation. Le plus important sans doute est celui des relations entre Brunei d'une part et, de l'autre, Sabah et Sarawak, jadis parties intégrantes du sultanat mais aujourd'hui Etats rattachés à la Malaisie.

« Brunei fera partie d'un ensemble dans quatre ou cinq ans », déclare en privé un jeune dirigeant politique de Brunei. Quel ensemble ? Et comment ? Deux possibilités, qui ne sont pas nécessairement contradictoires ou demeurant : Brunei finira par rejoindre la Malaisie d'une façon ou d'une autre ; ou bien Brunei, Sabah et Sarawak formeront à eux trois une entité politique. Ou encore, Brunei et Singapour pourraient être conduits à s'associer par le jeu d'intérêts financiers et politiques communs. Les troupes de Singapour ont commencé à s'entraîner à Brunei, car elles ne peuvent faire dans la cité-État. Le transfert effectif des pouvoirs de Sir Omar à son fils pourrait apporter des éléments de réponse.

Étroitement lié au Kalimantan, l'avenir politique de Brunei l'est tout autant au pétrole. Ce petit pays offre aujourd'hui au Japon une solution de remplacement pour ses importations pétrolières du Proche-Orient, et à la Royal Dutch-Shell la possibilité d'améliorer sa position sur le marché énergétique japonais. C'est fin 1972 qu'a commencé à fonctionner la plus grande usine de liquéfaction de gaz naturel du monde, une entreprise mixte de Shell et Mitsubishi, avec une participation de 10 % du gouvernement de Brunei. Celui-ci n'ayant guère poussé à une révision des accords d'exploitation malgré la hausse des prix mondiaux du pétrole, Shell et Mitsubishi disposent à l'heure actuelle d'une source de gaz particulièrement profitable (0,63 dollar par million de B.T.U., comparé aux deux dollars récemment négociés par l'Indonésie). La complexité géométrique de la construction a coûté 300 millions de dollars, pompe le gaz jusqu'à une jante de kilomètres plus loin, où une flotte toujours plus grande de tankers cryogéniques de construction française l'emporte vers les centrales et les usines de Honshu. C'est aussi vers le Japon que vont les cent quatre-vingt mille barils de pétrole à faible teneur en soufre qui sont produits quotidiennement (et aussi, apparemment, acquis à des prix-planchers records) par la Shell.

Brunei est riche, certes, mais pourrait le devenir plus encore si son gouvernement négociait des contrats d'exploitation plus avantageux. Le sultan, qu'il soit satisfait de son sort ou assez réaliste pour comprendre qu'une confrontation avec la Shell risquerait de saper les bases de son propre pouvoir, ne se plaint pas. Les discussions sur la

construction d'installations pétrochimiques — à laquelle s'oppose la Shell sous le prétexte qu'il n'y a pas assez de pétrole pour satisfaire ses exportations et rentabiliser le projet — laissent penser toutefois que les jeunes technocrates méditent au moins sur la façon de tirer un meilleur parti pour Brunei d'une ressource qui n'est pas éternelle. Ils pourraient bien recevoir des encouragements de l'extérieur, par exemple du Japon et de la Malaisie. Bien que certaines concessions de la Shell aillent au-delà de l'an 2000, la compagnie et, de façon plus générale, les intérêts britanniques pourraient rencontrer des difficultés bien avant cette date.

## Au service de Sa Majesté

POUR les Britanniques, l'utilité de Brunei va bien au-delà de ce qui peut accaître la contribution de la Royal Dutch-Shell à la balance des paiements du Royaume-Uni. Leurs intérêts les plus importants sont d'ordre militaire et budgétaire. Selon l'accord de 1971, renouvelant les accords de défense entre la Grande-Bretagne et Brunei, non seulement le sultanat est tenu de recruter et de financer ses propres forces pour le maintien de l'ordre intérieur, et d'être en première ligne pour la défense extérieure, mais encore il doit régler les frais d'entretien des troupes britanniques et gurkhas à Brunei.

En faisant venir à tour de rôle leurs soldats de Hongkong, les Britanniques donnent à leur troupe un entraînement de jungle à peu de frais, tout en allégeant le trop-plein de leur garnison de Hongkong. Les gurkhas, basés près du quartier général de la Shell, à l'extrémité occidentale de Brunei, ont d'abord pour fonction de préserver les intérêts britanniques, et Brunei règle la note. Ils constituent également une force de réserve qui n'est pas entretenue sur les fonds britanniques mais qui pourrait, le cas échéant, être rapidement transportée à Hongkong ou ailleurs. Ces considérations sont d'autant moins négligeables que la Grande-Bretagne a entrepris de se passer des facilités militaires dont elle dispose à Gon et à Singapour.

En outre, les engagements pris par la Grande-Bretagne sont assez élastiques. Les diplomates britanniques sont prompts à faire remarquer que la Grande-Bretagne a l'obligation de consulter Brunei sur les problèmes de défense, non de le défendre automatiquement.

Les marchandes britanniques jouissent d'un tarif préférentiel à Brunei. Les salaires ouvriers étant, on l'a vu, relativement élevés pour la région, les Impôts inexistant, et beaucoup d'avantages sociaux subventionnés par l'Etat, une masse considérable d'argent est en circulation. Le style de vie oisif d'un fort noyau de familles expatriées attachées aux opérations pétrolières, au haut commissariat britannique ou au gouvernement, ainsi que de l'aristocratie de Brunei, fait du pays un marché attrayant en dépit de son écartement. Ainsi, bien que Brunei n'ait que 400 kilomètres environ de routes sèches, il compte quelque vingt-cinq mille véhicules à moteur (l'essence ordinaire coûte seulement 35 cents le gallon impérial). Cela fait pratique-

ment un véhicule à moteur pour huit personnes, manifestement plus que dans n'importe quel autre pays d'Asie du Sud-Est. Les automobiles britanniques sont taxées à 10 % seulement, ce qui les rend moins chères qu'en Angleterre ; c'est un article très demandé par le consommateur brunéien naissant.

Brunei a traditionnellement détenu la majeure partie de ses réserves monétaires en sterling et les a laissées en dépôt à Londres auprès du trésorier de la Couronne, bien que l'intérêt soit des plus modestes et que la Grande-Bretagne n'ait pas garanti leur porté-or. Ces réserves sont, bien sûr, sans commune mesure avec celles en provenance du Proche-Orient, mais elles ont joué leur rôle pour le soutien de la livre. Cette loyauté est aujourd'hui remise en question par la faiblesse de la livre et par la décision de la Grande-Bretagne, effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, de retirer la seule garantie protégeant les avoirs officiels en sterling déposés à Londres, à savoir la promesse de maintenir la parité vis-à-vis du dollar. Mais Brunei n'aura rien à y perdre en intention, et fournit le matériel pour les opérations de la haute finance que l'on construit actuellement le long de Shearson Way à Singapour, qui tend à devenir la Wall Street de la région.

## Relais bancaire et évasion fiscale

EN effet, le dollar de Brunei continue de prendre la valeur par rapport au dollar américain et il maintient sa parité avec l'or fin à 0,2902000 gramme. Le dollar de Brunei s'échange à un centime sur le marché libre avec le dollar singapourien, en vertu d'un arrangement monétaire spécial qui remonte à l'époque où les deux Etats disposaient de la même monnaie coloniale britannique ; il soutient actuellement son cousin singapourien contre la récession qui frappe le secteur manufacturier de l'île, tourné vers l'exportation, et fournit le matériel pour les opérations de la haute finance que l'on construit actuellement le long de Shearson Way à Singapour, qui tend à devenir la Wall Street de la région.

Dans les milieux bancaires, on signale que Brunei a commencé à rapatrier ses avoirs déposés à Londres, qui ne lui rapportent que 5 %. La méthode la plus fréquemment utilisée consiste à obtenir le rapatriement anticipé des fonds prévus pour les investissements. On propose alors aux banques internationales ayant une représentation à Singapour de solliciter cet argent pour des dépôts à quatre-vingt-dix jours. La banque qui offre le taux d'intérêt le plus fort l'emporte. Selon un banquier britannique à Bandar, l'argent est alors « vendu » à une succursale de Singapour pour la succursale de Brunei et, de là, il passe directement sur le marché monétaire interbancaire de Singapour pour des prêts à court terme rapportant de 9 à 12 %. Un banquier américain en poste à Singapour estime qu'il y a ainsi en circulation dans le circuit entre 25 et 30 millions de dollars. La communauté bancaire s'attend à voir croître cette somme, du fait de l'accroissement des dépenses pour le développement et des difficultés que continuera de connaître la livre.

Le bruit se répand lentement parmi la communauté aisée du Sud-Est asiatique, en particulier parmi les hommes d'affaires chinois qui détiennent souvent leur fortune dans des trusts familiaux voûtement structurés plutôt que dans des sociétés sur le mode occidental, que Brunei offre de merveilleuses perspectives pour l'évasion fiscale. Le sultanat ne perçoit pas d'impôts sur les revenus des portuaires, pas plus qu'il ne taxe les simples associations ou d'autres formes d'associations commerciales n'ayant pas leur siège social sur place. N'importe qui peut se rendre dans une banque de Brunei, y déposer son argent à un taux d'intérêt concurrentiel avec celui de Singapour, sans pour autant devoir payer d'impôt sur le capital ou sur les intérêts. Les groupes d'affaires peuvent établir à Brunei des associations leur permettant d'y fixer leur capital et emprunter ensuite à ces associations, ou titre de « passif » plutôt que de l'actif. Un homme d'affaires coréen, grand spéculateur sur les terrains à Singapour, a même établi sa propre banque pour faciliter de telles opérations. En général, les banques accueillent ces évasions fiscales, qui leur permettent de « vendre » leur argent en retour sur le marché monétaire de Singapour ou d'accroître leur pénétration à Brunei.

## « De nouvelles Bahamas » ?

AVANT 1947, Bandar n'avait pas une seule banque commerciale ; elle en a huit aujourd'hui — deux de plus que de cafés — et la finance n'y relève plus des tracasseries sous une poignée, comme du temps où la Hongkong and Shanghai Bank y ouvrit sa première succursale. Ce n'est même plus une affaire uniquement britannique. Les Etats-Unis, la Malaisie et Singapour y ont chacun deux banques représentées et une septième a son siège social à Brunei. Les banques américaines, la First National City Bank et la Bank of America, sont les plus agressives. La première, principal porteur financier dans la construction de l'usine de liquéfaction de gaz naturel, a réussi le « plus gros coup » de la jeune histoire bancaire de Brunei. « Nous sommes précipités avant qu'ils se fassent la part », dit un responsable de la F.N.C.B., soulignant que cette dernière a désormais trois succursales à Brunei. Fin 1973, M. Edward L. Palmer, président du comité exécutif de la F.N.C.B., s'est rendu à Brunei pour y suggérer une restructuration des lois sur le capital qui ferait du pays un centre financier à part entière. « Vous semblez disposer de tous les éléments qui pourraient faire de vous de nouvelles Bahamas », a-t-il fait valoir au sultanat.

Les intérêts américains à Brunei s'accroissent. La question est de savoir jusqu'où ils iront. Les Britanniques, rappelés-le, ont imposé leur protection sur Brunei en 1888, en partie pour repousser l'emprise américaine. Mais la Grande-Bretagne n'est désormais plus guère en état de se battre ; d'ailleurs, au fur et à mesure que s'entrevoient davantage les filets des capitalistes sur le monde, s'agit-il encore de se battre ? On ne saurait écarter désormais la possibilité d'une participation américaine à des accords futurs sur la sécurité de cet Etat de poche. En outre, deux compagnies américaines, la Tacoma et la Welch, ont remonté la rivière de Brunei, visite inhabituelle, symbole de la diplomatie telle qu'on la pratiquait volé un siècle, mais qui peut-être aussi pour demain...

(Copyright Michael Murray et le Monde Diplomatique.)  
(Dessins de PLANTU.)

# Correspondance

## Francia invertibrada ?

M. Herbert R. Southworth, auteur de la Destruction de Goernica et d'autres ouvrages sur l'Espagne contemporaine, nous adresse la lettre suivante :

En 1921, José Ortega y Gasset publia un important ouvrage intitulé España invertibrada (l'Espagne invertibrée). L'auteur se donnait pour tâche d'analyser la « diénesis española ». Le thème principal faisait ressortir le fait que la perte des territoires composant l'empire espagnol — perte dont le point de départ est situé par Ortega en 1580 — ne se termina pas avec le désastre de 1808, qui vit le détachement des dernières colonies telles que Porto-Rico, Cuba, les Philippines, etc., mais se continua par la désagrégation de la métropole elle-même. Ortega remarque que le prodigieux effort centriste qui, après l'unification de la Castille avec l'Aragon, avait réalisé l'empire « arabisé » et qu'un siècle s'écoula la réaction centrifuge qui ne put être freinée et se poursuivit par les mouvements autonomistes catalan, basco-galicien, etc.

## Calendrier des fêtes nationales

16-31 OCTOBRE	
21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
28 IRAN	Fête nationale
29 TURQUIE	Proclamation de la République
1 <sup>er</sup> -15 NOVEMBRE	
1 ALGERIE	Fête nationale
3 PANAMA	Fête de l'indépendance
7 U.R.S.S.	Anniversaire de la révolution d'Octobre

Rédigé par le S.A.R.L. le Monde.  
Généraliste Jacques Favard, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Impression de « le Monde »  
S. R. des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

historique, mais il existe également une raison historique. L'histoire d'Espagne de ce siècle — pour convenir que la répression n'a jamais résolu le problème soulevé par les aspirations d'un peuple à s'occuper lui-même de ses affaires. Cette formule d'implication pas occasionnelle du démembrement d'une nation. Le fait que le gouvernement de Caltonne soit élu par les citoyens de l'Etat de Californie et non pas comme par Washington n'a jamais effacé la nation américaine. Il y a, à cela, d'autres raisons historiques.

Il peut survenir un moment où, après que le sang a été versé abondamment et fréquemment, le démembrement devient alors insupportable. Il est certain que les citoyens d'Espagne et de justice expédiva qui séjournent depuis des semaines à Madrid pour juger les Basques séparatistes a se faire sans doute que rendre l'Espagne invertibrée plus probable.

L'histoire de l'Espagne depuis 1936, dans les territoires occupés par les nationalistes espagnols, et dans toute l'Espagne depuis 1938 est l'histoire d'une violence répressive de toute manifestation de « régionalisme ». Pendant de longues années, les langues et séparatistes furent mises à l'index, et ce fut seulement dans la décennie actuelle qu'une presse quotidienne a pu s'exprimer dans une autre langue que le castillan.

Depuis des années, un tribunal militaire d'exception siège à Burgos pour juger et condamner les autonomistes basques (devenus maintenant « indépendantistes »). Le refus par le gouvernement central de Madrid d'entamer le dialogue avec les régionalistes qui réclamaient le « home-ruia », c'est-à-dire le droit de se gouverner, s'est révélé un échec total.

L'analyse tirée de l'histoire espagnole est-elle valable pour d'autres nations européennes qui passent par les déchirements provoqués par la hétérogénéité territoriale de l'époque post-impériale ?

Les mouvements centrifuges de décolonisation vont-ils s'arrêter aux frontières métropolitaines de la France, de l'Angleterre, par exemple ? Peut-être, mais il faut admettre que, depuis que l'Angleterre a perdu ses colonies, elle a connu la renaissance des nationalistes écossais et gallois.

Et en France ? Est-ce un hasard si le mouvement de libération a de la Bretagne a pris ce nouvel essor depuis quelques années ? Il est vrai que la Catalogne française et la Pays basque français sont relativement calmes ; mais cette situation peut s'expliquer par le fait que ni catalans ni Basques ne veulent lutter sur deux fronts à la fois.

Le centralisme qui domine la pensée administrative de la nation espagnole et de la nation française a une raison profonde,

## Le carnet des ambassades

- A l'occasion du trentième anniversaire de la République démocratique du Vietnam, l'ambassadeur de la R.D.V. et Mme Vo Van Sung ont donné une réception le 2 septembre.
- M. Omar Essi Mohamed, chargé d'affaires à l'ambassade de la République arabe libyenne, a offert une réception, le 3 septembre, à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution du 1<sup>er</sup> septembre.
- L'ambassadeur du Canada et Mme Léa Cadieux ont donné une réception, le 4 septembre, à l'occasion de leur départ.
- A l'occasion de la fête nationale de la République populaire de Bulgarie, a offert une réception, le 9 septembre, dans les salons de l'ambassade.
- A l'occasion de la fête nationale des Républiques centraméricaines, l'ambassadeur du Nicaragua et Mme Julio Quintana Villanueva, l'ambassadeur du Guatemala et Mme Salvador Ortegá, l'ambassadeur d'El Salvador et Mme Arrieta Perales, l'ambassadeur du Costa-Rica et Mme Dolores Sanchez ont donné une réception le 15 septembre.
- M. Mirko Zaric, conseiller de presse près l'ambassade de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a offert un cocktail le 15 septembre.

- M. Ok Sakun, chef de la mission du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, a organisé le 16 septembre, une projection de film sur le nouveau Kampuchéa « Un peuple héroïque », placée sous la présidence de M. Jeng Sary, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères près la présidence du conseil des ministres du GRUNU.
- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Mexique et Mme Carlos Fuentes ont offert une réception le 16 septembre.


## Nécrologie

● Le poète Saint-John Perse, Prix Nobel de littérature 1960 et, sous son vrai nom, Alexis Saint-Leger Lévesque, ambassadeur de France, est décédé le 20 septembre dans sa maison de Glens (Var).

(Communiqué)  
Découvrez un grand CHATEAUNEUF DU PAPE VIEUX A UN PRIX JEUNE en écrivant directement au DOMAINE DE BEAUCASTEL 84350 COURTHEZON B&T. « M.D. » n° 25

Le Département des Relations Internationales de Citroën

Champs-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,



CITROËN CX

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

**CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A.**  
TÉLÉPHONE : CITROËN-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.78

CITROËN

سازمان چاپ و نشر

# DU PACTE MILITAIRE A LA SPHERE DE "PROSPERITE" CAPITALISTE EN ASIE DU SUD-EST

## La dissolution de l'OTASE

Par PHILIPPE PONS

L'ORGANISATION du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) a virtuellement cessé d'exister le 24 septembre. Estimant que l'alliance avait rempli sa mission, les représentants des six pays membres (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thaïlande), réunis à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, ont en effet décidé que l'Organisation, mise en place il y a deux décennies par les Etats-Unis pour « constater la poussée communiste dans la région », devait être progressivement dissoute au cours des deux années à venir. Certaines activités de l'alliance, notamment celles qui ont un caractère technique et économique, seront transférées à d'autres organisations bilatérales ou multinationales.

L'issue de la seconde guerre d'Indochine a certes vidé de sa substance une organisation née au lendemain de l'effondrement français dans la péninsule. Mais il serait faux de penser, bien que l'opinion commune le fasse, que la dissolution de l'OTASE reflète un changement décisif de la stratégie occidentale — au demeurant d'essence américaine — dans cette partie du monde.

Créée à Manille le 8 septembre 1954, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est porte la marque d'une époque dominée par la pactomanie de John Foster Dulles, alors chef de la diplomatie américaine, et la volonté

de Washington de « contenir » (contain) les forces socialistes. Il s'agit alors de circonscrire le communisme au Vietnam du Nord, considéré comme « perdu », et à la Chine. En dépit de son nom, l'OTASE est une alliance essentiellement conçue par les Occidentaux à leur profit. D'une manière significative, d'ailleurs, les pays asiatiques qui y adhèrent sont tous, à des degrés divers, dépendants des Etats-Unis. Les motivations des signataires « blancs » ne sont pas concordantes mais toutes empreintes des inquiétudes engendrées par les accords de Genève qui ont consacré la fin de l'empire colonial français en Asie. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, déjà dans le giron américain après la signature du traité de l'ANZUS, ne sont strictement pas opposées à un nouveau pacte anti-communiste. La Grande-Bretagne, réticente avant la signature des accords de Genève mais inquiète d'une éventuelle coalition révolutionnaire en Malaisie et à Singapour, souscrit aussi au projet. La France de M. de Gaulle, qui s'est toujours opposé à l'internationalisation du conflit indochinois, se rallie ainsi à la conception d'une défense collective. Paris, qui a dû capituler devant Ho Chi Minh, n'en conserve pas moins l'espoir de maintenir ses positions au Vietnam du Sud, au Laos et au Cambodge. L'aide américaine lui paraît alors indispensable pour cette entre-

prise. Mais le conflit indochinois va clairement montrer que le type d'intervention écosystème et vainc pratiqué par les Etats-Unis, en invoquant constamment l'OTASE, est périmé. L'opinion publique américaine tolère mal désormais le sacrifice de la vie de « boys » dans des guerres

ministères des affaires étrangères des pays membres soutient cette proposition, sous la France. En mai 1962, Wellington, Canberra, Londres et Washington dépêchèrent sur le Mékong des unités qui, en fait, n'intervièrent pas. L'affaire laotienne est importante car elle dévoile l'inefficacité et, partant, la véritable nature du traité de Manille. D'une part, il apparaît clairement que les intentions du pacte sont en désaccord (la querelle entre Washington et Paris le prouve); d'autre part, et surtout, elle révèle que les Etats-Unis entendent entrer en scène sans s'embarasser des réactions de leurs autres partenaires, même occidentaux. L'OTASE n'avait pas de « moteur »; les Américains ont rapidement pallié cette défaillance: les traités sont oubliés, Washington intervient quand bon lui semble. A partir du printemps 1964, les raids aériens américains, d'abord sur le Laos puis sur toute l'Indochine, vont se succéder pour cesser le jour où Washington décidera de se retirer. La France, en désaccord avec la stratégie américaine, devait renoncer à participer aux activités de l'OTASE en 1967 et arrêta toute contribution financière en 1974. De son côté, le Pakistan quitte l'Organisation en 1972.

L'OTASE apparaît alors comme une simple articulation entre la pérennité purement coloniale et celle de l'intervention et de l'extension de la présence des Etats-Unis dans la zone. Au départ, les anciens colonisateurs (la Grande-Bretagne et la France) s'allient aux Etats-Unis pour essayer de préserver des bribes de leur empire. La France croit pouvoir maintenir sa présence dans une partie de l'Indochine et, pour Londres, il n'est pas encore question de retirer ses troupes à l'est du canal de Suez. Rapidement cependant, l'OTASE, qui n'a d'autre force d'intervention que celle des Etats-Unis, devient « tout au plus », comme le note M. Kissinger, « une base juridique pour des opérations essentiellement bilatérales » (2). Et, en fait, Washington invoquera le traité de Manille pour « justifier » l'intervention au Vietnam (3). Dans d'autres occasions, les Etats-Unis ne feront aucun cas du traité; notamment en signant avec la Thaïlande en 1965 un « engagement secret ». Tout porte à croire que les autres alliés n'ont été ni consultés ni informés de l'existence de cet accord.

Le faitage est conscient que la liberté des capitaux ne va pas apporter une réponse « définitive » à la subversion, mais qu'elle n'en a pas moins des conséquences stratégiques importantes. En encourageant un accroissement des échanges entre les pays du Pacifique (en cela le Japon et l'Australie peuvent jouer des rôles importants) et en facilitant l'industrialisation des pays du Sud-Est asiatique, les Etats-Unis renforcent leur dépendance à l'égard du marché capitaliste et les rendent plus que jamais tributaires de la « libre » circulation sur les mers, dont les Américains ont la clef. Pour Washington, en investissant dans la région, Tokyo, et dans une moindre mesure les pays européens, accélèrent l'insertion des sociétés concernées dans la sphère de « prospérité » capitaliste et, partant, accroissent leur vulnérabilité aux sanctions économiques (4). Dans cette perspective, le renforcement des liens économiques au sein de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, ne constitue en rien cette stratégie. L'aide et le commerce sont désormais les leviers fondamentaux de la stratégie américaine, la force militaire demeurant l'ultime sanction, avec bien entendu des ripostes intermédiaires pour faire face aux révolutions.

Les nouveaux mécanismes mis en

place par Washington ont en outre l'avantage de permettre aux poussées nationalistes — de Manille ou de Bangkok notamment — de se manifester. Membres de l'OTASE, les Philippines et la Thaïlande ont, ces derniers mois (5) clamé qu'il fallait dissoudre cette alliance. Ce qui leur est donné aujourd'hui n'est qu'une satisfaction sans portée réelle. Manille et Bangkok peuvent sans doute faire valoir auprès de leur opinion publique une volonté d'indépendance. L'OTASE disparaît certes, mais jamais les Philippines n'ont autant dépendu des capitaux étrangers et jamais la Thaïlande n'a autant redouté que des troubles ne dissuadent les investisseurs étrangers.

L'alliance entre des régimes de droite, à quelques nuances nationales près, et les intérêts étrangers semble un gage de stabilité. Mais le calcul pourrait être erroné à plus long terme. En vingt-cinq ans d'intervention en Asie, il semble que les Américains n'ont rien appris. Ce que le traité de Manille baptisait « subversion communiste » demeure, avec la même formulation, le mal qui doit être détruit sans sommation. Personne à Washington ne semble comprendre que les peuples asiatiques ne pourront pas accepter éternellement l'écart croissant entre ville et campagne, entre un secteur industriel tourné vers l'exportation et une économie traditionnelle stagnante; que ceux qui se révoltent aspirent simplement à une vie d'homme et veulent, à tort ou à raison, dans le « communisme » le seul moyen d'y parvenir.

(1) Cité par Jacques Deconroy dans *l'Asie du Sud-Est*, Coederman, Paris, 1967.  
(2) Henry Kissinger, *Pour une nouvelle politique étrangère américaine*, Fayard, Paris, 1971.  
(3) Point de vue développé par M. Dean Rusk devant le Sénat américain le 19 février 1965 (voir le *Monde* du 21 février).  
(4) Cf. l'article de Michael T. Klare dans *le Monde diplomatique* de septembre 1973 et le Japon et l'Asie, F. H. Fons, *Structure et développement*, n° 1, trimestre 1973.  
(5) La Thaïlande demandait la dissolution de l'OTASE depuis trois ans.

### Un traité sans substance

FACE au bloc sino-nord-vietnamien, Foster Dulles aurait voulu créer une réplique de l'OTAN. L'OTASE n'en fut qu'un pâle reflet, puisque aux termes du traité chaque membre devait définir souverainement la nature de l'action à entreprendre et pour faire face au danger commun. Aucune clause ne stipulait d'engagement automatique. De toute façon, l'OTASE ne disposait pas de troupes organisées sous un commandement unique comme l'OTAN. Peu de temps après sa création, un observateur devait d'ailleurs déclarer à Bangkok: « Nous venons de construire une voiture avec une forte carrosserie, mais sans moteur » (1). Dépourvu de mécanismes militaires collectifs, l'OTASE va se heurter en outre à un type de guerre « subversive » qui rend d'autant plus ambiguë la définition des conditions d'intervention.

Tous ces facteurs vont vite faire apparaître le manque de substance du

traité de Manille. L'évolution de la situation internationale, notamment la division du camp socialiste qui rend caduques les analyses de Dulles, et le nouvel embarras en Indochine, que l'écrasante intervention américaine ne parvient pas à juguler, y ont contribué. Mais plus profondément il s'est rapidement révélé que l'OTASE ne pouvait jouer aucun rôle dans les querelles qui allaient éclater dans la région. Le traité de l'Asie du Sud-Est n'a pu être évocé ni lors de la tension entre le Cambodge et la Thaïlande ni dans l'affaire de la Nouvelle-Guinée occidentale, ni lors de la confrontation entre l'Indonésie et la Malaisie ou le conflit entre Kuala-Lumpur et Manille à propos de Sabah. La seule intervention de l'OTASE concerna le Laos en 1962. Alors que le Pathet-Lao poursuivait son offensive, M. Dean Rusk demanda une action conjointe de l'OTASE dès mars 1961: tous les

## CHINE

### Un mouvement d'étude de la dictature du prolétariat

# Contre les résurgences bourgeoises, la lutte des classes continue

UNE campagne révolutionnaire a pris naissance en Chine au mois de février: le mouvement d'étude de la dictature du prolétariat. Elle prolonge la critique de Lin Piao et de Confucius qui a occupé les trois années précédentes. A moins de deux mois du dixième anniversaire du déclenchement de la révolution culturelle, la politique intérieure chinoise reste marquée par un inlassable esprit militant.

Le mouvement actuel souligne l'importance de l'étude théorique et de la lecture des classiques du marxisme, mais ses implications pratiques sont nombreuses. Elles touchent aux domaines de la politique, de l'économie et de la culture. Pourquoi faut-il que les Chinois étudient la théorie de la dictature du prolétariat? Parce que, semble-t-il, le parti demeure tributaire par l'histoire Lin Piao, qui le sacra le 11 y a cinq ans, et dont les remous n'ont cessé de se faire entendre. L'ex-marchal, aujourd'hui décrit comme un « révisionniste contre-révolutionnaire », s'était élevé au rang de vice-président du parti. Or, selon la presse de Pékin, il s'en fallut de peu qu'en 1970 se conjurât l'aboutissement au renversement du régime. Lin Piao fut donc d'autant plus dangereux qu'il avait su habilement cacher son jeu. A l'avenir, pour tenir en échec semblables manœuvres, il importe de savoir distinguer le « vrai » mardame du « faux ». Comme la théorie de la dictature du prolétariat est au cœur du marxisme, il est nécessaire d'en avoir une connaissance approfondie. De plus, selon les communistes chinois, sont d'authentiques marxistes ceux-là seuls qui admettent que la dictature du prolétariat doit s'exercer intégralement.

L'accent mis sur l'adversaire pourrait induire que la presse prépare la population à l'adoption de nouvelles mesures radicales. Le rôle directeur du parti communiste sera vraisemblablement réaffirmé dans les milieux culturels. C'est là en effet que les intellectuels exercent l'essentiel de leurs activités et c'est dans leurs rangs que les influences idéologiques — celles du marxisme comme celles du révisionnisme — s'exercent avec ampleur et raffinement. Tout récemment le pays a été invité à la critique du célèbre roman du quinquième siècle *Le roman de l'eau*, car trop de Chinois obéissent qu'il porte le marque de l'idéologie féodale et que certains personnages sont politiquement ambigus.

D'autres indications tendent à montrer que le système des salaires et plus généralement les normes de répartition sont contestés et pourraient être modifiés. Cela découle de la conception du socialisme et de l'Etat en vigueur à Pékin.

Un article du *Drapeau rouge* de mars, intitulé: « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », en donne une présentation élaborée (1). Il porte la signature de Tchong Tchouen-kiao, membre du bureau politique, qui fut un des dirigeants de la révolution culturelle à Chenghai. La lecture de cet article, d'une rigueur et d'une clarté rare dans la presse chinoise, est indispensable à la compréhension du mouvement en cours.

Ce texte analyse sans complaisance la situation des classes et les luttes de classes dans la Chine actuelle, car l'instauration du socialisme ne supprime pas l'opposition du prolétariat et de la bourgeoisie. Elle ouvre une très longue période de transition vers le communisme, où la lutte se poursuit sous des formes différentes. En effet, le prolétariat occupe désormais une position dominante, c'est-à-dire qu'il exerce sa dictature sur la bourgeoisie. Or il faut se garder de croire que la bourgeoisie ainal renversée et dominée va disparaître. Elle conserve une force idéologique sans rapport avec sa situation économique et sociale car tout le poids de la tradition joue en sa faveur. En outre, et c'est là un point capital de l'article de M. Tchong, une néo-bourgeoisie renait quotidiennement, y compris parmi les ouvriers et parmi les cadres du parti et de l'Etat. C'est là le plus grand péril. « L'embourgeoisement d'une partie des communistes et des cadres dirigeants est susceptible de nous causer la plus grande perte », affirme le texte.

Cette thèse n'est pas nouvelle, mais elle est exposée ici avec une grande netteté. Elle ouvre la voie à une analyse plus riche des bases matérielles et sociales du révisionnisme et renverse la tendance précédente à abuser des notions de complot et d'intervention étrangère. En raison de ce renouvellement constant des éléments bourgeois, la lutte des classes durera longtemps: « Même quand les prolétaires font et les bourgeois de la vieille génération seront tous devenus prolétaires, cette lutte ne finira pas et il sera encore possible que des Lin Piao prennent le pouvoir et restaurent le capitalisme », écrit l'auteur. C'est que le socialisme porte les « stigmates » du capita-

lisme, situation favorable à l'éclatement de la néo-bourgeoisie. Tchong Tchouen-kiao est fort clair: par rapport à l'ancienne société, seul le régime de propriété a changé. Tout le reste: les rapports entre les groupes sociaux, les normes de répartition, notamment, demeure dans la sphère du droit bourgeois. Le président Mao a déclaré à ce sujet: « Maintenant

Par JEAN DAUBIER

encore, on critique le système des salaires à huit salaires, la répartition selon le travail, l'échange monétaire, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. »

Le régime de la propriété socialiste lui-même n'est pas homogène. Il se présente sous deux formes: la propriété collective, majoritaire dans l'agriculture, et la propriété dite « du peuple entier » (nationalisée), prépondérante partout ailleurs. Il faut noter que 80% des céréales proviennent de l'économie collective. La part de la « propriété du peuple entier », c'est-à-dire ici des fermes d'Etat, est minime.

Encore faut-il distinguer les cas où cette propriété publique socialiste est de pure forme, le pouvoir réel pouvant être localisé dans un certain nombre de domaines bourgeois. L'article affirme ainsi que Lin Che-chi au Lin Piao ont, à des degrés divers, changé la nature de certaines entreprises, et toute la presse chinoise che a salué le président Mao, qui n'a pas craint d'affirmer ceci: « A en juger par ce que j'ai vu, ne disons pas dans la totalité l'écrasante majorité, mais, le 1er mars, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas aux mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières. » Comme au vu de l'histoire n'est pas, en Chine, aux chanta de victoire, et la déclaration du président, biao qu'elle date du 9 avril 1969, n'en est pas moins citée comme devant s'appliquer en tout point à la situation présente. Mao Tse-toung a également souligné le fait que le système marchand est encore en vigueur et que l'importance des catégories monétaires est prépondérante. M. Tchong en conclut pour sa part que l'infrastructure économique n'est pas consolidée tandis qu'en même temps la superstructure pro-

valent des idées et des normes bourgeois. Aussi explique-t-il qu'en ces circonstances il serait facile à des gens comme Lin Piao de restaurer le capitalisme.

Article inhabituel donc, surprenant à plus d'un titre. Il met en garde contre l'optimisme facile; le nouveau régime est fragile, instable, et sans perspective vigoureuse si la dictature ne peut lui permettre de se développer. Mais, et c'est là un point clé, il s'agit moins de réprimer (2) que d'aller vers davantage d'égalité et de briser les cloisonnements et les hiérarchies séparant cadres et techniciens, ouvriers et ingénieurs, administrateurs et administrés.

Les déclarations précises de Mao Tse-toung semblent suggérer que cet effort devra se concrétiser en matière de salaires. L'éventail déjà faible des rémunérations pourrait être réduit. Les troubles observés récemment signalés à Hanchow pourraient alors découler de revendications formulées dans ce cadre et jugées à tort ou à raison intempestives.

Le mouvement d'étude de la dictature du prolétariat, comme tous les mouvements de ce type, est systématiquement rattaché aux problèmes concrets qui se posent dans chaque entreprise industrielle et agricole et chaque administration. Ses implications sur la vie politique et économique du pays sont donc par moment sensibles. Trait caractéristique de la politique intérieure chinoise: certaines conflits sont soulevés, voire stimulés, pour amener à maturité des contradictions ou des antagonismes latents.

sent fort, n'en est pas moins savoureux. Cette métaphore, elle-même couronnée, indique, une fois décryptée, qu'il y aura dans une partie de la jeune génération un courant favorable à la hausse rapide du niveau de vie.

D'autres allusions visent l'établissement des jeunes diplômés dans les zones rurales, mesure systématiquement appliquée de la plusieurs années et qui rencontre des difficultés il y a deux ans. La presse doit alors réaffirmer avec insistance la nécessité de cet établissement.

C'est que la productivité des jeunes gens est défectueuse dans l'agriculture est faible. Les paysans avaient donc tendance à voler en eux des bouches supplémentaires à nourrir. L'hiver venu, ils les renvoyèrent dans leurs familles pour qu'ils assument cette charge, geste évidemment peu apprécié. Les intéressés étaient donc ballottés d'un endroit à l'autre et leur situation matérielle était précaire. Cela aurait même engendré une certaine délinquance dans leurs rangs, fait absolument sans précédent en Chine populaire. Ces difficultés sont éphémères aujourd'hui, mais le texte laisse penser qu'elles subsistent localement. On voit donc quelle obstacles concrets peut rencontrer la création d'une société nouvelle.

Tchong Tchouen-kiao émettait aussi les activités antisocialistes de « certains individus essentiels d'honneur et de richesses » et qui « veulent tout convertir en marchandises, même leur propre personne ». Il est difficile de savoir qui est visé par ces lignes fort étyllines. On peut cependant risquer l'hypothèse qu'il s'agit de fonctionnaires placés à des postes de responsabilité, car c'est souvent sous la couverture d'organisations officielles que se pratiquent la spéculation, la concussion et le vol, ainsi que l'indiquent d'autres allusions. Cette partie déblatérée obscure de l'article reste néanmoins assez suggestive pour faire entrevoir un grouillement de conflits, de résistances et de troubles. L'impression générale demeure toutefois que les forces les plus dynamiques de la révolution chinoise ont pris l'initiative et dominent largement la situation.

(1) Voir Pékin Information, n° 14, 7 avril 1975.  
(2) Ce qui confirme la réhabilitation d'anciens dirigeants critiqués qui se pour-mit, et la libération au mois de mars dernier de criminels de quatre ans.





# Expressions régionales

## LE TIERS-MONDE DE L'INTERIEUR

L'éveil récent des nations du tiers-monde, leur lutte prolongée contre l'impérialisme, les victoires des armées populaires, nous ont enseigné que les concepts de peuple et de culture constituent le socle de différenciation sur lequel se bâtit une pratique révolutionnaire efficace dans une lutte de libération. Serait-ce l'émergence de ces pays est, à elle seule, l'une des grandes révolutions culturelles du siècle et que c'est en leur sein que s'effectuent les changements fondamentaux de notre temps, c'est comprendre que là se situe la seule, l'authentique modernité.

Pour quelques cinéastes des peuples minoritaires de France,

ces évidences, s'ils ont pu rattacher aisément à leur propre histoire, ont été déstabilisés à la fois un choc politique et un discours filmique. En se proposant de témoigner sur la réalité et la situation de leur peuple, ils se sont trouvés d'emblée confrontés aux résistances des pouvoirs centraux, aux critiques des élites financières locales et au mépris de la capitale. Leur travail dérange, en effet, puisqu'ils donnent la parole directement, dans des films à caractère essentiellement documentaire et informatif, à la classe ouvrière et paysannaise, qui restait, par le rictus de leurs expériences ou la représentation de leurs gestes quotidiens, la mémoire perdue des luttes ouvrières et le port oublié, digne, des corps d'entretois.

Ces cinéastes révoltés — Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans, Corsais, Flamands, — tiers-mondistes de l'intérieur, sentent

qu'ils vont dans le sens de l'histoire et de leurs pays, qu'ils considèrent comme dépendants et colonisés; ils contribuent par leurs films à reconstruire, à expliciter la notion-clé de culture. Ils rejoignent ainsi la cinéaste théoricien et militant latino-américain Fernando E. Solanas, qui propose aujourd'hui comme définition dynamique du concept de culture « l'ensemble de l'activité libératrice du peuple, c'est-à-dire l'ensemble des faits et gestes qui contribuent à nous rapprocher de notre but final, d'un véritable culture décolonisée, une culture nationale et populaire permettant à l'homme de se libérer de toutes les oppressions » (1).

IGNACIO RAMONET.

(1) F.E. Solanas, « Le troisième cinéma aujourd'hui », dans Rencontres internationales pour un nouveau cinéma, n° 3, Montréal, Canada.

## Geste et parole en Occitanie

DANS le monde bouleversé où nous vivons, et en dehors des métropoles industrielles et urbaines, l'Occitanie (1) ressemble de plus en plus à un pays « colonisé », en voie de désertification, voué aux bases et aux camps militaires. Très souvent contraintes à l'exil, faute de trouver des emplois sur place, les populations occitanes vivent dans une insécurité matérielle, psychique et culturelle. Dépossédées d'elles-mêmes, ces populations se trouvent dans des situations critiques, parfois intolérables.

Et dans ce lieu privilégié de la parole qu'est l'Occitanie, reprendre possession de soi-même, retrouver son identité, sa culture, ses racines, éprouver un sentiment d'appartenance, comme le disent les Québécois, cela s'est cristallisé sous une forme originale: la chanson. Exprimant une langue vigoureuse qui passait pour un patois anachronique, les chanteurs occitans (2) ont créé tout ce qui, jusqu'aux années 60, était resté muet: l'oppression, le pillage, le sous-emploi, l'exil, les horreurs de la « croisade des Albigeois », les manifestations viticoles de 1907, les luttes actuelles. Et dans cette période opérée par la chanson, le théâtre et le cinéma se sont à leur tour frayé un chemin, comme si la parole avait précédé l'image; chemin plus difficile pour le cinéma, car il nécessite d'importants moyens matériels, qui sont concentrés dans la région parisienne.

L'existence d'un courant d'inspiration occitane est une constante du cinéma français. Rappelons seulement *Fortunio* ou *Les quatre* de G. Ronquier (1947), qui retracent la vie d'une famille paysanne du Rouergue. C'est un film-somme, la « Bible » de nombreux cinéastes, notamment du Québécois Pierre Perrault. Les tentatives de franc-tireurs comme Flichet ou Eustache étaient encore isolées. Courts et longs métrages ne cessent de se multiplier aujourd'hui, et l'on assiste au développement d'un cinéma conscient et revendicatif, qui ne cesse de cristalliser des préoccupations profondes, à déjà inspiré pas moins de dix films.

Il n'empêche que par son ampleur, le champ d'activité du cinéma occitan est pratiquement vierge. Son problème fondamental est celui des urgences. Sous forme d'urgence, les cinéastes commencent à explorer la réalité dans sa foisonnante diversité, dévoilant ce qui a été occulté par les effets d'un pouvoir centralisateur, certes, mais aussi les contradictions souvent profondes de cette réalité, afin d'en libérer les potentialités qu'on discerne ici et là. Pour cela, les cinéastes se mettent à l'écoute des êtres, de leurs problèmes, mais aussi de leurs joies et de leurs loisirs. Sans oublier les urgences, ils ne doivent pas négligemment courir après les événements.

En Occitanie le geste est intimement lié à la parole. Au cinéaste de les saisir dans leur environnement quotidien. Dès lors, à partir de repères aisément identifiables, il peut établir

une complicité, instaurer un véritable dialogue entre l'écran — ce qu'il donne à voir et à entendre — et le spectateur, en montrant aux yeux standardisés d'un cinéma corporatiste véhiculant l'idéologie dominante. Ainsi le film peut avoir une fonction d'éveil,

après avoir maîtrisé cet outil qu'est une caméra super-8 et filmé ce qu'il voyait, là où il se trouvait. Et nous connaissons par d'autres expériences aussi neuves que celle-ci. Au cœur même de l'action, y compris quand ça « chauffe », Mallet a su montrer aussi



« VILLAGES DU LAZZAC » (1974) DE PHILIPPE HAUDIQUET. Visite d'Indiens Peaux-Rouges au village de La Blaquière.

devenir un instrument d'auto-connaissance, favorisant mises en question, réévaluations, désaliénation. On peut déjà entrevoir trois directions prises par le cinéma occitan: le constat qui peut déboucher sur une mobilisation militante; le documentaire ethnographique et historique, qui rétablit la filiation présent-passé, sans pour autant mystifier le second; le film de fiction, expression de l'imaginaire.

On assiste aujourd'hui, en Occitanie, à un foisonnement de tentatives solitaires ou collectives, encore mal connues. Nous n'en citerons qu'une, en guise de conclusion provisoire, celle d'un agriculteur du Lazzac. Bricoleur, cinéaste « amateur », Léon Mallet a

l'intimité d'une maison et les danses célébrant une des victoires qui jalonnent une lutte inlassablement poursuivie depuis bientôt cinq ans. Ses protagonistes: une poignée de paysans fiers, assurés de la justice de leur cause et un pouvoir autoritaire, mais qui, pour cela même, ignore qu'il a réveillé une grande force: l'imaginaire populaire (3).

PHILIPPE HAUDIQUET.

(1) Trente départements au sud de la Loire.

(2) D'Alan Ward à Claude Marti.

(3) Pour mémoire, citer le n° 283 de la revue *Le Cinéma*, consacré au cinéma des minorités ethniques (février 1975).

## Images de la lutte des Corses

DANS Terre corse (Terre corse), Ph. Cassard cherche principalement à exalter la lutte du peuple corse pour la conquête de son autonomie politique et économique et la reconnaissance de son identité culturelle. Symboliquement, il suit les pérégrinations d'un jeune Corse débarquant, sa guitare à la main, pour finalement le rejeter et ceindre le bandeau moure.

Désireux de ne pas se substituer aux Corses, Ph. Cassard a construit le commentaire de son film en articulant certains adroits des cours donnés à la première université d'été de Corte, durant l'été 1973, et des interviews de paysans, bergers, archéologues, ethnologues, techniciens nationaux. Si le film gagne en authenticité, il y perd en clarté et surtout ne parvient pas à maîtriser l'ensemble du problème économique et politique corse.

Par de nombreux traits, il souligne cependant la colonisation de l'île par le capital étranger. Il excelle surtout dans la défense et l'affirmation de l'identité culturelle et nationale des Corses. Les premiers, au dix-huitième siècle, ils ont su accomplir une révolution bourgeoise dans leur pays, se doter d'une Constitution, instaurer le suffrage universel et la démocratie parlementaire. Tout cela leur fut volé par les Français. A la fin du film, un autonomiste, dans une longue déclaration, réaffirme le droit du peuple corse à disposer de lui-même, tandis que le commentaire célèbre la révolte des classes populaires corse désireuses de retrouver la maîtrise de leurs conditions d'existence. Cette ambition est typique de la confusion dans laquelle se débat encore la question corse. Entre la revendication autonomiste et l'accomplissement de la révolution socialiste, l'unification reste à faire.

Réalisé dans un style documentaire, le *Calva corse*, de G. Troeller et Cl. Duffarge, constitue par contre une remarquable analyse des origines économiques et sociales de la vague d'émigrations déclinée en Corse depuis plusieurs années.

Le film fait le procès de la situation de dépendance de l'île. Il montre la disparition progressive des usines, la désertification de l'intérieur, l'absence de débouchés pour les produits locaux, le chômage et l'exode massif (193-95 des jeunes). S'y ajoutent aujourd'hui

l'exploitation franchement coloniale des « pieds-noirs » riches et des grandes banques continentales. A l'aide de copistes prêts par la France et bientôt changés en dons, les « pieds-noirs » ont transformé les terres à fourrage de la plaine orientale (impropres à la production du vin) en vignobles de mauvaise qualité. La réputation du vin corse en souffre. Les bergers doivent importer la nourriture d'hiver de leurs bêtes. Les banques continuent des boisés et des prés, les villages, construits sans les Corses, des villages de vacances stéréotypés, exportent la totalité des bénéfices. Quant aux Corses, ils se voient refuser les prêts qu'ils sollicitent. Chômage massif, exode, choix d'un développement qui sacrifie l'économie indigène au profit du capital étranger, il s'agit bien d'une situation néo-coloniale.

Edmond Simeoni, leader de l'ARC, dénonce le blocus de la presse française sur les événements corse et la tactique du gouvernement français qui, incapable de résoudre les problèmes corse, laisse les actes de violence (de plus en plus nombreux et spectaculaires, tous politiques) se multiplier sans les réprimer, de crainte de voir exploser la colère populaire, cependant inévitable. Mais, au-delà de la revendication autonomiste et des postulations, il ne dit rien sur le programme de l'ARC et sur sa stratégie. Si le film n'hésite pas à montrer les contradictions internes au peuple (certains Corses ne veulent pas de l'autonomie ou aux partis d'opposition (un membre du parti communiste corse se déclare hostile à l'autonomie), il ne permet pas d'appréhender de façon réelle les organisations et les partis politiques, ni les forces sociales qu'ils regroupent. Quels intérêts exacts servent-ils? Quel type de société souhaitent-ils de leurs vœux? Un autre film reste à faire. Apparemment, l'ARC ne semble pas désirer autre chose qu'une seconde révolution bourgeoise en Corse.

La Colère corse s'achève sur le spectacle du peuple, mais surtout de bourgeois et de petits-bourgeois, armés et prêts pour un affrontement, dont le film, en 1974, était ainsi prémoniteur. Mais la violence, même armée, ne suffit pas à faire la révolution.

DANIEL SERCEAU.

## Révolte économique et culturelle en Bretagne

LE refus de prendre en considération la réalité sociale et les aspirations culturelles des régions constitue l'une des larves les plus marquantes d'un cinéma français pour qui le plus souvent escamoteur rime avec persilisme (ou alors avec exotisme). Mais depuis quelques années, des militants dont l'action se situe généralement dans la lignée de mai

1968 ont entrepris de tourner des films qui rendent compte de la spécificité bretonne. Il semble aujourd'hui que la Bretagne soit, avec l'Occitanie, l'une des provinces à revendiquer avec le plus d'égards son originalité dans le domaine du cinéma asepté.

Ces faisant, ses nouveaux cinéastes rencontrent avec un tradito antique. En effet, c'est en 1934 qu'aurait été tourné le premier film parlant 100 % breton: *Chanson d'Armor*, de Jean Epstein (1). Outre les courts métrages que ce metteur en scène réalisa en Bretagne, par ailleurs, (films terres, etc.), on relève aussi des films de Jean Grémillon qui, dès 1929, tournait *Tour au large*, à Groix; deux ans plus tard, *Guérande de pierre*, à Saint-Guilhem; puis, en 1939, *Rismorques*; en 1943 *Pâtés blancs* et, en 1953, *l'Amour d'une femme*.

Mais cette ramonée aux sources amène à se poser le problème du « bretonnisme » au cinéma. Suffit-il qu'un cinéaste aille planter sa caméra dans des décors bretons à situer ses personnages en Bretagne, fût-ce avec talent et amour, pour qu'il puisse être qualifié de « cinéaste breton »?

On n'était pas fâché du Breton Henri Caouette, qui fonda la maison de production Britta-Films pour financer la réalisation de films authentiquement « nationaux », tels les *Mystères de Folgoët* et *l'Enfance de Théodore Botrel*.

Outre l'origine ethnique du cinéaste, deux traits majeurs semblent déterminer le caractère breton des films qui sont tournés en Bretagne aujourd'hui: la dénonciation d'une oppression qui est simultanément économique et culturelle et l'exaltation des luttes de résistance qui sont menées dans divers contextes. A cet égard, les courts métrages *Gomons*, de Yannick Bellon (1949), et *Un homme est mort*, de René Vautier (1951), peuvent sans doute

être considérés comme les « ancêtres » les plus directs des films contemporains: le premier décrit l'abrutissement idéologique de quelques habitants d'Ouessant, le second raconta la mort du gréviste Edouard Mazé à Brest, tué par les G.R.S.

Mais c'est 1972 qui est la date de naissance du cinéma breton d'aujourd'hui, dont le destin repose fondamentalement sur plusieurs collectifs de réalisation, qui se veulent au service des luttes populaires sur tous les fronts: « *Tout à Bann* » (dont le nom, qui signifie « casse-tête », était le cri de guerre des Bonnets rouges en 1783), le groupe Celluloïd (2) de Brest, l'Unité de production cinéma Bretagne (3) etc.

A coup de caméra super-8 Torr e Benn a entraîné jusqu'ici de briser le crâne de tous ceux qui, en un litre ou un autre, exploitent la Bretagne: la direction de l'usine du Joint française en grève, celle de l'usine des kaolins de Plomél, les cumarides d'Orvault, l'Education nationale, qui rend impossible la Vie dans un C.E.T. et les occupants de terrains (*Guerra: les Lempedaires du coin du pont et les touris noirs*). L'U.P.C.B., par le canal de René Vautier, donne dans *Transmission d'expérience ouvrière* le parole aux ouvriers d'Hennebont pour qu'ils expliquent aux travailleurs de Lip comment éviter certaines erreurs. A ce combat, participent parfois des « étrangers », comme le Front paysan de l'université de Vincennes, qui a tourné *la Guerre du lait*, en 1972; le groupe vidéo Les Cent Fleurs qui rend hommage à Ceux du Pedervec (grévistes actifs d'une petite usine d'abattage de poulets), ou Philippe Cascard qui, avant d'écouter la Tarra corse, avait décrit le déclin d'une ferme bretonne dans *77 Pr* (la Maison de boue), dont le commentaire est dit en breton par Alan Stivel.

Parce qu'ils se déroulent dans le pays, ces films témoignent, à leur façon, de la combativité des Bretons mais ils ne se distinguent pas en profondeur de ceux qui rendent compte de luttes analogues dans d'autres régions de l'Hexagone.

Le premier long métrage à poser formellement la question bretonne dans le cadre mais sans par-delà le cadre de la lutte des classes fut *la Folie de Touffans*, de René Vautier et Nicole Le Garrec, qui, sorti commercialement en 1974, relate la prise de conscience d'un intellectuel breton qu'on avait envoyé dispenser la culture française en Tunisie pendant le guerre d'Algérie. Les auteurs esquissent un parallèle entre les colons de l'extérieur et ceux qu'ils appellent « les colonisés de l'intérieur »: à travers le héros positif qu'incarne le chanteur Jean Servat, ils appellent directement les Bretons à secouer, leur apathie et à se révolter contre l'oppression spécifique qu'ils subissent de la part de l'Etat français. Sans préconiser, semble-t-il, le séparatisme, ils militent pour une réhabilitation de la Bretagne sur divers plans, et notamment sur le plan historique: ils proposent d'allonger un long métrage intitulé *le Drapeau rouge sur le crachoir* pour la tricontinentale de l'insurrection des Bonnets rouges, chantée déjà par Paul Kellergans dans sa pièce de théâtre.

Cette voie sera-t-elle suivie? Le développement d'un cinéma breton serait certainement bénéfique à l'éclatement d'un cinéma français véritablement national et populaire.

GUY HENNEBELLE.

(1) Cf. l'article documenté de Philippe Cassard dans *Le Monde Diplomatique*, n° 283 (février 1975).

(2) Cf. l'interview du groupe Celluloïd dans les *Cahiers du cinéma*, n° 257.

(3) Cf. l'interview de René Vautier dans *Écran*, n° 30 et 31.

**POUR DES PROJECTIONS DÉBATS**

**Bretagne :**

- *La Folie de Touffans* (1974). Réalisation: R. Vautier et N. Le Garrec. Transmission d'expérience ouvrière (1975). Réalisation: René Vautier.
- DIFFUSION: Unité de production Cinéma Bretagne, 35, rue Singer, Paris. Tél.: 234-74-24.
- *Guerra: les Lempedaires et les Foyers noirs*. Réal.: Groupe AFIC.
- *Le Joint français*. Réal.: Groupe AFIC.
- DIFFUSION: Cinéma libre G/O Coopert, 22, rue du Faubourg-du-Temple, Paris. Tél.: 335-55-55.

On peut également trouver les films bretons suivants: *77 Pr* (la Maison de boue), de Philippe Cassard; *Bleus Bruns, le Meilleur de nos jeunesse*, *le Mystère de Folgoët*, *la Compagnie de Morissac*, de Henry Caouette, ainsi que des montages audio-visuels à la « Financière Bretonne Vreil » (Cinéma médiatique bretonne), de création récente. Adresse: 14, rue Guy-Thomas, 75017 Paris. Tél.: 323-37-04.

**Corse :**

- *Terre corse* (1973). 35 mm, couleurs, le mm. Réalisation et diffusion: Philippe Cassard, 49, rue Elzévir, 75010 Paris.
- *Le Calva corse* (1974). Réalisation: G. Troeller et Cl. Duffarge, 43 mm, couleurs, le mm. • DIFFUSION: Claude Duffarge, 53, rue Maistre, 75019 Paris.

**Occitanie :**

- *Luberon Mars 70* (1970). Réal.: H. Molina. 15 mm, noir et blanc, 16 mm.
- *Tocant l'Arrière* (1971). Réal.: H. Molina. 22 mm, couleurs, 16 mm.
- *Opération Forêt ouverte* (1972). Réal.: J.-P. Bessières et S. Rosenberg. 20 mm, couleurs, 16 mm.
- *Complexes* (1972). Réal.: H. Molina. 35 mm, noir et blanc, 16 mm.
- DIFFUSION: Henry Molina, 26, rue Pigot, 75014 Paris.
- *Transhumances dans le Luberon* (1970). Réal.: Ph. Haudiquet. 20 mm, couleurs, 16 mm.
- *Gardarem lo Lazzac* (1974). Réal.: D. Durantin, Ph. Haudiquet-L. Lary. 35 mm, couleurs, 16 mm.
- *Apparus de Carpentras*. Réal.: J. Ariaud et R. Guittrey (1974). 70 mm, couleurs, 16 mm.
- *Réponses à un attentat* (1975). Réal.: Ph. Haudiquet. 19 mm, noir et blanc, 16 mm.
- *Proditiv: pour Jeter* (1975). Réal.: collectif « Cinéma Occitan ». 30 mm, noir et blanc, 16 mm.
- DIFFUSION: Copra-Films, 12, rue Durantin, 75016 Paris. Tél.: 253-24-52.

Pour des renseignements plus précis sur le cinéma occitan, s'adresser à la revue *CINOC* (Cahiers du cinéma breton), Directeur: Daniel Bernard, b.d. Le Parc des Bosses, avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier.

# Deux communautés économiques pour l'Afrique de l'Ouest

## LE TRAITÉ DE LAGOS EFFACE LE CLIVAGE ENTRE PAYS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES

LES années récentes ont vu se précéder les efforts pour réaménager l'espace économique de l'Afrique de l'Ouest. Dans une première phase, cette action a surtout intéressé les pays francophones, avec la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.). Il y a déjà trois ans (1). L'accord signé à Lagos le 28 mai 1975 va plus loin, puisqu'il constitue la première grande réalisation faisant éclater le clivage entre pays anglophones et francophones. Il est donc intéressant de connaître les principales caractéristiques de cette Communauté économique des

Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.). Il est sans doute plus délicat de se faire une idée de sa portée exacte. En effet, les conditions d'une véritable intégration économique ne sont pas encore remplies dans cette partie du continent, où les économies sont plus concurrentes que complémentaires. De plus, la réussite ou l'échec dépendent de conditions politiques propres à chaque pays ou liées à leur volonté différente d'accepter l'intégration. De ce point de vue, il est permis de s'interroger sur les relations qui pourront exister entre le C.E.D.E.A.O. et sa devancière, le C.E.A.O.

Par MARC PENQUIL \*

divergences sont profondes entre des économies libérales, largement ouvertes sur l'extérieur, et des économies qui ont nationalisé l'essentiel de leurs activités de production et de commercialisation. Les modalités de l'harmonisation des politiques paraissent difficiles à trouver entre des pays où la production agricole est organisée par l'Etat et d'autres où la liberté de l'exploitant est plus grande. On voit assez mal comment la Côte-d'Ivoire pourrait renoncer à la création d'industries financées par l'extérieur, ni comment la Guinée, le Mali ou la Haute-Volta pourront attirer d'importants flux d'investissements privés étrangers.

L'inégalité de poids des diverses économies est, d'autre part, criante. Par sa population, le Nigeria est plus important que l'ensemble des autres Etats membres. Ses richesses sont considérables, mais mal réparties. A population égale, la Côte-d'Ivoire a un volume d'exportations vingt fois supérieur à celui de la Haute-Volta ou du Mali. De même, les écarts au niveau du produit national brut sont

pays voisins ne dépendront pas de variations des droits de douane, mais bien de l'adaptation quantitative et qualitative de leurs productions aux besoins de ces pays : cela est particulièrement évident pour les exportations de bétail de la Haute-Volta.

On peut objecter à juste titre que ces observations sont applicables au commerce actuel, centré sur des matières premières non transformées, mais que le problème réel est celui des échanges de produits industriels élaborés. Echanges aujourd'hui presque inexistantes, si l'on excepte quelques exportations du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire. L'obstacle douanier est-il ici encore déterminant ? Les pays de l'Afrique de l'Ouest nous présentent un modèle d'industrialisation qui est partout à peu près identique : industries à technologie assez simple, fournissant des produits pouvant se substituer à des importations antérieures et ne nécessitant pas une production en très grande quantité pour être rentable. Il s'agit souvent de marchandises pour lesquelles le coût de transport par rapport à la valeur du produit constitue déjà une protection importante, ou de biens fabriqués avec des matières premières locales. A ces industries viennent s'ajouter ensuite des unités de montage et, très exceptionnellement, des industries plus complexes. L'abaissement des droits de douane peut ici jouer dans le sens d'un certain élargissement du marché, qui peut être un élément favorable pour l'industrialisation, il ne faut pourtant pas oublier que l'impact des droits de douane n'est pas toujours l'élément déterminant ; l'absence d'un moyen de transport ou leur coût très élevés, la faiblesse des revenus moné-

taires, la dépendance des réseaux de commercialisation vis-à-vis de l'extérieur sont des éléments sans doute beaucoup plus importants.

D'autre part, le problème n'est pas d'aménager la structure industrielle existante mais de franchir une nouvelle étape en implantant en Afrique de l'Ouest des industries qui n'y existent pas encore, mais qui peuvent se justifier dans l'optique d'un marché élargi. La politique douanière devient alors une condition nécessaire pour une industrialisation de ce type, mais ce n'est pas une condition suffisante. On peut même penser qu'avec ce type d'industries les vrais problèmes vont se poser : origine des capitaux, qualification de la main-d'œuvre, choix des technologies, localisation qui dépendra en grande partie de la volonté des investisseurs de capitaux. Dans tous ces domaines, tout reste à faire, parce que le traité de Lagos n'apporte aucune ébauche de solution et ne pouvait sans doute pas le faire. Les rapports de force et les choix de politique générale joueront dès lors un rôle essentiel dans la future réalité industrielle. A ce jeu le Nigeria et dans une moindre mesure la Côte-d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal ont certainement beaucoup plus à gagner que la Guinée (même réconciliée) ou la Haute-Volta. On ne saurait trop y insister : le traité de Lagos ne résout rien ; il peut simplement permettre d'ouvrir dans le sens d'un développement plus cohérent et peut-être plus juste un Afrique de l'Ouest, et cela à condition que chacun le souhaite, il est probable que des antagonismes d'intérêts apparaîtront assez vite. L'opposition entre le C.E.A.O. et le C.E.D.E.A.O. en est déjà un exemple.

### Les objectifs de la C.E.D.E.A.O.

D'UNE manière assez curieuse et peut-être symbolique, le C.E.D.E.A.O. est dû à l'initiative conjointe de deux pays, le Nigeria et le Togo : le plus grand et le plus peuplé des pays anglophones avec l'un des plus petits et des moins peuplés parmi les pays francophones de la zone. Les négociations, qui ont duré près de dix-huit mois et ont intéressé avec celles qui devaient aboutir à l'accord de Lomé avec le C.E.E., ont permis d'établir un traité signé par quinze Etats : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra-Leone et Togo.

Du point de vue économique, les dispositions du traité peuvent être regroupées en deux grandes catégories ; les unes visant à la constitution d'un marché commun (articles 12 à 27), les autres à la réalisation d'une certaine intégration économique (articles 28 à 52).

Dans une première étape par progressive mise en place d'une zone de libre-échange, aménagée en véritable marché commun au terme d'une période transitoire de quinze ans. La mise en œuvre de cette politique est assurée par les diverses institutions de la Communauté, le traité semblant accorder un rôle essentiel au conseil des ministres et à la commission du commerce. Cependant, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunit au moins une fois par an, reste le principal organe de la Communauté. Elle peut en particulier décider d'accélérer le rythme de réalisation des mesures d'harmonisation. Un point essentiel n'est cependant pas été explicitement tranché par le traité : celui des majorités requises, tant au niveau de la conférence qu'à celui du conseil des ministres.

La mise en place de la politique commune s'articule autour de trois axes principaux :

— L'échange d'informations : Les Etats membres s'engagent notamment à se communiquer des informations relatives à leurs grands projets industriels. Ils peuvent également entreprendre des recherches communes en vue de la mise en œuvre de projets industriels inter-Etats.

— L'harmonisation des politiques : Cette harmonisation devrait être importante dans les divers secteurs productifs. Dans le domaine industriel, elle vise à éviter l'application de mesures divergentes pour la stimulation des investissements ; elle devrait se retrouver au niveau des plans de développement et permettre de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Un effort identique est proposé dans le domaine agricole, bien que le traité reste ici assez vague. Le même thème réapparaît à propos de la politique monétaire financière. Ici, la coopération sera assurée en particulier par la création d'un comité des banques centrales de l'Afrique

### Les quinze signataires

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population	Densité	P.N.B. par tête en \$	P.N.B. total en millions de \$
Côte-d'Ivoire	322 463	5 100 000	19	300	1 528
Dahomey	112 622	2 700 000	24	90	240
Gambie	11 291	300 000	27	110	40
Ghana	233 557	9 200 000	39	300	2 640
Guinée	283 537	3 900 000	16	120	468
Guinée-Bissau	32 125	550 000	15	250	138
Haute-Volta	274 200	5 500 000	20	80	440
Libéria	111 369	1 500 000	14	240	378
Mali	1 240 000	10 000 000	8	100	1 000
Mauritanie	1 030 789	1 150 000	1	150	178
Niger	1 267 000	4 000 000	3	90	360
Nigeria	353 705	100 000 000	271	110	11 000
Sénégal	196 192	3 900 000	20	230	878
Sierra-Leone	71 740	2 550 000	35	190	478
Togo	56 000	1 850 000	33	140	261

de techniciens à la mise en œuvre de projets industriels communs. En agriculture, c'est à la fois une politique de formation et de recyclage et une véritable politique agricole commune qui sont préconisées.

En matière monétaire, le traité fait référence à la création d'un système bilatéral — puis multilatéral — de règlement des paiements entre les Etats membres et évoque des mesures destinées à assurer la libre circulation des capitaux et à harmoniser les taux d'intérêt. Cependant la mesure la plus significative est sans doute la création d'un Fonds de coopération, de compensation et de développement. Ce Fonds a un financement très souple et assez mal déterminé : « Contributions des Etats membres, revenus des entreprises de la Communauté, recettes provenant de sources multilatérales et bilatérales, ainsi que d'autres sources étrangères, subventions et contributions de toute sorte et de toute origine ». Il paraît difficile d'être plus accueillant... Ces ressources doivent servir soit au financement de projets communs, soit à l'indemnisation des Etats qui subiraient des pertes par suite de l'implantation d'entreprises communes ou en raison du jeu du traité, soit à garantir les investissements étrangers, soit à aider les Etats les moins développés.

L'Afrique de l'Ouest a-t-elle amorcé ainsi un tournant décisif et irréversible dans la voie de l'intégration économique ? Sans nier l'intérêt et la portée de l'accord de Lagos, il est difficile de ne pas manifester certaines réserves.

Importants. Ils sont de l'ordre de un à six pour le produit par tête entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre. Or, en règle générale, les pays les plus riches ont aussi ceux qui connaissent les taux de croissance annuels les plus élevés. Il y a, à l'intérieur même du continent africain, une dynamique de l'inégalité. Non plus, le problème de développement est très différent dans des pays où le premier impératif paraît être la survie par un accroissement des subsistances et dans des régions qui assurent plus ou moins aisément la couverture des besoins vitaux et cherchent dans l'exportation les moyens de leur développement.

L'absence de complémentarité des économies de la zone tend à montrer que le problème posé à l'Afrique de l'Ouest est très différent de celui auquel ont été confrontées les nations européennes. Il ne s'agit pas en effet de coordonner des échanges préexistants, mais bien de créer ces courants d'échanges. Il n'est pas utile de chercher à coordonner les conditions de fonctionnement d'industries fortement implantées, mais de réaliser un aménagement des politiques d'implantation d'industries nouvelles.

En effet, il ne faut jamais perdre de vue la nature des échanges commerciaux entre les pays africains. Ils sont actuellement de deux types : pour certains pays, ces échanges sont extrêmement limités. Les exportations vers d'autres pays africains représentent moins de 10% des exportations totales pour la Côte-d'Ivoire, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, le Togo, le Ghana, le Libéria, le Nigeria et la Sierra-Leone. Comme le commerce africain de ces pays est limité dans sa portée géographique, on voit le faible impact que d'avoir la politique douanière proposée. En dehors des produits de l'élevage, le commerce interafricain des produits vivriers reste en effet très limité ; cela se comprend d'autant mieux que ce commerce est également limité à l'intérieur du territoire national lui-même. Quant aux produits exportables, ils ne font généralement l'objet que d'une consommation réduite en Afrique. La politique douanière ne pourrait donc avoir un véritable impact sur le commerce que dans la mesure où une certaine reconversion des activités productives (et peut-être des habitudes de consommation) serait réalisée, en particulier sur le plan agricole. Dans le domaine industriel, la politique douanière ne peut être que le complément naturel d'une politique d'harmonisation dans l'implantation des industries nouvelles, de manière à assurer à celles-ci un débouché régional.

La situation est cependant différente aujourd'hui pour un petit nombre de pays qui ont un commerce intra-africain important. C'est ainsi que la Haute-Volta réalise près de 30% de ses échanges auprès des pays africains voisins et leur vend la moitié de ses exportations. Si les pourcentages sont moins élevés au Dahomey, ils restent très supérieurs à ceux enregistrés dans le premier groupe. Il est certain cependant que les pourcentages sont importants, le poids réel du commerce extérieur de ces deux pays est très réduit. Leurs exportations vers les

### Les limites de l'intégration

Y A-T-IL opposition marquée entre les traités créant les deux communautés ou s'agit-il plutôt d'un antagonisme d'intérêt ou de vues politiques ? Les oppositions entre les deux traités peuvent paraître secondaires. Certes, le déroulement dans le temps des opérations ne suit pas le même rythme. Le traité de Lagos paraît impliquer une réalisation plus rapide, mais les fourchettes retenues permettent une harmonisation. Par exemple, pour le C.E.A.O., la mise en place du tarif extérieur commun doit être réalisée au cours d'une période de douze ans maximum, alors que pour le C.E.D.E.A.O. cette mise en place se réalisera entre le huitième et la treizième année. La C.E.A.O. distingue les cas de « produits de cru », pour lesquels l'élimination des droits est totale et immédiate, et les produits industriels, pour lesquels est mise en place un régime préférentiel spécial. Mais, dans le silence des textes, rien n'empêche des solutions voisines pour les membres du C.E.A.O. Rien n'empêche dans le traité de Lagos de donner un maximum, alors que pour le C.E.A.O. cette mise en place se réalisera entre le huitième et la treizième année. La C.E.A.O. distingue les cas de « produits de cru », pour lesquels l'élimination des droits est totale et immédiate, et les produits industriels, pour lesquels est mise en place un régime préférentiel spécial. Mais, dans le silence des textes, rien n'empêche des solutions voisines pour les membres du C.E.A.O. Rien n'empêche dans le traité de Lagos de donner un maximum, alors que pour le C.E.A.O. cette mise en place se réalisera entre le huitième et la treizième année. La C.E.A.O. distingue les cas de « produits de cru », pour lesquels l'élimination des droits est totale et immédiate, et les produits industriels, pour lesquels est mise en place un régime préférentiel spécial. Mais, dans le silence des textes, rien n'empêche des solutions voisines pour les membres du C.E.A.O. Rien n'empêche dans le traité de Lagos de donner un maximum, alors que pour le C.E.A.O. cette mise en place se réalisera entre le huitième et la treizième année.

pas non plus un effet de hasard. Le rapprochement Sénégal-Côte-d'Ivoire s'est amorcé il y a quelques années. Il est le fait de chefs d'Etat dont les options et les orientations politiques se sont à l'usage révélées assez voisines, de leaders politiques d'une même génération face à de plus jeunes rivaux, de gouvernements civils face à des pouvoirs militaires, de responsables de pays ayant connu une croissance importante, selon un modèle particulier, face à d'autres pays à croissance bloquée, ou retardée, et à potentialités très inégales.

L'avenir de l'Afrique de l'Ouest, tant au plan politique qu'économique, se joue essentiellement entre quatre pays qui sont seuls en mesure de bénéficier des structures qui se mettent en place : le Nigeria est le pays le plus peuplé et le plus puissant ; pays à bas revenu, il s'intègre aujourd'hui dans les rangs des producteurs de pétrole qui s'enrichissent. Le Sénégal et la Côte-d'Ivoire représentent deux économies qui ont réalisé à des époques différentes un certain type de croissance. Bien dirigée, la Côte-d'Ivoire poursuit la diversification de ses activités et cherche à corriger certains déséquilibres trop criants. La prospérité de son économie, de son commerce extérieur et, d'une certaine manière, de ses finances en fait un Etat important qui poursuit une politique étrangère qui n'est pas toujours conforme aux positions idéologiques du moment mais dont la portée n'est pas négligeable et qui répond aussi à une certaine vision « africaine » des relations extérieures. La Ghana, enfin, a perdu de son influence extérieure, considérable au temps de Nkrumah, mais il reste le troisième puissance économique de la zone, avec une position géographique qui en fait un trait d'union naturel entre divers pays francophones. Il y a fort à parier que l'intégration économique et la politique industrielle bénéficieront avant tout à ces pays, qui, seuls, disposent d'infrastructures importantes, qui constituent déjà des marchés non négligeables, disposent d'une certaine audience dans l'économie internationale et réunissent les conditions d'un certain type de démarrage économique.

Dans cette optique, l'opposition C.E.A.O.-C.E.D.E.A.O. peut revêtir un nouveau sens. En simplifiant à l'extrême, le problème pourrait peut-être se poser en ces termes : est le dépassement du cadre national est une nécessité économique, à l'Afrique de l'Ouest doit s'organiser, est-ce autour du Nigeria (exception d'un leadership naturel inscrit dans les statistiques et les découpages politiques) ou contre lui ? Dans le premier cas, le C.E.A.O. disparaîtrait progressivement ; dans le second, elle peut devenir le noyau d'un sous-ensemble ouest-africain qui, sans affronter le géant de l'Est, entendrait affirmer son autonomie.

Dans un cas comme dans l'autre, les anciens clivages doivent disparaître, car le C.E.A.O. ne peut véritablement constituer une force de regroupement face à la pression et à l'attraction nigérienne que si elle englobe des Etats extérieurs à l'ancienne A.O.F. Le rapprochement Ivorien-ghanéen, actuellement relancé mais toujours difficile à réaliser, comme la volonté évidente du président Sekou Touré de réintégrer le Guinée dans cette Afrique de l'Ouest en gestion sont des éléments importants qui peuvent profondément influencer la physionomie politique et économique de l'Afrique de la fin du siècle.

### Des intentions qui restent à préciser

LE traité de Lagos est important dans la mesure où il est une manifestation d'une certaine volonté de réaliser des regroupements économiques à base régionale en Afrique. Cette politique est sans doute aujourd'hui la seule réaliste, dans le sens où les infrastructures existantes sont beaucoup trop insuffisantes pour donner une réalité à des ensembles plus larges. Il peut, dès lors, paraître remarquable d'avoir pu rassembler des pays ayant une histoire coloniale différente, en ayant hérité d'institutions particulières et ayant opté pour des formes souvent opposées d'organisation de leur économie. D'autre part, le traité souligne une évolution nette au niveau des régimes politiques africains. Partout s'est imposé un régime autoritaire dans lequel le « président » détient la totalité des pouvoirs. Et encore, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a la totalité des pouvoirs, et le traité n'évoque même pas une quelconque instance parlementaire nationale ou supra-nationale. On peut valablement se demander si le traité de Lagos entend créer l'« Afrique des peuples » ou l'« Afrique des présidents ».

Dernière cette façade unitaire, bien des problèmes subsistent : on premier lieu, l'imprécision du traité. Il s'agit plus d'une déclaration d'intention que d'un modèle d'action. Certes, des institutions sont créées qui auront à définir le contenu d'une politique. Mais, pour aboutir à un accord général, de nombreuses questions sont restées dans l'ombre. Comment ne pas remarquer, par exemple, la volonté évidente de ne faire référence à aucun système économique-politique, à aucun

position révolutionnaire et même à aucune attitude définie par rapport aux pays développés, à fortiori par rapport au bloc communiste ? Pour obtenir l'adhésion de M. Houphouët-Boigny et de M. Sekou Touré, il ne fallait pas évoquer ce qui les sépare. De fait, le plupart des problèmes restent à résoudre et les axes des solutions à rechercher ne sont pas tracés : un assez bon exemple est donné par la politique agricole commune, dont le principe est posé, mais dont le contenu et l'orientation devront être définis par la commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des ressources naturelles. L'avenir de la C.E.D.E.A.O. dépendra de la volonté de ses membres de conclure des accords successifs susceptibles de donner vie au traité. On peut alors se poser deux séries de questions : les économies engagées dans l'accord sont-elles aisément intégrables ? N'y a-t-il pas des oppositions assez fondamentales qui peuvent se cristalliser autour du problème du maintien de la C.E.A.O.

Une brève comparaison des économies en présence est significative. Nous avons déjà noté l'existence d'options politiques très différentes. Certes, une certaine évolution s'est dessinée au cours des dernières années. On peut en particulier remarquer que les Etats membres de la C.E.D.E.A.O. sont également parties prenantes à l'accord de Lomé conclu avec le C.E.E. Avec des nuances, l'acceptation d'une collaboration assez poussée avec les pays européens paraît donc admise et l'influence du bloc socialiste, comme celle des Etats-Unis, n'est ni négligeable ni déterminante. Cependant, les

\* Professeur à l'université de Bordeaux I.

L'ACTIVITÉ

ONU

ARCHIVES DE POLITIQUE

مركز الأبحاث



# L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

### La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la coopération et le développement

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, consacrée aux questions de développement et de coopération économique internationale, s'est tenue à New-York du 1<sup>er</sup> au 16 septembre. Cent trente-six des cent trente-huit États membres y étaient représentés, les Maldives et l'Afrique du Sud n'ayant pas envoyé de délégation.

Après le débat général, l'Assemblée a adopté par consensus le document final élaboré par sa commission spéciale : il énumère un certain nombre de mesures visant à améliorer la coopération et le développement économique du tiers-monde. Fruit d'un compromis entre les pays industrialisés et ceux du « groupe des 77 », le document reprend certaines demandes formulées précédemment, on a étendu dans d'autres instances internationales pour permettre un meilleur développement du tiers-monde. Il met l'accent sur les problèmes du commerce international : la CNUCED est invitée, lors de sa quatrième session, à améliorer les structures des marchés grâce à des mesures de stockage international permettant de stabiliser les prix des produits de base, à l'établissement de contrats à long terme, à l'amélioration du financement commercial des opérations de commerce international d'exportation, etc. Le secrétaire général de la CNUCED est invité, pour sa part, à poursuivre l'étude des plans d'industrialisation des pays en développement et de leurs produits manufacturés.

À propos de l'aide au développement, l'Assemblée reprend l'objectif de 0,7 % du P.N.B. fixé pour l'aide publique fournie par les pays industrialisés. Au plan financier, elle demande aussi que le rôle des monnaies de réserve nationales et de l'or soit réduit, au profit des droits de tirage spéciaux. Elle recommande la négociation d'un accord sur la création d'un fonds fiduciaire financé par les ventes d'or du F.M.I. et par des contributions.

D'autres mesures concernent la coopération industrielle, l'alimentation et l'agriculture et les échanges scientifiques et techniques avec le tiers-monde.

Enfin, un comité a été chargé de préparer pour la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale, en 1976, des propositions détaillées pour la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations unies.

Après l'adoption, à l'unanimité, de ce document par la commission spéciale de l'Assemblée, les États-Unis et la C.E.E. avaient exprimé des réserves sur certains points spécifiques. Par la voix de leur représentant, les États-Unis ont fait savoir, notamment, qu'ils étaient opposés à l'idée d'indemniser les prix des matières premières sur ceux des produits manufacturés exportés par les États industrialisés, et qu'ils n'acceptaient pas non plus l'objectif de 0,7 % fixé au montant de l'aide publique au tiers-monde. Le document fut néanmoins adopté par consensus en Assemblée générale.

### Ouverture de la trentième session ordinaire de l'Assemblée

Le 16 septembre, s'est ouverte à New-York la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale, dont le président élu est M. Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur du Luxembourg. Trente nouveaux pays ont été admis au sein de l'ONU : la République du Cap-Vert, la République démocratique de Sao-Tomé et Principe et la République populaire du Mozambique. Deux des cent trente-huit États membres n'avaient pas envoyé de délégation : les Maldives et la République Soudanaise. Le débat général s'est ouvert le 23 septembre.

Dès le 19, le premier vote est intervenu à propos de l'admission des deux Vietnams. Par cent vingt-trois voix contre zéro et avec cent abstentions, l'Assemblée a, en effet, décidé « d'admettre et favorablement » les demandes d'admission de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam.

ENTREVUES SUR CHYPRE. — En l'absence de propositions concrètes, les entretiens intercommunautaires sur Chypre ont été ajournés au 10 septembre. M. Waldheim est resté en contact avec les parties.

DESARMEMENT. — Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies, adopté fin août en termes de sa session 1974, le comité sur la coopération mondiale du désarmement recommande à l'Assemblée d'examiner l'opportunité d'une poursuite de sa mission. On sait que le comité est chargé d'étudier sur la possibilité de convoquer une conférence du désarmement réunissant tous les États.

COMITÉ DE LA CHARTRE. — Le comité ad hoc pour la charte des Nations unies a achevé sa session le 22 août. Dans son rapport à l'Assemblée, il ne propose aucune mesure visant à améliorer l'efficacité de l'ONU mais se contente de résumer les points de vue exprimés par les délégations. En fait, il s'agit d'un comité d'attente fondamental entre les membres quant à la nécessité de procéder à une révision de la charte.

PROTECTION DES MINORITÉS. — La sous-commission de la lutte contre la discrimination raciale et de la protection des minorités a siégé à Genève du 25 août au 12 septembre. Ses travaux ont porté principalement sur les problèmes de l'exploitation de la main-d'œuvre par un trafic illicite et clandestin et de la protection des droits de l'homme pour les personnes qui ne sont pas ressortissantes de l'État dans lequel elles vivent. Le sous-commissaire a aussi discuté de la situation

## ORGANISATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALES À VOCATION MONDIALE

en Chili, en Angola et à Chypre, et de l'assistance accordée aux régimes raciaux et colonialistes de l'Afrique australe.

DISCRIMINATION RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa douzième session fin août. Il a examiné les rapports soumis par onze États, dont Chypre et le Chili.

APARTHEID. — Dans le rapport à l'Assemblée générale qu'il a adopté le mois dernier, le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa treizième session fin août. Il a examiné les rapports soumis par onze États, dont Chypre et le Chili.

NAMIBIE. — Le conseil de la Namibie estime que le problème du territoire doit être « résolu » et qu'il est dans une « nouvelle phase d'action » : « sans son rapport à l'Assemblée générale, il estime qu'une l'Assemblée de l'Organisation des Nations unies en Afrique australe de nouvelles pressions sont nécessaires pour que l'Afrique du Sud se retire de la Namibie.

DECOLONISATION. — Le comité de décolonisation a tenu sa trentième session le 21 août. Ses dernières résolutions concernent les Maldives et l'application par les organes de l'ONU de la déclaration de 1960 sur la décolonisation.

PROBLÈME DE LA TERRE. — Le 15 août, le conseil de la terre a tenu sa session à New-York. Le conseil a adopté une résolution sur la terre et le développement, qui a été adoptée à l'unanimité. Le conseil a également adopté une résolution sur la terre et le développement, qui a été adoptée à l'unanimité. Le conseil a également adopté une résolution sur la terre et le développement, qui a été adoptée à l'unanimité.

PRÉVENTION DU CRIME. — Le cinquième congrès des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui a siégé à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre, a adopté un projet de déclaration contre la torture qui sera soumis à l'Assemblée générale des Nations unies. Les autres questions traitées portaient notamment sur l'application de la délinquance, la « crime-entreprise » et le crime économique.

ÉTABLISSEMENTS HUMAINS. — Le comité chargé de préparer la conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat), qui doit se tenir à Vienne du 3 au 12 septembre, a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. Le comité a adopté un projet de déclaration contre la torture qui sera soumis à l'Assemblée générale des Nations unies.

REFUGIÉS. — Le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a nommé le 1<sup>er</sup> septembre M. Cesare Barza (Suisse) chef de son bureau régional à Genève. M. Barza a été précédé par M. Waldheim, qui a été nommé à ce poste le 1<sup>er</sup> septembre. M. Barza a été précédé par M. Waldheim, qui a été nommé à ce poste le 1<sup>er</sup> septembre.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité. La commission a également adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Afrique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La commission économique des Nations unies pour l'Europe a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — La commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES. — La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu sa session à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 septembre. La commission a adopté une résolution sur le commerce international, qui a été adoptée à l'unanimité.

## F.A.O.

### Etat et perspectives du commerce des produits

KLON la revue « Rapport et perspectives sur les produits agricoles », publication annuelle de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) parue en septembre, la valeur des exportations mondiales des produits agricoles de première nécessité s'est accrue de 19 % en 1974 et a atteint le chiffre record de 108 500 millions de dollars. Mais cette augmentation a été provoquée surtout par la hausse des prix, et le volume réel de commerce a baissé d'environ 4 %.

Les prix des produits agricoles ont généralement continué à monter au cours de 1974, mais à la fin de l'année la plupart d'entre eux avaient commencé à baisser.

En ce qui concerne les perspectives du commerce des produits agricoles en 1975, la revue prévoit que, en raison de la faiblesse des taux de croissance économique et des hauts niveaux de chômage, il n'est guère probable que la demande, pour la plupart des produits agricoles, s'améliore de façon sensible.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le programme alimentaire mondial (P.A.M.) a décidé d'envoyer d'urgence pour 1,68 million de dollars de vivres aux quelque cent quarante mille victimes du séisme qui ont frappé le Roumanie en juillet d'autre part, il a lancé, en outre, une opération d'urgence pour venir en aide à quelque cent cinquante mille victimes d'inondations au Pakistan.

En Angola, 35 tonnes de vivres destinées aux victimes de la guerre civile ont été expédiées par avion en août. Enfin, des vivres d'une valeur de 6 millions de dollars, ont été expédiés à l'Éthiopie pour être distribués aux victimes de la sécheresse dans le pays.

TRAVAIL. — La commission du fer et de l'acier de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) s'est réunie à Genève du 18 au 26 septembre pour examiner les répercussions sociales des progrès techniques accomplis dans l'industrie du fer et de l'acier.

SANTÉ. — Le comité régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a tenu sa vingt-cinquième session du 2 au 6 septembre à Alger. Les débats ont porté sur le rapport d'activités pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1974, sur la planification de la lutte contre les maladies infectieuses et sur le développement des maladies cardiovasculaires. De son côté, le comité régional pour l'Afrique, qui s'est réuni à Yaoundé du 17 au 24 septembre, s'est particulièrement préoccupé des problèmes de santé dentaire et du développement des services dentaires dans la région.

L'O.M.S. a réuni du 25 au 28 août à Bucarest un groupe de travail chargé d'examiner certains aspects du problème post-Europe par la multiplication des cas d'hépatites virales.

NAVIGATION MARITIME. — Le 5 septembre, la République populaire du Congo est devenue membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.N.).

## Agence internationale de l'énergie atomique

### Dix-neuvième session de la conférence générale

LES délégués de quatre-vingt-cinq États membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) se sont réunis à Vienne dans la dernière semaine du mois de septembre pour participer à la dix-neuvième session ordinaire de la conférence générale, consacrée comme d'habitude à l'examen du projet de budget de l'Agence (37 millions de dollars pour l'exercice 1976) et des progrès réalisés dans le développement de l'énergie nucléaire. Les problèmes qui font l'objet d'un débat public dans les pays consommateurs et producteurs d'énergie nucléaire ont aussi retenu l'attention : risques inhérents à un accident de réacteur et fiabilité des réacteurs nucléaires en tant que producteurs d'électricité ; élimination des déchets radio-actifs ; contrôle des matières nucléaires (surtout du plutonium) dans le but d'empêcher leur détournement à des fins militaires ou terroristes.

Des lancements de la session, le nombre des pays membres de l'A.I.E.A. avait été porté à cent avec l'admission des Émirats arabes unis, de la Tanzanie et de Qatar.

PROGRAMME DE FORMATION. — L'Agence atomique a mis au point un nouveau programme de formation des cadres supérieurs des pays en voie de développement qui ont décidé de faire appel à l'énergie d'origine nucléaire ou qui souhaitent s'acquiescer à l'élimination des déchets radio-actifs. Le programme de formation de vingt-deux pays, s'est ouvert le 8 septembre au centre d'études nucléaires de Karlsruhe (Allemagne fédérale).

ORGANISME MONDIAL DE LA DAÏE ET DU DÉVELOPPEMENT

## L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES CONSEILS DES GOUVERNEURS DU F.M.I. ET DE LA BIRD

La trentième assemblée annuelle des conseils des gouverneurs de Fonds monétaire international (F.M.I.) et du groupe de la Banque mondiale, qui s'est tenue à Washington du 1<sup>er</sup> au 5 septembre, s'est bornée à examiner les décisions prises à la veille de l'ouverture de ses travaux par les États-Unis, la France, le Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon, et confirmées par le « comité intermédiaire des Vingt ». Cet accord prévoit la vente d'un système de stock d'or détenu par le F.M.I. ; les plus-values ainsi dégagées serviront à financer le fonds fiduciaire spécial (Trust Fund) qui doit être créé dès 1976 en marge du F.M.I. pour accorder des crédits supplémentaires aux pays en voie de développement. D'autre part, les Vingt ont adopté une convention sur les transactions entre banques centrales visant à supprimer le prix officiel de l'or et à redonner aux banques centrales, sous certaines conditions, le libre accès à leur stock d'or ; ainsi, les banques centrales pourront au cours des deux années à venir faire entre elles des opérations sur l'or à un « prix de marché » à condition que ces transactions ne tendent pas à rétablir un prix fixe de l'or et que le stock métallique global déteña à la fois par les pays du groupe des Dix et par le Fonds d'augmenter pas en poids.

L'Assemblée a également entériné la définition des nouveaux quotas des pays membres de Fonds : ceux des pays arabes passent de 5 à 10 %. Ceux des États-Unis restent de 20 % (ce qui leur laisse une minorité de blocage de décisions), certains pays industrialisés voient leurs quotas diminuer : c'est le cas de la France, dont le quota passe de 5,14 % à 4,92 %, et surtout de la Grande-Bretagne, dont le quota est ramené de 9,99 % à 7,50 %.

En revanche, l'accord n'a pu se faire sur le régime futur des changes ; Français et Américains ont décidé de multiplier leurs entretiens afin de parvenir à un accord lors de la prochaine réunion du comité intermédiaire à la Jamaïque en janvier 1976.

## Fonds monétaire international

### Quatrième réunion du comité de développement

LE comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs du F.M.I. et de la BIRD sur le transfert des ressources réelles aux pays en voie de développement (comité de développement) a tenu sa quatrième session à Washington, les 3 et 4 septembre. Un rapport sur les progrès de ses travaux pour la période d'octobre 1974 à juin 1975. Le document souligne le soutien apporté par les membres du comité à la mise en place pour un an, au sein de la Banque mondiale, d'un « troisième guichet » destiné à prêter jusqu'à 1 milliard de dollars à des conditions intermédiaires. Le rapport exprime également l'espoir d'une rapide mise en place du fonds fiduciaire spécial qui doit consentir des prêts aux pays les moins avancés éprouvant des difficultés de balance de paiements ; il prend note de la création d'un groupe de travail de douze membres sur l'accès des pays en développement aux marchés des capitaux, et définit le rôle que le comité compte jouer pour faciliter les actions internationales dans le domaine du développement et du transfert des ressources.

MÉCANISME PÉTROLIER. — Le F.M.I. a annoncé le 10 septembre que quatre pays membres avaient effectué des achats de devises au titre du « mécanisme pétrolier » 1975 pour un montant total de 82,7 millions de dollars de trois espèces : Costa-Rica, 4,80 millions ; Italie, 70,24 millions ; Pakistan, 17,66 millions ; Venezuela, 20,61 millions. Le F.M.I. rappelle que ces quatre pays ont déjà fait appel au « mécanisme pétrolier » en 1974.

ADMISSION D'UN NOUVEAU MEMBRE. — Grande-Bretagne est devenue le 27 août le cent vingt-septième membre du F.M.I. Ce pays est devenu en même temps le cent vingt-sixième membre de la BIRD.

## Groupe de la Banque mondiale

La BIRD émet un emprunt de 350 millions de dollars

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD ou Banque mondiale) a annoncé, le 19 septembre, la place-

ment, sur les marchés en dehors des États-Unis, d'une émission de 350 millions de dollars d'obligations remboursables le 15 septembre 1977. Ces obligations, qui ont été acquises par des banques centrales ou d'autres institutions gouvernementales de soixante et onze pays et par une institution internationale, sont appelées « obligations de 1975 à deux ans », échéance le 15 septembre 1977 et portent un intérêt de 6,48 % payable semestriellement ; l'émission a été vendue au pair.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (I.D.A.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 9 septembre, l'octroi d'un prêt de 2,2 millions de dollars au Yémen pour l'aider à financer la remise en service du port d'Aden. Elle a aussi accordé, le 18 septembre, au Bangladesh, un prêt complémentaire de 4,6 millions de dollars destiné à financer, en partie, les améliorations du système de déchargement du pétrole dans le port de Chittagong.

On sait que les prêts de l'AID sont octroyés pour équilibrer les sans intérêt, avec seulement une commission de service de 0,75 %.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. — La Société financière internationale (S.F.I.) a annoncé le 16 septembre l'octroi d'un prêt de 50 millions de dollars aux aciéries yougoslaves Zentec dans le cadre d'un projet d'expansion de l'industrie sidérurgique d'un coût de 737 millions de dollars.

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS. — Dans son rapport annuel, publié le 23 août, et qui porte sur l'exercice 1974-1975, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.) signale qu'en 30 juin 1975 seulement six États étaient membres du Centre et que le nombre des États signataires de la convention de 1965 pour le règlement des différends était de soixante et onze.

## Banque asiatique de développement

### Quatre prêts

La Banque asiatique de développement a annoncé, au mois d'août, l'octroi de quatre prêts :

— Le 12 août, 20 millions de dollars (sur quinze ans et à un taux d'intérêt de 8,75 % par an) à la Thaïlande ; ce prêt — le troisième accordé par la Banque — sera utilisé sous forme de cré-

### VIENT DE PARAÎTRE :

## ARCHIVES DE POLITIQUE CRIMINELLE

- Systématisation des recherches de politique criminelle
- Le contrôle judiciaire en tant qu'institution de politique criminelle
- Aspects significatifs de la politique criminelle des pays d'Afrique noire francophone

Prix : 50 F.H.T.

ÉDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. : 033-05-97.

dités aux entreprises industrielles thaïlandaises ; - Le 19 août, 43 millions de dollars (sur vingt-trois ans et à un taux d'intérêt de 8,75 %) à la République de Corée pour le financement des travaux d'amélioration de son réseau routier ; - Le 26 août, 22 millions de dollars (sur quarante ans et à un taux d'intérêt de 1 % par an) à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour un projet relatif à la production de gaz au Pakistan ; - Le même jour, 22,7 millions de dollars (sur vingt ans et à un taux d'intérêt de 8,75 % par an) à la Malaisie, en faveur d'un projet d'électrification de l'Etat de Sarawak.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Quatre prêts - Dans le cadre de son programme de développement de l'infrastructure régionale, la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 30 juillet, au gouvernement du Nicaragua, un prêt de 6 200 000 dollars pour financer les travaux de construction de la route Las Mercedes-San Benito.

Deux autres prêts ont été annoncés le 1er août : 1 800 000 dollars à la municipalité de la ville de Guatemala pour financer un programme d'urgence d'approvisionnement en eau potable, et 1 million de dollars au gouvernement du Honduras pour l'achat des équipements nécessaires au développement du réseau de distribution d'eau potable à Tegucigalpa.

Enfin, le 18 août, la B.C.I.E. a donné un avis favorable à une demande de prêt du gouvernement de Costa-Rica pour financer son projet de modernisation de l'infrastructure du commerce extérieur.

Banque européenne d'investissement

Emprunt de 100 millions de dollars - La Banque européenne d'investissement a signé, le 2 septembre, un contrat relatif à l'émission de 100 millions de dollars de « notes » à cinq ans sur le marché international des capitaux.

L'emprunt a été pris ferme par un syndicat international de banques sous la direction de l'Union Bank of Switzerland (Securities) Ltd.

Deux prêts

La Banque européenne a aussi annoncé deux opérations de financement le 23 septembre : - Un prêt de 43 millions de couronnes danoises (l'équivalent de 6,1 millions d'écus) à Dansk Borelseskab A/S, à titre de contribution au financement de deux nouvelles plates-formes de forage pour l'exploitation du gisement « DAN » dans le secteur danais de la mer du Nord (accordé pour neuf ans, au taux de 9 1/2 % l'an).

- Un prêt d'une contre-valeur de 1,6 million de livres sterling (2,7 millions d'écus), au groupe international de commerce Tate Lyle Ltd, établi à Londres, pour contribuer au financement d'une usine de glucose dont la production est destinée à l'industrie alimentaire et à la brasserie (prêt pour dix ans, à 9 1/2 % l'an).

Banque interaméricaine de développement

Six prêts - La Banque interaméricaine de développement a décidé d'octroyer trois prêts le 11 septembre :

- 7,6 millions de dollars à la Banque nationale de la République de Haïti pour quarante ans, au taux de 1 % les dix premières années et de 2 % ensuite) pour contribuer au développement des installations portuaires à Port-au-Prince ;

- 16,5 millions de dollars à la République du Nicaragua (pour quarante ans et à 1 % les dix premières années, à 2 % ensuite) pour financer l'électrification des zones rurales ;

- 30 millions de dollars à la République de Panama (pour trente ans et à 3 %) pour contribuer au financement de la construction du réseau routier rural ;

Trois autres prêts ont été annoncés le 18 septembre : - 20 millions de dollars à la République du Costa-Rica (pour trente-cinq ans au taux de 3 % l'an) pour améliorer les services de santé ;

- 40 millions de dollars à la Banco Central de Brasil (pour vingt ans et à 4 %) pour financer un programme en faveur des petits et moyens agriculteurs et des coopératives rurales ;

- 17 millions de dollars à la Comisión Nacional de Fomento Económico Financiero Nacional, agence nationale équatorienne pour le développement (pour quinze ans et à 5 %) pour aider à financer un programme de crédits à l'industrie en Equateur.

PREMIER PLAN DES ECONOMIES D'ENERGIE - Selon un premier rapport de l'A.I.E., les programmes de préservation de l'énergie mis en œuvre par les dix-huit pays membres entre octobre 1973 et le 30 juin 1975 permettront certainement de réduire pour 1975 les dépenses net de leurs importations de pétrole de 6 % par rapport à 1973. Le rapport note cependant que, malgré leur contribution à la diminution de la demande de pétrole, la plupart des programmes nationaux de conservation d'énergie « des possibilités considérables d'amélioration ».

RECENTES PUBLICATIONS

« Danemark et Union économique belge-luxembourgeoise, dans la série « Etudes économiques ».

Conseil international de l'étain

Maintien du contrôle des exportations jusqu'au 31 décembre

COMPTE tenu de l'état des stocks (2 883 tonnes au 31 mars contre 142 tonnes au 31 décembre 1974) et des tendances du marché, le Conseil international de l'étain, réuni à Londres du 16 au 19 septembre pour sa dix-neuvième session, a fixé à 25 000 tonnes le niveau autorisé des exportations d'étain des pays membres du Conseil pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1975. La répartition des exportations autorisées a été fixée comme suit : Malaisie, 15 240 tonnes ; Bolivie, 6 321 tonnes ; Indonésie, 4 798 tonnes ; Thaïlande, 4 332 tonnes ; Australie, 1 530 tonnes ; Nigéria, 1 480 tonnes et Zaïre, 1 239 tonnes.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Augmentation de prix de 10 % - REUNIS à Vienne du 24 au 27 septembre, la conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, après de difficiles négociations entre les différents partici-

pants, s'est finalement mise d'accord pour limiter à 10 % le taux de l'augmentation du prix du pétrole « arabe léger », prix qui passe ainsi à 11,51 dollars par baril. Le nouveau tarif est valable du 1er octobre 1975 au 30 juin 1976, date à laquelle il fera l'objet d'un nouvel examen. En revanche, la conférence a ajourné sa décision quant au remplacement du dollar par les droits de tirage spéciaux comme monnaie de paiement du pétrole. Les Vénézuéliens, à l'apogée de leur plein appui de l'industrie pétrolière.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT - Une conférence des Nations unies s'est ouverte le 22 septembre à Genève à l'invitation de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour réviser l'accord international de 1972 sur le cacao, qui arrivait à expiration le 30 septembre. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

COMMUNAUTES DES CARAIRES - A l'occasion de sa sixième réunion à Montego-Bay (Jamaïque) les 5 et 6 août dernier, le conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes, qui avait adopté un rapport du groupe de travail sur le sucre, a manifesté son émotion devant la publication, dans ce rapport, d'une carte des pays exportateurs de sucre de l'Amérique latine et des Caraïbes où Belize figurait comme l'état partie du Guatemala. Le Comité exécutif des ministres de l'éducation des pays membres de la Communauté des Caraïbes, réuni à Georgetown (Guyana) les 4 et 5 septembre, a décidé de suspendre temporairement de son projet régional pour l'éducation des adultes. Le projet régional se déroulera en trois étapes. Le premier, dans la mise en point devra être terminée à la fin d'octobre, bénéficiant de l'aide du Fonds pour la coopération technique du Commerce international.

MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN - Au cours de sa dix-huitième période de session, du 19 au 23 août, le haut comité pour la restructuration et le perfectionnement des marchés centraux centraméricains (M.C.C.A.) a continué d'examiner l'avenant-projet de traité-cadre portant sur la création d'un marché commun régional des marchés centraux centraméricains (M.C.C.A.) et a décidé de substituer aux structures institutionnelles mises en place par le traité général de l'intégration économique et sociale, le haut comité régional sur la proposition de la Banque centraméricaine d'intégration économique présentée par son président, le 1er août, et qui a traité à la place de la B.C.I.E. dans le cadre de nouvelles institutions.

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

GATT

Selon le rapport annuel : une « situation de malaise »

APRES une période d'inflation et de récession, l'une et l'autre d'une ampleur « jamais égale dans l'histoire de l'après-guerre », la reprise interviendra « peut-être » au deuxième semestre de 1975, estime le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dans son rapport annuel sur le commerce international, publié le mois dernier.

Les gouvernements font face à un « problème éternel », déclare le rapport : affecter de nouveau à la production les ressources oisives « sans que cela interrompe ou renverse la tendance à la baisse des taux d'inflation ».

La reprise, souligne aussi le GATT, suppose « une adaptation structurelle des économies des pays industrialisés ». Le rapport se montre exceptionnellement prudent dans ses prévisions sur les tendances du commerce international.

Le chômage et l'inflation, selon le rapport, ont créé une « situation de malaise » qui « conduit à penser généralement que, cette fois, la reprise se fera beaucoup plus lentement qu'on ne pourrait le penser sur la base de l'expérience des cycles passés. Il est peu probable que la reprise, qui interviendra peut-être au deuxième semestre de 1975, ramène les échanges mondiaux au niveau d'où ils sont tombés dans les six premiers mois de l'année ».

Programmes d'intégration pour la pétrochimie et l'industrie automobile

COMMENCEES le 15 juillet et ajournés dix jours plus tard, les travaux de la dix-septième période de sessions ordinaires de la Commission de l'Accord de Cartagena (groupe

Andin), ont repris le 26 août pour s'achever le 29. Les résultats les plus substantiels de ces travaux concernent la pétrochimie et l'industrie automobile.

Le programme pétrochimique tend à développer la production, de sorte qu'en 1980 la dépendance de la sous-région dans ce secteur à l'égard des importations soit réduite à une fraction marginale par rapport à son niveau actuel. Quant au secteur de l'automobile, la fabrication sera partagée entre les six pays, chacun se voyant assigner la production d'une catégorie différente de voitures de tourisme ou de véhicules utilitaires.

EDUCATION, SCIENCE ET TECHNOLOGIE - En présence des représentants du comité du groupe Andin (la Junta) et de l'Accord de Andes Bello », le premier séminaire consacré au projet régional sur l'éducation, la science et la technologie, a eu lieu à Lima le 18 août. La réalisation du programme a été confiée au Centre universitaire andin, université nationale de l'Accord de Cartagena. Il a pour but d'harmoniser les systèmes nationaux d'enseignement dans les trois domaines de sa compétence, en fonction des objectifs de l'intégration sous-régionale.

Association latino-américaine de libre-commerce

Au conseil de politique financière et monétaire

Le conseil de politique financière et monétaire de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), formé des présidents des banques centrales des pays membres et de la République Dominicaine (dont l'institut d'émission est associé au système des paiements de l'ALALC), a tenu sa deuxième réunion ordinaire à San-José (Costa-Rica) le 26 au 29 août, afin d'examiner les recommandations de la commission d'experts des problèmes monétaires qui avait réuni à Montevideo du 21 au 25 juillet. Le conseil a décidé l'ouverture du marché des acceptations bancaires latino-américaines, dont l'introduction à la bourse des valeurs de la capitale américaine est prévue pour la fin de l'année en cours. Il a aussi élevé le plafond des crédits accordés dans le cadre du système des paiements de l'ALALC. En outre, les procédures d'adhésion à ce système des banques centrales du sous-continent qui ne font pas partie du traité de Montevideo ont été définies.

MODIFICATION INSTITUTIONNELLE - Au cours d'une séance extraordinaire du comité exécutif permanent de l'ALALC à Montevideo, le 29 août dernier, le CHV a annoncé la restitution par son gouvernement du protocole institutionnel de l'Association des ministres des affaires étrangères des onze pays membres et de l'organe directeur de l'organisation appelé à décider de sa politique.

RELATIONS AVEC LE M.C.C.A. - Après le Costa-Rica le Honduras, le Guatemala s'est vu accorder le 25 août le statut d'observateur auprès du comité exécutif de l'ALALC. Cette décision constitue un nouveau pas vers le rapprochement du M.C.C.A. et de l'ALALC, amorcé en 1967 avec la création de la commission de coordination ALALC-M.C.C.A., qui, cependant, ne s'est réunie qu'une seule fois depuis cette date.

O.C.D.E.

Satisfaction à F.A.I.E. devant la relance du dialogue avec les pays producteurs de pétrole

Le comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), réuni à Paris les 17 et 18 septembre, s'est déclaré satisfait de l'initiative prise deux jours auparavant par la France pour relancer le dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole. Il a décidé de se réunir une nouvelle fois avant le 13 octobre, date à laquelle doit s'ouvrir la réunion préparatoire à la reprise du dialogue. Le comité directeur a poursuivi l'élaboration du programme de l'Agence, qui devrait être définitivement arrêté le 1er décembre prochain.

Marché commun

Accord partiel sur les problèmes monétaires

LES ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des neuf pays du Marché commun ont décidé, le 24 août à Venise, d'adopter une position commune sur les problèmes monétaires, excepté sur la question du régime des changes.

Les ministres sont donc tombés d'accord sur le problème de l'utilisation de l'Unité monétaire internationale (U.M.I.), sur celui de la liberté des transactions en or entre banques centrales, et sur le problème des quotas au F.M.L.

Ils ont longuement discuté aussi de la situation conjoncturelle en Europe, ainsi que des mesures de relance dans les différents pays.

Les Neuf se sont mis d'accord pour que les actions de relance soient simultanées et adaptées à la situation de chaque pays. Ils ont constaté que les mesures envisagées représentent déjà de 3 à 4 % du produit national brut (P.N.B.) de chaque pays, excepté la Grande-Bretagne.

Echec pour le marché commun du vin

Après vingt et une heures de discussions ininterrompues, les ministres de l'Agriculture se sont séparés le 10 septembre à l'aube à Bruxelles sans avoir adopté de mesures pour assainir le marché européen du vin et pour aider la France à enrayer l'afflux sur son marché de vins italiens à bas prix.

A l'issue de ce débat sans résultats, la France a invoqué la clause de sauvegarde prévue dans le règlement organisant le marché du vin pour annoncer qu'elle déciderait de freiner les importations de vins italiens favorisés jusqu'à présent par la dépréciation de la lire italienne. Cette mesure de sauvegarde, qui a pris la forme d'une taxe, serait en application jusqu'à la fin de l'année.

Le ministre italien de l'Agriculture, M. Giovanni Conterno, a vivement critiqué la décision française, qu'il a qualifiée d'illégitime. De source proche de la délégation italienne, on indiquait que Rome utiliserait tous les moyens de procédure pour s'y opposer.

La clause de sauvegarde invoquée par la France (article 21, paragraphe 2, du règlement sur le vin) permet à un Etat membre de se protéger contre des importations lorsque les instruments administratifs nécessaires à la gestion du marché ne sont pas en place.

La délégation française, a expliqué M. Christian Bonnet, a entonné une note d'optimisme remplie parce que les Neuf ne s'étaient pas mis d'accord sur la révision du règlement vin. Les ministres, en avril dernier, avaient pris l'engagement de réviser ce règlement avant le 1er août, mais ils n'y sont pas parvenus en dépit de longues heures de discussion.

La réforme du marché du vin devait tendre à éviter les excédents (la production dépasse légèrement la consommation) par une discipline imposée aux producteurs : interdiction de nouvelles plantations de vignes, relèvement du degré d'alcool des vins commercialisés, distillation préventive des excédents en début de campagne.

La Commission du Marché commun a exprimé officiellement le 15 septembre son opposition à la taxe imposée par la France pour freiner les importations de vins italiens. Mais elle n'a pas fixé de délai à la suppression de cette taxe, ce qui laisse au gouvernement français un certain délai de réaction lui permettant d'apprécier l'effet d'autres mesures annoncées par la Commission européenne pour décongeler le marché européen du vin ravahé par les surplus des deux dernières récoltes.

La Commission du Marché commun, à la suite de la réunion du comité agricole spécial sur le vin à Venise, les 18 et 19 septembre, a décidé d'augmenter les résolutions sur les exportations de vins de type Italien et français vers tous les pays tiers (sauf les deux Amériques et les dix-huit pays qui respectent le prix d'orientation communautaire du vin).

En ce qui concerne la deuxième mesure envisagée par la Commission, suppression le 29 septembre du montant compensatoire mensuel de 12,3 % qui frappe les importations de vins de table italiens et français en République fédérale d'Allemagne, le comité spécial agricole

COMMUNAUTES EUROPEENNES

n'a pas, à Venise, été unanime sur cette mesure, qui a provoqué la colère de M. Joseph Ertl, ministre allemand de l'Agriculture. Plusieurs délégations se sont abstenues. En conséquence, la Commission a engagé sur cette question la procédure écrite.

Le prix de l'Europe agricole

Le financement de la politique agricole commune coûte de moins en moins cher aux Européens ; dans son rapport financier au Conseil des ministres des Neuf, la Commission du Marché commun indique qu'en termes réels les dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ont été moins importantes l'an dernier qu'en 1970, en dépit de l'élargissement de la Communauté. Ces dépenses avaient représenté 0,51 % du produit intérieur brut de la Communauté en 1970. Ce pourcentage est passé à 0,38 en 1971, 0,44 en 1972, 0,50 en 1973 et 0,37 en 1974.

Le secteur laitier représente toujours environ 40 % de ces dépenses (6 837 millions de francs français, soit 1 321 millions d'écus). Les céréales prennent une place plus modeste : 12,87 % l'an dernier, contre 26,4 % en 1973. Le prix élevé des céréales le monde mondial a permis de limiter les dépenses, dans ce secteur, à 2 245 millions de francs français (401 millions d'écus).

Des économies sont constatées également pour les matières grasses, le sucre, la viande porcine et les produits transformés. Par contre, la mise à l'intervention de grandes quantités de viande bovine qui ne trouvaient pas acquiescer sur le marché a coûté beaucoup plus cher que par le passé au FEOGA.

La Commission souligne que, depuis 1971, elle a dépensé cent soixante-seize cas de fraude au préjudice du FEOGA, représentant 15 millions d'unités de compte (84 millions de francs français). Depuis lors, quatre-vingt-neuf cas ont été réglés, et il reste 53 millions d'écus (30 millions de francs français) à récupérer.

RELATIONS AVEC LES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN - Les ministres des affaires étrangères des Neuf réunis à Bruxelles le 15 septembre ont décidé de reporter à leur prochaine session en octobre l'examen de l'application des protocoles techniques qui pourraient avoir la conclusion d'accords à long terme, avec l'Egypte notamment, pour la fourniture de denrées alimentaires.

Les ministres ont d'autre part fait le point de la politique globale dans le bassin méditerranéen qui ne progresse guère. Ils ont encouragé participés à un conseil d'association avec la Turquie.

Enfin les représentants permanents ont été chargés de préparer les modalités techniques d'une aide financière que la C.E.E. pourrait éventuellement apporter au gouvernement de Lisbonne.

NICE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès met à votre disposition : • Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ; • Vingt salles de capacités diverses ; • Traduction simultanée ; • Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ; • Incompréhensibles possibilités d'excursions et de distractions. Au centre de la Côte d'Azur, desservi par un aéroport international, dans la région favorisée, côtière et maritime, les villas à toutes les capitales. EN TOUTES SAISONS NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE 12, rue Hôtel-des-Postes - Tél. 85-25-25/26 Téléc. Accord Nice : 60-42

COMMUNAUTES EUROPEENNES A VENDRE NICE - AÉROPORT près Futurs Ports Commerce et Plaisance 100 mètres mer et plage Petit immeuble neuf, 1974 Grand standing Cinq plans - Parkings privés Réception grand luxe Ecrire : M. Julien YAICHER, avenue de Verdun, 06700 St-Laurent-Du-Var

Actualité sociale INTERNATIONAL intersocial

Actualité sociale INTERNATIONAL intersocial

P... G... RA... 49

مركز من الرياض

CECA

Second plan de réduction volontaire de la production d'acier

La situation de la sidérurgie européenne est plus mauvaise que jamais. En août, la production d'acier des Neuf a été inférieure de 32 % à celle de l'année précédente, elle-même déjà touchée par la crise. Le recul est de 40 % en Italie, 24 % en France, 25 % en Grande-Bretagne, 22 % en Allemagne, 16 % en Belgique. Durant les huit premiers mois de l'année, les Neuf ont coulé 16 millions de tonnes d'acier de moins qu'en 1974, à pareille époque.

Le marché intérieur est maussade, en raison de la crise qui frappe tous les pays d'Europe. Mais hors de la Communauté aussi les affaires marchent mal. Les pays tiers, qui avaient augmenté leurs achats au cours des premiers mois de l'année, n'ont cessé depuis de les diminuer. Cela touche en particulier l'Allemagne fédérale et les pays du Benelux, alors que l'Italie a connu une évolution nettement plus favorable. En France aussi, le rythme mensuel des exportations est redevenu faible, après les bons mois de mars et d'avril.

La Commission européenne, qui avait été lente à réagir, ce printemps, aux demandes d'organisation du marché émanant des producteurs, notamment des sidérurgistes français, s'est cette fois montrée plus rapide. Elle a rendu public le 17 septembre un second plan trimestriel de réduction volontaire des productions nationales d'acier, demandant aux maîtres de forges d'abaisser leur production d'octobre à janvier d'environ 24 % par rapport à celle qu'ils avaient connue en 1974 à pareille époque. La réduction, plus forte que celle décidée en juin (15 %) est, cette fois encore, variable selon les pays : plus forte pour les Pays-Bas (- 31,4 %), l'Allemagne (- 28,2 %), le Luxembourg (- 27,7 %), la Belgique (- 25 %) et la France (- 23,7 %) ; inférieure à la moyenne communautaire pour l'Italie (- 17,5 %) et le Royaume-Uni (- 12,4 %). Pour le Danemark et l'Irlande, il est même envisagé une augmentation de 17,6 % de la production d'acier brut par rapport à octobre-décembre 1974.

Ces taux, on le sait, diffèrent assez peu de la situation actuelle, sauf pour la Belgique et le Royaume-Uni où la baisse proposée est plus faible que celle que l'on constate actuellement. On notera que la Commission de Bruxelles réagisse, comme en juin, à décréter l'état de crise manifeste demandé par Paris et pourtant évident vu la situation. Elle ne veut pas être accusée à décrire des quotas de production par entreprise et à restreindre la liberté des échanges d'acier. Il s'agit là, pour elle, d'une procédure trop lourde alors qu'il est possible de parvenir au même résultat — gérer de manière coordonnée la crise — par la méthode plus souple des programmes prévisionnels.

LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE a décidé de réduire de 20 % ses horaires de travail, plutôt que de recourir aux licenciements qu'elle avait envisagés initialement. Cela se fera par arrêt complet d'unités ou d'installations. Le service de maintenance passera de 40 heures à 32 heures pour les services continus, de 43 heures à 35 heures pour les non continus. L'Etat prendra en charge une partie de ces coûts, cela entrainera pour les salariés une baisse de rémunération d'environ 7 %.

LA PRODUCTION DE MINÉRAI DE FER dans la CECA diminue moins vite que celle de l'acier. En un an, elle a baissé de 4,1 % seulement, alors que celle de l'acier diminuait de 37 % (calculs faits sur un semestre). La raison en est que les sidérurgistes de la Communauté s'efforcent d'utiliser en priorité le minerai extrait dans le Marché commun.

L'EXTRACTION CHARBONNIÈRE DES NEUF. « C'est, depuis les sept premiers mois de l'année, la plus élevée de celle de l'année précédente en Allemagne et en France, inférieure de 8 % en Belgique et supérieure de 31 % en Grande-Bretagne, où la période comparable de 1974 avait été précédemment perturbée par la grève des mineurs. »

PLAINTES AMÉRICAINES CONTRE LE DUMPING DE L'ACIER EUROPÉEN. — Les services de Bruxelles ont accusé depuis plus d'un an, les producteurs de fer européens de pratiquer le dumping (les nouvelles attaques américaines contre un précédent dumping de l'acier européen. Avant l'action engagée par le U.S. Steel, plusieurs plaintes antidumping avaient déjà été introduites sur le même sujet au cours des années précédentes, sans qu'elles aient jamais eu de suites sérieuses. Depuis la mise en vigueur en 1974 du nouveau Trade Act, on peut s'attendre à une enquête approfondie de la part du département du Commerce américain sur la non-application de la T.V.A. sur l'acier exporté d'Europe. Ce système, soulignent les milieux de la Commission européenne, n'a aucune caractéristique discriminatoire puisqu'il s'applique également aux échanges d'acier — et d'autres produits — entre les Neuf.

Association européenne de libre-échange

Quinzième rapport annuel

L'A recession mondiale rend encore plus nécessaire la coopération internationale et le renforcement du système libéral des échanges, estime l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), dans son quinzième rapport annuel.

L'A.E.L.E., formée le 3 mai 1960, sur l'initiative de la Grande-Bretagne, à la suite de la création du Marché commun, comprend aujourd'hui l'Autriche, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Norvège, l'Islande, ainsi que la Finlande en tant que membre associé.

Les pays membres ont subi les effets de la récession mondiale en raison de leur grande dépendance à l'égard du commerce international, souligne le rapport. « Si leur population totale ne représente que 1 % de la population du globe, ils s'attribuent néanmoins 10 % des exportations mondiales et 9 % des importations mondiales. »

« Durant la période examinée, la balance des

paiements de la plupart des pays de l'A.E.L.E. s'est détériorée. De plus, la hausse des prix des importations, en particulier du pétrole et de plusieurs matières premières, a inévitablement contribué à augmenter le niveau de l'inflation intérieure. »

Ces circonstances ont renforcé la conviction des gouvernements de l'A.E.L.E. que seule une coopération de vaste portée peut fournir des solutions durables permettant d'améliorer le système des paiements et de renforcer le système libéral des échanges qui a beaucoup contribué à l'élevation des niveaux de vie dans le monde. »

Le rapport passe également en revue les efforts accomplis au cours de l'année par l'Association pour généraliser le libre-échange (57 % des échanges entre les pays participants sont désormais exemptés de droits à l'importation et de contingents) et pour améliorer les accords de libre-échange qui régissent le commerce avec les pays de la Communauté économique européenne (le niveau général des droits de douane sur leurs échanges a été ramené à 40 % du droit de base appliqué en 1972). Le rapport consacre ensuite un chapitre à la suppression des obstacles techniques aux échanges et rend compte de l'assistance apportée au Portugal par les pays de l'A.E.L.E.



Organisation des Etats américains

La révision du système se poursuit

L'A commission générale du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a installé à Washington, le 10 septembre, la sous-commission chargée de mettre la dernière main aux mesures de révision de la charte de l'Organisation et au traité interaméricain des solutions pacifiques.

Cette nouvelle étape a été précédée, au sein de l'adoption, en juillet dernier, à la conférence de San-José, du protocole des réformes au traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

Selon le calendrier établi par l'Assemblée générale de l'O.E.A., la troisième et dernière étape de la révision du système interaméricain devra paraître, dans les premiers mois de 1976. Les accords sur la charte de l'Organisation, sur le traité interaméricain des solutions pacifiques, et sur le traité sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le développement.

Une assemblée générale extraordinaire — ou, à défaut, l'Assemblée générale, à l'occasion de sa nouvelle période de sessions ordinaires — entrainera ces nouvelles dispositions.

SESSION D'AUTOMNE DU CONSEIL FÉDÉRAL. — Le conseil permanent de l'O.E.A. a ouvert sa session d'automne le 3 septembre dernier. Ses travaux ont été élargis par le projet de code de conduite des entreprises multinationales d'Amérique latine et sur l'organisation de la dix-huitième assemblée annuelle de la Commission interaméricaine des femmes en 1976.

L'AIDE AUX PAYS TOUCHÉS PAR LA CRISE INTERNATIONALE. — Le conseil permanent de l'O.E.A. a ouvert sa session d'automne le 3 septembre dernier. Ses travaux ont été élargis par le projet de code de conduite des entreprises multinationales d'Amérique latine et sur l'organisation de la dix-huitième assemblée annuelle de la Commission interaméricaine des femmes en 1976.

Elle a aussi débattu de l'ordre du jour de la septième conférence interaméricaine sur l'agriculture. Enfin, pour surmonter la situation économique des pays membres, la commission — qui a succédé, au sein, à l'ancien Comité interaméricain de l'économie — a proposé (CIAP) un accord de coopération dans son programme de développement de l'éducation, de la science et de la technologie en 1975-1976. Les sommes affectées à leur financement s'élevaient à 9 232 300 dollars, dont 1 600 000 pour les projets scientifiques et technologiques, et 3 333 300 pour l'éducation.

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE. — La sous-commission des programmes et du budget de la commission exécutive permanente du Conseil permanent de l'O.E.A. a tenu sa session à Washington le 28 septembre, et a approuvé les projets mis au point par l'Organisation régionale dans son programme de développement de l'éducation, de la science et de la technologie en 1975-1976. Les sommes affectées à leur financement s'élevaient à 9 232 300 dollars, dont 1 600 000 pour les projets scientifiques et technologiques, et 3 333 300 pour l'éducation.

la Turquie, a terminé sa mission à Chypre le 6 septembre, après avoir entendu de nombreux témoins et visité deux camps de réfugiés. Un rapport sera remis au Conseil de l'Organisation des Nations unies qui a ouvert sa session le 23 septembre à Strasbourg.

APPAREILS FAMILIAUX. — Les ministres des affaires étrangères de huit pays européens ont participé à une conférence organisée par le Conseil de l'Europe à Oslo du 17 au 22 septembre, sur le thème de l'échange de vues techniques sur les échanges et ses incidences sur la vie familiale et l'action gouvernementale.

Conférence des pays non alignés

Création d'un fonds pour le financement de stocks de matières premières

L'A cinquième conférence ministérielle des pays non alignés, réunie à Lima du 25 au 30 août, a adopté un document final qui comprend deux textes et quatre résolutions. Le premier texte, sous le nom de « programme de Lima », souligne l'ordre « injuste » qui caractérise la situation internationale, qualifie de « brillants » les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et passe en revue un certain nombre de problèmes internationaux. Il salue les victoires du Cambodge, du Laos et du Vietnam, accueille à regret la chute du régime colonialiste au Portugal, lance un appel au cesse-le-feu aux mouvements de libération angolais, prend position dans le conflit chypriote en demandant « le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères de Chypre », et réclame l'adhésion à l'ONU des Etats-Unis de la Grande-Bretagne et de la France en faveur de l'abrogation du Sud. Le même texte demande à la France de retirer ses troupes des Comores, appuie la position marocaine dans le conflit qui oppose à l'Espagne à propos du Sahara, réclame le soutien des non-alignés à l'indépendance et l'immédiateté et l'indépendance du peuple de la Côte d'Ivoire, et demande au Conseil de sécurité de l'ONU de « prendre les mesures nécessaires » pour obliger Israël à cesser immédiatement l'occupation des territoires occupés et à respecter les résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient.

Dans le second texte, les ministres demandent « l'application rigoureuse des principes du nouvel ordre économique international, et plus particulièrement du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, ainsi que l'adoption d'une stratégie commune d'assistance coopérative ». La conférence définit ensuite un plan d'action destiné à renforcer la solidarité des pays non alignés et décide « de créer un fonds de solidarité pour le développement économique et social en faveur duquel chaque pays membre devra verser une souscription de 500 000 droits de tirage spéciaux ; 2° de créer un conseil d'association des pays en voie de développement producteurs et exportateurs de matières premières ; 3° d'établir un fonds de solidarité pour la reconstruction du Cambodge, du Laos, du Vietnam et des autres peuples d'Indochine ; 4° de créer un fonds spécial pour le financement des stocks régulatoires de matières premières et de produits de base exportés par les pays en voie de développement (une conférence qui se réunira à Genève en juin 1976 en fixera les modalités). Ce fonds de solidarité sera alimenté par des financements et exportateurs de matières premières ; les pays non alignés « notent avec satisfaction l'action solidaire des pays en voie de développement représentés au comité préparatoire de la conférence de Paris sur l'énergie » et décident de renforcer leur action commune lors des prochaines réunions. Dès le début de leurs travaux, les ministres avaient décidé d'adhérer à la conférence la Corée du Nord, le Vietnam du Nord, Panama et l'Organisation de libération de la Palestine, mais avaient rejeté la candidature de la Corée du Sud.

La conférence a adopté six résolutions et une déclaration de principes. Elle a décidé de renforcer leur action commune lors des prochaines réunions.

Dès le début de leurs travaux, les ministres avaient décidé d'adhérer à la conférence la Corée du Nord, le Vietnam du Nord, Panama et l'Organisation de libération de la Palestine, mais avaient rejeté la candidature de la Corée du Sud.

Union interparlementaire

Soixante-deuxième conférence à Londres

L'Union interparlementaire a tenu sa 62e conférence du 6 au 12 septembre à Londres, avec la participation de sept cent quatre-vingt-seize délégués, dont cinq cent deux parlementaires de soixante-sept pays.

La conférence a adopté six résolutions sur : la situation en Proche-Orient ; la non-prolifération des armes nucléaires ; l'interdiction des armes chimiques et d'utiliser des techniques modernes pour agir sur l'environnement ; des fins militaires et la réalisation effective des droits et responsabilités entre l'homme et la femme ; le développement et la coopération économique internationale ; l'utilisation des moyens audiovisuels et autres techniques modernes pour la promotion de l'éducation ; enfin sur l'application intégrale de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Le conseil interparlementaire s'est réuni à Londres les 3 et 12 septembre. Il a admis, comme membre de l'Union, le Parlement de la République arabe du Yémen et a décidé de suspendre l'affiliation des groupes interparlementaires de la République du Vietnam et du Laos. Informé des mesures prises par les membres de l'Organisation, ainsi que par le secrétariat,

en faveur des parlementaires chiliens détenus depuis 1973 dans leur pays, le conseil a décidé, en 1975, l'Union poursuivra l'action entreprise en ce domaine.

Les règlements des différents organes de l'Union ont été modifiés afin que puissent être admis à suivre ses travaux, à titre d'observateurs, des représentants d'organisations auxquelles le statut d'observateur a été accordé par l'Assemblée générale des Nations unies. Le Conseil national palestinien a été invité à ce titre aux réunions de l'Union pour 1976.

Croix-Rouge

Les activités du C.I.C.R. en 1974

L'Assemblée internationale de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a consacré, en 1974, plus de 50 millions de francs suisses à l'aide aux victimes de conflits dans de nombreuses régions du monde, et, principalement, dans les deux Vietnams (11 millions de francs suisses), le Chypre (10 millions de francs suisses en moins de six mois), en Proche-Orient (10 millions) et au Chili (5 millions). Mais, comme l'indique le rapport annuel publié au début du mois de septembre, l'essentiel des efforts du C.I.C.R. a porté, en 1974, sur la protection des individus et des familles ; visite de vingt-quatre mille prisonniers de guerre, inspection de trois cent soixante-dix autres lieux de détention ; abrègement plus de quatre-vingt-dix mille détenus principalement politiques, rapatriement de trois cent seize mille personnes (dont quatre-vingt-dix mille prisonniers de guerre) entre l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh ; contrôle des quinze opérations de libération de prisonniers à Chypre, organisation de regroupements de familles et de passages d'étudiants en Proche-Orient, achèvement de plus d'un million de messages familiaux, etc.

Au cours de l'année 1974, le C.I.C.R. s'est également préoccupé de la protection des individus sur le plan juridique en organisant la première session de la conférence diplomatique sur le droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, ainsi que la conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes conventionnelles.

OPERATION A TIMOR. — Dans les derniers jours du mois d'août, le C.I.C.R. a engagé une opération d'assistance aux blessés des troubles qui ont éclaté dans la partie portugaise de l'île de Timor. Au total, six-huit personnes (médecins et personnel infirmier) ont été envoyés sur place sous l'autorité du C.I.C.R. et ont assuré le seul service médical fonctionnant dans l'île.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — Le représentant de la Grèce a renouvelé le 17 septembre devant le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) la détermination du gouvernement grec de se retirer de la structure militaire intégrée de l'alliance. La décision grecque avait été prise en août 1974 à la suite de l'intervention militaire turque à Chypre.

ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. — Près de deux cents parlementaires des quinze pays membres de l'Assemblée de l'Atlantique nord ont participé aux travaux de la vingt et unième session de l'Assemblée, qui s'est déroulée à Copenhague du 21 au 25 septembre.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Le comité des présidents, organe directeur de l'Assemblée de l'Union européenne (U.E.O.), a adopté, le 11 septembre à Paris, un projet de résolution sur l'union européenne et la défense de l'Europe à l'initiative de M. Leo Tindemans, premier ministre de Belgique, chargé de soumettre un rapport sur l'union européenne au prochain conseil européen à Chypre.

COMMONWEALTH. — Les ministres des pays du Commonwealth, réunis à Georgetown (Guyana), ont adopté à la fin du mois d'août une déclaration reconnaissant l'adoption de mesures visant à réduire l'écart entre nations riches et nations pauvres. Cette déclaration, qui reprend les conclusions du rapport d'un groupe de dix experts, recommande la mise en œuvre d'un programme intégré concernant les matières premières qui aurait pour base l'établissement d'un système de stocks régulatoires industriels pour les pays producteurs et consommateurs de matières premières, mutualisé ; pourrait se fonder sur les pays exportateurs de pétrole. Le rapport recommande également l'industrialisation des pays des matières premières sur ceux des produits industriels.

TRANSPORT AERIEN. — Les représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont tenu, le 2 septembre à Genève, une série de réunions consacrées aux tarifs à appliquer à partir du 1er octobre 1976, sur l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique. Parmi les sujets à l'ordre du jour figure la fixation des tarifs applicables pour le super-sous-traitement des passagers et des bagages. Airways ont proposé à l'IATA de lui appliquer un tarif supérieur de 10 % à celui des « premières classes », tandis que certaines compagnies aériennes demandent un tarif de 20 à 25 % supérieur.

OTASE

Dissolution progressive de l'organisation

LES représentants des six membres actifs de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) — Indonésie, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Malaisie — réunis le 24 septembre à New-York, ont décidé que l'OTASE ayant rempli sa mission, et en raison des circonstances nouvelles en Asie du Sud-Est, elle devait disparaître graduellement à la fin de l'année 1975, sous les auspices du Conseil de l'Europe, pour examiner les problèmes particuliers qui se posent aux autorités locales et aux populations de ces régions. Les débats ont principalement porté sur certains aspects de la coopération frontalière : la consultation préalable lors de l'établissement d'installations industrielles (usines polluantes et centrales nucléaires), les divers modèles de qualification régionale dans les zones frontalières, l'exemple de coopération entre régions frontalières dans les pays nordiques pour la protection de l'environnement et la contribution des travailleurs frontaliers à l'intégration européenne. Les conclusions de ce colloque seront transmises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Le secrétaire général de l'OTASE a été chargé de mettre au point un plan de dissolution. (Voir page 21 l'article de Philippe Fons.)

Conseil de l'Europe

La coopération entre zones frontalières

PLUS de cent cinquante représentants de régions et de communes frontalières de quatorze pays européens se sont réunis à Innsbruck du 11 au 13 septembre sous les auspices du Conseil de l'Europe, pour examiner les problèmes particuliers qui se posent aux autorités locales et aux populations de ces régions. Les débats ont principalement porté sur certains aspects de la coopération frontalière : la consultation préalable lors de l'établissement d'installations industrielles (usines polluantes et centrales nucléaires), les divers modèles de qualification régionale dans les zones frontalières, l'exemple de coopération entre régions frontalières dans les pays nordiques pour la protection de l'environnement et la contribution des travailleurs frontaliers à l'intégration européenne. Les conclusions de ce colloque seront transmises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Le conseil interparlementaire s'est réuni à Londres les 3 et 12 septembre. Il a admis, comme membre de l'Union, le Parlement de la République arabe du Yémen et a décidé de suspendre l'affiliation des groupes interparlementaires de la République du Vietnam et du Laos. Informé des mesures prises par les membres de l'Organisation, ainsi que par le secrétariat,

Actualité sociale INTERNATIONALE chaque mois intersocial vous apporte un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du travail: une expérience américaine, les "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail...) des informations, des analyses, des reportages, des interviews, des "brèves" (conditions de travail, emploi, multinationales, politique économique, relations du travail, salaires-revenus, syndicats...) des statistiques — inédites — commentées et un tableau de bord

AVIGNON VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES ALLE au passage de ses monuments anciens l'énergie tourloutourne d'une jeune cité qui, dans un lieu sans relâche, construit son avenir ELLE VOUS OFFRE :

ETES EUROPEENS

NICE

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

## RHODÉSIE

### La forteresse assiégée

Par FRANCIS LECLERC

PASSANT au ras des bocquets joints par la saison sèche, l'hélicoptère Alouette-III, l'un des cent cinquante prêts par l'Afrique du Sud, tourne le brousse clairsemée. Soudain, un guérillero fait un mouvement pour s'entourer sous l'abri d'un arbuste. L'éclair de son arme attire aussitôt l'attention du mitrailleur, qui pivote le long de l'axe de son canon de 20 millimètres. L'appareil dérape sur le côté. Au split, l'homme ébauche un geste de fuite et retombe, coupé en deux par la rafale tournant en cercles serrés autour du groupe qui se met à courir dans les hautes herbes. L'Alouette le poursuit de ses tirs meurtriers hechant autour de lui le végétation. Dévoilés par les obus explosifs, les partisans parviennent à gagner un épais couvert. Tandis qu'il communique à la radio la position et l'axe de fuite du petit groupe, le pilote pose son appareil à la lisière. Aussitôt, trois commandos SAS, le tuât d'assaut FAL à la main, se lancent à la poursuite des fugitifs. Deux heures plus tard surpris au détour d'une piste par le feu de deux mitrailleuses postées en embuscade, le reste du groupe de guérilleros est exterminé.

NUMÉRIQUEMENT faible, l'armée rhodésienne, qui se donne l'illusion efficace de l'armée israélienne, mise sur la vitesse, le renseignement et la communication. Malgré les mines de plus en plus nombreuses, les Land-Rover de la Special Branch — la police spéciale, et de l'armée patrouillent sans cesse sur les plates de zones d'insécurité. Malgré les difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange, les vieux appareils de l'armée de l'air assurent une couverture mortelle contre les infiltrations de guérilleros. Mais, sans les néo-colons sud-africains qui constituent l'épine dorsale de sa force d'intervention, la capacité de réaction du système de sécurité rhodésien serait considérablement réduite.

Jusqu'à présent, les forces de sécurité rhodésiennes avec l'appui des quatre mille policiers sud-africains cantonnés aux fron-

tières, avaient réussi à contenir les infiltrations des soldats des organisations noires : le ZANU, le ZAPU et le FROLIZI. Les divisions des combattants de la liberté les avaient écartés tant qu'ils avaient embarrasé le Zambie de Kenneth Kaunda, l'Etat indépendant voisin qui leur fournissait accueil et soutien logistique. Outre le différend économique affiché dans l'hostilité des deux mouvements — le ZAPU soutenu par l'Union soviétique et le ZANU armée et entraînée par le Chine, — de violentes luttes tribales ensanglantèrent régulièrement le camp nationaliste. Les efforts de conciliation panafricains entre les deux mouvements n'avaient abouti qu'à créer un troisième, le FROLIZI. Régulant leurs différends internes à coups de bombes, les factions entretenaient un climat d'insécurité dans les pays hôtes. Indignée par l'assassinat, dans des circonstances mal éclaircies, de Chilapo, le chef militaire de la ZANU, au début de l'année, les présidents Kaunda, de la Zambie, et Nyerere, de la Tanzanie, finirent par interdire les mouvements dans leurs pays respectifs, ouvrant ainsi des perspectives de négociation.

POURANT, une reprise des combats, dans les circonstances nouvelles créées par l'indépendance du Mozambique, pourrait vite s'élever catastrophique militairement pour le système de sécurité rhodésien. A part les 200 kilomètres de frontières communes avec l'Afrique du Sud, la Rhodésie est désormais entièrement entourée d'Etats noirs. Pour défendre des milliers de kilomètres contre les infiltrations des guérilleros, l'armée rhodésienne ne dispose guère que de quatre mille hommes d'active et dix mille de réserves. Ses moyens de recrutement sont limités dans un pays qui ne compte que deux cent cinquante mille Blancs contre cinq millions de Noirs : une proportion de un à vingt.

Dans sa force d'intervention constituée de trois régiments, deux unités sont blanches : le RLI (Rhodesian Light Infantry, régiment léger d'infanterie), le SAS (Special Air Service, les para-commandos), la troisième, africaine, le RAR (Rhodesian African Rifles, le régiment de travailleurs africains). Bien que les Rhodésiens aient bien haut l'ébauche de la fidélité de ce régiment, surtout recruté chez les kalanga, certains incidents récents permettent d'en douter.

Une nouvelle unité africaine serait en formation, composée de transfuges mozambicains des GEP, ces troupes spéciales de la FIC, le Gestapo portugais, commandos de sinistre mémoire. Recrutés par une intense campagne internationale, des mercenaires arrivent de tous les points du monde : Américains vétérans du Vietnam, anciens légionnaires, ex-paras, soldats de fortune et clochards de l'aventure guerrière.

Mais le nombre très faible des Rhodésiens blancs et la fragilité de l'économie du pays ne permettant pas une longue mobilisation dans l'armée. Le soutien de plus en plus conditionnel de l'Afrique du Sud, qui a été le premier à tirer les conséquences de la chute de l'empire portugais, prive désormais la Rhodésie de son dépositaire militaire. Les quatre mille policiers sud-africains qui patrouillaient les frontières ont été officiellement retirés dans le cadre de la politique de détente. En fait, si leur présence se fait plus discrète, elle n'a pas totalement disparu.

Il semble bien qu'une reprise des hostilités, déclenchée cette fois avec l'appui déterminé et l'expérience du FRELIMO mozambicain, correspondrait à une infiltration de grand style : des milliers de guérilleros. L'armée rhodésienne, qui n'est pas parvenue à détruire les foyers de guérilla de groupes souvent mal dirigés et divers, se trouverait alors incapable de faire face. Elle ne pourrait espérer rétablir la situation que grâce à une intervention de l'armée sud-africaine et c'est bien ce que le gouvernement de M. Vorster semble vouloir éviter.

« REGARDEZ l'Afrique noire, elle en est à son trente-cinquième coup d'Etat militaire. Nulle part un régime démocratique. Vous cherchez dans une Afrique africaine un mot qui exprime le concept de chef de l'opposition et ce que vous pouvez trouver de plus approchant c'est

« chef ennemi ». Partout des massacres, le règne de l'injustice, de l'arbitraire et du pillage. » La moustache blonde soigneusement taillée, la voix douce et mesurée, l'officier du gouvernement rhodésien poursuit : « Il n'est pas question pour nous de nous soustraire à la loi de la majorité. Tous ici savent bien qu'elle est inéluctable. Ce pays deviendra noir et nous ne l'empêcherons pas. Mais nous voulons que le passage se fasse progressivement et dans l'ordre. Les Africains sont trop impatientes : ils veulent tout et tout de suite. Dans cinq ans, par le jeu normal des institutions, ils disposeront de la majorité à la Chambre. Cinq ans, c'est de toute façon ce que nos forces de sécurité peuvent tenir. Alors pourquoi veulent-ils obtenir par la violence ce qu'ils peuvent avoir pacifiquement ? » Dans toute la Rhodésie blanche, on entend le même discours, on sent la même inquiétude.

Sur l'échiquier central du pays, les hautes terres, où l'altitude assure un climat tempéré, les fermes européennes s'alignent les unes après les autres, vastes entreprises modelées aux productions agricoles. Elles se partagent 45 % de la superficie totale du pays et certaines d'entre elles dépassent le million d'hectares. Parqués dans les basses terres, cinq millions d'Africains s'entassent sur les territoires saupiqués des Tribal Trust Land, les réserves indigènes.

Les fermiers se font fort de rappeler que la Rhodésie est le grenier de l'Afrique australe, qu'ils nourrissent de leur production tous les pays de la région. Le Mozambique et l'Angola mourraient de faim sans eux. Si les Africains prenaient leurs terres, ils ne feraient qu'étendre la misère et le sous-développement : les terres des réserves indigènes n'étaient pas plus mauvaises que celles des fermiers blancs, c'est le mauvais usage, l'ignorance et l'érosion qui en a fait ce qu'elles sont.

« Un Africain n'a jamais pu avoir une ferme, on ne lui a jamais donné les moyens d'apprendre. Comment peuvent-ils dire que nous sommes des inécapables, nous n'avons jamais eu notre chance. » L'Africain qui me parle n'a rien d'un révolutionnaire. Il croit religieusement aux diplômes, à l'éducation, à toutes les règles du monde blanc. Il s'est saigné pour que son fils puisse faire ses études, et maintenant que celui-ci est licencié de chimie, il ne peut pas trouver d'emploi parce qu'il y a toujours quelqu'un qui vient d'Europe et qui prend la place.

DEPUIS l'époque de la défunte fédération des Rhodésie-Nyasaland et du gouvernement libéral de Garfield Todd, la situation des Africains en Rhodésie n'a cessé de se dégrader. Ils ont subi une telle succession d'humiliations, de réductions de leurs droits et de promesses non tenues qu'ils ont perdu toute confiance dans le gouvernement de M. Smith. Malgré les déclarations officielles, la publicité des négociations avec les chefs traditionnels et le recours systématique à toutes les techniques d' diversion et de manipulation, le glissement définitif de l'opinion africaine dans le camp nationaliste ne peut plus être caché.

Dans ce pays, où les Africains n'ont pas le droit, quelle que soient leurs connaissances techniques ou leurs moyens financiers, d'acheter des terres, où leurs droits de propriété sont à peine tolérés dans les villes et restreints à certains quartiers, même la petite bourgeoisie est en train de se retirer à la lutte armée. Témoin cet homme d'affaires, prospère, cravaté à grosse épingle, diamant à la chevelure et costume trois pièces sombre qui, au début de l'entretien, paraît réaliste, enjoint et progressif et brusquement s'échappe : « Les Blancs ne réalisent pas combien nous sommes à bout. Ils nous bradent sans cesse à la face le massacre du chaos. Ils ne nous impressionnent plus avec leurs arguments économiques et leurs calomnies sur les Etats indépendants. Nous n'avons rien et nous n'avons aucun droit. Un homme humilié et dépouillé n'a rien à perdre. Ils croient nous faire céder au nous massacrer, en nous terrorisant avec leurs chiens et leurs fusils. Ils refusent de voir la réalité, de savoir que nous sommes prêts à mourir, à tout brûler, car nous sommes désespérés. Maintenant, le pire peut arriver, qu'il arrive ! »

L'EFFONDREMENT du colonialisme portugais, entraînant le victoire du FRELIMO révolutionnaire au Mozambique après les accords de Lusaka de septembre 1974, a provoqué dans toute l'Afrique australe un bouleversement des rapports, de force autour du Zambie. Cette ancienne frontière du bloc austral blanc, brusquement reculée d'un millier de kilomètres tout le long de l'océan Indien, n'est plus tenue par la Rhodésie, désormais presque entourée par les Etats indépendants et à peine reliée à l'Afrique du Sud par un isthme étroit.

Au lieu de soutenir, au Mozambique et en Angola, une aventure « rhodésienne » tentée notamment par les « petits Blancs » portugais, le gouvernement de M. Vorster s'est abstenu de toute intervention. A la voix « israélienne » de prise de gage, qui aurait élargi le constitution par la force d'états-tampons l'isolant de l'Afrique noire et de ses infiltrations, l'Afrique du Sud a préféré une série de manœuvres visant à stabiliser la région par la négociation et la coopération économique.

C'est que la structure du pouvoir y est dominée par de grands intérêts financiers syndiqués par Harry Oppenheimer, président de l'Anglo American Company. La politique à long terme des grandes compagnies est d'insérer l'Afrique du Sud dans le continent. Conscience du fait que la République australe a la capacité de devenir le leader économique du continent et d'y conquérir un fabuleux marché, la classe des affaires est prête à consentir de grandes concessions politiques.

M. Vorster prêterait un régime noir autoritaire et conservateur, qui pourrait devenir un partenaire commercial, à l'instar du Malawi du Dr Banda, et ménager à l'Afrique du Sud une voie d'accès sur l'Afrique noire, tout en servant d'alibi international et de protection contre les infiltrations des guérilleros. Mais sa marge de manœuvre est douteusement réduite : d'une part par l'opinion de son électorat, des boers ultra-conservateurs et, d'autre part, par les gouvernements noirs et les nationalistes rhodésiens, qui peuvent échapper à son contrôle. Aussi dose-t-il soigneusement ses pressions sur la Rhodésie, tout en exigeant de M. Smith toute une série de mesures de libéralisation qu'il se refuse bien à faire chez lui.

AUX Initiatives de l'Afrique du Sud correspond, au même moment, dans le camp africain, une situation exceptionnellement favorable. Inquiet des divisions étalées au grand jour des trois mouvements de libération, les gouvernements de Zambie, de Tanzanie, du Botswana et du Mozambique les forcent à s'unir sous la bannière de l'A.N.C. (African National Council), dirigé par l'évêque Muzorewa. Partisan du dialogue, celui-ci répétait alors qu'il y avait une possibilité d'accord sur un compromis négocié « entre la loi de la majorité tout de suite et la loi de la majorité jamais ». Cette volonté affirmée d'éviter les recours aux extrêmes et les confrontations sanglantes correspondait à l'« humanisme » de Kenneth Kaunda, enclin par sa philosophie à souhaiter en Rhodésie un régime noir modéré.

Face à une situation économique qui se dégrade avec la chute des prix du cuivre, contraint, aujourd'hui, d'importer d'Europe des produits alimentaires au prix d'une coûteuse hampe de devises, le chef de l'Etat zambien a un besoin urgent de rouvrir ses frontières avec la Rhodésie. Outre l'importante assistance technique qu'assurait la reprise du dialogue avec Pretoria, une solution rapide du problème rhodésien permettrait donc à la Zambie de résoudre les difficultés internes dans lesquelles elle se débat. Mais l'arrivée au pouvoir en Rhodésie d'un régime radical comme celui du ZANU, violemment hostile à la présence blanche, pourrait, par contagion, ouvrir en Zambie les débats clos par l'élimination de Kapwepwe, l'ancien vice-président républicain « tribaliste bombé » et « arriblanc ». Au moins d'accord sur ce point avec l'Afrique du Sud, M. Kenneth Kaunda prêterait au leader du ZANU, le révérend Biko, celui du ZAPU, M. Joshua Nkomo, ancien syndicaliste, décrit comme un « homme fort et réaliste ». Mais, là encore, le margo de manœuvre du président zambien, de plus en plus menacé, est limité par le radicalisme croissant des organisations nationalistes du Zimbabwé et la raideur bornée du régime rhodésien.

### Dans ce numéro :

- P. 2 et 3 : L' « autorité » des tarifs en Italie, par Jean-François Douminé.
- P. 4 à 7 : LE PORTUGAL SANS MYTHOLOGIE : Jeu de massacre et conflit de légitimités, par Gilles Herzog et Bernard-Henri Lévy ; crise économique et transition au socialisme, par Yves Baron — Les sanglants incidents du Timor servent

- P. 8 : Les visées de l'Indonésie, par Maxime Dublat — Un film sur l' « Angola, guérilla du peuple », par Ignace Ramonet — Fin de l'article de R. Lafont.
- P. 9 à 13 : LE PAIX SURMÉRITÉ, par Charles Zarghibe — Le procès de Stuttgart et les droits de la défense, par Fred Mohr. La famine réévaluée à Haïti, par W. Cadat — M. Elsing et l'insécurité économique mondiale, par I. Dussac.

- P. 16 : PANAMA : Les Etats-Unis durcissent leur position sur l'avenir du canal, par Roger Javier Leuzens. Dans les revues...
- P. 17 : POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La culture de Caliban, par Gerald Moore.
- P. 18 à 20 : BRUNEI ENTRE DEUX AGES, reportage de Michael Morrow.
- P. 21 : La dissolution de l'OTASE, par Philippe Pons. CHINE : Contre les résurgences bourgeoises, la lutte des classes continue, par Jean Daubier.
- P. 22 : Les livres du mois.
- P. 23 : CINEMA POLITIQUE : Expressions régionales, par Ignace Ramonet, Philippe Haudiquet, Daniel Serceau et Guy Hennebelle.
- P. 24 : Deux communautés économiques pour l'Afrique de l'Ouest, par Marc Penouil.
- P. 25 à 27 : L'activité des organisations internationales.

### FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES à usage professionnel

Langues et Affaires, organisation moderne d'enseignement à distance, riche de plus de vingt années d'expérience dans le domaine linguistique, a mis au point des cours de langues étrangères (anglais, allemand, italien, espagnol) spécialement conçus pour une utilisation professionnelle (langue du commerce et des affaires, langue économique et contemporaine). Quels que soient le rythme de vos activités et votre lieu de résidence, vous pouvez suivre ces enseignements sans changer en rien vos occupations quotidiennes. Ils constituent de plus, des préparations efficaces aux diplômes des chambres de commerce étrangères de l'université de Cambridge (Lower et Proficiency), au B.T.S. de traducteur commercial, etc. Nombreuses utilisations dans le commerce et l'échange international, compagnies sérieuses et maritimes, tourisme, administrations, banques, commerce international, secrétariat multilingue, traduction, interprétation, hôtesse, etc. Méthodes audio-visuelles tous niveaux (y compris débutants). Département Formation Professionnelle Continue Service Orientation Doc. grat. n° 1473 à Langues et Affaires (organisme privé), 25 rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Téléphone 270-81-82.

- P. 14 et 15 : UNE GAUCHE AU PLURIEL : La lutte contre les diverses formes d'ex-